

ERREURS

ET

MENSONGES HISTORIQUES

PAR

M. CH. BARTHÉLEMY

MEMBRE DE L'ACADÉMIE DE LA RELIGION CATHOLIQUE DE ROME.

La première série de cette publication a été honorée d'un Bref de Sa Sainteté le Pape
Pie IX

EN DATE DU 16 SEPTEMBRE 1863

Ce n'est pas le mensonge qui passe par l'esprit
qui fait le mal, c'est celui qui y entre et qui s'y fixe.

(BACON, *Politique*, II^e partie, p. 48, 1742.)

L'erreur qui précède la vérité n'en est que
l'ignorance, l'erreur qui la suit en est la haine.

(VALÉRY, *Études morales, politiques, etc*
2^e édition, p. 80, 1824.)

QUINZIÈME SÉRIE

Une république cléricale. — Les mensonges de
la peinture. — La question des congrégations,
il y a cent ans. — Le roman de l'évêque Syné-
sius. — L'excommunication au moyen-âge.
— La religion de Montesquieu. — La mort de
Jean Goujon. — La caricature de Santeuil. —
Les mœurs de Robert d'Arbrissel. — Un ar-
tiste français calomnié. — L'instruction pri-
maire en France pendant la Révolution. —
Une statue à Coligni.

PARIS

BLÉRIOT FRÈRES, LIBRAIRES-ÉDITEUR

55, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS, 55

1882

14
COLLECTION BLÉRIOT,

1478
23
ERREURS
ET
MENSONGES HISTORIQUES

G. 19218 (2)

MF
S/257218

BREF DE SA SAINTETÉ LE PAPE PIE IX

A NOTRE CHER FILS

CHARLES BARTHÉLEMY

A VERSAILLES

Pie IX, pape.

Cher fils, Salut et Bénédiction Apostolique.

Depuis longtemps la peste du mensonge a envahi non-seulement les journaux mais encore l'histoire elle-même, de telle sorte qu'un des plus illustres écrivains de ces derniers temps a pu proclamer que l'histoire des trois derniers siècles n'est autre chose qu'une perpétuelle conjuration contre la vérité.

Jamais certes la vérité n'a manqué de champions qui s'attachent à déchirer les voiles tissés par la calomnie, à réfuter les erreurs, à écrire de nouveaux livres conformes à la vérité; et toujours cependant les mêmes calomnies ont repris une nouvelle vie; on a vu se produire au jour et dans le monde les mêmes erreurs qui, le visage couvert de nouveaux masques, se sont appuyées sur de nouveaux sophismes, pour tromper ceux qui ne sont pas sur leurs gardes.

Il est donc de la plus haute importance de battre en brèche cette opiniâtre impudence par de nouvelles réfutations, — surtout par ces réfutations que leur brièveté engage à les lire et dont le modique prix d'achat peut les mettre facilement à la portée de tous.

C'est pourquoi, bien que — chargé de tant d'affaires très graves, — Nous n'ayons pas encore pu lire l'ouvrage que vous Nous avez offert et que vous avez intitulé : *Erreurs et mensonges historiques*, cependant Nous approuvons pleinement votre but.

Tandis que vous travaillez à un plus grand ouvrage destiné à la gloire de l'Eglise et à l'utilité des fidèles, vous avez consacré quelques heures de plus à ce livre.

En vous exprimant Notre gratitude, Nous vous exhortons à poursuivre sans relâche le grand travail que vous avez entrepris, et comme gage de Notre très affable bienveillance envers vous, Nous vous donnons, cher fils, très affectueusement la Bénédiction Apostolique.

Donné à Rome, près Saint-Pierre, le seizième jour de septembre 1863, la dix-huitième année de Notre Pontificat.

PIE IX, PAPE.

ERREURS

ET

MENSONGES HISTORIQUES

UNE RÉPUBLIQUE CLÉRICALE

Un penseur éminent, qui écrivait au commencement de ce siècle, a dit avec autant de raison dans le fond que d'originalité dans la forme : « L'homme ne vaut que parce qu'il croit. Qui ne croit rien ne vaut rien. » Ce que le grand Joseph de Maistre (1) proclamait de *l'individu* est aussi vrai, sinon même davantage, de *l'État*, et l'on peut écrire en toute sûreté cet axiome qui devrait être aujourd'hui, comme il le fut jadis, la base et le principe même de toute politique seule digne de ce nom trop profané de nos jours : « Un pays et un État ne valent que parce qu'ils croient. Un pays et un État qui ne croient rien ne valent rien. » Si cela est vrai une fois pour le régime monarchique, ce l'est deux et trois fois pour un gouvernement républicain, et, sans remonter jusqu'à Sparte et Athènes païennes, si profondément religieuses, qu'on en bannisait un sophiste qui avait tenté d'y ériger l'athéisme en corps de doctrine, nous en tenant à Venise, cette république éminemment *cléricale* (nous soulignons à dessein

(1) *Lettres et opuscules*, tome II, p. 46.

le mot), qui a duré plus de douze siècles, on sait avec quel éclat et quelle gloire réelle et de bon aloi, nous allons entreprendre de prouver, l'histoire à la main, que ce qui fit la force, l'esprit de justice, le sentiment paternel de cette république ce fut principalement son esprit essentiellement religieux, se traduisant par des habitudes et des pratiques qui sembleraient ultra *cléricales* à nos héritiers des immortels principes de 1789.

Mais d'abord il s'agirait, une bonne fois pour toutes, de bien s'entendre sur la valeur de cet adjectif qualificatif, *clérical* ; l'ennemi bien connu (puisque'il est convenu que *le cléricalisme, c'est l'ennemi*), serait plus facile à combattre et à vaincre.

« *Clérical*, dit M. Littré, en son excellent *Dictionnaire de la langue française*, signifie *qui est favorable au clergé, à l'Église. Le parti clérical. Tendances cléricales. Substantivement Les cléricaux.* » Ceci s'imprimait à la date de 1863, sous un régime qui n'était pas précisément *clérical* ; car, c'est alors que se préparait et s'acheminait dans l'ombre la conspiration antireligieuse qui est loin encore, à l'heure qu'il est, d'avoir dit son dernier mot, non plus que la Révolution de la fin du siècle dernier qui en fut l'origine.

Avant de montrer, par l'étude de la constitution politique de Venise, comment une république, c'est-à-dire un régime de sage et vraie liberté, n'est nullement incompatible avec la religion, ses doctrines et ses pratiques dans la personne de ses chefs, énumérons quelques-unes des plates énormités débitées et formulées en corps de sophismes par les soi-disant penseurs, publicistes et journalistes de ce temps-ci, en remontant à environ un demi-siècle.

« La France, dit M. Dupin, n'a jamais voulu plier sous le régime clérical. » Et d'un. M. Jourdan (du *Siècle*) proclame que « l'existence d'une corporation cléricale quelconque est incompatible avec la liberté. » Et Mme Sand : « Il y a autre chose que la doctrine cléricale, il y a le parti clérical, dont les menées rentrent dans l'ordre des agitations politiques. »

Enfin, selon un aveu naïf du *Grand Dictionnaire encyclopédique du XIX^e siècle*, « clérical ne se dit qu'en mauvaise part. »

« Et maintenant, s'écrie le susdit *Grand Dictionnaire*, avec des allures de Don Quichotte s'apprêtant à pourfendre les moulins à vent, et maintenant avons-nous besoin de définir l'esprit clérical ? Mais il se définit de lui-même : c'est tout simplement la raison bafouée (!), la lumière du soleil niée (!!), la liberté maudite (!!!), le despotisme exalté, le pouvoir civil enfin subordonné au pouvoir religieux, comme autrefois le bras séculier à la théocratie (?); l'esprit clérical, c'est la négation des conquêtes de la science moderne, la haine de la dignité humaine, le retour aux sanglantes ténèbres du moyen-âge, en un mot le contrepied de la Révolution. » Enfin, nous y voilà donc ! Le contrepied de la Révolution... Ceci s'imprimait et se publiait en 1869 ; depuis, il a été plus vrai que jamais de dire, en retournant chacun des sophismes ci-dessus accumulés :

« Avons-nous besoin de définir l'esprit radical Mais, il se définit de lui-même : c'est tout simplement le bon sens bafoué, la vraie lumière niée, la liberté persécutée, le despotisme révolutionnaire exalté, le pouvoir moral religieux mis sous les pieds de l'État sans Dieu ; c'est la négation des conquêtes de la civilisation catholique sans

lesquelles la science serait demeurée ensevelie sous les ruines des invasions barbares, la haine de la dignité divine se reflétant sur les traits et dans l'âme de l'homme, le retour aux sanglantes hécatombes de 1793 et de la Commune de 1871, en un mot le contrepied du véritable progrès. »

Voilà ce que c'est que l'esprit radical.

Pour en revenir ou plutôt pour en arriver à la république de Venise, par un détour qui peut sembler long mais qui était indispensable, nous le croyons, que l'on se représente la ville capitale de cet État plus de douze fois séculaire, avec ses *deux cents églises*, dont quatre-vingt-dix subsistent seulement aujourd'hui. Ces deux cents églises, — au *xvii^e* siècle, — se subdivisaient ainsi : « Soixante-douze paroisses, toutes servies par plusieurs prêtres habitués ; plus de trente couvents de religieux et plus de trente-cinq monastères de religieuses, outre plusieurs chapelles et un grand nombre de confréries de Pénitents, qu'on appelle Écoles, semblables à ce qu'on a vu autrefois et qu'on voit encore aujourd'hui en certaines provinces de France (1). »

Pour se rendre compte des motifs qui ont présidé à la fondation de tant d'églises que les voyageurs nous représentent comme très fréquentées, au siècle dernier, motifs qui ne sont pas purement de curiosité artistique ou d'ostentation simplement aristocratique, il suffit de parcourir attentivement, comme nous allons le faire avec nos lecteurs, l'excellent guide dans Venise, publié en 1771,

(1) De St.-Didier, *La ville et la république de Venise*, 1680, in-12, p. 62.

à Venise même, par le libraire Albrizzi (1). On verra qu'il n'est pas une de ces églises paroissiales, chapelles de couvents, Écoles mêmes, qui ne doive son origine à quelque vœu ou à la reconnaissance de bienfaits obtenus du ciel.

« Venise dit Albrizzi (2) s'est toujours distinguée entre les puissances chrétiennes par son zèle pour la religion catholique, jusque-là que, depuis le commencement du VII^e siècle, qui fut le troisième depuis son origine, elle mérita du souverain pontife Honorius I^{er} le titre glorieux de *République très chrétienne*. »

L'église cathédrale ou patriarcale de Saint-Marc, une merveille de l'art aux différentes époques, est le témoignage magnifique et éloquent de la piété des chefs suprêmes de la république de Venise ; cet édifice fut commencé en 828, sous le gouvernement de Jean Participace, aux frais de Justinien, son frère, qui en avait laissé l'ordre dans son testament.

Sainte-Marie Zobenigo tire son nom d'une famille patri-cienne; cette église fut réparée, en 1680, par divers nobles dont les noms ne sont pas venus jusqu'à nous.

Saint-Maurice a été bâtie par la famille Candiana.

Saint-Vidal doit son origine au doge Vital Falier, en 1084.

Saint-Samuel est due à la pieuse munificence des familles Boldu et Sorazo, en 1000.

(1) *Il forestiere illuminato della città di Venezia*. — Cet ouvrage fut traduit, en 1771, par Albrizzi même sous le titre de *L'Étranger pleinement instruit des choses les plus rares et curieuses, anciennes et modernes de la ville de Venise*, etc. De nombreuses estampes ornent ce livre.

(2) Page 4.

Près de Saint-Angelo un oratoire à l'ange Gabriel fut élevé par les Morosini en 920.

Saint-Benoît doit sa fondation aux Caloprin et aux Falier, en 1175.

Saint-Paternien consacre le souvenir de la piété des familles Bancarica, Andreardi, Fabiane et Muazza (vers 1200).

Saint-Luc rappelle et consacre le souvenir des Pizza-mana et des Dandolo (vers 1146).

Saint-Fantin fut érigée, en 966, par les Pisani.

Saint-Salvator doit son origine aux familles Galatazzi et Carosi, en 1506.

Saint-Barthélemy, d'abord construite par la famille Orseolo, fut rebâtie, en 1070, par le doge Dominique Selve.

Saint-Gallo rappelle le nom du saint doge Pierre Orseolo.

Sainte-Marie-des-Vierges fut érigée par le doge Pierre Ziani, en 1205 ; ce prince dota richement cette église et le monastère qui y était annexé.

Saint-Joseph devait son rétablissement à Jérôme Grimani, chevalier et procureur de Saint-Marc.

« L'hôpital de Saint-Antoine ou École des mariniers, dit Albrizzi (1), est un lieu bâti en conséquence d'un vœu de la république, lorsque par le secours que prêtèrent grand nombre de matelots, la ville de Scutari fut défendue contre les assauts des Turcs. On y entretient un grand nombre de marins qui ont bien servi et qui, ayant employé leur existence dans cette pénible profession, ne sont plus en état de travailler et n'ont pas de ressources. »

Les capucines de Castel doivent leur établissement à

(1) Page 117.

la piété de Fr. Vendramin, noble Vénitien, qui donna le terrain à ces religieuses « qui, par leur vie vertueuse et consacrée à la pénitence, sont un grand ornement pour notre ville... On y élève gratis un certain nombre de jeunes filles (1). »

La noble famille Grimani Calergi se chargea de faire restaurer à ses frais l'église de Saint-Antoine.

Marin Zorzi fonda Saint-Dominique et le couvent des Frères prêcheurs à Venise, en 1311.

Les Querini firent aussi rebâtir l'église de Saint-François de Paule dédiée, dans l'origine, à saint Barthélemy, « mais étant petite et d'ailleurs étant devenue caduque par son antiquité, la noble famille Querini la fit rebâtir d'une forme plus grande et plus belle, comme il paraît par deux inscriptions, l'une de l'année 1558 et l'autre de 1584, par lesquelles l'on voit que cette famille avait fait bâtir non seulement l'église mais encore l'hôpital voisin où sont entretenues quelques pauvres veuves (2). »

Saint-Blaise fut bâti, en 1052, par les familles Elia et Benzoni.

Saint-Martin avait été rebâti par la famille Valaresso ; non loin de là, la piété et la charité de la république avaient ouvert des asiles à des marchands de soie peu fortunés et à des veuves et autres pauvres femmes.

A l'hôpital de la Pitié on recevait les pauvres enfants abandonnés et on les élevait avec soin, sous la protection du doge. « On fait dans la chapelle de cet hôpital, ainsi que dans les trois autres hôpitaux de cette ville, de la musique excellente, exécutée par les jeunes filles qui y

(1) Albrizzi, p. 118.

(2) Id., p. 121 et 122.

sont élevées. Ce pourtant qu'il y a dans celui-ci de particulier, c'est qu'en certains jours solennels on y fait un concert d'instruments à vent dont pour l'ordinaire l'exécution est admirable. Il est composé de bassons, hautbois, clarinettes, trompettes, cors de chasse, flûtes de toute espèce, timbales et d'une harpe qui se fait entendre seule de temps en temps, et qui est admirablement à l'unisson de tous ces instruments, de sorte qu'on ne peut entendre rien de plus parfait et de plus harmonieux dans ce genre.

« Ces jeunes filles restent dans ces Conservatoires jusqu'à ce qu'il se présente pour elles un établissement honnête approuvé par les gouverneurs qui en ont le soin. Il arrive souvent qu'elles charment quelques-uns de leurs auditeurs, qui se déterminent à les épouser ; ce qui arrive communément quand elles sont d'une figure intéressante. Dans ce cas, le futur époux présente l'état de ses biens au bureau des gouverneurs, qui s'informent s'il est légitime, s'il est de bonnes mœurs et si une femme peut espérer un sort heureux avec lui ; alors on lui accorde la jeune élève qu'il demande. Celles qui ont des talents distingués reçoivent beaucoup de présents et souvent amassent une fortune honnête ; mais on ne permet à aucune de ces filles de monter sur le théâtre ; c'est avant d'en sortir qu'elles s'y engagent par serment.

« Les autres filles sont élevées par de bonnes maîtresses qui les instruisent dans certains ouvrages dans lesquels elles réussissent à merveille (1).

Saint-Zacharie doit son origine (817) à Justinien Participace, alors duc de Venise et à Hypâte, consul impérial.

(1) Albrizzi, p. 141 et 146.

La paroisse Saint-Jean-le-Neuf fut érigée par la famille Trevisane.

Saint-Provolo doit sa fondation, en 1389, à Amadée Bonguadagni, vice-chancelier de la commune de Venise.

Saint-Sévère fut fondé par le doge Ange Participace, en 820; au même doge est dû Saint-Laurent ainsi que le monastère des Bénédictines qui y est joint.

Sainte-Ternite doit son origine aux familles Celsi et Sagrado (xi^e siècle).

La Céleste fut commencée par la famille Celsi, en 1199.

Sainte-Marie-des-Pleurs, appelée les Capucines, fut commencée en 1649 et achevée en 1658, en conséquence d'un vœu fait par le Sénat à l'occasion de la guerre de Candie, comme il paraît par l'inscription placée sur la porte.

Les Mendiants, dont l'établissement se rapporte au commencement du xvii^e siècle, magnifique fondation où Albrizzi (1) signale les jeunes filles « qui, instruites dans la musique vocale et instrumentale, chantent dans le chœur de leur église l'office divin, aux jours de fête et en d'autres temps de l'année. On y voit aussi les infirmeries d'un grand nombre de pauvres vieilles qui y sont reçues et entretenues. Puis on passe dans des salles où sont de misérables vieillards en grand nombre reçus dans la maison et nourris aussi des revenus de l'hôpital.

« On voit dans l'église une tribune de bonne architecture. C'est là que les jeunes filles chantent l'office divin en musique et qu'en certains jours elles donnent des *ora-*

(1) P. 171 et 172.

toires (1), qui sont des espèces de concerts spirituels. C'est ici qu'on entend les plus douces et agréables voix de femmes et la musique la plus parfaite et la mieux exécutée; car il y a toujours des filles dont la voix a le plus grand éclat et qui chantent avec une facilité qui les rend admirables et qui font l'honneur de ce Conservatoire. »

Saint-Jean-et-Saint-Paul, couvent des Dominicains, doit son origine au doge Jacques Tiepolo, en 1234, qui leur donna le terrain sur lequel furent bâtis leur monastère et leur église.

Saint-Leo fut érigé par la famille Badoaro.

Saint-Cancian a pour fondateur la famille Zeno.

L'église des Saints-Apôtres doit son origine aux Erizzo et aux Cornaro, en 830.

Saint-Sophie fut fondée, en 1020, par les Graussona.

Sainte-Marie de Miséricorde doit sa création, en 939, à César des Jules, appelés aussi Andreardi.

La noble famille Venier fonda, en 1388, Saint-Aloise avec un monastère de Religieuses Augustines.

(1) C'est la véritable traduction du mot italien, *Oratorio*. St. Philippe de Néri avait fondé à Rome, au xvi^e siècle, une congrégation, à laquelle il avait donné le nom d'*Oratoire*, et, dans l'église de cette congrégation, il avait établi, pour détourner la jeunesse de l'usage et du goût des chants libres et même licencieux si répandus à cette époque, une réunion pieuse dans laquelle on exécutait des cantiques spirituels et diverses pièces de musique religieuse. Ces cantiques étaient composés, dans l'origine, par les deux protégés et amis de St. Philippe de Néri, Jean Animuccia et Palestrina, le plus célèbre des musiciens de ce temps. Plus tard, ces cantiques prirent peu à peu la forme du drame, en se développant d'une façon considérable, et on leur donna le nom d'*Oratorio*, du lieu où ils s'exécutaient primitivement.

Le *Corpus Domini* fut rebâti, au xiv^e siècle, par Fr. Rabbia, en conséquence d'un vœu qu'il avait fait pour la victoire remportée par les Vénitiens sur les Génois.

La paroisse Saint-Fosca fut érigée en 1297, par les Grimani; celle de Saint-Marcilian devait son origine (1133) à la famille Bocchi.

Saint-Jean de Rialto, d'abord fondé par les Trévisans, fut reconstruit au xvi^e siècle par le prince André Gritti.

Saint-Silvestre eut pour fondateurs les Andreardi, dits Guli.

Saint-Polo doit son origine (837) aux doges Pierre et Jean Tradonico.

La famille Badoaro institua la paroisse Saint-Jean l'Evangéliste en 790.

Les Frari furent établis, à la fin du xiv^e siècle, par Paul Savello, général des armées de la république de Venise.

Saint-Nicolas *de'Frari* fut bâti, ainsi que le couvent des Mineurs conventuels qui y est joint, aux frais du sénateur Nicolas Lion, procureur de Saint-Marc.

Saint-Toma doit son origine (917) à la famille Miani.

La paroisse de Saint-Cassian, érigée d'abord sous l'invocation de Sainte-Cécile, eut pour bienfaiteurs les Michieli et les Minotto, en 960.

Sainte-Marie, mère du Seigneur, eut pour fondateur la famille Capello, en 960.

Saint-Giacomo *dall'Orio* est encore une preuve de la généreuse piété des familles Badoer et Mela (1225).

Saint-Siméon le Grand reconnaît pour son fondateur la maison Briotta.

Les Foscari ont bâti Saint-Siméon Piccolo.

L'établissement de *Jésus Maria* reconnaît pour fondatrices l'honorable dame Angela Maria Pasqualigo et une de ses sœurs, nommée Lucie.

Sainte-Claire et son couvent ont eu pour bienfaitrices les familles Polana et Bernard, en 1234.

La paroisse Saint-Pantaleon doit son origine, en 1025, aux familles Signola et Caula.

Saint-Basegio reconnaît les Molina pour ses fondateurs (905).

Les Zancaruoli fondèrent la paroisse Saint-Nicolas, les Salomon Sainte-Martha ; Aloise Malipier contribua largement à la construction de Sainte-Marie-Majeure (1497), dont Fr. Mocenigo, procureur de Saint-Marc et Th. Canale furent aussi les bienfaiteurs.

Saint-Trovase, édifice antique, ruiné par le temps, fut relevé, en 1028, par les familles Barbariga et Caravella.

La Charité est une fondation de Marc Zeliani, en 1119.

Saint-Vio doit son origine à la famille Magni (917) :

C'est la famille Pasquasa qui dota Venise de l'église Saint-Grégoire.

L'hospice des Incurables est une fondation due aux Contarini, au xvi^e siècle. « On reçoit dans cette pieuse maison les jeunes filles qui sont demeurées sans parents. On les instruit, comme dans les trois autres hôpitaux, dans la musique vocale et instrumentale pour l'office de l'église, en quoi elles réussissent si parfaitement, que pendant toute l'année le concours des étrangers y est fort grand, n'y ayant aucune personne de distinction qui, arrivée à Venise, en parte sans avoir

honoré ces quatre maisons de sa présence, ou au moins celle des *Mendiants* et ce pieux hôpital (1). »

Sainte-Agnès doit sa fondation aux Mellini.

Nous ne prolongerons pas davantage cette énumération des fondations pieuses et charitables dues à la munificence des nobles familles de Venise; aux patriciens les bourgeois, les marchands, les corporations ouvrières se sont joints, à toutes les époques, pour rivaliser de zèle : c'est à l'esprit religieux, *clérical* de ces nombreux bienfaiteurs que Venise doit les innombrables merveilles d'art, architecture, peinture, sculpture, orfèvrerie, etc., qui font de ses églises, de ses couvents, de ses hôpitaux, etc. autant de musées splendides. Toutes ces merveilles n'ont rien coûté à l'État.

Mais était-ce seulement par un pur sentiment artistique ou même de vanité que ces personnages de toutes les classes de la société s'étaient, à l'envi, efforcé d'embellir les édifices voués à la religion? Non; ces hommes usaient du culte (pour nous servir d'une expression quelque peu familière de M. Thiers). Si la religion est un joug, il est doux pour ceux qui le portent de leur plein gré et animés du sentiment de la foi. Les patriciens, le doge en tête, n'ont cessé, pendant plus de douze cents ans, de donner l'exemple de la plus sincère et de la plus profonde piété. Persuadées, que selon une parole profonde de Montesquieu (2), « la vertu est indispensable dans un État populaire, » tel qu'une république et que, de même que les rois, les magistrats ne gouvernent que par Dieu et avec Dieu, *per me reges regnant*, ces chefs du

(1) Albrizzi, p. 328.

(2) *Esprit des Lois*, livre III, chapitre III.

peuple vénitien ne manquaient à aucun de leurs devoirs religieux, et il ne se passait pas un mois dans l'année où quelque souvenir patriotique et religieux en même temps ne les vît aller en procession à tel ou tel sanctuaire pour accomplir un vœu fait en quelque péril de l'État, et pour remercier le ciel des grâces signalées qu'ils en avaient obtenues.

Déjà, il y a deux siècles, en 1681, un voyageur français, l'avocat Huguetan (1) constatait la piété du doge, des sénateurs et des nobles Vénitiens. « Je remarquai que le doge et le Sénat ouïrent la messe et le sermon avec grande attention... Quand le Sénat et les nobles vénitiens font des processions, c'est avec grande gravité et beaucoup de vénération; ils ont chacun un flambeau de cire blanche à la main, ils sont ordinairement dans ces processions douze ou quinze cents nobles, la plupart gens de bonne mine et de riche taille...

« Le respect des Vénitiens pour la religion est fort loué par Philippe de Comynes, qui leur présage toute sorte de bonheur (2). »

Un siècle après, en 1771, rien sous ce rapport n'était changé, à Venise. Écoutons Albrizzi (3) : « Il n'y a peut-être point, dit-il, d'autre État dans l'Europe, où la

(1) *Voyage d'Italie curieux et nouveau*, etc. (Lyon, 1681, in-16), p. 218 et 219.

(2) « C'est la plus triomphante cité que j'aie jamais vue et qui plus sagement se gouverne et où le service de Dieu est le plus solennellement fait, et encore qu'il y peut bien avoir d'autres fautes, si crois-je que Dieu les a en aide, pour la révérence qu'ils portent au service de l'Église. » — Ph. de Comines, *Mémoires*, livre VII, chapitre VIII, ad. ann. 1494.

(3) P. 437-440.

religion catholique se soit maintenue avec autant d'intégrité qu'ici. La première qualité de cette auguste république est son attachement ferme et inviolable à la religion chrétienne et à l'Église catholique. Les généraux des armées, les gouverneurs des places, dans les guerres qu'ils ont eues avec les Turcs, ont soutenu jusqu'à l'effusion de leur sang et dans les supplices les plus cruels la foi de Jésus-Christ... Dans les temps les plus critiques, ce sage gouvernement a eu la plus grande attention à conserver le dépôt de la foi dans sa pureté et à empêcher que les auteurs des nouvelles hérésies ne répandissent le venin de leur doctrine dans l'État... A présent le zèle du gouvernement est le même...

« Quant au respect extérieur pour la religion et ses cérémonies, il est ici porté au plus haut point. Les monuments publics les plus considérables sont des preuves suivies de la piété du gouvernement dans tous les âges de la république. Le souvenir des victoires qu'elle a remportées sur ses ennemis est renouvelé tous les ans par quelque cérémonie religieuse, qui s'accomplit avec autant de majesté que de décence : c'est le prince, à la tête du Sénat, qui remplit ces devoirs de reconnaissance et de piété. Elle n'a pas craint de multiplier ses actes de reconnaissance et d'obliger son chef et ses principaux membres à la représenter autant de fois qu'elle a eu des actions de grâces solennelles à rendre pour quelque bienfait ou à remplir différents vœux qu'elle avait faits ; et ce culte extérieur et pompeux contribue beaucoup sur les mœurs des particuliers voyant cet attachement marqué à la religion dans ceux qui tiennent les rênes du gouvernement. Il en est de même de toutes les fêtes solennelles de l'Église, pendant lesquelles le doge et le Sénat assis-

tent à tous les offices avec grande exactitude... En général, toutes les cérémonies d'éclat contribuent à rendre la religion respectable au peuple, qui voit ses souverains les remplir avec autant de dignité que de décence : ainsi on peut dire que le peuple de Venise est fort assidu à ses devoirs de religion ; car on voit, aux jours de fêtes et particulièrement dans celles de la sainte Vierge, qu'on a pour protectrice (1), les églises remplies de noblesse et de gens de tout état et de tout sexe et condition qui y sont avec modestie. »

Nous terminons cette rapide esquisse ou plutôt ces souvenirs historiques et très exacts d'une république cléricale par le tableau « des fêtes et fonctions solennelles publiques religieuses, » emprunté par nous à l'ouvrage d'Albrizzi (2) et reproduit intégralement ici.

AU MOIS DE JANVIER.

Le 1^{er}, Sa Sérénité, en robe d'or, avec le royal cortège qui l'accompagne toujours dans les fonctions publiques, assiste à la messe solennelle à Saint-Marc, où durant trois jours de suite on expose le Très Saint Sacrement, et le soir du troisième jour il se fait une procession solennelle dans la grande place, où assiste toute la noblesse.

Le 6, Sa Sérénité se rend à Saint-Marc, où elle entend la messe, et elle-même répond au *Confiteor* et à l'*Introït*.

Le 8, Sa Sérénité, avec le cortège ordinaire, se rend

(1) La fête de l'Annonciation (25 mars) est le jour anniversaire de la naissance de Venise. « De là vient que, sur le pavé de l'Église de Ste-Marie de la Santé, on lit ces mots : *Unde origo, inde salus*, 1631. » Albrizzi, p. 319.

(2) Pages 478-490.

dans les peatons ou gondoles dorées à l'église de Castello pour la fête de saint Laurent Justiniani, dont on y conserve le corps.

Le 14, Sa Sérénité va à Saint-Marc pour la célébration de la fête de saint Pierre Orseolo, qui fut doge de Venise, au x^e siècle, et l'on expose les reliques de ce saint, qui furent données à la république par le roi de France (1).

Le 31, Sa Sérénité assiste à la messe solennelle, à Saint-Marc, où se rendent les processions ordinaires qui, autrefois, se faisaient le 25 juin pour la fête de la translation du corps de saint Marc.

FÉVRIER.

Le 2, fête de la Purification, Sa Sérénité va visiter l'église de Sainte-Marie-Formose, en souvenir du recouvrement des femmes enlevées par les Triestins, à Castel, en 939, le 31 de janvier. Ensuite, le doge revient à Saint-Marc pour la bénédiction des cierges et pour la procession.

MARS.

Le 25, Sa Sérénité va à Saint-Marc entendre la messe, et après dîner, elle assiste au sermon que prononce toujours le prédicateur de Saint-Laurent, et cela en mémoire de l'union des peuples circonvoisins qui habitèrent ces petites îles et donnèrent commencement à la fondation de Venise, en 421. En ce jour, le procureur de Supra, caissier, vêtu de pourpre, se transporte à l'é-

(1) St Pierre Orseolo était mort au couvent de St-Michel de Cuxa (Roussillon) en 987.

glise de la Salute, pour l'exposition de l'image de la sainte Vierge apportée de Candie, en 1669.

AVRIL.

Le 3, Sa Sérénité va, l'après-dîner, avec l'excellentissime collègue visiter l'église de la Charité pour gagner l'indulgence accordée par le pape Alexandre III, lors de son voyage à Venise, en 1577.

Le 16, Sa Sérénité entend la messe à Saint-Marc, où se rendent aussi processionnellement les Écoles ou Confréries, en mémoire de la délivrance de cette république de la conjuration de 1345.

Le 24, Sa Sérénité va à Saint-Marc pour les premières vêpres de la fête de ce saint apôtre, patron de Venise.

Le 25, fête de saint Marc, Sa Sérénité va entendre la messe dans l'église ducale. Les six Écoles grandes, celles des marchands, des peintres, des doreurs, etc., se rendent, ce même jour, processionnellement à Saint-Marc et vont faire présent au doge de plusieurs flambeaux de cire.

MAI.

Le 1^{er}, Sa Sérénité va à l'église des Vierges et y entend la messe, puis Elle va visiter celle de Saint-Daniel.

JUIN.

Le 13, Sa Sérénité, par suite d'un vœu, se rend à l'église de la Salute pour vénérer l'insigne relique de saint Antoine de Padoue, qui y fut transférée, en 1654, et où se rendent processionnellement les Écoles et le clergé régulier et séculier.

Le 15, Sa Sérénité visite l'église des Saints Vite et Modeste, appelée *San Vio*, en mémoire de la découverte de la conjuration de 1310.

JUILLET

Le 16, Sa Sérénité visite l'église des Thérèses et y entend la messe.

Le 17, Sa Sérénité visite l'église de Sainte-Marine, en mémoire du recouvrement de Padoue, en 1510. Le même jour, à l'île de la Grâce, s'embarquent les pèlerins qui vont à Assise.

AOUT.

Le 6, Sa Sérénité va visiter l'église des Saints-Jean-et-Paul pour la victoire remportée sur les Turcs aux Dardanelles, en 1656.

Le 15, fête de l'Assomption, Sa Sérénité entend à Saint-Marc la messe célébrée par Mgr le Primicier.

Le 16, Sa Sérénité, accompagnée du Sénat et des ambassadeurs, se rend à l'église Saint-Roch pour acquitter un vœu en mémoire de ce que Venise fut délivrée de la peste, en 1576 ; puis Elle va à l'église des Frari, d'où elle part après s'y être arrêtée quelques instants.

SEPTEMBRE.

Le 8 septembre, fête de la Nativité de la sainte Vierge, Sa Sérénité entend la messe à Saint-Marc.

OCTOBRE.

Le 7, Sa Sérénité va visiter l'église de Sainte-Justine, où

se rendent aussi en procession les Écoles pour la victoire obtenue sur les Turcs, aux Curzolari, en 1571 ; puis, Elle retourne à Saint-Marc.

NOVEMBRE.

Le 1^{er}, fête de la Toussaint, le doge entend la messe à Saint-Marc.

Le 21, Sa Sérénité, pour accomplir un vœu, visite l'église de la Salute, en mémoire de la délivrance de la peste de 1631. A Saint-Marc, le procureur de Supra, caissier, ouvre le tabernacle où se conserve l'image de la sainte Vierge apportée de Candie, en 1660.

DÉCEMBRE.

Le 6, le doge entend la messe dans la chapelle de Saint-Nicolas des Frari, érigée par suite d'un vœu, en 1220.

Le 8, fête de l'Immaculée-Conception, Sa Sérénité assiste, à Saint-Marc, à la procession qui se fait en l'honneur de la sainte Vierge.

Le 24, veille de la fête de Noël, le doge assiste aux matines, à Saint-Marc, et à la messe solennelle du soir qui finit à trois heures du matin.

Le 25, Sa Sérénité entend la messe à Saint-Marc, et, après le dîner, assiste au sermon, ensuite Elle va aux vêpres à Saint-Georges-le-Majeur, où Elle vénère le corps de saint Étienne.

Le 26, le doge entend la messe à Saint-Georges-le-Majeur.

Outre ces fêtes de fondation, le dimanche des Rameaux, le doge entend la messe à Saint-Marc et assiste avec le Sénat à la procession ; l'après-dîner, Sa Sérénité entend

le sermon et les vêpres et va visiter ensuite les églises de la Piété et du Sépulcre.

Le mercredi saint, le doge va, l'après-dîner, visiter l'église de Saint-Jean de Rialto et retourne ensuite à Saint-Marc pour les offices divins.

Le jeudi saint, Sa Sérénité va à Saint-Marc et y assiste à la messe solennelle; puis, Elle va visiter l'église de Saint-Jacques de Rialto, et l'après-dîner Elle revient à Saint-Marc pour assister à l'office.

Le vendredi saint, Sa Sérénité se rend à Saint-Marc où Elle assiste, en habit de deuil, à toutes les cérémonies saintes, et l'après-dîner Elle entend le sermon. On fait ensuite la procession, et après que l'on a mis Notre Seigneur dans le sépulcre, le grand chancelier le scelle avec l'anneau du doge. Le soir, toute la grande place de Saint-Marc est illuminée de deux flambeaux à chaque fenêtre : objet digne de l'admiration de l'étranger (1).

(1) « Dans les principales solennités de l'année, et surtout dans la Semaine sainte on suit (à St-Marc) un rituel conforme à celui de l'Église d'Alexandrie, à cause que le corps de saint-Marc en a été apporté à Venise, suivant l'ancienne tradition; c'est pourquoi on y observe des cérémonies très particulières, dont la plus remarquable est la procession du St-Sacrement, qu'on porte, le vendredi saint, à neuf heures du soir, en grande solennité, tout autour de la place, dans un cercueil couvert de velours noir...

« Rien au monde n'est plus beau que Venise pendant cette nuit, qui est éclairée d'un million de flambeaux : la place de St-Marc est, pour lors, un des plus beaux spectacles du monde. Il y a deux grands flambeaux de cire blanche à chaque fenêtre des Procuraties qui environnent la grande place. Ce double rang de flambeaux disposés avec ordre et ceux qu'on allume sur le

Le samedi saint, le doge assiste, à Saint-Marc, aux offices divins.

Le jour de Pâques, le doge entend la messe à Saint-Marc, accompagné du clergé de l'église ducale, et après le dîner il entend le sermon qui est fait d'ordinaire par le prédicateur de Saint-Zacharie, et à l'heure de vêpres il visite l'église de Saint-Zacharie.

Le dimanche de Quasimodo, le doge va à l'église de Saint-Geminian, qui était jadis au milieu de la place Saint-Marc; elle fut démolie et rebâtie à l'endroit où elle est à présent.

La veille de l'Ascension, le doge se rend à l'église ducale et y assiste aux vêpres qui s'y chantent solennellement. On expose ensuite le trésor sur le grand autel, en même temps que de précieuses reliques.

Le dimanche de la Pentecôte, le doge entend la messe à Saint-Marc.

Le jour de la Fête-Dieu, le doge entend la messe dans l'église ducale et assiste à la procession solennelle qui se fait dans la grande place de Saint-Marc.

Le troisième dimanche de juillet, le doge va avec la Sérénissime Seigneurie visiter l'église du Rédempteur, par suite d'un vœu en mémoire de ce que Venise fut délivrée de la peste, en 1575. Cette cérémonie est très solen-

portail de l'église font un très bel effet et éclairent toutes les processions des confréries et des paroisses voisines qui passent exprès dans la place... Toute la ville paraît en feu par le grand nombre de processions, où la cire blanche est si peu épargnée qu'on croit que ce soir il s'en brûle autant à Venise que pendant un an entier dans tout le reste de l'Italie. » — De Saint-Didier, *La ville et la république de Venise*, p. 46-48.

nelle ; tout le clergé régulier et séculier ainsi que toutes les grandes confréries y prennent part.

Je m'arrête ici et, comme conclusion à tirer de ces témoignages nombreux et significatifs de l'esprit éminemment clérical dont était animée la république de Venise, je prends la liberté de renvoyer le lecteur de ces faits à mon étude intitulée, *Les Mystères de Venise* (1), où déjà l'on a pu voir comment la justice et l'économie politique étaient pratiquées par la reine de l'Adriatique, le doge, ses magistrats et ses hommes d'État.

(1) *Erreurs et mensonges historiques*, neuvième série, p. 1-56.

LES MENSONGES DE LA PEINTURE

Si l'erreur et le mensonge courent les livres, on peut dire qu'ils pullulent dans la peinture et les estampes, reproductrices elles-mêmes des tableaux. Les écrivains soi-disant publicistes sont généralement peu instruits et d'ailleurs n'ont guère le temps de l'être, condamnés qu'ils sont à une production hâtive, partant peu réfléchie : il est vrai qu'il leur serait si facile de ne pas écrire et qu'il vaudrait souvent mieux pour eux et pour le public qu'ils eussent embrassé tout autre métier. Mais, enfin, pour en venir aux peintres, si peu instruits généralement, à combien d'erreurs, voire de mensonges leurs pinceaux n'ont-ils pas servi d'instruments de propagande ? Et l'influence de la chose peinte, gravée ou lithographiée est bien autrement grande, redoutable et irrémédiable que celle de la chose écrite. L'écrivain que l'on aura convaincu d'erreur ou de mensonge peut corriger ou effacer dans une édition, plus ou moins prochaine, les faits à lui signalés, tandis que le peintre ne peut pas, avec la meilleure volonté du monde, refaire son tableau, qui souvent ne lui appartient plus depuis longtemps, soit que le gouvernement le lui ait acheté pour quelque monument public de province, soit qu'un étranger l'ait acquis et porté loin du pays de l'artiste.

Ainsi, où peut bien être, à l'heure présente, un tableau de M. Glaize, qui a figuré à l'Exposition universelle de 1855, sous ce titre : *Le Pilon*, et dont nous entreprenons ici même l'analyse critique, au point de vue des erreurs et des mensonges qui y sont largement et publiquement affichés ? Le gouvernement d'alors récompensa le susdit tableau de la médaille de première classe et de la croix de la Légion d'honneur, peut-être à cause de ses tendances soi-disant philosophiques, voire antireligieuses.

Le Pilon, de M. Glaize, représente une vaste estrade où se dressent des poteaux auxquels sont attachés quelques personnages historiques (1), érigés par l'artiste en martyrs de l'humanité ; au bas, quatre monstres allégoriques, la Misère, l'Ignorance, la Violence et l'Hypocrisie symbolisent les passions ou l'abrutissement des persécuteurs.

Au centre de la composition, Jésus, à demi-dépouillé comme dans une *Flagellation*, lève ses regards vers le ciel ; à sa gauche sont : Homère, aveugle et mendiant, courbé par l'âge, appuyé sur son bâton et portant sa lyre suspendue au cou ; Dante, au masque souffrant et irrité, pensant à l'amertume du pain de l'exil ; Cervantes, avec son bras mutilé, cachant du mieux qu'il peut sa misère ; Jeanne-d'Arc, liée au poteau du bûcher ; Christophe Colomb chargé de fers ; Salomon de Caux, expliquant sa découverte d'un air égaré, qui touche à la folie ; Denis Papin, mort pauvre également, enfin deux martyrs de ce qu'on est convenu d'appeler *la liberté de conscience*,

(1) Nous empruntons cette description du tableau de M. Glaize, à l'article *Pilon* (le) du *Grand Dictionnaire du XIX^e siècle*, tome XII.

Étienne Dolet et Jean Hus. A la droite de Jésus figurent : Socrate, buvant la ciguë, Ésope, tenant à la main le vase sacré placé dans sa valise par les Delphiens et prêt à expier le prétendu vol dont on l'accuse ; Hypatie, se présentant sereine et résignée, « à l'ignoble populace chrétienne ameutée contre elle par l'évêque Cyrille » (*sic*) (1). Viennent ensuite Képler et Galilée, l'un debout, tenant le compas, l'autre ayant encore en main le cierge de l'amende honorable et se relevant après avoir demandé pardon à « un conclave d'imbéciles » (*sic*) (2) d'avoir découvert la vérité ; Bernard Palissy, mort à la Bastille pour cause de religion ; les derniers poteaux sont occupés par le Corrège et par Lavoisier ; ce dernier tient à la main la lettre touchante qu'il écrivit à la Convention pour demander un sursis afin d'achever une expérience.

« On peut, dit le *Grand Dictionnaire universel* du XIX^e siècle critiquer quelques-uns des choix de M. Glaize ; par exemple, on ne voit pas pourquoi le Corrège qui mourut, pour s'être trop échauffé en portant un énorme sac d'argent de Parme à sa ville natale, figure parmi les martyrs. Lavoisier, si déplorable que soit sa mort, ne fut pas une victime de la science ; on le condamna comme ancien

(1) Ce sont les propres expressions dont se sert le *Grand Dictionnaire*, l. c. sup.

(2) Expression du même *Grand Dictionnaire*. — Le mot *conclave* a pu paraître bien sonnant à l'oreille, mais son application au procès de Galilée est parfaitement inexacte ; en effet, le conclave est proprement l'endroit où s'assemblent les cardinaux pour élire un pape. Or, dire qu'un *conclave* fut réuni pour juger les doctrines de Galilée est aussi absurde que d'écrire que tel prévenu a paru devant un *conclave* de juges et surtout que de traiter les membres d'un tribunal d'*imbéciles*.

fermier général et non pas comme chimiste ; Papin ne fut pas entièrement méconnu ; la folie de Salomon de Caus est une légende. En revanche, de véritables martyrs de l'hypocrisie, de l'ignorance et de l'intolérance religieuse, comme Campanella et Savonarole, ne figurent pas sur le *Pilori* symbolique. Mais, conclut le *Grand Dictionnaire*, le peintre, comme le poète, est libre d'écouter ses préférences ; l'idée à laquelle a obéi M. Glaize est généreuse et cela suffit. »

Non, cela ne suffit pas, et voilà un *satisfecit* bien vite et bien cavalièrement accordé à l'artiste et à ses prétentions pseudo-philosophiques, pour ne pas dire antireligieuses. Il n'y a rien de *généreux* à adopter, patronner et glorifier l'erreur et le mensonge, soit par la plume, soit par le pinceau. Écartant de l'examen et de la discussion qui vont suivre Homère, Socrate et Ésope qui ont précédé le christianisme, ce sont Jeanne d'Arc, Denis Papin, Étienne Dolet, Jean Hus, Hypatie, Képler et Bernard Palissy, qui réclament plus particulièrement notre attention ; quoique Lavoisier ait été une victime de la Révolution et non de la Religion, nous lui consacrerons aussi quelques détails. Pour ce qui est de Dante, de Cervantes, de Christophe Colomb, de Salomon de Caus, de Galilée et du Corrège, nous nous contenterons de renvoyer aux diverses séries des *Erreurs et Mensonges historiques*, où nous avons traité ces questions et prouvé que l'Église ne fut pour rien dans les persécutions ou les malheurs qui atteignirent et frappèrent ces hommes célèbres (1).

(1) *Erreurs et Mensonges hist.*, dixième série : *Dante fut-il un hérétique et un révolutionnaire ?* (p. 77-116). — Neuvième série : *Cervantes, libre penseur* (p. 218-242). — Dixième série : *Le*

Restent donc seulement en cause, ici, en suivant l'ordre chronologique, Hypathie, Jeanne d'Arc, Jean Hus, Etienne Dolet, Bernard Palissy, Denis Papin, Képler et Lavoisier, ce dernier victime et martyr du fanatisme révolutionnaire ; en tout, huit figures dont deux de femmes. Nous y joindrons Campanella proposé par le *Grand Dictionnaire* pour remplacer Salomon de Caus sur le *Pilori* symbolique. Quant à Savonarole, nous renvoyons à la sixième série des *Erreurs et Mensonges historiques*, où l'histoire de l'éminent dominicain a été examinée et élucidée à fond (1).

I. — HYPATIE.

Hypatia, fille de Théon, philosophe et mathématicien d'Alexandrie, naquit vers la fin du iv^e siècle ; elle s'occupait des mêmes sciences que son père et s'y distinguait tellement qu'on lui donna la chaire de professeur que le célèbre Plotin avait occupée à Alexandrie. Sa réputation se répandit partout, et on vint de toutes parts l'entendre. Elle était d'une rare beauté, et tous les préfets d'Égypte recherchèrent son amitié. Oreste surtout fut étroitement lié avec elle. Comme saint Cyrille et ce préfet étaient en désaccord et que celui-ci ne voulait pas faire sa paix avec le saint patriarche, le peuple d'Alexandrie, dont l'imagination était très facile à échauffer, crut que

roman de Christophe Colomb (p. 1-58). — Deuxième série : *Salomon de Caus* (p. 273-282). — Première série : *Galilée, martyr de l'Inquisition*, (p. 85-103). — Dixième série : *La mort du Corrége* (p. 58-77).

(1) P. 118-177. *Savonarole fut-il un hérétique et un révolutionnaire?*

c'était par le conseil d'Hypatie qui était païenne comme lui, La populace conçut contre elle une haine implacable, qui s'aigrit de plus en plus, et un jour qu'elle sortait de sa maison, on la tua à coups de pots cassés et de tuiles, l'an 415. Tous les gens de bien, saint Cyrille surtout, furent affligés de cette scène d'horreur.

Au siècle dernier, le savant chanoine Goujet, auteur d'une intéressante *Dissertation sur Hypatie* (1), après avoir raconté dans le plus grand détail et en vrai panégyriste de cette jeune fille célèbre, les faits dont on vient de lire le résumé, demandait s'il était juste de regarder saint Cyrille comme l'auteur ou même le promoteur de la mort d'Hypatie ; « selon la fausse prétention des hérétiques de nos jours ; » dit-il (2) et il répondait : « 1° Socrate (qui a raconté le plus au long la fin tragique d'Hypatie), n'était pas partisan de Cyrille ; on le voit par toute son histoire... Si Cyrille eût été l'auteur de la mort d'Hypatie, qui eût empêché Socrate de le dire ? 2° Il avoue que ceux qui commirent cette barbare action étaient partisans zélés du patriarche ; mais, dit-il qu'ils en étaient avoués ? Est-il raisonnable de mettre sur le compte d'un homme tout le mal que font ses amis, quand même ils auraient eu le dessein de lui plaire en le commettant ?... Philostorge, historien ecclésiastique, contemporain d'Hypatie (3), parle aussi de la mort funeste de cette savante ; mais, loin de l'attribuer à saint Cyrille, il ne le nomme pas une seule fois. Il

(1) Insérée dans le tome V de la *Continuation des Mémoires de littérature et d'histoire*, par le père Desmolets, p. 139-187 (1749). Cette dissertation est datée du 27 juin 1727.

(2) Goujet, *Ibid.*, p. 177.

(3) Hist., lib. VIII, cap. ix.

est vrai qu'il dit qu'elle fut déchirée par les catholiques. Cette accusation est honteuse pour eux;... mais pourquoi la faire tomber sur saint Cyrille, lorsque tout parle en sa faveur? Nicéphore Callixte, autre historien ecclésiastique dans le ^{xiv}^e siècle, rapporte, dit-on, que le clergé de l'évêque Cyrille massacra Hypatie à cause du crédit qu'elle avait près d'Oreste. Mais, 1^o Nicéphore n'est pas d'une assez grande autorité pour en être cru sur sa parole, sans autre garant, quand les faits sont contestés; 2^o il n'a pu rien savoir de celui-ci que sur le rapport de Socrate; ce qu'il ajoute est pris dans son imagination; 3^o quand Cyrille n'aurait pas fait ces actions éclatantes de zèle et de vertu qu'il l'ont fait mettre par l'Église au nombre des saints, il suffisait qu'il fût homme raisonnable et homme public, qui avait une réputation à conserver, dont il était d'ailleurs fort jaloux, pour qu'on ne puisse pas l'accuser d'une témérité aussi aveugle que celle qui l'aurait porté à charger son clergé d'une action qui le déshonorait pour toujours et qui, bien prouvée, pouvait le réduire lui-même à de fâcheuses extrémités. Enfin, ce qu'il avait fait pour se réconcilier avec Oreste montre assez qu'il était bien éloigné de couvrir des desseins si inhumains.

« Les ennemis du saint évêque d'Alexandrie disent, pour appuyer leur sentiment, que Damascius, qui vivait au ^{vi}^e siècle, attribue ce meurtre à saint Cyrille. Avant que de voir s'ils ont raison de se tant glorifier de son autorité, voyons ce que dit ce Damascius. Cyrille passant, dit-il, un jour devant la maison d'Hypacie, vit à sa porte un grand nombre de personnes à pied et à cheval; les uns venaient, les autres s'en allaient, plusieurs s'arrêtaient. Il demanda quelle était la cause

d'un si grand concours. Ceux qui l'accompagnaient répondirent que c'était la maison d'Hypatie la philosophe, et que ces personnes venaient lui rendre leurs devoirs. Le patriarche, ajoute cet auteur, en conçut une si grande jalousie qu'il résolut dès lors de perdre promptement Hypatie, et il l'exécuta. Hypatie étant sortie, selon sa coutume, plusieurs personnes se jetèrent sur elle et la tuèrent (1). »

L'abbé Goujet, tout en professant son doute à l'égard de l'authenticité du texte de Damascius (2), ajoute : « Mais, la vérité de ce manuscrit supposée, je soutiens que ce récit ne fait rien contre saint Cyrille. 1° Toutes les raisons que nous avons dites au sujet de Socrate et de Nicéphore sont également contre lui. Je vous en laisse faire l'application, elle est facile ; 2° Damascius était païen. Est-il raisonnable d'abandonner l'autorité de Socrate et de Philostorge, historiens contemporains, pour en croire un ennemi déclaré de la religion, intéressé par conséquent à condamner le patriarche d'Alexandrie et qui vivait d'ailleurs plus d'un siècle et demi après le fait qu'il rapporte ? 3° Il dit que saint Cyrille fut étonné de ce monde qu'il voyait à la porte d'Hypatie et, par ce qu'il ajoute, il fait entendre qu'il ignorait et sa maison et ce qu'était cette philosophe. J'aurais pu arrêter là Damascius et lui demander à lui-même s'il était possible que Cyrille fût dans cette ignorance. Quoi ! Hypatie tenait depuis plusieurs années l'école publique d'Alexandrie, sa maison propre était comme le rendez-vous des magistrats et de tous les savants : et Cyrille, qui est évêque dans la

(1) Goujet, p. 177-183.

(2) P. 180 et 181.

même ville, s'informe froidement d'un fait dont le moindre d'entre le peuple était pleinement instruit ! Qui le croira ? Suidas, qui parle assez au long d'Hypatie, rapporte plusieurs sentiments sur sa mort : quelques-uns, je l'avoue, sont peu favorables à saint Cyrille ; mais Suidas, loin de les adopter, fait entendre qu'elle fut sacrifiée à l'envie que sa sagesse et son habileté dans l'astronomie, avaient excitée contre elle. Hesychius n'en dit pas davantage. Ces auteurs valent bien Damascius.

« Quand j'ai dit même que les protestants chargeaient saint Cyrille de ce meurtre, je n'ai pas prétendu parler de tous. Jean Albert Fabricius, dans sa *Bibliothèque grecque* (1), ouvrage d'un immense travail, dit qu'elle fut enveloppée dans une sédition populaire qui fut excitée à Alexandrie, et que le peuple ne se souleva contre elle que parce qu'il croyait qu'elle empêchait la réconciliation de Cyrille avec Oreste. Mais il ne dit point que cet évêque eût trempé dans cette sédition. M. Cave (2) va plus loin et lave en effet saint Cyrille de cette tache ; 1° parce que Damascius, auteur de cette calomnie, ne mérite point d'être cru, étant un ennemi de la religion chrétienne ; 2° parce que la probité de saint Cyrille était si connue et que les témoignages en sont si constants qu'ils ne laissent aucun lieu à cette accusation (3) ; 3° il rejette cette action sur la légèreté et l'inconstance du peuple d'Alexandrie : défauts si notoires, qu'il défie Damascius ou tout autre de lui nier que ce fût là le caractère de ce peuple.

(1) Lib. V, pars iv, p. 219 et 220.

(2) Hist. litt., p. 251, article *Cyrellus*.

(3) Cyrillo satagente, id evenisse, dit Cave, spectatâ Cyrilli probitas credere nequaquam sinit. *Ibid.*, p. 252.

« Malgré ces autorités, Toland...(1) a encore osé charger saint Cyrille du meurtre de cette savante ; il paraît même n'avoir entrepris un discours à la louange de cette philosophe que pour avoir lieu de décrier le saint patriarche d'Alexandrie. Mais il ne dit rien de nouveau et que je n'aie déjà réfuté. Je ne suis point surpris, au reste, de ce qu'il s'emporte contre ce grand docteur. Un homme qui a osé attaquer Dieu même(2) n'a pas dû se faire un scrupule de calomnier les saints. Il est glorieux pour saint Cyrille de n'avoir eu pour adversaires que des hérétiques et des impies » (3).

Parmi ces *impies*, Voltaire, qui aurait pu lire la concluante dissertation de Goujet sur Hypatie, s'est plu à réchauffer le vieux et stupide mensonge qui donne pour instigateur à l'assassinat de cette jeune savante l'illustre patriarche saint Cyrille, dont la populace *chrétienne* se montra le docile instrument, et, à ce propos, selon sa coutume, il bouffonne, en ces termes (4) : « Je suppose que Mme Dacier eût été la plus belle femme de Paris et que dans la querelle des anciens et des modernes, les Carmes eussent prétendu que le poème de la *Magdeleine* (5),

(1) *Tetradymus* (ou les Quatre jumeaux 1720), discours III. — C'est un recueil de quatre dissertations qui fourmillent d'impiétés et de contradictions.

(2) Cf. la biographie de Toland et l'examen de ses écrits par Tabaraud, dans le tome XLVI de la *Biographie universelle*, p. 202-205 (1826).

(3) Goujet, p. 181-184.

(4) Article *Hypatie*, dans son *Dictionnaire philosophique*.

(5) *La Magdeleine au désert de la sainte Baume, en Provence*, poème par le père Pierre de Saint-Louis, religieux carme de la province de Provence (1668, in-12.)

composé par un Carme, était infiniment supérieur à Homère et que c'était une impiété atroce de préférer l'*Iliade* à des vers d'un moine ; je suppose que l'archevêque de Paris eût pris le parti des Carmes contre le gouverneur de la ville, partisan de la belle Mme Dacier, et qu'il eût excité les Carmes à massacrer cette belle dame dans l'église de Notre-Dame et à la traîner toute nue et toute ensanglantée dans la place Maubert ; il n'y a personne qui n'eût dit que l'archevêque de Paris aurait fait une fort mauvaise action, dont il aurait dû faire pénitence.

« Voilà précisément l'histoire d'Hypatie. Elle enseignait Homère et Platon dans Alexandrie, du temps de Théodose II. Saint Cyrille déchaîna contre elle la populace chrétienne : c'est ainsi que nous le racontent Damascius et Suidas ; c'est ce que prouvent évidemment les plus savants hommes du siècle, tels que Brucker, La Croze, Basnage, etc., etc. ; c'est ce qui est exposé très judicieusement dans le grand *Dictionnaire encyclopédique*, à l'article *Éclectisme*.

« Un homme, dont les intentions sont sans doute très bonnes, a fait imprimer deux volumes contre cet article de l'*Encyclopédie* (1).

« Encore une fois, mes amis, deux tomes contre deux pages, c'est trop... Deux lignes contre deux tomes, voilà ce qu'il faut. N'écrivez pas même ces deux lignes.

« Je me contente de remarquer que saint Cyrille était homme, et homme de parti ; qu'il a pu se laisser trop emporter à son zèle, ... et que saint Cyrille a sans doute demandé pardon à Dieu de cette action abominable, et

(1) Guillaume de Maleville est l'auteur de l'*Histoire critique de l'Éclectisme ou des nouveaux Platoniciens* (1766, 2 vol. in-12).

que je prie le Père des miséricordes d'avoir pitié de son âme. Celui qui a écrit les deux tomes contre *l'Éclectisme* me fait aussi beaucoup de pitié. »

On a vu ce qu'il fallait penser du témoignage de Damascius ; quant à Suidas, il ne charge nullement saint Cyrille du meurtre d'Hypatie : restent Brucker, La Croze, Basnage et les *etc.*, auxquels Voltaire décerne l'épithète des *plus savants hommes du siècle*. Tous trois étaient protestants et sont connus par leur peu d'impartialité, quoique le premier d'entre eux, Brucker, ait eu la prétention de dissiper les obscurités qui se rencontrent dans les écrivains grecs (1). Quant à La Croze, moine apostat devenu protestant, nous le récuserons aussi (2), et, pour Basnage, ce n'est qu'un journaliste peu savant et passablement partial.

Vraiment acharné contre saint Cyrille et entraîné par ce malheureux penchant au rabâchage qui caractérise la plupart de ses écrits ou plutôt de ses diatribes, Voltaire, poursuivant le cours de ses calomnies, s'écrie, ailleurs (3) : « Y a-t-il rien de plus horrible et de plus lâche que l'action des prêtres de l'évêque Cyrille, *que les chrétiens appellent saint Cyrille* ?... Les dogues tonsurés de Cyrille, suivis d'une troupe de fanatiques, assaillirent Hypatie dans la rue lorsqu'elle revenait de dicter ses leçons, la traînèrent par les cheveux, la lapidèrent et la brûlèrent

(1) *Observationes philologicæ circa causas obscuritatis in scriptoribus græcis* (Bâle, 1744, in-4).

(2) *Entretiens sur divers sujets d'histoire, de littérature, de religion et de critique* (Cologne, 1711, in-12).

(3) *Examen important de milord Bolingbroke, ou le Tombeau du fanatisme* (1736). Chapitre xxxiv, des chrétiens jusqu'à Théodose.

sans que Cyrille le saint leur fît la plus légère réprimande. »

« Ce Cyrille, dit ailleurs Voltaire (1), était un homme ambitieux, factieux, turbulent, fourbe et cruel... Ce fut lui qui fit massacrer, par ses prêtres et par ses diocésains, cette jeune Hypatie si connue de tous ceux qui aiment les lettres... Cyrille, jaloux du prodigieux concours des Alexandrins à la chaire d'Hypatie, souleva contre elle ses meurtriers qui l'assassinèrent... Tel fut Cyrille, dont on a fait un saint. »

Quand Voltaire s'acharne après quelqu'un ou quelque chose, il ne lâche pas facilement prise; aussi reprend-il de plus belle son attaque contre saint Cyrille. « C'est sous le règne de Théodose, en 415, que cinq cents moines, brûlants d'un divin zèle, sont appelés par saint Cyrille pour venir égorger dans Alexandrie tous ceux qui ne croient pas en Notre Seigneur Jésus. Ils soulèvent le peuple; ils blessent à coups de pierres le gouverneur, qui était assez insolent pour vouloir contenir leur saint emportement. Il y avait alors dans Alexandrie une fille nommée Hypatie, qu'on regardait comme un prodige de la nature... On la saisit, on la traîne dans l'église nommée la Césarée, on la dépouille nue : les charmes de son corps attendrissent quelques-uns de ces tigres; mais les autres considérant qu'elle ne croit pas en Jésus-Christ, l'assomment à coups de pierres, la déchirent et traînent son corps par la ville (2). »

Enfin, presque à la veille de sa mort, en 1777, Voltaire,

(1) Examen du discours de l'empereur Julien contre la secte des Galiléens.

(2) De la paix perpétuelle (1769), § XXIII.

persistant dans sa rage contre saint Cyrille, lui lançait encore ce trait : « *On sait que saint Cyrille fit assassiner Hypatie, cette héroïne de la philosophie* (1). »

Que Voltaire, le moins instruit des écrivains, ait ainsi raconté les faits, cela se conçoit parfaitement, étant d'ailleurs donnés son esprit bien connu de parti pris contre l'église catholique et sa devise : Ecrasons l'infâme ; mais qu'en plein XIX^e siècle, âge des lumières, du progrès et de l'impartialité (à ce que l'on prétend), un universitaire s'attarde sur Hypatie, au témoignage de Damascius, voilà ce dont on peut s'étonner, à juste titre. Ainsi, M. Aubé (2), en 1858, en était encore aux *dit-on* et à invoquer les plus contestables autorités dans la question précitée. Que dis-je ? Il va même plus loin que Voltaire, dans ses suppositions, voire ses affirmations sur la complicité de saint Cyrille dans le meurtre d'Hypatie. « Il est difficile de croire, écrit-il, que saint Cyrille ne trempa pas les mains dans cette sanglante tragédie. L'historien Socrate, qui nous en raconte les détails ajoute que cette action couvrit d'infamie non seulement Cyrille, mais toute l'Eglise d'Alexandrie. » Naturellement, M. Aubé fait très bon marché de la dissertation de Goujet et du témoignage en faveur de saint Cyrille du protestant Cave, ainsi que du peu de cas de ce savant pour Damascius, la seule autorité de M. Aubé, car Socrate, en dépit de l'affirmation contraire, ne dit nullement que saint Cyrille ait été l'instigateur et encore moins l'auteur du meurtre d'Hypatie.

(1) *Histoire de l'établissement du christianisme*, chapitre xxiv. *Excès du fanatisme*.

(2) Article *Hypatie*, dans la *Nouvelle biographie générale*, tome XXV, p. 712 et 713.

Et voilà comme on écrit l'histoire, en ce temps-ci !

Plus près de nous encore, en 1873, le *Grand Dictionnaire encyclopédique du XIX^e siècle* (1), à la suite de M. Aubé et de Damascius et amplifiant l'un et l'autre, dit : « Hypatie fut massacrée par la populace chrétienne à l'instigation de saint Cyrille, évêque d'Alexandrie... D'après Damascius (toujours !), saint Cyrille, passant un jour devant la porte d'Hypatie, fut arrêté dans son chemin par la foule qui se précipitait pour entendre la fille de Théon, et il en conçut un tel sentiment de jalousie qu'il résolut alors de faire mettre à mort la noble et savante jeune fille. »

C'est le cas de s'écrier, avec le docte abbé Darras (2) : « En vérité, la calomnie atteint ici le comble du ridicule, et il ne vaut pas la peine de dépenser, comme l'ont fait Baronius et les Bollandistes, une grande somme d'érudition pour la réfuter. Le récit de Socrate suffit seul, en dehors de tout autre document, à justifier Cyrille des absurdes accusations que l'annaliste novatien dirigeait contre lui...

« Au-dessus des calomnies intéressées que le paganisme, le judaïsme et l'hérésie accumulèrent à l'envi contre un grand et saint évêque, dans un milieu aussi turbulent que l'était alors la cité d'Alexandrie, l'histoire doit réhabiliter la véritable figure de saint Cyrille. Les contemporains nous ont transmis le témoignage non suspect de leur admiration pour ce grand homme. Ils aimaient à le comparer à saint Athanase, dont il faisait revivre l'éloquence, la vigueur apostolique et l'admirable sain-

(1) Tome IX, p. 505.

(2) *Hist. gén. de l'Eglise*, tome XII (1869), p. 429.

teté (1)... Comme saint Martin, à Tours, et saint Augustin, à Hippone, Cyrille eut à combattre en Égypte les derniers restes de la superstition païenne. Ses armes, quoi qu'en dise le novatien Socrate, n'étaient point de celles qui tuent le corps. Il n'employa dans cette lutte que la prière et l'intercession des saints (2). »

(1) *Menolog. græce* apud. Bolland., *Acta sanct. januarii*, tome II, die 28.

(2) L'abbé Darras, *Ibid.*, p. 431, 432 et suiv. jusqu'à 437.

LA QUESTION DES CONGRÉGATIONS, IL Y A CENT ANS.

Il y a même plus de cent ans que cette question qui agite de plus en plus les esprits a été soulevée pour la première fois, et sans remonter jusqu'au xvi^e siècle, à Luther, à Calvin, à leurs sectateurs et aux princes qui commencèrent, en Allemagne et en Angleterre, la spoliation des ordres religieux, après les avoir brutalement expulsés, dans notre vieille et catholique France, dès le milieu du siècle dernier fut soulevé et remis en question le même problème qui semble près, de nos jours, de la plus inique solution.

Mais, si les philosophes, Voltaire en tête, attaquaient le droit des congrégations, de vaillants défenseurs des ordres religieux se levaient et, au nom des principes de l'économie politique, de la prospérité du pays, de l'agriculture, de la population, ils réduisaient à néant les sophismes coupables et éminemment dangereux des libres penseurs d'alors non moins ignorants, non moins injustes et ingrats que ceux de ce temps-ci, qui ose pourtant se targuer si haut d'être un siècle de lumière et d'équité.

Au premier rang des champions les plus vaillants des ordres religieux et de la propriété monastique, au point de vue de l'économie politique, il faut mettre un publi-

ciste que l'on ne saurait soupçonner de *cléricalisme* (pour nous servir d'un néologisme de notre temps) ; nous voulons parler du marquis de Mirabeau, le père du fameux tribun. En 1755, il publiait *l'Ami des hommes, ou traité de la population*, ouvrage qui fit alors une grande sensation en France, en Angleterre, dans toute l'Europe et fut traduit en diverses langues, notamment en italien, à Venise, en 1784.

Nous laissons la parole à cet éloquent avocat, dont les accents rappellent la verve de Montaigne unie à l'ingéniosité des vues de Montesquieu. Rien de plus actuel que ces pages, où l'auteur entre immédiatement dans le vif de la question.

« Ce n'est, écrivait le marquis de Mirabeau, en 1755 (1), ce n'est ni le célibat, ni la guerre, ni la navigation qui dépeuplent un État ; au contraire. Je vais entreprendre la démonstration de ce paradoxe sur celui de ces trois ordres de choses qu'on abandonne le plus aisément en ce genre à une sorte d'anathème public.

« Les auteurs politiques protestants (il faut avouer que ce sont les meilleurs) ont tous attribué au monachisme la dépopulation de l'Espagne, de l'Italie et des autres parties de l'Europe qui suivent le rite romain ; et, pour répéter ici les paroles d'un des plus habiles hommes et des plus profonds écrivains en ce genre (2) : « Les moines, dit-il, « ne sont d'aucune utilité ni ornement en paix ni en

(1) *L'Ami des hommes*, tome I^{er}, p. 35-46 (4^e édit. in-12, 1758, Hambourg.) L'exemplaire que nous avons sous les yeux provient de la Bibliothèque des Récollets de Versailles, à la date de 1759.

(2) Ph. de Cantillon, *Essai sur la nature du commerce en général*, Londres (Paris), 1755, in-12.

« guerre, en deça du paradis, comme on dit.... L'expérience fait voir que les États qui ont embrassé le protestantisme en sont devenus visiblement plus puissants. » Nos politiques ont non seulement pris condamnation sur cet article, mais ils ont encore quelquefois enchéri; il s'en faut bien que je ne sois de cet avis.

« J'ai habité dans le voisinage d'une abbaye, à la campagne. L'abbé, qui partageait avec les moines, en tirait six mille livres. Je veux bien que la portion conventuelle fût plus forte, mais de peu de chose... sur les six mille livres de rente restantes, ils étaient trente-cinq, à savoir quinze de la maison et vingt jeunes novices étudiants, attendu qu'il y avait un cours dans cette maison. Ces trente-cinq maîtres avaient en comparaison peu de domestiques, mais ils en avaient au moins quatre. Or, je demande si un gentilhomme vivant dans sa terre de six mille livres de rente en aurait eu davantage. Ainsi, entre lui, sa femme et quelques enfants, à peine auraient-ils vécu dix sur ce territoire, et en voilà quarante d'arrangés en vertu d'une institution particulière. En conséquence donc du principe établi, qu'il ne saurait s'élever de nouveaux habitants dans un État qu'à proportion des moyens de subsistance, que plus cette subsistance est volontairement resserrée par ceux qui occupent le terrain, plus il en reste pour fournir à une nouvelle peuplade, il serait impossible de nier que, toutes autres choses mises à part, les établissements des maisons religieuses ne soient très utiles à la nombreuse population.

« Que ce soit de par le roi, de par saint Benoît ou saint Dominique qu'un grand nombre d'individus s'engagent volontairement à ne consommer que cinq sous par jour, toujours est-il-vrai que ces sortes d'institutions aident fort

à la population, simplement en donnant de la marge et laissant du terrain à d'autres plançons.

« Que tous les moines vivent ainsi, que toutes les communautés soient nombreuses en proportion de leurs revenus, c'est ce que je n'ai garde de soutenir, et ce qui est étranger à la question. Je m'ingérerai moins encore à dire les moyens de maintenir dans leur rigueur les institutions dont je parlais tout à l'heure... Je dis seulement que, selon le maintien de la maison que j'ai citée et de plusieurs autres en ce genre que j'ai connues, loin de nuire à la population, elles y servent...

« A l'égard de l'objection, qu'un seigneur est utile dans l'État ou du moins y sert d'un grand ornement, au lieu que les moines n'y sont ni l'un ni l'autre, l'auteur que j'ai cité, quoique protestant, met du moins à son axiome le correctif *en deça du Paradis*. Il fait en cela la critique de certains misérables libelles gauchement plâtrés du vernis de dissertation sur le droit public, et cependant bien accueillis depuis quelques années chez nous, où l'on ose avancer que les ministres de la Religion ne sont d'aucune utilité dans l'État. L'auteur ne parle ici que des moines, ce qui fait encore une différence bien grande; et, à vrai dire, n'étant que calculateur, il lui est permis de mettre tout au même poids et mesure, ce qui est au contraire un délire pour un politique. Mais je puis répondre encore à cette double objection, sans rien forcer. Examinons d'abord l'article de l'utilité, je serai court; ensuite celui de l'ornement, je le serai plus encore.

« Les moines de fait étudient, prêchent, travaillent, desservent les paroisses de campagne. S'ils ne le remplissent pas, c'est l'affaire du législateur et de la police.

Eh quoi ! je suppose que la Milice fût relâchée et tombée dans la mollesse, la Magistrature dissipée, la Noblesse sans mœurs et sans délicatesse, faudrait-il pour cela supprimer les militaires, les magistrats, et les distinctions héréditaires ? L'invention de supprimer et de détruire est le contraire de l'art de gouverner ; c'est la magnanimité du suicide. Un chirurgien ignorant sait couper la jambe ; Esculape l'eût traitée et guérie. Quatre traitements comme celui du premier, il ne reste plus que le tronc. Je n'ai rien à dire de plus sur la liberté morale... Passons à l'utilité physique.

« Chacun sait que la plupart de ces grands établissements monastiques si riches aujourd'hui n'étaient autrefois que des déserts et que nous devons aux premiers cénobites le défrichement de plus de la moitié de l'intérieur de nos terres. Mais, sans nous prévaloir de l'authenticité du titre, article si sacré en saine politique et si hors de mode aujourd'hui, considérons les choses dans l'état présent. On n'ignore pas, et il est passé en proverbe que les Bénédictins, par exemple, mettent cent sur leur territoire pour lui faire produire un. Je connais dans leurs biens telle chaussée d'étang ou contre des rivières, tel autre ouvrage enfin utile ou nécessaire qui a certainement coûté trois fois le fonds de l'abbaye entière sur lequel la construction est faite. Ces travaux longs et dispendieux qui sont une sorte d'ambition et de joie pour des corps qui se regardent comme perpétuels, toujours mineurs pour aliéner, toujours majeurs pour conserver, sont au-dessus des forces particulières.

« L'Etat ne peut envisager que les objets généraux, et quand les secours descendraient quelquefois jusques aux détails il faut encore une administration puissante et tou-

jours présente pour l'entretien. Ou le seigneur, possesseur du fonds, est riche et grand propriétaire, en ce cas il ne consomme pas sur les lieux qui sont négligés et qui se ruinent petit à petit ; ou, s'il est obligé d'y résider, il est faible, accablé de faux frais, de dettes antérieures : son administration est intermittente, et tout languit sous son fils, si ce n'est sous lui. Or, il n'est pas contesté que ces travaux ne soient un bien particulier qui ressortit au bien général et qui l'établit. Il en est de même des bâtiments ; même solidité, même entretien. Une des églises de l'abbaye dont j'ai parlé d'abord est connue dans notre histoire par une époque fameuse depuis sept cents ans. Elle est absolument au même état où elle était alors. Quels sont les bâtiments des particuliers qui ont une pierre de ce temps-là ?

Quant à l'ornement, avouons que le seigneur de six mille livres de rente que nous avons établi, remplaçant les quarante moines cités dans notre premier exemple, ne serait pas d'un lustre bien fameux dans son château. Nous prenons, il est vrai, sur ce domaine la portion du commandataire qui partage avec eux, comme ferait un seigneur avec son fermier général. Or, si le brillant et le faste étaient de mon sujet, je demanderais si les cardinaux de Rohan et de Polignac, à Rome, et tant d'autres ailleurs, n'ont pas fait autant de ce genre d'honneur à la nation qu'eussent pu faire des seigneurs laïques. S'il est vrai, de plus, comme le dit le même auteur, que *le point qui semble déterminer la grandeur comparative des États est le corps de réserve qu'ils ont*, quelles richesses en vaisselle et ornements d'église, tableaux, manuscrits, bibliothèques, bâtiments même ces sortes de maisons religieuses ne tiennent-elles pas en magasin, dont on

ne trouverait pas de trace dans les pays protestants ?

« A l'égard des mendiants, je serais parfaitement de l'avis du même auteur, s'ils étaient aujourd'hui tels dans la force du mot. Ce n'est point à moi à examiner si la mendicité a jamais été permise à aucune société religieuse autrement que comme moyen de subsistance au milieu des travaux dont le fruit est totalement destiné aux vœux de la charité ; mais il est de fait qu'attendu que le métier ne vaut plus ce qu'il valait autrefois, tous (ou peu s'en faut), prévoyant, comme Joseph, les années de stérilité, ont fait provision de revenus et qu'au moyen d'un léger arrangement de police de la part du gouvernement on ne verrait plus de besaces. C'est tant pis, s'écrie-t-on ; car, ils se feraient des revenus aux dépens des sujets de l'État... Eh ! point du tout pour une grande partie. La moitié des maisons du faubourg Saint-Germain et de plusieurs autres quartiers de la ville de Paris, par exemple, appartiennent à des corps ; les ont-ils achetés ? Non, et à cet égard on a grande raison de leur lier la bourse. Mais ils ont bâti des places vagues qui leur furent données dans le temps, n'étant de presque aucune valeur. Aujourd'hui cela fait une magnifique cité et un revenu considérable pour l'État comme pour eux, qu'ils ont tiré de la terre. Que les Carmes déchaussés aient, comme l'on dit, cent mille livres de rente, ils ne les ont prises à personne ; et pourvu qu'ils vivent toujours selon leur observance il faudra bien, aujourd'hui qu'ils n'ont plus de terrains à bâtir à Paris, que leur excédant aille bâtir ailleurs ou entretenir d'autres Carmes vivant tout aussi pauvrement, mais toujours individus réels dans l'État.

« Si les États protestants sont plus peuplés et plus flo-

rissants que ceux où la discipline ecclésiastique de la communion romaine est aussi exactement observée et réglée qu'elle l'est en France (fait, à tout prendre, dont je voudrais d'autres preuves que des allégations), je crois qu'il serait aisé d'en donner d'autres raisons que la suppression des moines... 1° La Suède changea entièrement son gouvernement, en embrassant la prétendue Réforme; mais, qui l'eût considérée après les règnes durs et absolus de Charles XI et de Charles XII eût été bien étonné d'y voir si peu de moines et tant de dépopulation et de misère. Ce n'est pas le rétablissement des moines qui a fait tomber de moitié le commerce et la richesse de la Hollande depuis le commencement de ce siècle; mais, le luxe y a enfin engrainé, la consommation y a doublé et le commerce diminué. Ces célèbres Danois d'autrefois, qui ont fait trembler toute l'Europe, sont morts : mais depuis deux cents ans qu'ils ont chassé les moines, il serait temps de voir cette antique pépinière se repeupler de héros. Henri IV et Louis XIV ensuite trouvèrent le moyen de rétablir leur royaume sans rien changer à la religion établie. Je vois que le judicieux David Hume et plusieurs autres Anglais se plaignent que leur patrie se dépeuple : ils en cherchent des raisons de détail, faute d'avoir touché au vrai point, qui est que l'Angleterre est devenue riche, que la richesse augmente la consommation et diminue en conséquence d'autant la population...

« Mais, direz-vous, tous ceux de l'ordre des célibataires qui ne font rien pour gagner leur vie diminuent le travail dans un État; et comme le travail est le seul moyen d'étendre la subsistance, vous la rétrécissez précisément par la sorte d'emploi que vous tolérez à ceux qui jouis-

sent des fruits de la terre et qui devraient travailler à les multiplier. Ceci sort de la question... J'ai voulu seulement dire que la subsistance est la mesure de la population, qu'en conséquence tous ordres de gens qui se vouent à vivre d'un petit produit de terre favorisent la population, loin de nuire, en ce qu'ils se resserrent volontairement et font place à d'autres. »

Et, revenant sur l'importante et vitale question des ordres religieux, le marquis de Mirabeau poursuit et insiste (1), en ces termes de plus en plus pressants aussi bien qu'irrésistibles :

« Un bénéficiaire, un dignitaire demande et motive par les raisons les plus spécieuses la réunion à sa place de plusieurs autres abbayes ou bénéfices qui sont à sa bienséance ; il fait en cela sa charge, peut-être fait-il aussi le bien de son église ; mais il ne fait assurément pas celui de l'État : on démolit d'antiques monuments, dont l'entretien aurait été à charge au nouveau propriétaire : on retire dans les villes des desservants qui faisaient vivre la campagne ou, pour mieux dire, on les fait rentrer dans la terre ; car, leur dépouille n'accroît point le nombre mais seulement les commodités de ceux qui les englobent : l'État y perd des sujets, la campagne des habitants aisés, si nécessaires à l'entretien du pauvre, et la terre l'œil du maître.

« Il n'est rien de si fou que la raison humaine ne puisse regarder comme sagesse. Un temps viendra peut-être où l'on verra des bureaux, dont les fonctions pourraient être exprimées par ce titre : *Tribunal de la dévastation*. L'objet en serait de détruire des maisons ruinées et d'en réunir

(1) *L'Ami des hommes*, etc., tome I^{er}, p. 83-87.

les revenus à d'autres plus dignes d'être conservées. S'il nous est permis de pousser plus loin la prévoyance, nous pourrions presque prédire les moyens habiles et sûrs dont on se servirait pour former le tableau des proscriptions. On écrirait d'abord dans les provinces que le dessein du gouvernement est d'aider les maisons obérées et, par cette ruse aussi utile que noble, on obtiendrait un état des revenus et des dettes de chaque maison, état fidèle sans doute comme le moyen qui l'aurait procuré. Sur cela la fatale liste serait dressée précisément dans la direction contraire à l'objet de tout bon gouvernement, qui est d'appuyer le faible contre le fort, au lieu qu'ici les maisons protégées seraient aidées de tout le poids de l'autorité à envahir les biens des maisons voisines. Mais si jamais nos neveux voient établir le funeste abus d'une politique destructive, voici à peu près les raisons dont ils pourraient combattre cet étrange système. « Vous soutenez, diraient-ils à ses auteurs, que tant de maisons religieuses multiplient inutilement le célibat, qu'elles sont à charge à l'Etat à qui elles demandent sans cesse des secours; que, ruinées par les révolutions passées, la misère y introduit le relâchement et qu'elles scandalisent au lieu d'édifier; que la plupart soumises à des supérieurs incapables de se conduire eux-mêmes, affectent une indépendance des supérieurs ecclésiastiques, qui est de mauvais exemple; qu'elles vivent enfin misérablement et dans la paresse. Reprenons chacune de ces objections. A l'égard du célibat, vous ne supprimez encore que des maisons de filles, et je vois dans l'Etat six fois plus de filles nubiles que d'hommes qui veulent se marier. Elles sont à charge à l'Etat; qu'il supprime entièrement ses secours, les maisons qui ne peuvent s'en passer tomberont d'elles

mêmes ou chercheront d'autres ressources dans leur travail, dans l'ordre et l'économie de l'intérieur. Dans toutes les autres classes de citoyens, le gouvernement s'embarasse-t-il d'examiner si plus de gens embrassent une profession qu'elle n'en peut nourrir ? La réforme se fait d'elle-même, et le nombre s'en proportionne bientôt tout naturellement aux moyens de subsistance. Quant au relâchement, c'est à la police ecclésiastique et civile à y pourvoir ; il est plus aisé de les soumettre aux supérieurs les plus dignes que de les détruire ; et, pour ce qui est de la paresse monastique, je la crois au moins aussi établie dans les maisons riches que dans les pauvres. Si cela est ainsi, c'est un vice qui tient au relâchement auquel nous avons pourvu ci-dessus. Voilà vos raisons combattues, daignez maintenant écouter les nôtres. Ces maisons, que vous supprimez, servaient de retraite pauvre, il est vrai, mais à de pauvres filles élevées pauvrement, et conséquemment tout, à cet égard, se trouvait de niveau et à sa place, au lieu qu'elles n'ont pas de quoi se faire admettre dans celles que vous conservez. Elles élevaient les filles du bourg et du voisinage, dont elles se chargeaient pour de très petites pensions ; et c'est quelque chose que l'éducation, même telle quelle, pour qui n'est pas en état d'en recevoir chez soi ni de s'en procurer dans les grosses maisons. Ces maisons pauvres entretenaient des bâtiments que vous ne sauriez réunir à celles qui les dévorent et qui, devenus inutiles dans des lieux déjà mal habités, ne font qu'accroître les ruines. D'entre leurs revenus mêmes les plus solides, la plupart viennent à rien entre les mains de possesseurs plus éloignés et moins attentifs ; ce sont des petites rentes qui souvent ne valent pas les frais du collecte ; des enclos très rapportants en ce qu'ils fournis-

saient à leur subsistance devenus friches par la chute de la maison, etc., les petites libéralités des parents et leur industrie faisaient le reste. De ces maisons, les unes élevaient des vers à soie, d'autres faisaient des ouvrages à la main, des liqueurs, des toiles, etc. Tous ces menus détails sont des riens; mais, n'auriez-vous d'attention à ces riens que pour les détruire? Oh! réformateurs à coups de coignée, vous êtes les plus malhabiles des jardiniers.

« Cette digression qui m'a mené un peu loin, conclut le marquis de Mirabeau, paraîtra déplacée d'abord et prématurée ensuite; mais j'en crois le fonds de quelque importance, et peut-être l'aurais-je oublié ailleurs. »

Ces principes indiqués attendaient leurs développements; l'auteur n'avait pu que poser des jalons, mais la voie, si bien tracée qu'elle fût, attendait toujours un homme qui la poursuivît et l'amênât à son terme final, lorsqu'en 1784 la recrudescence des attaques contre la propriété monastique mit la plume à la main d'un anonyme plein de son sujet et d'arguments sans répliques en faveur du plus sacré des droits. En 1784, la question se formulait en ces termes brutaux, avant-coureurs des violences légales de 1790 et des décrets de la Révolution française, à une nouvelle évolution de laquelle il nous est donné, à près d'un siècle de distance, d'assister en cette année 1882.

« A quoi, disaient les sophistes d'alors, à quoi servent ces nombreuses fondations, ces associations religieuses qui possèdent tant de richesses si mal acquises et dont elles font si souvent un usage condamnable? »

« C'est, lit-on dans *le Journal de Paris* de 1784 (1),

(1) 25 octobre.

ce qu'on entend dire sans cesse dans nos cercles où l'on juge sans connaître, où l'on décide avant d'examiner; c'est ce que répètent les gens peu instruits, qui veulent que les administrateurs des États disposent de ces biens d'une manière, selon eux, plus utile à la nation, au commerce, au citoyen. »

Donc en 1784, l'auteur anonyme des *Vues d'un Solitaire patriote* répondait victorieusement à ces philosophes de coterie, à ces censeurs politiques ignorants des premiers et des plus rudimentaires principes de la véritable économie politique.

Avant d'entrer dans le détail plein d'intérêt de l'ouvrage précité, nous croyons, pour en donner d'abord une vue d'ensemble, devoir reproduire, ici-même, l'analyse substantielle qu'en donnait, dès son apparition, le *Journal encyclopédique* (1).

« Peu de lecteurs ignorent à quel point la question de l'utilité politique des Ordres religieux a été agitée dans ce siècle. Les uns ont avoué ce qu'il est impossible de ne pas reconnaître, pour peu qu'on lise l'histoire, que ces corps rendirent dans leur origine de très grands services à l'Europe, en défrichant les terres, en cultivant les sciences dans des temps à demi-barbares, en conservant au moins dans leurs monastères les débris de la riche antiquité; mais il n'en n'ont pas moins fait paraître de désir pour leur destruction, par ce que, disaient ils, l'Europe, dans ces temps plus heureux, se passerait aisément de leurs services, parce que les biens très considérables possédés par quelques-uns de ces Ordres seraient bien plus utiles, s'ils étaient entre les mains des particuliers, et surtout

(1) 1784, octobre, partie II, p. 226-238, tome VII.

parce que la nature des vœux religieux ne tend qu'à priver l'État d'un grand nombre de citoyens, parce qu'enfin plusieurs entrant dans ces corps, par la dure nécessité du moment, vont y perdre la liberté pour toujours, et s'exposent à y passer le reste de leur vie dans des regrets inutiles.

« Ce sont à peu près là toutes les raisons que les ennemis de l'État religieux ont opposées à sa constitution.

« D'autres, au contraire, tels que l'*Ami des hommes*, indépendamment des services que les religieux continuent à rendre à la religion, ont comparé leurs possessions actuelles, l'état des paysans ou des villages qui les environnent, le nombre d'ouvriers ou de pauvres qu'ils nourrissent aux terres possédées par des particuliers, à la misère qui règne trop souvent autour de celles-ci ; ils ont supputé les secours que les religieux fournissent à la république ; ils ont vu dans leurs Ordres une grande ressource pour beaucoup de familles honnêtes, dont les enfants n'en eussent pas moins gardé le célibat dans le monde, et qui n'auraient pu même y trouver des secours contre l'indigence.

« C'est à ces défenseurs de l'état religieux qu'il faut joindre le *Solitaire patriote*. Ils n'ont rien avancé qu'il ne mette dans le plus grand jour ; mais surtout il ajoute à leur cause une foule de raisons nouvelles.

« Il s'agit, dit il, de savoir s'il ne serait pas plus
 « utile politiquement de détruire les Ordres religieux
 « que de les conserver, et même s'il ne serait pas plus
 « avantageux à la multitude des citoyens, de faire rentrer
 « dans le commerce de la société civile la dotation de
 « l'Eglise (1). »

(1) *Vues d'un Solitaire patriote*, tome I^{er}, Avertissement, p. v et vi.

« Pour traiter ces questions, il ne croit point devoir entrer dans certains détails auxquels le lecteur supplée facilement ; il se renferme dans l'esquisse de son tableau. Le premier objet d'utilité qu'il aperçoit dans les dotations ecclésiastiques, en général, est le moyen qu'elles fournissent au prince d'en faire circuler avec harmonie les revenus dans tous les ordres des citoyens, par les changements continuels que la mort opère parmi les bénéficiers.

« L'origine des mêmes dotations n'a pas été moins utile, par la division des grandes propriétés.

« Lorsque, vers le XII^e siècle, les grands vassaux de la couronne firent le sacrifice de leur patrimoine pour former le vaste champ de l'Eglise, ils soulagèrent par là cette classe nombreuse et souffrante de citoyens qui, sans possessions, portait le poids du jour : car, les grandes propriétés qu'ils divisaient en mille dotations devenaient, par la piété des titulaires, les revenus des malheureux. Ces dotations, indépendamment du moral, qui les rendait intéressantes, opéraient la révolution politique la plus avantageuse à l'État : elles faisaient disparaître les grands vassaux, qui mettaient continuellement la France en combustion ; elles donnaient au royaume cent propriétaires pour un seul. La Religion fit donc pour la nation ce que la politique n'eût osé entreprendre (1). »

« Mais si ces dotations rendaient la vie et la liberté au peuple, elles privaient les gentilshommes des terres que leur distribuaient les grands vassaux. Non ; car, si nos guerriers furent obligés de renoncer à l'espoir de parti-

(1) *Op. cit. sup.*, tome I^{er}, p. 23 et 24.

ciper à ses grandes propriétés, ils ne renoncèrent point à l'avantage d'en partager les revenus. Les religieux ne pouvant leur rendre une partie du territoire pour les services qu'ils recevaient de leur protection contre les invasions de l'ennemi, sacrifiaient à leur sûreté une partie de leurs revenus, et ce fut là l'origine des commendes.

« Puis, revenant sur l'avantage de la circulation qui porte de famille en famille les revenus ecclésiastiques, pour en faire voir l'utilité, l'auteur ajoute :

« Les biens de l'Eglise ne paient-ils pas d'ailleurs la
« taille par les mains de ceux qui les cultivent et les
« décimes par les mains des bénéficiers qui en partagent
« les revenus? A ces impositions n'ajoutent-ils pas les
« dons gratuits? Enfin, les aumônes des gens d'Eglise
« sont-elles à comparer à celles des laïques? Croit-on de
« bonne foi qu'un laïque qui posséderait les biens de l'ar-
« chevêché de Paris voulût imiter le prélat vertueux qui les
« possède? Croit-on qu'à son exemple ce laïque appelât
« à son audience une multitude d'infortunés, pour par-
« tager avec eux ses revenus? Les Célestins de cette
« ville (1) distribuaient tous les ans douze mille livres
« aux pauvres de leur quartier. Croit-on qu'un laïque,
« qui achèterait les biens de cette maison fût aussi géné-
« reux que ces religieux? Quel est le laïque, propriétaire
« des biens de la maison de Saint-Lazare, qui voulût
« nourrir trois cents pauvres par semaine? Le supérieur
« de cette maison n'est jamais à table qu'il n'ait deux
« pauvres à ses côtés... Un revenu de cent cinquante
« mille livres, administré par des laïques, leur suffirait-
« il, ainsi qu'il suffit annuellement aux religieux de la

(1) Ils furent supprimés en 1779.

« Charité de Paris pour quatre-vingt-dix personnes et
 « pour l'entretien de deux cent quinze malades, qui sont
 « chacun dans un lit particulier ?

« Nous aspirons à la philosophie ; mais nous ne serons
 « vraiment philosophes que lorsque, dégagés de nos pré-
 « jugés puérils, nous croirons que, sous toute espèce de
 « costume et d'habillement, l'homme peut être bien-
 « faisant et citoyen. En effet, qu'importe la forme ou la
 « couleur du manteau, pourvu que de son ombre il pro-
 « tège le pauvre (1) ? »

« Un nouvel avantage que le *Solitaire patriote* découvre
 dans ces propriétés ecclésiastiques, que d'abord on fit
 très bien de laisser illimitées, parce que cette permission
 fut la source des grands défrichements, qu'on fit très
 bien ensuite de limiter pour empêcher un trop grand
 accroissement, c'est qu'elles mettent les petites propriétés
 laïques à l'abri de l'invasion des riches.

« Puis, l'auteur commence à traiter particulièrement
 des propriétés des monastères. « La désertion des grands
 propriétaires est-elle nuisible aux campagnes ? » C'est
 une des premières questions qu'il se fait ici : elle est
 aisée à résoudre ; et dès lors on sent tout l'avantage qu'il
 doit en retirer pour montrer l'utilité des monastères
 répandus de toutes parts et dont les revenus, loin de se
 dissiper dans le sein des villes, circulent parmi les culti-
 vateurs qui les environnent. Ce chapitre est un des plus
 triomphants pour l'auteur : nous allons le transcrire tout
 entier.

« La plupart des habitants des campagnes ne sont que
 « de simples journaliers. S'ils manquent de travail, ils

(1) *Les Vues d'un Solitaire*, tome I^{er}, p. 36-38.

« sont forcés à la mendicité; et si, par malheur, on les
« voit tendre la main, la police, par prudence, a soin de
« les faire arrêter.

« Lorsque chaque village avait son seigneur particulier,
« et que ce seigneur y faisait sa résidence, le riche était
« à côté du pauvre, et ce riche devenait nécessairement
« le père des malheureux. Un seigneur que des mœurs
« simples et champêtres éloignaient du luxe fastueux
« des villes, au lieu de se livrer au jeu, au lieu de faire
« des dépenses frivoles, employait ses facultés à des ob-
« jets ruraux, à bonifier sa terre, et par là ses revenus
« lui servaient à augmenter encore ses revenus. Alors,
« plus ce seigneur voyait sa fortune s'accroître, plus il
« sentait de plaisir à exercer sa bienfaisance envers le
« malheureux dont les bras chaque jour lui servaient à
« améliorer sa condition et augmenter sa chose.

« Mais, que sont devenus ces propriétaires bienfaisants,
« ces gentilshommes qui élevaient leurs familles dans
« leurs terres et qui donnaient à l'État des sujets dont
« les mœurs étaient pures? Ces citoyens vertueux n'ont
« pas été détruits; cependant ils ont disparu: pourquoi?
« Les malheurs des temps, les besoins de l'État ont
« donné lieu à des hommes intelligents de faire de gran-
« des fortunes. L'argent devient quelquefois incommode;
« il a fallu réaliser; ils ont acquis de grandes terres et
« pour s'arrondir, ils n'ont pas négligé les petites seigneu-
« ries qui se trouvaient à leur convenance. Voilà ce qui a
« renvoyé dans les villes, dans les maisons bourgeoises
« une infinité de bons gentilshommes qui habitaient les
« campagnes, qui les fertilisaient et faisaient vivre les
« malheureux paysans. De dix seigneuries ces nouveaux
« seigneurs n'en ont fait qu'une et, pour leurs châteaux,

« ils ont construit non dans les villages mais dans les sites
« des plus agréables de leurs terres de superbes maisons
« de plaisance, où trop souvent ils se déplaisent et ne
« résident que rarement. Ils se donneraient même du
« ridicule, s'ils y séjournaient plus longtemps.

« Les petites seigneuries avaient beaucoup de petits
« objets cultivés de mains d'homme. La réunion de ces
« objets a donné lieu à de grands corps de fermes, et les
« terres ont été mises en grande culture. Mais il a fallu
« moins de bras; mais il a fallu plus de chevaux, et ces
« animaux ont remplacé les cultivateurs. Que m'importe,
« a dit le grand propriétaire, qu'il y ait moins d'hom-
« mes occupés dans mes champs, lorsque mes terres
« sont bien tenues, lorsqu'enfin la régie de mes terres
« sera plus simple et plus facile? La nation peut y per-
« dre, j'en conviens; mais moi j'y gagne.

« Dans un grand corps de ferme, le laboureur peut
« s'enrichir et, s'il est riche, il donne à ses enfants l'édu-
« cation qu'on reçoit dans les villes, cette éducation qui
« fait aujourd'hui tant d'agréables, tant de célibataires
« et qui fait prendre au fils du laboureur du dégoût pour
« l'état de son père. Voilà des bourgeois de plus; voilà
« des bras de moins pour la terre. Malheureux habitants
« des campagnes, tous les propriétaires vous abandon-
« nent; vous êtes au désespoir; vous ne savez plus qui
« vous occupera, qui vous fera vivre! Suivez, suivez le
« riche; attachez-vous à son char; entrez avec lui dans
« la capitale. Au lieu d'arroser de vos sueurs le champ
« que vous rendiez fertile, vous soulagerez vos bras en les
« employant pour ses plaisirs.

« Heureuse la nation, si chaque village était encore
« habité par son seigneur! Nous ne verrions pas les tris-

« tes colons, désertant les campagnes, venir prêter leur
« mains et leur industrie au luxe extravagant des villes.
« Pour la consolation des paysans, il reste encore dans
« les campagnes quelques grands propriétaires : ce sont
« les monastères. Les religieux consomment leurs reve-
« nus sur les lieux, et par là ils rendent au sol ce qu'ils
« retirent du sol. Souvent, pour un produit modique, ils
« font une dépense considérable ; mais ce produit quelque
« petit qu'il paraisse, sera grand en lui-même, s'il peut
« suffire à la subsistance d'un citoyen. Nourrir un homme
« de plus, c'est donner à la nation un citoyen de
« plus. Lorsque les seigneurs vivaient dans leurs domai-
« nes, ils avaient les mêmes avantages dont jouissent les
« monastères. Par leurs dépenses rurales, ils augmen-
« taient leur fortune, ils faisaient vivre leurs vassaux,
« ils enrichissaient le sol national ; mais depuis que la
« révolution philosophique des mœurs a fait prendre
« aux riches le chemin de la ville, ils sont venus dépen-
« ser à Paris les revenus de leurs terres. Là, bien loin
« que les dépenses tournent au profit des grands cultiva-
« teurs, elles ne font qu'augmenter leurs besoins ; et le
« luxe étend si loin ces besoins qu'à la fin il réduit à rien
« les plus brillantes fortunes.

« De là, la ruine de tant de familles distinguées, de
« tant de riches propriétaires qui, après avoir contristé
« leurs vassaux, se trouvent eux-mêmes réduits à l'in-
« fortune ; et pour comble de chagrin, ils voient passer
« leurs plus belles propriétés dans les mains des gens
« d'affaires, dans les mains des créanciers avides qui se
« disputent leurs dépouilles (1). »

(1) *Ibid.*, p. 51-58.

« Toute la sensibilité de l'anonyme s'émeut en considérant le désespoir des paysans qui ne trouvent point d'occupations dans les terres de leurs seigneurs.

« Non, il n'est point dans le monde, s'écrie-t-il, de
« sort plus désespérant que celui de nos journaliers,
« quand le travail leur manque... Ames honnêtes et sensibles, qui ne connaissez que la ville, quittez pour un
« moment ces lambris dorés, ces jardins enchantés qui
« vous captivent. Venez dans les déserts, traversez les
« marais, parcourez les sinuosités des montagnes : vous
« y verrez sous de tristes cabanes un peuple immense
« de malheureux ; vous y verrez dans la rigoureuse saison de l'hiver des hommes sans feu, sans vêtements,
« qui n'ont pour cacher leur nudité que quelques lambeaux de toile ; vous verrez ces indigents manger
« le pain de chaque jour et toujours incertains de la
« subsistance du lendemain (1). »

« A ce tableau le *Solitaire patriote* oppose celui des religieux faisant aux paysans des avances considérables, partageant avec la veuve et l'orphelin le pain du monastère et des villages entiers qui n'ont jamais d'autres habits que ceux que les religieux leur fournissent. De là il passe à l'utilité que le sol même reçoit par les améliorations qu'ils y font ; il examine pourquoi on ne saurait en attendre autant des bénéficiers qui, ne possédant que pour leur vie, se déterminent difficilement à des entreprises dont leurs successeurs retireraient tout le fruit, qui souvent ne résident pas plus que les autres seigneurs ; ce que l'Ordre de Malte a sagement prévu,

(1) *Ibid.*, p. 69 et 70.

en exigeant au moins que de cinq années les Commandeurs en passent deux dans leurs commanderies.

« Lorsqu'il s'agit de dépenses, on ne sera pas étonné de voir l'auteur démontrer combien elles sont plus utiles à la campagne que dans les villes; mais il faut surtout l'entendre répondre à ceux qui prétendent que les monastères nuisent à la population. Le fond de ce chapitre est très intéressant : nous allons en citer un morceau.

« Ce n'est pas la proscription du célibat qui fait
 « qu'un pays se peuple plus qu'un autre; car *parmi les*
 « *nations catholiques, les unes regorgent d'habitants, tan-*
 « *dis que les autres sont désertes.* Pourquoi, sous les nei-
 « ges de la Savoie et du Piémont, la population est-elle
 « plus nombreuse que dans les belles campagnes de
 « Rome? Ces peuples n'ont-ils pas la même religion? En
 « Europe et dans le nouveau monde, les Français peu-
 « plent plus que les Espagnols : cela ne vient pas de la
 « différence de religion. Comment se fait-il que certaines
 « provinces de France, chargées d'abbayes régulières,
 « soient si peuplées, et que d'autres où la commende a
 « diminué de deux tiers le nombre des religieux s'ap-
 « pauvrissent et se dépeuplent visiblement. L'Alcoran a
 « beau inviter le musulman à la polygamie : il n'empê-
 « che pas que l'empire ottoman ne forme un vaste
 « désert, en comparaison des États catholiques. Si nos
 « campagnes se dépeuplent, il ne faut donc pas s'en
 « prendre aux conseils évangéliques (1). »

« Ces raisons ne suffisent pas à l'anonyme : c'est l'aisance qui rend les familles fécondes; c'est en entretenant cette aisance dans les campagnes, qu'on les peuple.

(1) *Ibid.*, 95 et 96.

Il a trop bien prouvé que les monastères aident les paysans pour ne pas en conclure tout ce que la population doit aux secours, aux travaux qu'ils leur fournissent. Il va plus loin : il conclut que, s'il n'y avait point de monastères il y aurait plus de célibataires, parce que, de deux enfants, par exemple, qui restent dans le monde en partageant une fortune déjà médiocre, aucun des deux souvent ne se marie, au lieu que si l'un d'eux devient religieux, les biens qu'il abandonne à son frère mettent ce dernier en état de faire un établissement honnête et d'avoir des enfants.

« L'utilité des monastères faisait une question à part. Notre auteur convient que la régularité s'y conserve plus difficilement ; mais il donne des moyens pour l'y entretenir ; il prouve qu'on ne peut les retrancher sans priver l'état ecclésiastique des secours les plus nécessaires à la religion. Les réunir dans un seul canton, ce serait ôter aux religieux la facilité de suppléer de côté et d'autre au défaut des pasteurs, ou malades, ou distraits de leurs fonctions par toute autre cause.

« Le plus petit monastère, ajoute l'anonyme, s'il est
« réglé, soulagera trois ou quatre pauvres par jour,
« emploiera trois ou quatre journaliers pour l'améliora-
« tion de son domaine, occupera un jardinier, aura trois
« domestiques, détachera l'un de ses trois religieux pour
« le service de l'une des quatre paroisses voisines qui
« l'appellera à son secours ; d'où il résulte que vingt-cinq
« petites communautés, de quatre mille livres de revenu,
« entretiennent soixante-quinze religieux, vingt-cinq
« jardiniers, soixante-quinze domestiques, cent ouvriers,
« font l'aumône à cent pauvres et peuvent rendre service
« à cent paroisses. Quelle est la maison de cent mille

« livres de revenus qui puisse être d'une utilité aussi étendue(1).

« Des petits monastères, l'auteur passe aux religieux non rentés. Les dépenses modiques de ceux-ci sont-elles onéreuses ? Sont-ils récompensés de leurs travaux ? Sont-ils utiles politiquement ? Voilà des questions qu'il traite d'une manière moins neuve, mais satisfaisante. Dans le reste du premier volume, il montre les inconvénients qui résulteraient de la destruction des maisons religieuses : ils sont faciles à sentir après ce qu'il dit de leur utilité. On lira encore avec plaisir ses observations, non seulement sur le luxe et ses effets opposés à la simplicité de la vie religieuse et aux grands avantages qui résultent de celle-ci pour les environs des monastères, mais sur l'impôt unique, l'abolition de la servitude, la conversion des dîmes, des cures en propriétés foncières et rurales, et sur la justice gratuite...

« On reconnaît dans le second volume, ainsi que dans le premier, un auteur qui possède parfaitement sa matière, un vrai patriote qui ne cherche à éclairer le gouvernement que pour tracer la route du bonheur et de la vérité. »

Avant d'entrer plus avant dans les citations intimes, si l'on peut s'exprimer ainsi, il est nécessaire de faire connaître au lecteur le nom, la personne, le caractère et par conséquent l'autorité indiscutable de celui dont la plume écrivit les *Vues d'un Solitaire patriote*.

Né en 1730, à Frévent, en Artois, Christophe-Léon Féroux montra de bonne heure un esprit porté à la méditation. Il entra dans l'ordre des Bernardins et dès l'âge de

(1) *Ibid.*, p. 132 et 133.

vingt-sept ans il y était prieur. Il fut successivement placé à la tête de plusieurs maisons considérables par l'étendue de leurs possessions dont il s'attacha à faire un heureux emploi. On peut citer, entre autres, Pontigny, où il entreprit de nombreuses plantations. Sa position lui donna occasion de concevoir, en économie particulière et générale, des vues utiles, qu'il consigna d'abord dans ses *Vues d'un Solitaire patriote*, publiées en 1784. Une nouvelle édition de ce livre parut en 1788, augmentée d'une troisième partie sous le titre de : *Nouvelle institution sociale* (1). Dans cette dernière division de son ouvrage, dom Féroux montre le parti qu'on pourrait tirer des monastères pour l'éducation publique. En 1793, il publia des *Vues politiques sur la division des grandes propriétés* (2).

Dom Féroux, qui avait semé dans ses écrits des idées judicieuses sur l'éducation et sur l'organisation sociale, avait aussi en économie rurale des connaissances fondées sur une longue expérience : les améliorations qu'il introduisit ou suggéra dans son prieuré de Fontaine-Jean ou à l'abbaye de Chalis et depuis dans les départements de Seine-et-Oise et de Seine-et-Marne, soit en créant des prairies artificielles là où étaient des eaux stagnantes sur une surface de plusieurs lieues d'étendue, soit en dirigeant avec succès des plantations sur un sol ingrat, furent autant de bienfaits dont se ressentent encore les cantons où il a vécu. Ses connaissances et les services qu'il avait rendus en ce genre sauvèrent sa tête, à l'époque de la Terreur : l'ex-moine trouva un abri sous le

(1) In-12 de 300 pages.

(2) 24 pages in-12.

titre modeste de professeur de culture. Il mourut à Paris, en 1803 (1).

Voici quelques extraits des plus notables du livre si substantiel de dom Féroux, les *Vues d'un Solitaire patriote*; ces pages n'ont pas besoin de commentaire et elles nous semblent la meilleure réponse non seulement aux sophismes de son temps mais encore et surtout à ceux de ce temps-ci, qui ne fait d'ailleurs que reproduire les prétendues et misérables arguties du siècle dernier.

I

Les religieux ont-ils de la compassion pour les malheureux que les calamités publiques font réfugier dans leurs territoires (2)?

« Dans le tourbillon du monde, dans le tumulte des affaires, les grands propriétaires paraissent peu occupés de la misère des peuples. Sont-ils insensibles? Non. Leur éducation, la douceur de leurs mœurs les portent nécessairement à la pitié. Pour peu qu'ils résident dans leurs terres, vous les voyez s'informer du pauvre; ils visitent sa cabane, et chaque jour est marqué par quelques traits de bienveillance...

« Puisque dans l'homme la pitié est un sentiment irrésistible, c'était donc infailliblement amener les religieux à la bienfaisance que de les placer à côté des indigents.

» Jamais peut-être cette vérité ne fut mieux sentie

(1) Article *Féroux* dans la *Biog. univ.* (Michaud), tome LXXIV (1838), p. 99 et 100.

(2) *Les Vues d'un Solitaire patriote*, tome ^{er}, chap. ix, p. 59-63.

que dans ces siècles que nous appelons aujourd'hui les siècles d'ignorance, ces siècles où l'on fonda tant de monastères.

« La France n'était alors qu'une forêt... Les religieux, que nous devons regarder ici comme des chefs de colonies, avaient défriché beaucoup de terres; mais ils n'étaient pas suffisants pour mettre en valeur les déserts immenses dont on les avait dotés : ils appelèrent à leur secours les paysans dont les villages avaient été dévastés par les guerres. Ces malheureux accoururent en foule et offrirent aux religieux leurs bras moyennant l'asile et du pain.

« A l'aide de ces colons, les religieux firent des prodiges de culture.

« Des déserts, des marécages, des rochers arides devinrent des terres à blé, des prairies, des vignobles; et les repaires d'animaux malfaisants furent changés en habitations humaines, car il fallait à ces pauvres colons des cabanes, et à mesure que la terre rendait, ces cabanes se multipliaient.

« Bientôt on vit partout s'élever et pour ainsi dire sortir de dessous terre des toits rustiques et un hameau succéder à des bruyères ou à des landes; et si le climat et le sol se prêtaient d'une manière favorable aux travaux des nouveaux colons, le hameau grossissait, il devenait un village, un bourg et même quelquefois une ville. De tels changements, aussi rapides que prodigieux, étonneront toujours tout œil observateur.

* Il en résulte une vérité singulière et bien frappante : c'est que les religieux, quoique célibataires et célibataires vertueux, furent infiniment plus utiles à la société que s'ils étaient restés dans la société.

II

Les paysans qui n'ont pas de travail trouvent-ils des secours dans les monastères (1) ?

« Vous reviendrez de vos préjugés contre les monastères, lorsque vous ferez attention que vos vœux pour la destruction de ces pieux établissements sont une vraie déclaration de guerre que vous faites à tous ces misérables que les religieux font vivre, lorsque vous verrez que vous attaquez une multitude de pauvres dans leurs retranchements.

« Pour vous convaincre de cette vérité, jetez les yeux sur ce journalier qui périrait plutôt que de mendier. Il va prier ce monastère de lui faire quelques avances ; vous le verrez revenir satisfait.

« Voyez encore, à la porte de ce monastère, cette femme environnée de ses petits enfants qui se trouvent à la distribution du pain ; c'est une veuve laborieuse, qui rougirait de tendre la main, si la grêle n'avait détruit la récolte qui l'aurait fait subsister.

III

Les monastères sont-ils plus utiles au sol national que les autres propriétaires (2) ?

« Le sol national est la réunion des propriétés rurales. Tout particulier qui s'enrichit en améliorant sa terre enrichit nécessairement le sol dont sa propriété fait partie.

(1) *Ibid.*, p. 70 et 71.

(2) *Ibid.*, p. 73-75 et 77-79.

« Ainsi, lorsque les monastères améliorent leurs domaines, lorsque surtout ils s'attachent à défricher, à créer à grands frais des surfaces nouvelles, ils enrichissent d'autant le sol national. Les denrées qu'ils multiplient et qu'ils vendent font verser, à la vérité, l'argent dans leurs mains ; mais qu'en font-ils ?

« Ils le distribuent chaque jour aux ouvriers qu'ils emploient à leurs travaux ; ils le rendent à leurs fermiers et à leurs cultivateurs en échange des comestibles qu'ils en tirent pour leur consommation ; ils le font passer enfin aux manufactures qui fabriquent l'étoffe dont ils font l'espèce de sac ou de soutane qui les couvre.

« Que leur reste-t-il donc de cet argent, de ce signe de leurs denrées ?

« Il leur reste l'amélioration de leur sol.

« Il leur reste des bâtiments nécessaires à l'exploitation de leurs terres.

« Il leur reste des édifices qu'ils habitent et qui embellissent très utilement le vaste champ du royaume, puisqu'ils fixent dans de tristes solitudes, dans des déserts affreux des hommes intelligents qui savent donner à des objets ruraux une valeur que la nature semblait leur avoir refusée depuis la création.

« Il leur reste enfin des monuments, des temples superbes dont la vue seule pénètre de respect le voyageur qui reconnaît un Dieu.

« Une perte bien réelle pour le sol national est que dans l'hiver il y ait si peu de seigneurs dans leurs terres. Ceux qui, dans cette saison, ne craignent pas de résider à la campagne, se livrent naturellement aux travaux champêtres ; et leurs premiers succès dans les défrichements les attachent de plus en plus à leurs propriétés. Ils

redoutent la ville, ils fuient ses plaisirs dispendieux. Leur plus grande satisfaction est d'occuper des malheureux ; et souvent pour les exciter au travail on les voit, sous l'habit le plus simple, braver, au milieu d'eux, l'intempérie de l'air et la rigueur des frimas.

« Une vie constamment occupée, des mœurs toujours pures, de l'ordre dans les affaires, tout, dans un seigneur qui régit lui-même sa terre fait naître le désir patriotique d'une génération nombreuse. Mais si ses vœux sont remplis, il renonce à ses récréations rurales ; il n'écoute plus que sa tendresse paternelle ; vous le voyez abandonner ses landes et ses marais pour s'occuper uniquement de ses enfants ; il fait cesser des travaux trop dispendieux pour un père qui a une nombreuse famille à établir et qui, par conséquent, doit calculer toutes ses dépenses.

« Ces obstacles sont inconnus aux monastères. Aussi les voit-on conduire tôt ou tard à leur perfection les entreprises rurales qu'ils ont commencées.

« Il n'est donc pas étonnant que les religieux soient plus utiles au sol national que les autres propriétaires.

IV.

Les monastères comparés aux autres propriétaires, par rapport à la population (1).

« Peupler, c'est donner des sujets à l'État. Faire peupler, c'est également procurer des sujets à l'État.

« Or, il n'est point de propriétaires qui fassent plus peupler que les religieux.

(1) *Ibid.*, p. 89-94 et p. 99.

« Les hommes qui peuplent le plus ce sont les paysans. Pour se marier, le paysan n'a besoin que de travail; s'il est sûr d'être toujours occupé, il est sûr de subsister: alors il n'hésite plus à se marier; et s'il est marié, il ne fait aucun calcul sur le nombre de ses enfants: il suit avec simplicité toute l'impulsion de la nature. Son unique inquiétude est toujours de savoir qui l'occupera.

« De tous les propriétaires, ceux qui, à cet égard, tranquillisent plus les paysans et qui les occupent le plus, ce sont les religieux. Ce sont donc les religieux qui favorisent le plus la population.

« Un seigneur fait travailler; mais, à fortune égale, un monastère fait travailler davantage.

« Le seigneur fait bien tout ce qu'il peut pour faire valoir sa terre, et en cela, il est fort utile aux colons. Mais il a une femme, il a des enfants, il a un état à soutenir. Ces besoins épuisant ses facultés, il ne fait de travaux extraordinaires que d'après le calcul d'un produit équivalent à ses avances. S'il voit que mille écus ne lui donnent pas cent cinquante livres de rente, il s'arrête; il place ailleurs ses fonds, d'une manière plus utile pour lui mais moins utile pour les colons et bien moins utile encore pour les terres qui restent en friches.

« Les religieux n'ayant que des besoins simples et bornés, il leur est facile de faire des épargnes; et comme ils ne peuvent plus acquérir, ils ne pensent qu'à bonifier leurs domaines. Aussi ne craignent-ils pas de faire une grande dépense pour un léger produit.

« Outre l'intérêt qui porte les religieux aux travaux champêtres, ils y sont continuellement excités par les paysans, qui ne cessent de les appeler à leurs secours et de leur demander à travailler.

« C'est ainsi que les religieux font peupler ces paysans, en leur donnant et du travail et du pain.

« Qui croirait que le seigneur célibataire fût plus utile à la population que s'il était marié?

« Cela paraît un paradoxe; c'est cependant une vérité bien facile à démontrer.

« Moins un seigneur dans sa terre a de besoins personnels, moins en même temps il craint de dépenser pour améliorer sa terre. Alors ses dépenses tournent au profit des journaliers qu'il emploie à des objets ruraux.

« Si ce seigneur avait une femme, s'il avait des enfants, ce qu'il serait obligé d'employer à l'instruction de sa famille serait nécessairement perdu pour les améliorations, serait nul pour les colons.

« Supposons à ce seigneur quinze mille livres de revenus; supposons encore que sa femme et ses enfants lui coûtent cinq mille livres par an, il est certain qu'avec cette somme il ferait aisément vivre quinze journaliers quinze chefs de famille; aussi, au lieu d'une famille que la population personnelle donnerait à l'État, il lui procurerait quinze familles, en gardant le célibat.

« Les religieux, moins fastueux et plus stables sur les lieux que les célibataires laïques, doivent nécessairement l'emporter sur eux pour les travaux champêtres et par conséquent pour la population des campagnes...

« C'est pourquoi, si l'on voulait peupler les landes de Bordeaux, il faudrait y placer des monastères. Les religieux feraient dans ces déserts des entreprises rurales pour lesquelles les célibataires laïques, et bien moins encore les pères de famille n'oseraient hasarder leurs fonds...

« Veut-on qu'un État soit riche, qu'il soit peuplé? Il

faut répandre ses richesses sur les lieux qui les produisent. Aussi, de tous les propriétaires, le plus utile à une nation, c'est celui qui réside dans ses domaines, fût-il un monastère. »

V.

Les monastères sont-ils favorables à la population (1) ?

« Parcourez la Flandre française : à chaque pas, vous reconnaîtrez le territoire ecclésiastique ; à chaque pas vous verrez sortir d'une abbaye un père de famille, qui vous dira : « Je viens de voir mon fils. » A chaque pas cependant, vous verrez avec admiration un peuple qui fourmille, tant la population est heureuse partout où le propriétaire rend à la terre ce qu'il tire de la terre.

« Dans cette contrée monastique, les abbés réguliers ne s'éloignent pas de leurs foyers et ne viennent jamais dans la capitale du royaume.

« Cependant, ces bénéficiers sont très fastueux. Les bâtiments qu'ils construisent plus que jamais sont un objet de luxe, et leurs monastères ressemblent moins à des maisons religieuses qu'à des palais de petits souverains.

« Aussi, le premier coup d'œil révolte le voyageur et lui fait dire : « Cela est bien beau pour des cénobites. »

« Mais le calculateur impartial, le vrai citoyen s'arrête, admire et s'attendrit lorsqu'il fait cette réflexion que, pour former ces monuments qui embellissent le royaume, les pierres se sont changées en nourriture.

« En effet, l'ouvrier qui tire la pierre, celui qui la taille, l'autre enfin qui la pose, trouvent dans cette main

1 *Ibid.*, p. 100 -102.

d'œuvre le pain qui les nourrit et qui fait croître jusqu'à l'adolescence les enfants, les citoyens qu'ils procurent à la patrie.

« L'ouvrier qui gagne vingt sols par jour gagne par an à peu près trois cents livres. Il est bien rare qu'il n'ait pas une femme et au moins deux enfants. Ainsi, cent pistoles font vivre trois hommes, trois femmes et six enfants; dix mille livres, trente hommes, trente femmes et soixante enfants; cent mille livres, trois cents hommes, trois cents femmes et six cents enfants.

VI

Sans les cloîtres, une quantité de familles honnêtes seraient surchargées (1).

« Il est constant, quoi que l'on en dise, qu'il y aurait plus de célibataires s'il n'y avait pas de monastères.

« Il est rare que les familles nombreuses soient aisées; et sans aisance il n'est plus permis dans nos mœurs de penser à s'établir...

« Les religieux, ordinairement, appartiennent à des familles nombreuses.

« Les citoyens honnêtes qui leur ont donné le jour n'ont pas connu les maximes d'une fausse philosophie.

« Bien loin d'envisager les cloîtres comme des gouffres pour leur population, ils les regardent, au contraire, comme une ressource, avec laquelle ils ne doivent pas craindre de se régénérer.

« Le sujet qui se fait religieux abandonne à son frère tout ce qu'il peut posséder. Par là, ce frère se décide

(1) *Ibid.*, p. 111 121.

à se marier. C'est ainsi que les religieux sont utiles à la population de leurs familles.

« Père d'une famille nombreuse, citoyen respectable, que l'on a de plaisir à vous entendre dire et répéter sans cesse : « Je suis le plus heureux des mortels !

« J'ai exercé une profession honnête et utile; j'ai élevé
« six enfants. Deux ont embrassé la vie monastique; les
« quatre ont réuni toute ma fortune; j'ai pu les marier
« selon leur cœur et le mien. J'ai donc procuré à l'État
« quatre chefs de famille... »

« Jetez les yeux sur ce père qui n'a pas le moyen de donner à tous ses enfants une éducation longue et dispendieuse mais cependant nécessaire pour leur établissement. Voyez encore cet autre qui est riche et qui a plusieurs enfants peu faits pour le monde. Avec des qualités estimables ils ne peuvent cependant être heureux qu'autant qu'ils seront gouvernés toute leur vie.

« Combien ces pères de familles ne seraient-ils pas embarrassés, si l'État ne leur avait ménagé la ressource des cloîtres ?

« C'est ainsi que par leur retraite dix mille sujets donnent la tranquillité à dix mille pères de familles.

VII

Petits monastères comparés aux grands. Sont-ils utiles (1) ?

« Répondre autant qu'il est possible à la piété des fondateurs, lever chaque jour les mains au ciel sur les lieux

(1) *Ibid.*, p. 128-132.

que ces guerriers ont choisis pour le repos de leurs cendres, diminuer par une vie simple et réglée les obstacles que le monde apporte à la paix éternelle, rappeler les peuples à la religion de nos ancêtres par la célébration quotidienne du plus saint des mystères, voilà le but moral des établissements monastiques.

« Secourir les pauvres, les employer toute l'année à des objets ruraux, leur procurer assez d'aisance pour les faire peupler et par là augmenter les vraies richesses du royaume, c'est le but politique de ces mêmes monastères..

« Mais il s'élève une question parmi les citoyens même les plus vertueux : l'on doute si les petits monastères méritent encore la protection du Gouvernement, s'il n'est pas plus utile de les supprimer ou de les réunir ?

« Pour décider cette question, il ne faut pas comparer une grande communauté à une petite ; mais il faut peser les avantages réunis de plusieurs petites communautés et comparer ces avantages à ceux que l'on retire d'une grande maison ; l'on verra par là de quel côté penchera la balance.

« On sait qu'une maison religieuse de quatre mille livres de rentes en biens fonds peut entretenir trois religieux ; ainsi, cent mille livres donneraient la subsistance à vingt-cinq petites communautés, à soixante-quinze religieux. Lequel des deux est-il plus utile à la nation, ou une maison de cent mille livres de revenus, ou vingt-cinq petits monastères de quatre mille livres ? Voilà le point sur lequel il faut porter ses réflexions.

« Le culte extérieur de la religion gagne sans doute beaucoup par le service assidu d'un grand nombre de religieux qui, nuit et jour, se rassemblent pour faire retentir de leurs chants le temple majestueux qui les réunit. Ce

culte extérieur gagne bien plus encore lorsqu'il est soutenu par la vertu et la vie austère de ces pieux solitaires de la Trappe et de Sept-Fonds... Sans présenter aux yeux le spectacle édifiant de ces grands monastères, il n'est pas une petite communauté qui ne puisse, chaque jour, remplir ce devoir essentiel de la religion.

« Un religieux, fût-il seul dans son monastère, s'il s'estime lui-même, s'il est soutenu par la vigilance de son ordre, il se rapproche de l'esprit de son État ; il se rend à l'église, son oratoire naturel, et se fait un devoir d'y réciter son office à des heures marquées ; et si un confrère s'unit à lui, alors les deux cénobites s'encouragent mutuellement et donnent par leur exactitude publique des témoignages non équivoques de leur probité religieuse.

« En voilà assez pour se concilier la confiance. Les habitants des campagnes seront toujours édifiés lorsqu'ils se verront avertis, par le son des cloches, que deux solitaires se prosternent aux pieds des autels pour rendre par leurs prières le ciel favorable à leurs travaux.

VII

Les monastères sont-ils utiles, par rapport à la Religion dominante (1) ?

« L'uniformité avec laquelle les Religieux pratiquent leurs exercices, la forme constante de leur habillement, l'antiquité de leur établissement entretiennent nécessairement dans l'esprit des peuples l'idée d'une religion invariable dans ses principes et dans ses usages.

(1) *Ibid*, p. 170 et 171.

« A ces traits antiques chaque individu croit reconnaître la religion de ses pères.

« Les abbayes sont donc sur la surface du royaume autant de petits postes, établis de proche en proche, pour conserver les peuples dans l'unité de religion.

« *Les souverains qui ont voulu abolir la religion catholique ont bien senti cette vérité. Aussi ont-ils eu grand soin de commencer par détruire les monastères...* »

IX

Réflexions sur la destruction des maisons religieuses (1).

« N'est-il pas plus sensé de s'occuper de la conservation de ces pieux asiles que de leur anéantissement ?

« Ici se présentent naturellement les réflexions du sage Pompignan, dans son discours sur l'Agriculture

« Depuis longtemps, en France, on ne voit de domaines supérieurement cultivés, fournis d'habitations convenables et d'habitants laborieux que les domaines des Ordres religieux, surtout des grands propriétaires, tels que les Bénédictins, les Bernardins, les Chartreux, etc. Cela seul, indépendamment de la reconnaissance qu'on leur doit et de l'utilité de leur profession, devait les mettre à l'abri de la destruction épidémique qui les poursuit. Il me semble qu'avant de procéder à l'abolition d'un ordre monastique il faudrait examiner d'une manière impartiale si son existence est nuisible ou avantageuse à l'État ; si les biens dont on dépouillera

(1) *Ibid.*, p. 183-187.

« ces moines tomberont en de meilleures mains ; si leurs
« possessions seront mieux cultivées ; si dans les cantons
« qu'ils habitent les pauvres seront mieux secourus par
« de nouveaux propriétaires... Je laisse à l'écart, comme
« on voit, l'intérêt de l'Église et de la Religion. Ces objets-
« là n'entrent guère aujourd'hui dans les considérations
« politiques. N'envisageons dans toutes les suppressions
« faites ou à faire que le bien physique et temporel. Quel
« sera-t-il ? Qu'y gagneront le prince et l'Etat ? Quelle
« qu'en soit la destination, elle n'enrichira ni n'embel-
« lira les campagnes. Comment seront administrés tant
« de riches établissements monastiques?... Je ne plaide
« point ici la cause des moines, je plaide celle de toutes
« les cultures, de tous les propriétaires, des pauvres, du
« travail et de la population. Ressuscitons un moment
« Virgile, Varron, Columelle. Employons-les comme
« experts dans l'examen de nos campagnes. Ils riront,
« comme païens, de nos institutions monastiques. Mais
« ils combleront d'éloges, comme économes et cultiva-
« teurs, les enfants de saint Bruno, de saint Bernard et
« de saint Benoît. »

« Que résulterait-il de la destruction des monastères
si ce n'est d'enrichir ceux qui sont déjà riches?... »

Concluons, avec un journal de 1784 (1), époque de
l'apparition du lumineux travail de dom Féroux, qu' « il
faudrait être bien prévenu pour ne pas convenir que ces
Vues d'un solitaire sont l'ouvrage d'un auteur profondé-
ment instruit sur les matières qu'il a traitées... et d'un
vrai patriote. Elles pourront n'être pas accueillies par
ceux qui, tout en se glorifiant de combattre les préjugés,

(1) Journal de Paris, n° du 25 octobre 1784.

en sont quelquefois eux-mêmes les esclaves : mais elles seront sûrement appliquées par les hommes sensés pour qui l'auteur a travaillé et auxquels il adresse ses observations. »

Ne dirait-on pas ces lignes écrites de nos jours, tant elles sont empreintes d'une vivante actualité ?...

LE ROMAN DE L'ÉVÊQUE SYNÉSIUS

Le vrai peut quelquefois n'être pas vraisemblable, a dit avec une souveraine raison Boileau; à plus juste titre, l'invraisemblable ne saurait être accepté comme vrai, surtout en histoire et en dehors des faits de l'ordre surnaturel, c'est-à-dire miraculeux. Car, le miracle est *au-dessus de la nature*, mais non *contre la nature*. Ainsi, pour entrer immédiatement dans l'exposé de la présente thèse, peut-on admettre comme *vrai* ou même *vraisemblable* que, dans les premiers siècles chrétiens, une population formée par les enseignements et édifiée par les vertus des Chrysostome et des Cyrille, ait élu d'une voix unanime pour évêque un homme à peine chrétien, que dis-je, philosophe presque païen et qu'elle ait consenti à ce que son élu acceptât une telle charge, tout en se réservant de conserver auprès de lui sa femme, ses enfants, sans rien abandonner de sa vie passée et de ses plaisirs profanes, la chasse, la pêche, les jeux, etc. ?

Telle est cependant l'histoire, ou plutôt tel est *le roman de l'évêque Synésius*, au ^{ve} siècle, comme — du ^{xviii}^e au ^{xix}^e, jusqu'à ces dernières années, — nous l'ont présenté les érudits allemands protestants, Voltaire (naturellement) et les divers recueils biographiques, de Michaud à La-

rousse, de la *Biographie universelle* au *Grand Dictionnaire encyclopédique* du XIX^e siècle.

Nous allons d'abord montrer comment s'est formulé d'abord, puis perpétué jusqu'à nos jours ce mensonge historique, en remontant du temps présent au XVIII^e siècle, contrairement à la méthode ordinairement suivie par nous en ces sortes d'investigations, et qui consiste à descendre le cours de la tradition, au lieu de le remonter, ce qui semble plus logique cependant, au premier abord.

Or, lit-on dans le *Grand Dictionnaire encyclopédique* du XIX^e siècle (1) : « En 403, Synésius était à Alexandrie, où il entra en relation avec l'évêque Théophile, qui le maria, bien qu'il fût païen. Pendant son séjour dans cette ville, il écrivit deux ouvrages, *Dion* et le *Traité des Songes*, qui prouvent qu'à cette époque il n'était point chrétien... En 410, les habitants de Ptolémaïs ayant perdu leur évêque, se décidèrent unanimement, de concert avec le clergé, à appeler Synésius à le remplacer. *Celui-ci n'était point chrétien* ; mais ses vertus privées, les grands services qu'il avait rendus, le courage qu'il avait déployé contre les barbares parurent des titres très suffisants à des hommes qui cherchaient AVANT TOUT dans leur évêque un défenseur et un protecteur au zèle ardent. Synésius refusa d'abord ces fonctions, parce qu'il ne voulait ni quitter sa femme ni renoncer à ses opinions philosophiques, en contradiction sur plusieurs points avec le Christianisme... Synésius présenta les mêmes objections à Théophile, patriarche d'Alexandrie ; mais celui-ci fut le premier à insister pour qu'il acceptât les fonctions épiscopales, bien qu'il ne

(1) Tome XIV, p. 1329 et 1330.

crût point aux doctrines de l'Eglise sur la formation de l'âme, sur la fin du monde, sur la résurrection, etc. Enfin, il céda aux pressantes prières qui lui furent faites, se fit baptiser, puis fut ordonné prêtre et garda auprès de lui sa famille, *en même temps qu'il conservait ses opinions*. Dans ces nouvelles fonctions, il resta ce qu'il avait été précédemment, un homme de bien...

« *Chrétien par occasion* et en quelque sorte *malgré lui*, il conserva intactes ses opinions philosophiques, se bornant, lorsqu'il fut évêque, à ne faire ni propagande ni critique et *avouant simplement* à ses prêtres, dans une de ses épîtres, *un homme qui ignorait l'Ecriture sainte*. »

Voilà ce qu'en 1875, il y a sept ans, on a osé imprimer dans le *Grand Dictionnaire* en question. Eh bien, voyons, de bonne foi, à qui espère-t-on en imposer avec de telles allégations ? Si c'est aux esprits irréfléchis, à des êtres privés de tout sens critique, voire des premières notions du simple bon sens, on a parfaitement réussi ; mais, enfin, il faut cependant bien admettre, pour la dignité humaine, en ce siècle de lumières, que le public ne se compose pas d'une telle majorité de sots. Cet évêque malgré lui, *chrétien par occasion* (sic), un libre penseur, en un mot, peut être l'idéal de certaines gens, mais les esprits réfléchis voient et surtout réclament autre chose de la part d'un évêque.

L'article consacré par le *Grand Dictionnaire* à Synésius nous semble calqué, avec certaines réserves cependant, sur celui qu'en 1865, dix ans auparavant, M. Aubé consacrait, dans la Biographie Didot (1), à l'évêque de Ptolémaïs ; on va d'ailleurs en juger.

(1) Tome XLIV, col. 738-745.

« En 403, à Alexandrie, Synésius se lia avec l'archevêque Théophile, qui le maria de sa main. *Il n'était pas encore chrétien*. Les deux ouvrages qu'il composa à Alexandrie, *Dion* et le *Traité des songes*, n'indiquent pas le moins du monde qu'il se fût converti...

« Sur ces entrefaites le siège épiscopal de Plotémaïs étant devenu vacant, le clergé et le peuple jetèrent les yeux sur Synésius et le proclamèrent évêque. Était-il alors chrétien de fait? « La voix des fidèles, dit le dernier historien de Synésius (1), ne l'eût pas désigné, s'il n'eût pas déjà embrassé la foi chrétienne. » C'est une pure induction, et à laquelle on peut, ce semble, opposer celle-ci, qui nous paraît aussi solide : Synésius était un homme riche, de noble naissance, considérable par son influence et son crédit : on savait la pureté de ses mœurs, l'élévation de ses sentiments et les élans mystiques de ses poésies ; on connaissait son zèle ; on savait que dans les dangers communs il avait déployé une initiative énergique, qui contrastait avec l'apathie et l'insouciance générales. N'était-ce pas assez pour que le peuple, qui voulait trouver dans son évêque non pas seulement un guide, mais un chef actif, un protecteur vigilant, un défenseur dévoué de ses intérêts, l'acclamât unanimement? *C'était à lui à se mettre ensuite en règle avec le dogme*. En fait, la question est douteuse. Rien ne prouve qu'en 409 Synésius eût reçu le baptême ni qu'il eût, je ne dis pas changé de culte, car assurément il n'avait jamais appartenu au polythéisme, mais adopté un culte en entrant dans l'Église. L'élection populaire troubla fort Synésius. Deux lettres de lui, l'une

(1) Druon, *Etude sur la vie et les œuvres de Synésius* (1859), p. 38.

à Théophile, patriarche d'Alexandrie, l'autre à son frère Evoptius, témoignent des luttes qui se livrèrent dans son âme...

« La lettre (à Evoptius) répond, à ce qu'il nous semble, et d'une façon très nette à la question posée plus haut : Quand Synésius fut porté à l'épiscopat par les suffrages du peuple, était-il converti ? Non, puisqu'il déclare catégoriquement qu'il ne veut pas être évêque s'il lui faut renoncer à ses croyances philosophiques et épouser des opinions qui répugnent à sa raison et sont à ses yeux des préjugés populaires et des fables puériles. Ses déclarations sur ce point sont claires et sans équivoque. Il veut garder ses sentiments et consent seulement à ne faire ni propagande ni critique.

« On crut sans doute que la conquête de Synésius valait qu'on laissât fléchir la règle, et, comme dit M. Villemain, on lui permit de garder sa femme et ses opinions (1) » Après sa consécration il avait encore ses enfants auprès de lui.... Est-il vraisemblable, à négliger même la déclaration qu'il avait faite avant d'accepter l'élection, qu'il eût conservé ses enfants et renvoyé leur mère ? Quant à ses opinions, il les conserva également, se contentant de les couvrir parfois D'UNE TEINTE DE CHRISTIANISME ASSEZ ÉQUIVOQUE : « Vous qui connaissez les saintes Écritures, écrivait-il « aux prêtres de son diocèse, vous avez placé à votre tête « un homme qui les ignore. » (Ep. XIII.) Il se mit sans doute à les étudier ; mais jusque dans les hymnes qu'on doit rapporter aux dernières années de sa vie, il y a un mélange singulier d'inspiration chrétienne et de souvenirs philosophiques...

(1) Tableau de l'éloquence chrétienne, au quatrième siècle.

« Il ne paraît pas avoir pris part aux discussions théologiques qui agitaient l'Orient... C'est la philosophie qui a élevé sa jeunesse et nourri son âge mûr. Venu bien tard, à l'heure où la raison avait fait son œuvre et planté dans son esprit des convictions solides, *le Christianisme resta à la surface, sans le pénétrer et ne fit que recouvrir le philosophe sans l'effacer. Il appartient à l'Église par le dehors, si je puis dire, plus que par le dedans.* Il mit à son service ce qu'il avait d'activité, de zèle et de dévouement; mais *il ne se donna pas lui-même.* Il fut ministre de l'Église; *il ne mérite pas qu'on le mette au nombre des Pères et des Docteurs.* Il fut dans l'Église homme d'action et de gouvernement, *mais non théologien.* Bien plus, si on se place au point de vue du dogme, *il est permis de dire que l'évêque de Plotémaïs est un chrétien équivoque* et, pour parler net, *qu'il n'est chrétien que de nom.*

« Rien ne prouve positivement que la femme de Synésius fût chrétienne. On peut cependant le conjecturer de ce fait qu'il la reçut de la main de l'archevêque d'Alexandrie. Les mariages mixtes devaient être fréquents encore à cette époque (1). »

Quel aplomb donne l'ignorance des premiers et des plus simples éléments d'un fait historique, aussi important que celui-ci, pour en parler avec une telle assurance qui confond presque et qui désarmerait même, au besoin.

Naturellement, M. B. Aubé préfère les *on dit* de M. Villemain, un pur littérateur, à l'ouvrage de M. Druon, un érudit. « M. Druon — c'est M. Aubé qui parle (2), — ne

(1) B. Aubé, *op. cit.* note, au bas de la colonne 740.

(2) Note 2, au bas de la colonne 742.

partage pas sur ces deux points l'opinion de M. Villemain et l'accuse même d'avoir adopté *un peu promptement l'assertion toute gratuite des historiens protestants et d'avoir prêté à une erreur l'appui de son autorité.* »

Les historiens protestants mis en cause et en légitime suspicion de partialité par M. Druon sont Martin Chladny, *Theologumena Synesii* (Wittemberg, 1713, in-4°), et P. Ad. Boysen, *Philosophumana Synesii* (Halle, 1714, in 4°).

Pour en revenir à M. Villemain, voici comment en 1846, dans son *Tableau de l'éloquence chrétienne, au iv^e siècle* (1), il racontait, à la façon de M. Augustin Thierry, Ampère et autres romanciers historiques d'alors, la biographie de Synésius. Nous ne citons que les passages les plus caractéristiques de cette notice, où l'interprétation fantaisiste l'emporte de beaucoup sur l'exactitude historique.

« Ses concitoyens, accablés de maux par l'administration de l'empire et les incursions des barbares, le députèrent à la cour d'Arcadius... En apportant au faible empereur l'offrande et les prières d'un peuple malheureux, Synésius n'appuie la liberté de son langage que sur une philosophie élevée... C'étaient là d'autres réprimandes que celles de la chaire chrétienne : elles pouvaient être plus utiles à l'État en réveillant le patriotisme et le courage... Le mélange d'esprit philosophique et d'esprit guerrier qui anime ce discours ne semble placé sous l'invocation d'aucun autre culte que la pensée d'un Dieu suprême... A l'époque de cette mission, *Synésius évidem-*

(1) Dans les citations que nous empruntons à l'ouvrage de M. Villemain nous suivons l'édition de 1849 (in-18).

ment n'était pas encore chrétien, ou du moins s'il avait été dès l'enfance engagé à la religion, il n'en avait pas pris les pensées habituelles et le langage. On ne peut marquer dans quel temps il se rapprocha du christianisme et reçut le baptême. Seulement, plusieurs années avant d'être attiré vers les honneurs de l'Église, dans un de ses voyages à Alexandrie, il fut marié selon le rite chrétien....

« Sa réputation, son talent, sa fortune attiraient sur lui les regards de l'Église toujours animée de ce prosélytisme qui lui avait soumis l'empire romain...

« Synésius était trop éclairé, peut-être trop mondain, pour partager les rêveries de quelques-uns de ces platoniciens, qui croyaient perpétuer le paganisme en le transformant, par un mélange bizarre d'abstraction et d'illumination. Mais *il tenait fortement à quelques idées métaphysiques peu d'accord avec la théologie chrétienne.* Il adoptait les idées pures des chrétiens sur l'essence divine ; mais *il blâmait ou dédaignait leurs querelles sur les dogmes sacrés de leur foi ;* et, dans le calme de sa raison et de son heureuse vie, on ne pouvait espérer qu'il se précipitât vers les autels d'un culte triomphant, avec cette ardeur qui jadis attirait tant de néophytes vers des autels entourés de persécution et de mystères. La simple initiation chrétienne, qui, dans les premiers siècles, était un attrait assez puissant pour l'enthousiasme et la curiosité, ne suffisait plus, maintenant que le pouvoir et la foule étaient passés du côté du christianisme. *Se convertir, c'était ressembler à tout le monde ;* et par cela même, *il y avait une sorte de séduction dans l'indépendance de l'esprit philosophique qui, dégagé des anciennes fables, sans appartenir entièrement à la loi*

nouvelle, *se faisait à lui-même son culte et sa foi* (1). »

On juge toujours les autres d'après soi ; je ne sais si Synésius a jamais ressemblé à ce portrait, mais tout me porte à y reconnaître nos modernes libres penseurs, voyant de haut les choses et se tenant lieu, à la fois, de religion, de dogme et de sacerdoce.

Conclusion nécessaire de telles prémisses : « Telle était, dit M. Villemain, la situation d'âme où se complaisait Synésius... Les efforts des chrétiens redoublèrent pour attacher à leur foi une si difficile conquête ; ce fut une négociation suivie par les plus célèbres évêques d'Orient. Le peuple de Ptolémaïs le demanda pour évêque... Son adoption parut aux évêques d'Orient un si grand avantage pour les chrétiens, qu'on eut égard à tous ses scrupules et qu'on *lui permit de garder sa femme et ses opinions..*

« A ce prix, Synésius devint évêque de Ptolémaïs. *Il ne semble pas que sa vie ait d'abord beaucoup changé... Il y mêla seulement la méditation de l'Écriture sainte. Mais, du reste, il parut indifférent à ces controverses de théologie si épineuses et si subtiles dont le sacerdoce chrétien fatiguait l'esprit des peuples.*

« *Synésius consacrait son éloquence à de plus utiles sujets* (2). »

M. Villemain fait bon marché, on le voit, de la doctrine de l'Église, en transformant ainsi l'évêque de Ptolémaïs en académicien émérite, tout confit dans le fétichisme du beau langage et, pour un peu plus, il nous le montrerait dédaignant les prières de la liturgie pour ne pas gâter

(1) M. Villemain, *op. cit.*, p. 219-224, *passim*.

(2) P. 224-228, *passim*.

son pur hellénisme. On n'a pas le courage de se fâcher contre tant de candeur inconsciente; on se contente de hausser les épaules et de sourire, en pensant que la même plume a osé aborder l'histoire du grand pape Grégoire VII. En vérité, il n'y a que ces hommes d'esprit académique et universitaire pour se croire aptes à se mesurer à de tels et si gigantesques sujets.

Abordant ou plutôt effleurant l'étude des poésies religieuses de Synésius, M. Villemain arrive enfin à un aveu précieux à recueillir de ses lèvres. « On peut cependant apercevoir dans les vers de Synésius *le progrès de sa croyance*. L'extase un peu rêveuse est insensiblement remplacée par une foi plus positive; et *l'imagination du poète finit par se confondre avec le symbole de l'évêque* (sic) (1). »

Avec la foi, oui; mais, avec le symbole de l'évêque nous plonge dans une profonde rêverie. La foi catholique a donc un symbole spécial pour l'évêque, symbole qui ne serait pas le même que celui du prêtre, du fidèle, de l'Eglise tout entière!

Vingt ans avant l'apparition du portrait quelque peu de fantaisie de Synésius brossé par M. Villemain, en 1826, un érudit de bon aloi, M. Weiss, en quelques lignes (2), avait bien indiqué l'esprit de l'épiscopat du pontife de l'Eglise de Ptolémaïs. « Saisissant toutes les occasions d'instruire son troupeau, Synésius parvint à faire disparaître jusqu'aux dernières traces de l'arianisme. »

Et Feller dit (3), à son tour: « Synésius, devenu évêque, eut le zèle et la charité d'un apôtre. »

(1). P. 231.

(2) Biographie Michaud, tome XLIV (1836), p. 339.

(3) Feller, édition de Pérennés (1844), tome XI, p. 602.

Voltaire, que l'on devait s'attendre à voir dans cette affaire, — à deux reprises, en 1769 et en 1777 (un an avant sa mort), se forgeait un Synésius dont il faisait à son usage l'idéal de l'évêque philosophe, en opposition avec les évêques du Puy et d'Annecy, ses vaillants adversaires. Les deux passages de l'homme de Ferny sonet curieux et même précieux à recueillir et à conserver. A propos d'Hypatie, illustre savante et païenne du v^e siècle, que Voltaire accuse saint Cyrille d'avoir fait massacrer, le patriarche des sophistes s'écrie, avec une indignation et un enthousiasme de commande :

« Quel contraste s'offre ici aux lecteurs attentifs ! Cette Hypatie avait enseigné la géométrie platonicienne à un homme riche, nommé Synésius, qui n'était pas encore baptisé ; les évêques égyptiens voulurent absolument avoir Synésius le riche pour collègue et lui firent conférer l'évêché de Ptolémaïde. Il leur déclara que s'il était évêque il ne se séparerait point de sa femme, quoique cette séparation fût ordonnée depuis quelque temps aux prélats ; qu'il ne voulait pas renoncer aux plaisirs de la chasse, qui était défendue aussi ; qu'il n'enseignerait jamais des mystères qui choquent le bon sens ; qu'il ne pouvait croire que l'âme fût produite après le corps ; que la résurrection et plusieurs autres doctrines des chrétiens lui paraissaient des chimères ; qu'il ne s'élèverait pas publiquement contre elles, mais que jamais il ne les professerait ; que si on voulait le faire évêque à ce prix, il ne savait pas même encore s'il daignerait y consentir.

« Les évêques persistèrent : on le baptisa, on le fit diacre, prêtre, évêque ; il concilia sa philosophie avec son ministère ; c'est un des faits les plus avérés de l'histoire ecclésiastique. Voilà donc un platonicien, un théiste, un

ennemi des dogmes chrétiens, évêque alors avec l'approbation de tous ses collègues, et ce fut le meilleur des évêques ; tandis qu'Hypatie est pieusement assassinée dans l'église, par les ordres ou du moins par la connivence d'un évêque d'Alexandrie décoré du nom de saint. Lecteur, réfléchissez et jugez ; et vous, évêques, tâchez d'imiter Synésius (1). » Et ailleurs (2) encore, reprenant la même thèse, ou plutôt enfourchant le même *dada* :

« Que firent les évêques contemporains de ce Synésius le platonicien ? Il était très riche et très puissant ; on voulut le gagner au parti chrétien, et on lui proposa de se faire évêque. Sa religion était celle des philosophes ; il répondit qu'il n'en changerait pas et qu'il n'enseignerait jamais la doctrine nouvelle ; qu'on pouvait le faire évêque à ce prix. Cette déclaration ne rebuta point ces prêtres, qui avaient besoin de s'appuyer d'un homme si considérable : ils l'oignirent, et ce fut un des plus sages évêques dont l'Église chrétienne pût se vanter. Il n'y a point de fait plus connu dans l'histoire ecclésiastique. »

La part de l'erreur et du mensonge assez largement faite, il est temps d'aborder le rivage de la vérité, qui sera non seulement pour Synésius la réhabilitation, mais mieux encore la juste révélation de la sincérité de son noble caractère et de la beauté de son âme. Nous laissons ici la parole au savant et éloquent auteur de *l'Histoire générale de l'Église*, M. l'abbé Darras. Voici ce qu'il écrivait, il y tout à l'heure plus de vingt ans (3) :

(1) Voltaire, *De la paix perpétuelle* (1769), §. XXIII.

(2) Voltaire, chap. XXIV, *Excès du fanatisme*, dans son *Histoire de l'établissement du Christianisme*, (1777).

(3) *Histoire générale de l'Église*, tome XII (1869), p. 437.

« En 396, au retour de son ambassade auprès d'Arcadius, Synésius était venu passer quelques années à Alexandrie et s'était intimement lié avec le patriarche Théophile. *Synésius n'était point encore chrétien de fait ; mais chaque jour il le devenait davantage de cœur.* Dès l'époque de sa fameuse légation, et *malgré les citations païennes qui émail- lent son discours à l'empereur,* il avait mis son voyage sous la protection des saints et des martyrs de Jésus-Christ. L'alliance naïve des deux cultes, dans un esprit qui n'avait pas encore définitivement fait son choix, représente très exactement l'état intellectuel du monde lettré, à cette époque de transition entre le paganisme expirant et le règne de Jésus-Christ. Synésius, *poète lyrique plus encore que philosophe,* exprime en très beaux vers les sentiments contradictoires qui se disputaient son cœur.

« Lyre mélodieuse, dit-il, assez du rythme de Téos (1),
« assez de mélopées lesbiennes (2). Pour des hymnes
« plus solennels, prends le ton dorien (3). Il faut chanter
« non plus les jeunes et riantes compagnes d'Aphrodite,
« ni la grâce des éphèbes au teint de rose. La divine
« sagesse et ses conceptions pures vont faire vibrer tes
« cordes harmonieuses. Écoute, ô lyre ! le chant de la cigale
« qui boit la rosée du matin. Mais déjà tu frémis sous
« mes doigts et tu résonnes sous un souffle inspiré. Quel
« est donc ce nouveau Dieu de la lyre, dont la splendeur
« éclate dans tout ce qui nous environne, et dont le nom
« éveille l'écho sonore ? C'est le grand principe qui n'eut
« pas de commencement, le maître et le père de toutes

(1) Téos, patrie d'Anacréon,

(2) Lesbos, patrie de Sapho.

(3) Le dialecte dorien était celui des odes de Pindare.

« choses, l'inengendré, le roi assis au sommet des cieux
« dans une gloire immortelle, limite des unités, la mo-
« nade première entre les monades, trinité substantielle
« dans l'unité ineffable (1). »

« Vers l'an 404, Synésius prit rang parmi les catéchu-
mènes. « Roi du monde, dit-il, je viens acquitter le vœu
« que je te fis au Bosphore de Thrace... O roi, je visitais
« tous les temples élevés à ta gloire ; je baisais leur sol
« sacré en l'arrosant de mes larmes, et je te priais de bé-
« nir mon voyage. J'adressais mes supplications à tous les
« saints évêques, tes ministres vénérés, couronne angélique
« qui protège les champs féconds de la Thrace et les ri-
« vages de Chaldédoine. Ces bienheureux intercédèrent
« pour moi ; ils consolèrent mon âme agitée et me vin-
« rent en aide dans mes travaux. O roi, tu pris en pitié
« les malheurs de ma patrie, tu fis succéder le repos à
« de longues douleurs. Reconnaisant de tes bienfaits,
« ton serviteur se consacre pour jamais à toi et vient te
« demander l'aliment intellectuel qui nourrira désormais
« son âme (2). »

« Le nouveau catéchumène se choisit une épouse parmi
les riches chrétiennes d'Alexandrie ; le patriarche Théo-
phile voulut bénir lui-même son mariage (3). Synésius
devint père de deux enfants.

« Vers l'an 408, il fut rappelé dans sa patrie. La Cyrénaï-
que était alors ravagée par les barbares, dont les incur-
sions jetaient partout la terreur. Les habitants de Ptolé

(1) Synésius, *Hymn.* I ; *Patr. græc.*, tome LXVI, col. 1588-1590.

(2) Synésius, *Hymn.* III, vers. 430-510, tome cit., col. 1600.

(3) Synésius, *Epist.* CV, tome cit., col. 1486.

mais appelaient à leur secours l'homme d'État qui avait une première fois si courageusement défendu leur cause à Constantinople. Cette fois, il s'agissait de traiter avec les tribus nomades du désert, et l'on comptait toujours sur la merveilleuse éloquence, le dévouement à toute épreuve de Synésius. Cette confiance ne fut pas déçue, et la reconnaissance de la Cyrénaïque fut sans bornes. En 410, l'évêque de Ptolémaïs, métropolitain de la province, étant mort, le clergé et le peuple d'une voix unanime demandèrent pour lui succéder le catéchumène Synésius. Cette élection rappelait celle de saint Ambroise ; la résistance fut la même. « Je tombai à genoux, dit Synésius, « et je demandai à Dieu de m'envoyer plutôt la mort (1). » Il voulait fuir ; mille bras se levèrent pour l'arrêter ; on le conduisit dans sa demeure, où il fut gardé nuit et jour par l'enthousiasme vigilant de tout un peuple. Les plus illustres personnages de la ville, les moines les plus renommés par leurs vertus et leur sainteté, se relayaient pour le fléchir. « Mais, dit-il, leurs exhortations et leurs discours ne faisaient que redoubler ma douleur. Je tremblais à la pensée de mon indignité. Quoi ! m'écriai-je, « on veut me forcer à profaner les saints mystères (2) ! »

La province de Cyrénaïque relevait du patriarcat d'Alexandrie : Synésius en appela au jugement de Théophile, pour faire casser une élection selon lui irrégulière et anticanonique. Il fit partir pour Alexandrie son frère Evoptius, en le chargeant d'une lettre ostensible qu'il devait communiquer non seulement au patriarche, mais au plus grand nombre possible d'évêques, de prêtres et de laïques

(1) Synésius, *Epist.* LVII, tome cit., col. 1390.

(2) Synésius, *Epist.* LVII, tome cit., col. 1390.

qu'il rencontrerait sur son chemin. Dans cette lettre, Synésius se calomniait lui-même à plaisir, pour éloigner de sa tête le fardeau qu'il redoutait. « Tu le sais, — disait-il « à Évoptius, — jusqu'ici j'ai partagé ma vie entre l'é-
« tude et le jeu. Je conviens que le temps que je con-
« sacre à l'étude, et surtout à celle des divines Écritures,
« fait mes délices. Mais aussitôt que j'ai fermé les livres,
« je ne me fais aucun scrupule de jouer, et tous les jeux
« me plaisent également; je m'y donne tout entier. Par
« nature et par goût je déteste les sollicitudes adminis-
« tratives. Je n'ai aucune force de caractère : loin d'être
« apte à diriger les autres, j'ai bien de la peine à régler
« mes affaires domestiques. Je ne dis pas ces choses pour
« toi seul, ô mon frère bien-aimé ! Je te supplie au con-
« traire de donner à ma lettre la plus grande publicité :
« c'est même dans ce but que je l'écris. De la sorte,
« Dieu et les hommes seront témoins que j'ai tout fait
« pour éviter l'épiscopat. Quoi qu'il arrive, je n'en aurai
« pas la responsabilité. Insiste sur ce point près du véné-
« rable Théophile. C'est lui qui, au nom de Dieu et selon
« les saintes lois de l'Église, a béni mon alliance. Or je
« déclare avec serment que d'une part je ne veux point me
« séparer de ma femme et que de l'autre je ne me prê-
« terai jamais à un adultère dissimulé. Je ne puis donc
« pas être évêque, puisque je ne renoncerai point aux
« droits du mariage et qu'il est interdit aux évêques d'en
« user. Qu'on le sache bien : telle est ma ferme résolu-
« tion. Je l'ai déclaré aux évêques Paul et Dionysius, que
« la cité de Ptolémaïs députe au patriarche. Ce point est
« décisif et devra tout arrêter. Je ne fais qu'indiquer
« brièvement d'autres considérations qui ont pourtant
« aussi leur importance. Je suis plus philosophe que

« chrétien. Il y a dans le symbole des dogmes qui décon-
« certent ma raison. Ainsi je ne saurais me résoudre à
« admettre que le monde doit finir de la façon que l'Évan-
« gile l'enseigne. Il en est de même de la résurrection des
« morts; je suis loin de partager sur ce mystérieux arcane
« les opinions du vulgaire. Qu'on me laisse donc philo-
« sopher en paix, et que l'on ne songe plus à me faire
« évêque (1). »

Théophile ratifia l'élection de Ptolémaïs. Synésius dut se soumettre. On lui accorda le temps nécessaire pour se préparer à ses nouvelles et augustes fonctions. Ses doutes en matière de foi n'étaient pas aussi sérieux qu'il le prétendait. Quant à l'épouse qu'il lui fallait quitter, elle le supplia elle-même de ne pas à son sujet résister aux vues de la Providence. Synésius écrivit alors au clergé de Ptolémaïs une lettre touchante : il demandait que, durant les sept mois qu'il allait passer dans la retraite, on fit publiquement des prières pour appeler la bénédiction de Dieu sur son épiscopat. Enfin Théophile lui imposa les mains et le sacra, au milieu d'un peuple ivre de joie (410). Le nouvel évêque justifia toutes les espérances; il les dépassa même, s'il est possible. Sa première conversion fut celle d'un philosophe de ses amis, Evagrius, avec lequel il s'était souvent entretenu jadis de l'immortalité de l'âme et du dogme de la résurrection.

Deux ans après (412), Ptolémaïs fut encore une fois sauvée par le courage et les prières de Synésius, pendant une irruption formidable des Huns (3). Rien de plus tou-

(1) Synésius, *Epist.* CV, tome cit., col. 1482-1488.

(2) Synésius, *Epist.* XI, tome cit., col. 1348.

(3) Synésius, *Catastasis; Patr. græc.*, tome LXVI, col. 1566-1576.

chant, de plus expressif que cette effusion du cœur, en présence des fléaux qui menaçaient sa ville et son diocèse tout entier : « O malheureuse Ptolémaïs, dont j'aurai été
« le dernier évêque ! Je ne puis en dire davantage ; les
« sanglots étouffent ma voix. Je suis tout entier à la
« crainte d'être forcé peut-être à quitter le sanctuaire.
« Il faut nous embarquer et fuir ; mais quand on m'appellera pour le départ, je supplierai qu'on attende :
« j'irai d'abord au temple de Dieu, je ferai le tour de
« l'autel, je baignerai le pavé de mes larmes, je ne m'éloignerai pas avant d'avoir baisé le seuil et la table
« sainte. Oh ! que de fois j'appellerai Dieu ! oh ! que de
« fois je saisirai les barreaux du sanctuaire ! Mais la
« nécessité est toute-puissante ; elle est impitoyable.
« Combien de temps encore me tiendrai-je debout sur
« les remparts et défendrai-je les passages de nos tours ?
« Je suis vaincu par les veilles, par la fatigue de placer
« des sentinelles nocturnes, pour garder à mon tour
« ceux qui me gardent moi-même...

« Cependant je resterai à mon poste dans l'église ; je
« placerai devant moi les vases sacrés, j'embrasserai les
« colonnes du sanctuaire qui soutiennent la table sainte ;
« j'y resterai vivant, j'y tomberai mort. Je suis ministre
« de Dieu ; et peut-être faut-il que je lui fasse l'oblation
« de ma vie, Dieu jettera quelques regards sur l'autel
« arrosé par le sang du pontife (1). »

Le dévouement de l'évêque encouragea les habitants : Ptolémaïs assiégée repoussa encore une fois les bar-

(1) *L. c. sup.*, traduction de M. Villemain, *Tableau de l'éloquence chrét.*, p. 240 et 241.



bares. Dans l'obscurité qui couvre l'histoire de ces temps malheureux, on ne trouve pas de détails sur Synésius, ni même la date de sa mort. Ce noble génie disparut au milieu des ruines de son pays.

L'EXCOMMUNICATION AU MOYEN-AGE

Nos études sur l'Inquisition (1) et sur Galilée (2) ont déjà prouvé jusqu'à quel point on pouvait abuser de la crédulité des masses avec des mots sonores, tels qu'abus de l'ancien temps, ténèbres du moyen âge, fanatisme religieux, etc. On sait aujourd'hui parfaitement à quoi s'en tenir sur les prétendues rigueurs de l'Inquisition ecclésiastique, les crimes de Torquemada (3) et le reste; tout cela fantômes que l'on agite devant les esprits faibles qui s'intitulent esprits forts et qui, tout en se vantant d'être libres penseurs, sont les misérables esclaves de préjugés dont le temps et la vraie science ont cependant largement fait justice.

Pour ce qui regarde la question de l'excommunication, l'épisode de Canossa (4) nous a déjà suffisamment éclairés sur la portée morale, le but essentiellement civilisateur et libérateur de cette mesure qui, d'ailleurs,

(1) Voyez, dans les *Erreurs et Mensonges historiques*, première série, p. 38-85, l'article intitulé : *L'Inquisition*.

(2) *Ibid.*, p. 85-103, *Galilée, martyr de l'Inquisition*.

(3) Voyez, dans la quatrième série des *Erreurs*, etc., p. 170-205, l'article : *Le grand inquisiteur Torquemada*.

(4) Voyez, dans la neuvième série des *Erreurs*, etc., p. 112-136, l'article : *Nous n'irons pas à Canossa*.

a été mise en usage chez tous les peuples et à toutes les époques et — sous l'influence de l'Église, — a si largement contribué à enrayer les progrès d'un despotisme dont on a vu et dont on déplore de plus en plus les entreprises audacieuses, aujourd'hui surtout qu'aucun frein ne s'impose aux caprices du bon plaisir des gouvernants — soit qu'ils régissent un empire ou qu'ils président aux destinées d'une république.

Sans tenter ici une histoire, ni même une esquisse d'histoire de l'excommunication religieuse et politique, nous voulons par l'exposé d'un fait notable entre tous — l'épisode de Grégoire VII et de Henri IV, empereur d'Allemagne, — montrer comment la conduite des papes, en des circonstances de la même nature, avait pour elle non seulement l'esprit de l'Église mais encore celui des peuples, c'est-à-dire des petits et des faibles écrasés sous le poids d'un odieux despotisme et protestant contre des abus qui n'allaient à rien moins qu'à ruiner tout fondement social.

En 1875, — plus de cinq ans avant les faits dont l'année 1880 nous a rendus les témoins, et qui ont vu revivre l'excommunication lancée contre les persécuteurs de l'Église, — le savant et éloquent abbé Darras (1) écrivait ceci :

« Nos modernes rationalistes trouvent dans la lettre du pape Grégoire VII (à Herimann, évêque de Metz, dans la seconde moitié du XI^e siècle), un thème aux plus étranges interprétations. « Peut-être vous étonnerez-vous, « — s'écrie l'un d'eux, — si je vous dis que Grégoire « VII, l'homme de Dieu, est un ancêtre de la révolu-

(1) Histoire générale de l'Église, etc., tome XXII, p. 124.

« tion française ; néanmoins cela est évident. Dans son
« effort contre les pouvoirs politiques, dans ses ins-
« tructions à ses soldats spirituels, espèces de proclama-
« tions qui précèdent la bataille, il ne donne pas aux
« royautés de la terre un autre fondement que la vio-
« lence, le crime, le mensonge. Ce sont mot pour mot les
« expressions dont les Montagnards se servaient en 93
« pour monter à l'assaut de la royauté absolue (1)... »

Entre la doctrine de Grégoire VII et les aberrations sanglantes de la démocratie, il y a un abîme. Le grand pape remonte au premier établissement des royaumes et des principautés créés par le paganisme, au sein d'une société qui ignorait le vrai Dieu (2). Il constate, et c'est un fait démontré par l'histoire, que ces premiers rois ou princes « *ignorant le vrai Dieu*, livrés à un orgueil, à une
« cupidité sans frein, ont, à l'instigation du démon, prince
« de ce monde, établi leur domination sur les hommes
« leurs égaux par l'insolence, les rapines, la perfidie, les
« homicides et tous les genres de scélératesse. » Ce n'est pas seulement Grégoire VII qui tient ce langage, mais toute l'antiquité profane dont les annales ne sauraient être suspectes de cléricalisme. Les démocrates modernes fort enclins à flatter les empereurs et les rois, dans l'espoir de les égorger impunément à l'occasion, affectent de dénoncer à la vindicte des têtes couronnées un pape qui aurait pris l'initiative d'outrager aussi grossièrement leur dignité et leur puissance. En réalité, Grégoire VII a dit, et nul ne saurait méconnaître la rigoureuse exacti-

(1) Edgard Quinet, *Catholicisme et Révolution française*, p. 145.

(2) *Dignitas a sæcularibus Deum ignorantibus inventa.*

tude de sa parole, que les premiers rois païens n'établirent leur domination que par la violence. Mais la grande rédemption du Fils de Dieu Sauveur, mort sur une croix, vient illuminer le monde et constituer avec le sacerdoce éternel du pontificat la royauté chrétienne. Grégoire VII n'hésite point à déclarer qu'un roi chrétien doit être le premier à donner l'exemple de la soumission à l'Eglise, sous peine d'être retranché de la communion ecclésiastique; mais cette conclusion, au point de vue du sens commun le plus vulgaire, est d'une évidence qu'on pourrait appeler banale. Qui veut faire partie d'une société quelconque doit en accepter et suivre les statuts, sinon il n'y est point admis, ou il en est exclu. Grégoire VII déclare, en outre, que l'Eglise a le droit d'appeler spontanément, après mûre délibération, à la dignité de l'empire, le prince de son choix (1). Grégoire VII, loin de confondre les deux pouvoirs spirituel et temporel, comme le lui ont reproché certains auteurs, les distingue nettement l'un de l'autre en établissant la diversité de leur origine et de leur but. Le grand fait de la transformation par l'Evangile des tyrannies du paganisme en royautés chrétiennes, loin d'affaiblir le pouvoir temporel, l'avait grandi dans une magnifique proportion. Au point de vue plus strictement juridique du droit de l'Eglise par rapport à l'élection des empereurs chrétiens d'Occident, Grégoire VII n'inventait absolument rien et ne faisait aucune confusion de pouvoirs. L'empire romain d'Occident, restauré par la papauté en faveur de Charlemagne, était une institution dont la papauté seule pouvait disposer. Nul ne pouvait être em-

(1) *Sancta Ecclesia sua sponte ad imperium deliberato consilio advocat.*

pereur s'il n'avait été élu et sacré en cette qualité par le vicaire de Jésus-Christ. Henri IV lui-même le reconnaissait. Tant qu'il n'eut pas trouvé un antipape qui lui donnât sacrilègement l'onction impériale, il ne prit dans toutes ses lettres, dans tous ses actes publics et ne reçut ni de ses sujets ni même de ses plus intimes favoris d'autre titre que celui de roi. C'est donc en toute rigueur de justice, au double point de vue du droit et du fait, sans la moindre innovation, sans l'ombre d'une confusion quelconque de pouvoirs, que Grégoire VII disait de l'empire d'Occident, tel qu'il existait alors : *Sancta Ecclesia sua sponte ad imperium deliberato consilio advocat*. Quand on parle d'un système, d'un plan spécial à ce grand pape et qu'on le veut désigner sous le nom de système, de plan de Grégoire VII, on fait à sa mémoire l'injure la plus gratuite, et l'on commet en même temps l'erreur historique la plus grossière. Ainsi qu'il l'écrivait à l'évêque Henri de Liège, sa règle de conduite, sa maxime constante, immuable, fut celle-ci : « Nous n'innovons rien, nous n'inventons rien, nous suivons et appliquons les lois canoniques posées par les Pères avec l'assistance du Saint-Esprit (1). » La pensée de Grégoire VII ne diffère en rien de celle de Charlemagne : celui-ci s'était appelé *le bouclier et l'épée de l'Eglise romaine* (2), celui-là ne fit rien autre chose que de rappeler ce programme au tyran qui prétendait se faire l'héritier de Charlemagne. Grégoire VII n'eût donc aucun système ni plan qui lui

(1) *Non nova aut nostra proferimus, sed a patribus per Spiritum Sanctum prolata Sequimur et exercemus*. (St-Grégoire VII, *Epist.* VI, li. 6. iv, col. 460).

(2) Cf. l'abbé Darras, *Hist. gén. de l'Eglise*, tome XIX, p. 101.

fût personnel. « Depuis des siècles, — dit fort judicieusement le docteur Héfélé, — on avait coutume de désigner sous ce titre de *Respublica christiana* l'ensemble du règne de Dieu sur la terre, c'est-à-dire, sous deux formes visibles, l'Église catholique et l'État chrétien; à partir de Charlemagne, les empereurs aussi bien que les papes reconnaissaient pour un axiome fondamental que la *Respublica christiana* était régie de concert par le double pouvoir du sacerdoce et de l'empire (1). » Grégoire VII n'inventa donc rien.

« Que si — dit M. l'abbé Darras (2), — l'on trouve excessif ou exclusif le système d'une constitution chrétienne où le pouvoir royal avait pour contrepoids l'excommunication pontificale, on est libre de lui préférer le système démagogique actuel, où les souverains relèvent de la juridiction des barricades, quand ils peuvent se soustraire à celle de l'échafaud. Les peuples en sont-ils plus heureux et les rois plus solides sur leur trône ?... »

On a conservé sous le nom de *Dictatus papæ* un recueil de vingt-sept propositions attribuées à Grégoire VII; c'est une sorte de *syllabus* renfermant en abrégé toute la doctrine canonique sur laquelle était basée la grande institution de la république chrétienne. Il paraît assez vraisemblable que ces maximes furent recueillies, soit de ses écrits, soit de ses conversations, au courant de la polémique engagée entre les défenseurs du Saint-Siège et les partisans du roi excommunié. Elles résument toute la législation canonique qui réglait dans l'Europe chrétienne les rapports de l'État. Voici ce code :

(1) Héfélé, *Histoire des Conciles*, tome VI, p. 277.

(2) Tome XXII, p. 128.

I. — « L'évêque ne reconnaît d'autre fondateur que Notre-Seigneur Jésus-Christ. »

Il est évident que ni l'empereur Tibère, ni ses successeurs Claude et Néron n'eurent rien à voir à l'institution de l'Eglise, laquelle est d'origine essentiellement divine.

II. — « Le pontife romain seul a le droit d'être appelé pontife universel. »

Aucun catholique ne saurait contester cette maxime.

III. — « Le pontife romain seul peut déposer les évêques et les réconcilier avec l'Eglise. »

C'est l'application à la déposition ou à la réhabilitation des évêques de l'axiome canonique qui fait relever du Saint-Siège en dernier ressort toutes les causes dites majeures. Dès lors, une déposition ou une réhabilitation d'évêque, prononcée par un concile provincial, n'est définitive qu'autant le pape l'aurait confirmée. Tous les canonistes en conviennent.

IV. — « Le légat du pontife romain a la présidence sur tous les évêques dans un concile, lors même qu'il serait d'un rang inférieur à eux dans la hiérarchie ecclésiastique ; il peut prononcer des sentences de déposition contre les évêques eux-mêmes. »

Depuis le concile œcuménique de Nicée, présidé par les légats du pape saint Sylvestre, jusqu'à celui de Trente présidé par les légats des papes Paul III, Jules III et Pie IV, il en fut toujours ainsi. Lorsque les papes assistent à un concile, ils en ont personnellement la présidence, comme on l'a vu naguère, au xix^e concile général du Vatican.

V. — « Le pape peut déposer les absents. »

Cette maxime est commune à la discipline canonique ainsi qu'à la jurisprudence civile. Le juge suprême a le droit de condamner par contumace. Dans l'espèce, elle

répondait aux récriminations des évêques simoniaques qui, malgré toutes les citations préalables, avaient refusé de comparaître au tribunal du Saint-Siège et aux synodes romains.

VI. — « On ne doit communiquer en rien avec les personnes excommuniées par le pape ni demeurer dans la même maison. »

VII. — « Au pape seul il est permis d'établir, selon la nécessité des temps, de nouvelles lois (canoniques), de former de nouvelles congrégations, de transformer une maison canoniale en abbaye, de diviser en deux un évêché trop considérable ou de réunir ceux qui se trouvent trop exigus. »

Grégoire VII, qui avait provoqué dans tout l'Occident la reprise des conciles provinciaux, ces assemblées si utiles et si saintes, était loin de leur refuser la faculté de faire des canons et des décrets appropriés aux besoins du temps; mais il affirmait — ce qui est admis par tous les théologiens catholiques, — que le pouvoir législatif dans l'Eglise appartient souverainement au pontife romain; en telle sorte que les décrets et canons des conciles provinciaux ne deviennent obligatoires qu'après sa ratification.

VIII. — Le huitième *dictatus*, conçu en ces termes : *Quod solus papa possit uti imperialibus insigniis*, signifie que le pape seul a le droit de *disposer des insignes impériaux* pour en investir le prince que *la sainte Eglise* — ainsi que Grégoire VII le dit lui-même, — *appelle spontanément et après mûre délibération à l'honneur et à la charge de l'empire*. Dans le sens plus restreint du mot à mot strict, il signifie encore que seul, l'exclusion de tous les patriarches et évêques, le pape ayant une souveraineté

temporelle peut porter, comme les empereurs et les rois, le diadème.

IX. — « Ce n'est qu'au pape seul que tous les princes baisent le pied. » L'origine de cet hommage rendu à saint Pierre dans la personne de ses successeurs est un souvenir de l'humilité du prince des apôtres qui, le jour de la Cène, refusait de se laisser laver et baiser les pieds par son divin Maître. »

X. — « Le pape est le seul dont le nom soit récité dans toutes les églises. »

XI. — « Et ainsi son nom est unique dans le monde. »

Ces deux *dictatus*, dont le sens est connexe, expriment sous une forme saisissante un fait qui subsiste encore de nos jours et qui durera jusqu'à la consommation des siècles. Bien que le nom de l'évêque diocésain et celui du souverain catholique soient récités au canon de la messe dans le diocèse du premier et dans les Etats du second, le nom du pape est le seul qui soit prononcé universellement dans toutes les églises du monde, partout où un prêtre célèbre le sacrifice eucharistique.

XII. — « Le pape a le droit de déposer les empereurs. » Cela était de toute évidence à une époque où les empereurs étaient faits uniquement et exclusivement par les papes.

XIII. — « Il a le droit de transférer, quand les circonstances l'exigent, un évêque d'un siège à un autre. »

XIV. — « Il a le droit d'ordonner un clerc appartenant à n'importe quel diocèse. »

XV. — « Un clerc ordonné par lui est apte à exercer le ministère et à être promu à un siège épiscopal partout où il y serait appelé. Mais il lui est interdit de porter les armes, il reste sous la juridiction du pontife romain et

aucun évêque n'a le droit de l'élever sans l'assentiment du pape à un ordre supérieur. »

XVI. — « Nul concile ne peut être considéré comme œcuménique si le pape ne l'a point déclaré tel. »

XVII. — « Aucun décret, aucun livre ne peut avoir le caractère canonique sans l'autorisation du pape. »

Toutes ces maximes sont reconnues par quiconque admet la primauté de pouvoir et l'universalité de juridiction des vicaires de Jésus-Christ.

XVIII. — « La sentence du pape ne peut être cassée par personne, et seul il peut casser les sentences de tous. »

XIX. — « Il ne peut être mis en jugement par personne. »

Ces deux maximes — de l'infaillibilité doctrinale du pontife romain et de son inviolabilité canonique, — ne sauraient, depuis le concile du Vatican, être niées par aucun catholique.

XX. — « Que personne n'ait l'audace de prononcer une sentence de condamnation contre un accusé qui en appelle au siège apostolique. »

Cet appel a toujours été de droit dans l'Eglise, il l'est encore ; son effet est suspensif et la cause de l'appelant est dévolue au siège apostolique.

XXI. — « Les causes majeures de toutes les églises particulières doivent être référées au Saint-Siège. »

Ce sont les paroles mêmes du concile de Sardique.

XXII. — « L'Eglise romaine n'a jamais erré et, comme l'atteste l'Écriture, elle ne tombera jamais dans une erreur contre la foi. »

Le XXIII^e *dictatus* se résume en une maxime parfaitement vraie : « En vertu des mérites du bienheureux

Pierre les papes canoniquement ordonnés deviennent meilleurs en montant sur le siège apostolique. »

XXIV. — « D'après l'ordre et avec l'autorisation du pape, les inférieurs peuvent formuler des accusations juridiques contre leurs supérieurs. »

C'était la réponse aux prétentions des évêques simoniaques, qui se couvraient du prétexte même de leur dignité vénale pour étouffer les protestations indignées des fidèles, clercs ou laïques.

XXV. — « Le pape peut, sans l'intervention d'un synode, déposer les évêques ou les réhabiliter. »

XXVI. — « Quiconque n'est point en communion avec l'Église romaine ne saurait être regardé comme catholique. »

Ceci est une vérité de foi.

XXVII. — « Le pape peut délier les sujets du serment de fidélité prêté par eux à des princes iniques (1). »

« Chose remarquable, — dit M. l'abbé Darras (2), — cet ensemble d'articles fondamentaux, que le Gallicanisme a si longtemps flétri comme un code de tyrannie pontificale, comme l'arsenal du despotisme des papes, n'inspire plus même à nos modernes rationalistes la même horreur. L'expérience des révolutions manquait aux docteurs gallicans du xvii^e siècle ; ils n'ont pu apprécier comme nous à sa juste valeur la théorie des Césars absolus, ne relevant en apparence que de leur épée et tombant en réalité sous les pavés de l'émeute. M. Villemain lui-même l'avoue, en ces termes : « Quel droit Henri d'Allemagne, tour à tour le tyran et le justiciable de ses grands vassaux, avait-il

(1) *Dictatus papæ* ; *Patr. lat.*, tome CXLVIII, col., 107.

(2) Tome XXII, p. 135.

sur la ville italienne de Rome, tant de fois occupée, jamais acquise par ses prédécesseurs? Pourquoi, non pas seulement le pape au bord du Tibre, mais le plus humble clerc de l'église de Milan ou le plus obscur paysan des vallées en deçà du Pô, eût-il regardé un margrave allemand, retenu par des guerres civiles en Saxe et en Bohême, comme son prince légitime et les hommes d'armes de ce prince étranger comme un sénat ou un concile? Le seul lien qui rapprochait alors des hommes si différents d'origine, de mœurs, de langue, c'était un culte commun. Mais en Italie ce culte était libre et maître. En Allemagne, comme dans d'autres parties de l'Europe, le pouvoir, les richesses, les dignités de l'Eglise étaient envahis par la force, vendus au plus offrant et dégradés en même temps qu'usurpés : de là toute l'importance et, on peut le dire, la grandeur de cette question des investitures. C'était la liberté même de l'Eglise, avec la liberté, la force, la dignité de ses membres, son accroissement de grands caractères et de grands hommes. A ce point de vue de l'unité de chaque peuple, de son droit à n'être pas soumis à des maîtres étrangers, à cet autre point de vue plus grave encore de l'inviolabilité des consciences et du droit devant la force, il n'y eut jamais résistance plus juste que celle du pontife de Rome dans sa lutte contre Henri IV. Et quant aux suites de cette résistance, quant aux imitations fréquentes qui s'en firent dans le moyen âge, on doit bien reconnaître qu'il y a là, cependant, un principe salubre et une sauvegarde pour l'humanité. On a pu le vérifier jusque dans nos jours si prodigieusement éloignés de la simplicité chrétienne, dans notre monde du scepticisme et de la force. Quand la domination d'un conquérant pesait sur l'Europe, quand de Rome

à Hambourg il tenait tout sous sa loi, le premier coup dont il fut blessé au défaut de son armure avait cette forme surannée d'excommunication pontificale. La bulle affichée sur les églises de Rome dans la nuit du 10 juin 1809 fut le premier et le plus puissant tocsin de l'Europe. Cette formule antique : « A ces causes, par l'autorité du Dieu tout-puissant, des saints apôtres, Pierre et Paul ; » ce langage, si modéré dans le XVIII^e siècle et comme aboli sous les ruines de l'Eglise de France, reparaissant tout à coup dans la bouche du pontife même qui avait sacré Napoléon, marqua l'ébranlement de son pouvoir et parut en seconder la chute. Celui que nul pouvoir et nul droit humain ne semblaient arrêter dans sa course demeura comme affaibli de l'anathème lancé par ce vieillard qu'il tenait captif. Sous cette bulle en langue morte, qui représentait le cri de la justice et de la loi divine, celui qui avait menacé tout le monde s'écroula par la force de tous et sa propre violence. Tel est le sens historique et moral que reçoit encore pournous, hommes du XIX^e siècle, cette jurisprudence des excommunications pontificales proclamée en 1076 dans le concile de Rome et fulminée tant de fois dans le moyen âge (1). »

Après avoir tant fulminé contre ce qu'on appelait *les abus de l'excommunication* et en avoir, en fin de compte, salué avec ivresse l'abolition ou du moins la perte du prestige qui s'y attachait jadis ; après avoir répété, avec Proudhon, que le règne de cette institution avait complètement cessé ici-bas, on a cependant osé proclamer et écrire l'énormité que voici :

« Les successeurs de Grégoire VII, d'Innocent III et de

(1) Villemain, *Histoire de Grégoire VII*, tome II, p. 75-77.

Boniface VIII peuvent excommunier désormais qui bon leur semblera : la conscience des peuples *plus éclairée*, ne s'alarme plus de pareilles mesures ; *la base du droit s'est déplacée*. Des nuages où on l'avait reléguée, *l'excommunication est descendue sur terre, où elle repose sur les principes immortels de notre grande Révolution*, et ce sont les peuples eux-mêmes qui, lorsque leurs droits sont violés, se chargent de prononcer et d'exécuter contre les rois les sentences d'excommunication (1). »

De tels principes — dérivés de cet axiome révolutionnaire : « L'insurrection est le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs (2), » — mènent, dans l'extension et la pratique, aux épouvantables forfaits du nihilisme et aux abominations dictées par l'enfer même à des esprits en délire.

(1) Grand Dictionnaire universel du XIX^e siècle, tome VII (1870, au mot *Excommunication*.

(2) Acte constitutionnel, précédé de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (1793), article xxxv.

LA RELIGION DE MONTESQUIEU

Comme Montaigne (1), un de ses illustres devanciers et concitoyens, Montesquieu, s'est vu, de son vivant même, embrigadé dans la tourbe des sceptiques, ceux qu'on appelait, au xvi^e siècle, *les libertins* et que, de nos jours, on qualifie de *libres penseurs*.

Sans doute, en vertu du libre arbitre, chaque homme peut *penser* ce qu'il veut, mais il s'agit de bien choisir et, dans le cas contraire, il faudrait savoir si l'homme qui doute de la religion ou qui l'insulte est, par le fait, plus *libre* que le croyant qui la respecte, l'aime et la défend. Car, il en est des *libres penseurs* comme des *esprits forts* ou soi disant tels ; ces derniers sont aussi faibles que les premiers sont esclaves. L'homme sans foi n'est pas *libre* ; il n'y a que la vérité qui engendre et produise la vraie liberté, *Veritas liberabit vos* ; en dehors de là, il n'est que licence et tyrannie, deux choses inséparables. Quant aux *esprits forts* ou qui se croient tels contre Dieu, ils sont courbés sous le joug honteux de la crédulité et de la superstition, dignes suites de leurs tristes préjugés à l'égard de la foi, qui est la vérité et la raison par excellence.

(1) Voyez, dans la cinquième série des *Erreurs et Mensonges historiques*, *La religion de Montaigne* (p. 145-161).

En somme, c'est un singulier éloge à décerner à un esprit tel que Montesquieu que celui d'avoir été un *libre penseur*, voire un *esprit fort*. Mais, pourquoi fonde-t-on de telles présomptions à l'égard de l'auteur de *l'Esprit des lois*, et d'où vient que toutes les biographies (ou peu s'en faut) consacrées jusqu'à ce jour à ce penseur, le représentent comme un sceptique, mort dans l'impénitence finale ?

Déjà, au commencement de notre siècle, Chateaubriand, en son immortel *Génie du Christianisme* (1), revendiquant avec juste raison Montesquieu en qualité d'apologiste éloquent du catholicisme, s'exprimait en ces termes remarquables et avec sa pénétrante sagacité :

« Si — disait-il, — Montesquieu, dans un ouvrage de sa jeunesse (2), laissa tomber sur la religion quelques-uns des traits qu'il dirigeait contre nos mœurs, ce ne fut qu'une erreur passagère, une espèce de tribut payé à la corruption de la Régence. Mais dans le livre qui a placé Montesquieu au rang des hommes illustres (3), il a magnifiquement réparé ses torts, en faisant l'éloge du culte qu'il avait eu l'imprudence d'attaquer. La maturité de ses années et l'intérêt même de sa gloire lui firent comprendre que, pour élever un monument durable, il fallait en creuser les fondements dans un sol moins mouvant que la poussière de ce monde ; son génie, qui embrassait tous les temps, s'est appuyé sur la seule religion à qui tous les temps sont promis (4). »

(1) La première édition du *Génie du Christianisme* parut en 1802.

(2) Les *Lettres persanes* parurent en 1721.

(3) *L'Esprit des lois* parut en 1748.

(4) *Génie du Christianisme*, 5^e édition, 1809, in-8, tome III, p.162.

C'est Montesquieu qui a écrit la belle et profonde pensée que voici : « Chose admirable ! la religion chrétienne, qui ne semble avoir d'objet que la félicité de l'autre vie, fait encore notre bonheur dans celle-ci (1). »

Cette pensée, que Chateaubriand a prise pour l'épigraphe même de son *Génie du Christianisme* prouve donc que son auteur avait connu, goûté et pratiqué le christianisme pendant sa carrière et qu'il n'attendit pas l'heure de la mort pour penser aux choses de l'éternité.

Mais, aux yeux de ses contemporains et à ceux de la postérité, les *Lettres persanes* ont fait tort à l'*Esprit des lois* ; le péché ou l'erreur de la jeunesse de Montesquieu a pesé sur sa vie entière et l'a poursuivi jusque sur sa couche funèbre. Tant est grande et persistante une première impression, surtout lorsqu'elle est fâcheuse et défavorable !

« La mort est l'écho de la vie, » a-t-on dit avec raison ; cependant, il ne faudrait pas abuser de cette maxime pour en tirer des conséquences qui ne sont pas toujours justes, et c'est malheureusement ce que l'on a fait jusqu'à ce jour, d'après des données assez peu authentiques ou tout au moins passablement incomplètes, relativement aux derniers moments de Montesquieu. Ainsi Walkenaer, dans son article sur l'auteur de l'*Esprit des lois*, paru en 1821 (2), (une date qu'il est utile de retenir,) s'exprime ainsi : « Les Jésuites cherchèrent à le gagner dans ses derniers moments, et ils lui envoyèrent le père Routh et le père Castel, qui furent accusés d'avoir mis dans

(1) *Esprit des lois*, livre XXIV, chapitre III.

(2) *Biographie universelle* (Michaud), tome XXIX, p. 519 et 520.

l'exercice de leur ministère une obsession blâmable. Montesquieu leur disait : « J'ai toujours respecté la religion; la morale de l'Évangile est le plus beau présent que Dieu ait pu faire aux hommes. » On n'en put tirer aucun autre aveu. Comme les Jésuites le pressaient de lui remettre les corrections qu'il avait faites aux *Lettres persanes*, afin d'en effacer les passages irréligieux, il s'y refusa; puis il remit ce manuscrit à Mme la duchesse d'Aiguillon et à Mme Dupré de Saint-Maur, en leur disant : « Je veux
« tout sacrifier à la religion, mais rien aux Jésuites; con-
« sultez avec mes amis, et décidez si ceci doit paraître. » Il reçut cependant le viatique des mains du curé : celui-ci lui ayant dit : « Monsieur, vous comprenez combien
« Dieu est grand. — Oui, reprit-il, et combien les hom-
« mes sont petits. »

Quatre ans après Walkenaer (1825), M. Weiss, le savant bibliothécaire de Besançon, écrivait (1) : « On a souvent répété que le père Routh et un de ses confrères (le père Castel), après avoir offert à Montesquieu mourant les consolations de la religion, voulurent, dès qu'il eût rendu le dernier soupir, s'emparer de ses manuscrits et qu'ils n'en furent empêchés que par la vive résistance de Darcet : mais cette historiette a été formellement démentie par Suard, qui assista aux derniers moments de l'auteur de l'*Esprit des lois*. »

En 1861, M. A. Taillandier (2) a répété le raconter ci-dessus, relatif à la mort de Montesquieu : « Sa fin aurait été paisible sans les intrigues des Jésuites, qui voulurent

(1) Biogr. univ. (Michaud), article *Routh*, tome XXXIX, p. 173.

(2) Nouvelle biographie générale (Didot), tome XXXVI, col. 190.

le convertir. Ils lui envoyèrent un père Routh et un père Castel (1) qui obsédèrent l'illustre malade, etc. »

Ce ton est bien léger et passablement tranchant. Rien

(1) Il semble — à entendre M. A. Taillandier, — que les deux pères jésuites en question étaient deux personnages des plus médiocres de leur temps; c'est le contraire qui est vrai. Le père Routh, né en Irlande, en 1695, sut concilier avec son goût pour les lettres l'exactitude à remplir ses devoirs de religieux et il ne tarda pas à se faire connaître par quelques opuscules, qui décèlent un critique judicieux et un homme instruit. Pendant son séjour au collège irlandais de Poitiers, il s'appliqua particulièrement à l'histoire, dont il fit une étude approfondie. Il devint un des principaux rédacteurs du *Journal de Trévoux*, de 1739 à 1743; il fut ensuite chargé de continuer l'*Histoire romaine* des pères Catrou et Rouillé, dont il avait paru vingt volumes. Lors de la suppression des Jésuites en France, en 1762, le père Routh se retira dans les Pays-Bas et s'établit à Mons; il y mourut en 1768.

Quant au père Castel, — né à Montpellier en 1688, il entra chez les Jésuites en 1703, cultiva les belles-lettres et les enseigna; il s'adonna ensuite tout entier aux mathématiques et à la physique. En 1720, il venait s'établir à Paris où l'avait fait appeler le succès de ses premiers écrits scientifiques. Le *Clavecin oculaire* acheva de rendre célèbre le nom du père Castel. Non content de faire voir l'analogie des sons et des couleurs, il entreprit d'établir sa machine du clavecin chromatique, et la meilleure partie de ses jours s'écoula dans l'exercice presque mécanique de cette construction, par le moyen de laquelle, en variant les couleurs, il prétendait affecter l'organe de la vue, comme le clavecin ordinaire affecte celui de l'ouïe par la variété des sons. — Le père Castel mourut en 1757, à l'âge de soixante-neuf ans, laissant la réputation justement méritée d'un saint religieux en même temps que d'un esprit vif et original.

d'ailleurs qui ressemble au caractère connu de Montesquieu dans les deux *mots de la fin* qu'on lui prête et qui sont invraisemblables de la part d'un tel homme, car il eût pu leur appliquer ce qu'il disait des ouvrages qu'on lui attribuait faussement : « Je suis (disait-il), à l'égard
« des ouvrages qu'on m'attribue, comme Mme Fontaine
« Martel était pour les ridicules : on me les donne, mais
« je ne les prends pas. »

Qui donc a, le premier, raconté et accrédité les récits mensongers, ci-dessus rapportés, relatifs aux derniers moments de Montesquieu? Eh! c'est Voltaire et nul autre que Voltaire, ainsi qu'il est facile de s'en convaincre par son propre témoignage; nous n'avons qu'à le recueillir soigneusement ici.

« Montesquieu — écrivait-il (1), — est mort en philosophe, comme il avait vécu. »

On sait que pour Voltaire, *philosophe* est synonyme de sceptique, si non même d'incrédule ou d'athée. Aussi, dit-il, dans son *Dictionnaire philosophique* (2) : « Ce fut une chose comique, dans une triste occasion, que l'empressement de ce jésuite anglais nommé Routh à venir s'emparer de la dernière heure du célèbre Montesquieu. Il vint, dit-il, rendre cette âme vertueuse à la religion, comme si Montesquieu n'avait pas mieux connu la religion qu'un Routh, comme si Dieu eut voulu que Montesquieu pensât comme un Routh. On le chassa de la chambre et il alla crier dans tout Paris : « J'ai converti
« cet homme illustre; je lui ai fait jeter au feu ses *Lettres persanes* et son *Esprit des lois*. On eut soin d'imprimer

(1) Ecrivains français du siècle de Louis XIV (*sic*).

(2) Article JÉSUITES.

la relation de la conversion du président de Montesquieu par le révérend père Routh, dans ce libelle intitulé : *Anti-philosophique* (1). »

Les éditeurs de Kelh, venant à la rescousse, écrivent en note : « Nous avons observé déjà que l'on n'osa le chasser (le père Routh) ; il attendit l'instant de la mort de Montesquieu pour lui voler ses papiers ; on l'en empêcha : mais il s'en vengea sur son vin, et l'on fut obligé de le renvoyer ivre-mort dans son couvent. »

Et Beuchot (2) ajoute : « C'est dans une note sur *L'homme aux quarante écus* que les éditeurs de Kelh ont fait l'observation dont ils parlent ici. »

Ailleurs (3), Voltaire revient à son allégation mensongère relative au père Routh et, de nouveau, les éditeurs de Kelh de refaire la petite note précitée, en l'aggravant de cette sorte : « Il n'est pas rigoureusement vrai que Routh ait été chassé de la chambre de Montesquieu mourant ; on ne l'osa point, parce que les Jésuites avaient encore du crédit : mais il est très vrai qu'il troubla les derniers moments de cet homme célèbre, qu'il voulut le forcer à lui livrer ses papiers et qu'il ne put y réussir ; peu d'heures avant que Montesquieu expirât, on renvoya Routh et son compagnon ivres-morts dans leur couvent. »

Et en 1768 (4), treize ans après la mort de Montesquieu,

(1) Ce libelle *antiphilosophique* est le *Dictionnaire antiphilosophique* des Chaudon, publié en 1767-1769

(2) Œuvres de Voltaire, édition de 1829 (tome XXX, p. 434, note 1).

(3) *L'Homme aux quarante écus*, XIII, Scélérat chassé.

(4) *Le Pyrrhonisme de l'histoire*, chapitre XLIII, Absurdité et horreur.

Voltaire, revenant sur cette fable odieuse, s'écrie : » Vous (Jésuite) êtes assez lâche pour remuer les cendres de M. de Montesquieu, afin d'avoir occasion de parler de je ne sais quel brouillon de jésuite irlandais, nommé Routh, qu'on fut obligé de chasser de sa chambre, où cet intrus s'établissait en député de la superstition et pour se faire de fête, tandis que Montesquieu environné de sages, mourait en sage : Jésuite, vous insultez au mort, après qu'un Jésuite a osé troubler la dernière heure du mourant ; et vous voulez que la postérité vous déteste, comme le siècle présent vous abhorre depuis le Mexique jusqu'en Corse. »

Dans sa fureur contre les Jésuites, Voltaire en donnait le nom à Chaudon, l'auteur anonyme du *Dictionnaire antiphilosophique* : or, Chaudon était Bénédictin...

Avant de faire assister le lecteur aux derniers moments de Montesquieu, tels que nous les trouvons enregistrés dans des contemporains dignes de toute confiance et de toute foi, il nous faut montrer — l'*Esprit des lois* à la main, — comment ce grand penseur se préparait à une fin digne de lui et couronnement prévu autant que légitime d'aveux à la fois si complets sur la vérité, la puissance et les bienfaits de la religion.

C'est surtout dans les livres xxiv et xxv que Montesquieu traite plus spécialement, d'abord « des lois, dans le rapport qu'elles ont avec la religion établie dans chaque pays, considérée dans ses pratiques et en elle-même ; puis, des lois, dans le rapport qu'elles ont avec l'établissement de la religion de chaque pays et sa police extérieure. »

Il débute modestement par une protestation qui établit l'entière sincérité avec laquelle il compte traiter le sujet

infiniment délicat de la religion par rapport aux lois humaines, soit politiques, soit purement civiles : « Comme dans cet ouvrage je ne suis point théologien, mais écrivain politique, il pourrait y avoir des choses qui ne seraient entièrement vraies que dans une façon de penser humaine, n'ayant point été considérées dans le rapport avec des vérités plus sublimes.

« A l'égard de la vraie religion, il ne faudra que très peu d'équité pour voir que je n'ai jamais prétendu faire céder ses intérêts aux intérêts politiques, mais les unir ; or, pour les unir, il faut les connaître.

« La religion chrétienne, qui ordonne aux hommes de s'aimer, veut sans doute que chaque peuple ait les meilleures lois politiques et les meilleures lois civiles, parce qu'elles sont après elle le plus grand bien que les hommes puissent donner et recevoir (1). »

S'attaquant ensuite à Bayle et à un de ses plus spécieux et plus dangereux paradoxes, Montesquieu s'exprime ainsi : « M. Bayle a prétendu prouver qu'il valait mieux être athée qu'idolâtre, c'est-à-dire, en d'autres termes, qu'il est moins dangereux de n'avoir point du tout de religion que d'en avoir une mauvaise. « J'aimerais mieux — dit-il, — « que l'on dît de moi que je n'existe pas que si l'on disait que « je suis un méchant homme. » Ce n'est qu'un sophisme, fondé sur ce qu'il n'est d'aucune utilité au genre humain que l'on croie qu'un certain homme existe au lieu qu'il est très utile que l'on croie que Dieu est. De l'idée qu'il n'est pas suit l'idée de notre indépendance, ou, si nous ne pouvons pas avoir cette idée, celle de notre révolte. Dire que la religion n'est pas un motif réprimant, parce qu'elle ne

(1) De l'Esprit des lois, livre XXXIV, chapitre I.

réprime pas toujours, c'est dire que les lois civiles ne sont pas un motif réprimant non plus... Quand il serait inutile que les sujets eussent une religion, il ne le serait pas que les princes en eussent et qu'ils blanchissent d'écume *le seul frein que ceux qui ne craignent point les lois humaines puissent avoir.*

« Un prince qui aime la religion et qui la craint est un lion qui cède à la main qui le flatte ou à la voix qui l'apaise : celui qui craint la religion et qui la hait est comme les bêtes sauvages qui mordent la chaîne qui les empêche de se jeter sur ceux qui passent : celui qui n'a pas du tout de religion est cet animal terrible, qui ne sent sa liberté que lorsqu'il déchire et qu'il dévore.

« La question n'est pas de savoir s'il vaudrait mieux qu'un certain homme ou qu'un certain peuple n'eût point de religion que d'abuser de celle qu'il a, mais de savoir quel est le moindre mal, que l'on abuse quelquefois de la religion, ou qu'il n'y en ait point du tout parmi les hommes (1). »

Poser ainsi une telle question, c'est la résoudre.

Puis, appliquant ce principe à la religion chrétienne et à son influence toute puissante et surtout éminemment bienfaisante sur la conduite des rois à l'égard de leurs sujets, Montesquieu continue, en ces termes : « La religion chrétienne est éloignée du pur despotisme : c'est que la douceur étant si recommandée dans l'Évangile, elle s'oppose à la colère despotique avec laquelle le prince se ferait justice et exercerait ses cruautés.

« Cette religion défendant la pluralité des femmes, les princes y sont moins renfermés, moins séparés de leurs

(1) Livre XXIV, chapitre II.

sujets et par conséquent plus hommes ; ils sont plus disposés à se faire des lois et plus capables de sentir qu'ils ne peuvent pas tout.

« Pendant que les princes mahométans donnent sans cesse la mort ou la reçoivent, la religion chez les chrétiens rend les princes moins timides et par conséquent moins cruels. Le prince compte sur ses sujets, et les sujets sur le prince. *Chose admirable ! la religion chrétienne, qui ne semble avoir d'autre objet que la félicité de l'autre vie, fait encore notre bonheur dans celle-ci... (1).* »

S'attachant à un autre paradoxe de Bayle, non moins énorme que le premier, Montesquieu dit : « M. Bayle, après avoir insulté toutes les religions, flétrit la religion chrétienne : il ose avancer que de véritables chrétiens ne formeraient pas un État qui pût subsister. Pourquoi non ? Ce seraient des citoyens infiniment éclairés sur leurs devoirs et qui auraient un très grand zèle pour les remplir ; ils sentiraient très bien les droits de la défense naturelle ; plus ils croiraient devoir à la religion, plus ils penseraient devoir à la patrie. Les principes du christianisme bien gravés dans le cœur seraient infiniment plus forts que ce faux honneur des monarchies, ces vertus humaines des républiques et cette crainte servile des États despotiques... (2) »

(1) Livre XXIV, chapitre III.

(2) Livre XXIV, chapitre VI. — Voltaire soutenant un paradoxe par un sophisme, donne tort à Montesquieu qui — selon lui, — n'a pas compris l'assertion plus qu'aventurée de Bayle et il dit, là dessus : « Je ne conçois pas comment un esprit aussi éclairé et aussi hardi que celui de Montesquieu a pu condamner sévèrement un autre génie bien plus méthodique que le sien... Assurément l'auteur de l'*Esprit des lois* ne songeait pas aux paroles de l'Évan-

Sans prolonger davantage ces citations, ce qui nous mènerait bien loin, nous les clorons par cette ingénieuse et forte pensée qui ouvre le vingt-cinquième livre de *l'Esprit des lois* : « *L'homme pieux et l'athée parlent toujours de religion ; l'un parle de ce qu'il aime et l'autre de ce qu'il craint.* »

Quelques détails sur la famille de Montesquieu et sur

gile quand il dit que les vrais chrétiens sentiraient très bien les droits de la défense naturelle. Il ne se souvenait pas de l'ordre de donner sa tunique quand on vous vole le manteau et de tendre l'autre joue quand on a reçu un soufflet. Voilà les principes de la défense naturelle très clairement anéantis...

« N'est-il pas indubitable que ceux qui penseraient en tout comme des martyrs se battraient fort mal contre des grenadiers ? Toutes les paroles de ce chapitre de *l'Esprit des lois* me paraissent fausses. « Les principes du christianisme, bien gravés dans le cœur, seraient infiniment plus forts, etc. » Oui, plus forts pour les empêcher de manier l'épée, pour les faire trembler de répandre le sang de leur prochain, pour leur faire regarder la vie comme un fardeau dont le souverain bonheur est d'être déchargé... Bayle avait très grande raison... Il semble que Montesquieu ait voulu prévenir les injustes accusations qu'il a essuyées des fanatiques, en leur sacrifiant Bayle ; et il n'y a rien gagné. Ce sont deux grands hommes qui paraissent d'avis différent, et qui auraient eu toujours le même s'ils avaient été également libres. » (Voltaire, *Dictionnaire philosophique*, article *Esséniens*.)

Nous ne savons si Montesquieu eût été flatté de ce parallèle qui, d'ailleurs, ne parut qu'en 1771, longtemps après la mort de l'auteur de *l'Esprit des lois* ; quant au reproche de lâcheté attribué à une armée de chrétiens, l'histoire est là pour répondre à Voltaire ; des Croisades à Lépante et des Vendéens à nos vaillants soldats chrétiens de 1870-1871, les vrais chrétiens ont toujours été les meilleurs défenseurs de la patrie.

Montesquieu lui-même trouvent ici tout naturellement leur place.

« On se figure mal — dit très judicieusement M. Vian, le dernier et excellent biographe de Montesquieu (1), — on se figure mal, dans notre France actuelle, les circonstances qui, chez les nobles d'autrefois, accompagnaient la naissance d'un fils aîné. Les historiens de l'école de Michelet racontent volontiers qu'alors les parents obligeaient leurs vassaux à venir saluer l'enfant dans ses langes, sous peine d'être pendus haut et court au bois de justice. Voici la vérité...

« Jen'ai pu retrouver l'acte de naissance de Montesquieu, mais on a relevé cette note sur le livre de messe d'une femme du pays : « Ce jourd'hui, 18 janvier 1689, a été baptisé dans notre église paroissiale le fils de M. de Secondat, notre seigneur. Il a été tenu sur les fonts par un pauvre mendiant de cette paroisse, nommé Charles (2) à cette fin que son parrain lui rappelle toute sa vie que les pauvres sont ses frères. Que le bon Dieu nous conserve cet enfant. »

Au surplus, ce n'est pas une exception, le seigneur de Montaigne agit de même en 1553, ainsi que le baron de Beauvais en 1641 et le comte de Buffon en 1742.

Montesquieu fit ses études au collège de Juilly, tenu par les Oratoriens, et d'où sont sortis tant d'hommes dis-

(1) Correspondant, année 1877, tome CVI de la collection (p. 434 et 435).

(2) Le nom de famille, le lieu de naissance et le titre de l'auteur de *l'Esprit des lois* sont ainsi exprimés dans l'appellation suivante : « Charles de Secondat, baron de la Brède et de Montesquieu. »

tingués et profondément religieux, tels que Berryer, un des derniers élèves de cette célèbre maison d'éducation.

Devenu père, Montesquieu mit son fils au collège Louis le Grand, à Paris, dirigé par les Jésuites ; ce fut alors que s'étant lié d'amitié avec le père Castel, savant physicien et homme aussi pieux que discret, il le pria de lui corriger religieusement son livre sur *La grandeur des Romains*. Le père Castel recevait les feuilles en première épreuve et usait du droit qui lui avait été donné par l'auteur. Au xxii^e chapitre, un ami commun voulut réprimer sa liberté. Montesquieu, pris pour juge, approuva les observations de son prote de conscience, en fit même quelques autres et lui demanda d'aller jusqu'au bout du volume (1).

Pour en revenir à la religion de Montesquieu (point principal de cette rapide étude), l'auteur de *l'Esprit des lois* sentait ce qui lui avait manqué de ce côté dans sa jeunesse (2) ; il avait perdu de bonne heure sa mère et avait été retiré trop tôt du collège de Juilly. Il voulut que son fils eut plus de religion que lui-même et, à cet effet, dès l'âge de huit ans il le mit au collège Louis le Grand. Le succès couronna les aspirations paternelles ; le fils de Montesquieu devint un époux accompli, un père tendre, un ami sûr, un parfait honnête homme, un chrétien éclairé (3).

Ce fait prouve assez éloquemment le respect de Montesquieu pour la religion. Quant à lui-même, venu au monde

(1) Vian, *Correspondant*, tome CVII, p. 89.

(2) En 1723, « il sentait — raconte le père Castel, — qu'on ne lui avait pas assez fait connaître le vrai précis de la religion purement catholique dans sa première éducation. »

(3) Vian, *l. c. sup.*, p. 453.

à une époque qui n'était pas précisément tournée à la dévotion, on peut attribuer à l'influence de sa femme les idées protestantes qui sont répandues dans tous les livres de son mari.

Nous laissons maintenant la parole à M. Vian, qui a étudié à fond la question importante des sentiments religieux de Montesquieu pendant sa carrière et surtout aux dernières heures de sa vie, les plus décisives en somme pour asseoir un jugement définitif sur un tel esprit.

« Les derniers moments de Montesquieu — dit M. Vian, — ont été l'objet de plusieurs versions. Toutes sont d'accord sur les faits, mais les interprétations varient. Afin d'en juger mieux, il faut se reporter en arrière.

« Qui le nie ? Dans sa jeunesse, par entraînement, par négligence, sa foi n'était pas très vive, et il épousa une protestante... Mais, en aucun temps, il n'a médité du christianisme directement. C'est même dans une *Lettre persane* (1) qu'il s'est écrié : « Je rends grâce au Dieu tout
« puissant de ce que je professe une religion qui se fait
« préférer à tous les intérêts humains et qui est pure
« comme le ciel dont elle est descendue. » Il me semble
« voir le fond de ses pensées dans celle-ci : « Quand
« l'immortalité de l'âme serait une erreur, je ne serais
« pas fâché de la croire. J'avoue que je ne suis pas si
« humble que les athées. Je ne sais comment ils pen-
« sent, mais, moi, je ne veux pas troquer l'idée de
« l'immortalité contre celle de leur béatitude d'un jour.
« Je suis charmé de me croire immortel comme Dieu
« même. Indépendamment des idées révélées, les idées
« métaphysiques me donnent une très forte espérance de

(1) Lettre LXXV.

« mon bonheur éternel, à laquelle je ne voudrais pas
« renoncer. »

« Sa déférence en matière religieuse était telle qu'il était lié avec beaucoup de prêtres et que ses deux plus grands amis étaient un abbé et un jésuite, Guasco (1) et le père Castel...

« Pendant le succès indévot de *l'Esprit des lois*, un de ses proches parents étant tombé dangereusement malade, Montesquieu vint chez lui, le pressa vivement d'appeler un confesseur ; et l'ayant persuadé, il courut à minuit lui en chercher un. La confession achevée, il ne consentit qu'avec peine qu'on différât à lui administrer la Communion.

« Dans l'éloge du maréchal de Berwick, dont il s'occu-
« pait dans ses derniers moments, on lit de son héros
« Il avait un grand fond de religion. Jamais homme n'a
« tant suivi les lois de l'Évangile, qui coûtent le plus
« aux gens du monde ; enfin jamais homme n'a tant pra-
« tiqué la religion... Il aimait les ecclésiastiques. »

« Enfin Diderot raconte que Montesquieu... disait un

(1) Octavien de Guasco, chanoine de Tournai, membre de l'Académie des Inscriptions, naquit, en 1712, à Pignerol, où son père était directeur de la province ; il s'adonna principalement à la théologie et à l'hébreu. Arrivé à Paris en 1733, il ne tarda pas à se lier étroitement avec Montesquieu. Ils passèrent ensemble des années entières, aux environs de Bordeaux, au milieu des livres et des travaux champêtres. Depuis la mort de l'auteur de *l'Esprit des lois*, il n'en prononça jamais le nom sans attendrissement. Il mourut le 10 mars 1781. Riche d'une économie dont profitait le malheur, il donnait beaucoup aux hôpitaux et dotait des filles vertueuses.

jour en causant de religion : « Convenez, monsieur Suard, que la confession est une bonne chose (1). »

« Après ces renseignements, conclut M. Vian (2), on peut juger ce qu'ont dû être les derniers instants de Montesquieu... La vérité doit être dans une lettre écrite le jour même de sa mort par une personne hostile aux faits qu'elle porte, sans doute Mme Dupré de Saint-Maur.

« Il se fit ensuite lire la liste de ceux qui étaient venus le voir, et comme on lui lut : M. le curé de Saint-Sulpice (3). -- Comment dites-vous cela, interrompit-il, recommencez. Il se fâcha de ce qu'on n'avait pas laissé entrer le curé et ordonna à chacun de ses gens en particulier de laisser entrer M. le curé, à heure qu'il vint. Le curé y est allé ce matin vers les huit heures. Le curé lui a *décoché en patelin* son compliment. » Le président a répondu que son intention était de faire tout ce qui convenait à un honnête homme dans la situation où il se trouvait. Le curé lui a demandé s'il avait, dans Paris, quelque homme de confiance dont il voulait se servir. Le président a répondu que, dans ces sortes de choses, il n'y avait personne en qui il eût jamais eu plus de confiance qu'en son curé ; que cependant, puis qu'il lui laissait sa liberté, il y avait une personne à Paris en qui il se confiait beaucoup, qu'il l'enverrait chercher et qu'il ferait demander le Saint-Sacrement, après qu'il se serait confessé. Le curé s'est retiré et le président

(1) M. Vian, *c. l. sup.*, p. 813 et 814.

(2) P. 814 et 815.

(3) Montesquieu demeurait rue St-Dominique St-Germain, au n° 27 (actuel).

« a envoyé chercher... qui croiriez-vous? Le père Castel,
« jésuite, qui est arrivé avec son second. — Père Castel,
« lui a dit le président en l'embrassant, je m'en vais
« devant. » Après quoi le père Castel a laissé le président
« seul avec le jésuite. Il s'est confessé. M. le curé
« lui a porté le bon Dieu vers les trois heures. Le curé
« tenant l'hostie entre ses mains, lui a demandé : « Croyez-
« vous que c'est votre Dieu? — Oui, oui, a répondu le
« président, je le crois, je le crois. — Faites-lui donc un
« acte d'adoration, » a dit le curé. Alors le président a
« levé vers les cieux les regards et la main droite, dont
« il tenait son bonnet : il a communié. Après quoi le bon
« Dieu, le curé et les jésuites *sont revenus très contents*
« *chacun chez eux*. Quant au père Castel, *il ne se sent*
« *pas de joie.* »

Leclandes philosophes ou libres penseurs d'alors n'eut pas pu en dire autant de lui-même.

Somme toute, à part quelques expressions d'un goût douteux, pour ne pas les qualifier plus sévèrement, cette lettre doit contenir l'expression de la vérité sur les derniers moments de Montesquieu. Il y a loin de la bonhomie de l'auteur de l'*Esprit des lois* en cette circonstance suprême, aux bravades qu'une tradition mensongère lui prête, que nous avons rapportées ci-dessus, au début même de cette étude, et que l'auteur de la lettre qu'on vient de lire n'eût pas manqué de relater, si le fait avait été exact.

L'*Année littéraire*, à moins de distance d'un mois de l'époque de la mort de Montesquieu résumait fidèlement les faits, en ces termes : « La Religion est devenue l'espoir unique de M. de Montesquieu, et son dernier asyle. Il lui a soumis son cœur, son esprit et ses ouvrages ; il a demandé

qu'on retranchât de ses livres tout ce qui pouvait blesser le chrétien et le catholique. Il s'est confessé et a reçu les sacrements de l'Église. M. le curé de Saint-Sulpice l'a exhorté avec cette sagesse, cette douceur et cette onction qui caractérisent le pasteur tendre et éclairé. Les pères Castel et Routh, jésuites, ont eu aussi l'honneur de recueillir les derniers soupirs de ce grand homme (1). »

« Encore un mot; la charité qui — selon la belle parole de saint Pierre; — couvre la multitude des péchés, fut une des vertus de Montesquieu; un exemple, entre beaucoup d'autres, nous fera connaître ses sentiments à l'égard du rôle du prêtre dans les bonnes œuvres et la modestie que lui-même mettait dans ses générosités envers les pauvres.

Dans l'hiver de 1747 à 1748, la Guyenne, qui avait manqué de grains cette année-là, ne pouvait s'approvisionner par mer à cause de la guerre. Le 7 décembre, Montesquieu était à son château de la Brède. On le prévient que ses vassaux sont menacés de la famine, dans sa terre près d'Aiguillon, à cinquante lieues de chez lui. Aussitôt de monter en chaise de poste et le voilà à Aiguillon. Il convoque d'urgence les curés des quatre villages et, en les attendant, il se rend compte des provisions. Lorsque les ecclésiastiques sont là : « Messieurs, leur dit-il, je vous prie de m'aider à procurer quelque soulagement à vos paroissiens. Vous connaissez ceux qui manquent de blé ou d'argent pour en acheter. Je veux que tout ce qui est dans mes magasins leur soit distribué gratuitement : mon intendant délivrera les quantités que vous fixerez, à

(1) L'Année litt., 1755, (2 mars), tome I, p. 278 et 279.

mesure que tous les besoins vous seront connus. Il ne faut pas qu'on manque du nécessaire chez moi, quand j'y ai du superflu. Messieurs, vous êtes de braves gens, je m'en rapporte entièrement à vous pour faire cette distribution. Vous m'obligerez de seconder promptement mes intentions et de m'en garder le secret. »

Montesquieu partit sur l'heure, ne voulant pas même dîner, afin de se dérober aux remerciements de ses curés et de ses vassaux. Selon l'ami qui l'accompagnait dans ce voyage, l'intendant distribua plus de deux cent boisseaux de froment, et le boisseau valait, au marché, 32 francs. On peut évaluer ce don à 40,000 livres. Pour comble, afin de prévenir le retour d'un pareil malheur, Montesquieu établit dans ses domaines des greniers de charité.

De pareils traits valent bien un livre, même ce livre fût-il l'*Esprit des lois*. Voltaire, qui le critique tant et si amèrement, n'eût pas été capable des sentiments et de la charité de Montesquieu, qui sont les meilleures pages de sa vie, celles sur lesquelles la postérité a assis son jugement définitif à l'égard de l'illustre président.

LA MORT DE JEAN GOUJON

Le vrai peut quelquefois n'être pas vraisemblable, a dit Boileau avec raison ; mais, quelle conclusion peut-on alors tirer de l'invraisemblance patente d'une assertion comme celle de la mort tragique du célèbre sculpteur Jean Goujon, au xvi^e siècle, le jour même de la Saint-Barthélemy ?

Avant d'aborder l'examen et la réfutation d'une telle et si gratuite affirmation, nous allons exposer le fait qui lui a servi de base ou plutôt de prétexte et, pour cela, nous consulterons les recueils biographiques les plus répandus sinon même les plus autorisés.

Chose remarquable ! Voltaire — qui aimait tant à ramasser les mensonges historiques et autres et qui en a tant collectionnés et ressassés de tous genres dans ses *Œuvres complètes* (soixante-dix volumes in 8° !) n'a parlé que deux fois de Jean Goujon (1) pour admirer sa belle fontaine des Innocents ; rien sur la vie et la mort du célèbre artiste. Est-ce que la tradition n'existait pas encore alors, ou bien l'a-t-il dédaignée ?.... Nous ne savons. Ce n'est qu'en 1788, plus de deux siècles après la mort de Jean

(1) Le temple du Goût (1731), et Artistes célèbres du siècle de Louis XIV.

Goujon, que d'Argenville (1) écrivait ces lignes : « Jean Goujon était huguenot : on raconte ainsi sa mort. Le jour de la Saint-Barthélemy, il s'avisa de monter à l'échafaud, malgré les avis de la reine, pour retoucher quelque chose à sa fontaine des Innocents, qui était achevée depuis longtemps, et il fut tué d'un coup de carabine.

Il y a dans ces lignes deux erreurs, plus une invraisemblance ; en effet, Jean Goujon n'était pas huguenot, il ne fut pas tué et il n'est guère probable, en tout cas, qu'il eût choisi le jour de la Saint-Barthélemy pour retoucher un travail parfaitement terminé depuis vingt années. Trois points qu'il s'agit de démontrer.

D'abord, d'Argenville, qui semble avoir été le premier metteur en circulation de ce prétendu fait historique, ne cite à l'appui aucun témoignage contemporain. « *On raconte*, dit-il, » voilà tout ; c'est bien vague.

Dans la première moitié de notre siècle, en 1817, M. Weiss, en sa notice sur Jean Goujon (2), écrivait ceci : « Il fut atteint d'un coup d'arquebuse le jour de la Saint-Barthélemy, tandis que, placé sur un échafaudage, il travaillait aux décorations du vieux Louvre et périt ainsi victime du fanatisme religieux ou peut-être d'une basse jalousie. »

Ce n'est plus en travaillant à la fontaine des Innocents, mais au Louvre que, suivant la variante nouvelle, Jean Goujon a été frappé (au choix), par le fanatisme religieux ou un rival scélérat.

Plus près de nous, en 1838, M. Ad. de Longpérier

(1) Vies des fameux sculpteurs, etc., 1788, tome II, p. 113 et 114.

(2) Biographie universelle, tome XVIII, p. 179.

commence à se montrer ébranlé à l'endroit de ce raconter et émet des doutes qui approchent beaucoup de la vérité. « Un romancier moderne, dit-il (1), — (il aurait bien dû le nommer), a osé accuser du meurtre de Jean Goujon le roi Charles IX ; nous ne rappelons ce fait que pour faire remarquer ce qu'il y a d'odieux dans une imputation qui n'est justifiée par aucun témoignage historique.... Dans le cas actuel, l'histoire ne laisse même pas, par son silence, le champ libre aux conjectures ; nous trouvons dans un ancien historien que la reine Catherine de Médicis avait fait avertir Goujon de ne point sortir de chez lui. »

Va pour *l'ancien historien* que M. Ad. de Longpérier a eu tort de ne pas désigner d'une façon précise ; quant à la sortie de Goujon le jour de la Saint-Barthélemy, elle n'eut pas été moins imprudente qu'une promenade en plein Paris pendant l'effervescence, les incendies, les barricades et les fusillades de la terrible Commune de 1871.

M. Ad. de Longpérier continue, en ces termes : « Il serait même possible de supposer que Jean Goujon, contrairement à l'opinion reçue, n'est pas mort assassiné dans la triste journée de la Saint-Barthélemy ; *les Martyrologes protestants*, plusieurs fois réimprimés, et qui contiennent la liste fort exacte et fort détaillée des réformés qui périrent dans les troubles du xvi^e siècle, ne font aucune mention de Jean Goujon. C'est là une preuve toute négative ; mais si l'on n'en doit pas conclure directement que les historiens se sont trompés, au moins restera-t-on persuadé que la mort de l'illustre sculpteur n'a pas eu le scandaleux éclat que l'on a voulu lui prêter et que la haine des

(1) Le Plutarque français, tome III, Jean Goujon, p. 9 et 10.

partis n'eût pas manqué d'exploiter avec empressement. »

Fort bien pensé et fort bien jugé !

Ce qui n'a cependant pas coupé court aux diatribes désolées des compilateurs plus près de nous. Ainsi, en 1843, M. Ph. Le Bas, dans son *Dictionnaire encyclopédique de la France* (1), s'écrie : « Pourquoi faut-il que de pareils talents (J. Goujon) ne puissent passer impunément au milieu des tourments qui agitent les peuples, et comment les passions politiques ne respectent-elles pas le sceau divin empreint sur le front des hommes de génie ? Jean Goujon était huguenot. Quand commença la sanglante boucherie de la Saint-Barthélemy, il travaillait sur un échafaud aux bas-reliefs du Louvre. Une balle, égarée selon les uns, perfide selon les autres, vint le frapper au cœur. Sa main mourante laissa tomber son ciseau, qu'il ne devait plus relever. Ainsi périt, au milieu de ses travaux, un des plus grands artistes français, victime de la jalousie ou du fanatisme. »

La jalousie ou le fanatisme !...

Devine, si tu peux, et choisis, si tu l'oses.

Il semble, en vérité, que M. Ph. Le Bas assistait à la mort de Jean Goujon ; pour un peu, on serait tenté de lui demander de produire la balle *égarée* ou *perfide* (ad libitum) dont le célèbre artiste fut frappé au cœur. Décidément, c'est une belle chose que l'imagination.

Bouillet, dans son trop classique *Dictionnaire universel d'histoire et de géographie*, résumant M. Ph. Le Bas, n'a pas oublié de dire que Jean Goujon « était calviniste et qu'il fut tué le jour de la Saint-Barthélemy, tandis qu'il

(1) Tome IX, p. 27.

travaillait sur un échafaudage aux décorations du vieux Louvre. »

Cependant, en 1850, un critique d'art — qui s'est plus occupé de l'étude du talent de Jean Goujon que de sa biographie proprement dite, — Gustave Planche(1) — ouvrait ainsi son remarquable travail sur le sculpteur, qui fut le Corrège de la statuaire au xvi^e siècle : « Nous ne savons rien de la vie de Jean Goujon... *Un seul fait paraît établi*, c'est que Jean Goujon fut tué d'un coup d'arquebuse, le 24 août 1572, jour de la Saint-Barthélemy ; les uns disent au Louvre, d'autres à la fontaine des Nymphes, aujourd'hui fontaine des Innocents, placée alors au coin de la rue Saint-Denys et de la rue aux Fers. Comme la fontaine des Nymphes était achevée depuis vingt-deux ans et que, selon les biographies, Jean Goujon aurait été tué le ciseau à la main, il est probable qu'il travaillait à la décoration de la cour du Louvre, le jour de la Saint-Barthélemy. Quelle fut la cause de sa mort ? Fut-il tué comme huguenot ? et d'abord était-il huguenot ? Double question qui reste sans réponse... La mort de Jean Goujon doit-elle être attribuée à quelqu'un de ses rivaux ? Fut-il tué par jalousie ? La tradition est muette à cet égard. »

On voit que G. Planche flottait entre la version de M. Ad. de Longpérier et le racontar cher à M. Ph. Le Bas ; cependant ses interrogations nous semblent l'équivalent d'autant de négations ou au moins de doutes très permis à propos et sur chacune des questions soulevées par le sagace critique d'art.

(1) Peintres et sculpteurs modernes de la France. J. Goujon. (Revue des Deux Mondes, n^o du 15 juillet 1850, p. 281 et 282 du tome VII, XX^e année, nouvelle période.

Un an après, en 1851, *le Magasin pittoresque* (1), dans une remarquable étude sur les œuvres de Jean Goujon, ébranlait fortement la double tradition qui fait du célèbre artiste un protestant et une des victimes de la Saint-Barthélemy. Parmi les œuvres de Jean Goujon dont on regrette la perte, l'auteur de l'étude précitée signalait « les bronzes qui décorait la croix Gastine, et qui représentaient les quatre Evangélistes et le triomphe du St-Sacrement. Les anciens Guides de Paris se sont accordés pour attribuer à Jean Goujon les sculptures de la pyramide élevée sur l'emplacement d'une maison appartenant à Philippe de Gastine, pendu, en 1571, pour avoir tenu chez lui des assemblées de Calvinistes. On s'est appuyé, pour les lui contester, sur ces deux assertions, que Jean Goujon était huguenot et qu'il fut tué comme tel le 24 août 1572, à la Saint-Barthélemy. *Mais ces deux assertions, qui les prouve? Sur quels témoignages contemporains sont-elles fondées? Où lit-on, dans les Mémoires du temps, que Jean Goujon, qui était protégé par un ardent catholique (2), le connétable de Montmorency, qui avait passé sa jeunesse à construire les églises de Rouen et à les décorer de sculptures, qui avait rempli les églises de Paris, d'Ecouen et d'Anet de tous ces bas-reliefs sacrés..., qui était lié par une collaboration familière avec le secrétaire du cardinal Lenoncourt, avec Pierre Lescot, abbé de Clermont, avec Philibert Delorme, abbé de Saint-Eloi de Noyon; où lit-on, dis-je, que Jean Goujon eût embrassé la religion réformée?*

(1) Tome XIX de la collection, p. 82-84.

(2) Voyez sur le connétable de Montmorency la remarquable étude de M. F. de Lasteyrie, dans la *Gazette des Beaux-Arts*, 1879, 2^e période, tome XIX, p. 305-321, et tome XX, p. 97-115.

Dans laquelle de ses œuvres voit-on qu'il ne soit pas resté toute sa vie catholique ? Mais, dit-on, s'il n'était pas huguenot, pourquoi aurait-il été tué le jour de la Saint-Barthélemy ? *L'historicite de la mort de Jean Goujon*, assassiné d'une arquebusade sur son échafaud de sculpteur, les uns disent au Louvre, les autres à la fontaine des Innocents, nous paraît d'une authenticité fort suspecte ; c'est probablement une invention d'après coup. M. de Longpérier n'a pas hésité à reconnaître, le premier, dans le *Plutarque français*, que « les Martyrologes protestants, plusieurs fois « réimprimés et qui contiennent la liste fort exacte et fort « détaillée des Réformés qui périrent dans les troubles du « xvi^e siècle, ne font aucune mention de Jean Goujon, » et il observe justement que « la mort de l'illustre sculpteur n'a pas eu le scandaleux éclat que l'on a voulu lui « prêter et que la haine des partis n'eut pas manqué d'exploiter avec empressement. » Il ne nous semble pas qu'on ait assez remarqué qu'en 1572 Jean Goujon, né vers 1510, avait environ soixante-deux ans et que si, après cette date à laquelle il peut très bien avoir sculpté les ornements de la croix Gastine, on ne trouve plus trace de sa vie et de ses œuvres, *il n'y a pas à s'étonner que la mort soit venue le frapper, non comme huguenot, mais comme vieillard.* »

Tout en affirmant que Jean Goujon fut protestant, M. Henri Martin (1), dans une note (2), dit : « Nous n'avons pu découvrir l'origine de la tradition suivant laquelle Jean Goujon aurait été tué d'une arquebusade sur son échafaud, pendant qu'il travaillait à ses bas-reliefs de la cour

(1) Histoire de France (4^e édition, 1857, tome IX, p. 16.

(2) *Ibid.*, p. 328 et 329, note 2, au bas de ces pages.

du Louvre. Son nom ne se trouve nulle part dans la liste des morts. L'incertitude où nous sommes sur la fin réelle de ce grand homme n'atteste que trop la honteuse indifférence qui a longtemps régné sur l'histoire de nos arts.»

Dans ses aveux ou demi-aveux, M. H. Martin se dérobe presque toujours dans quelque recoin de note timide et, en quelque sorte, honteuse. Il n'a pas été cependant sans connaître l'article du *Magasin pittoresque*, ce recueil si populaire.

Malgré le doute émis par M. H. Martin, M. A. de Lacaze, dans la *Nouvelle biographie générale* (1) (concurrency à la *Biographie universelle*), se montre plus que jamais affirmatif sur les causes de l'assassinat de Jean Goujon : « Cet artiste — dit-il, — fut assassiné à Paris, le jour de la Saint-Barthélemy... Pourquoi faut-il qu'une vie qui devait appartenir exclusivement aux annales de l'art se lie si tragiquement, par sa fin prématurée, à l'histoire des crimes politiques et religieux? « Goujon travaillait à la décoration du Louvre, lorsqu'une balle vint le frapper mortellement sur son échafaud : c'était durant la boucherie de la Saint-Barthélemy. Nous avons dit (2) que Jean Goujon était huguenot; il avait cru trouver un asile inviolable au milieu de ses immortelles productions, mais quelle gloire le fanatisme respecte-t-il? »

Les crimes politiques et religieux, le fanatisme, voilà de bien grands mots à propos d'un homme mort dans son lit et dont la fin ne fut pas si *prématurée*, car il avait alors au moins soixante-deux ans. Quant à la pensée de chercher *un asile inviolable* en plein air ou à peu près, un

(1) Tome XXI, col. 397 et 400.

(2). *Op cit.*, col. 397.

jour de fusillade, c'est une trouvaille de M. A. de Lacaze lui seul; car au milieu des *glorieuses* de 1830, et des journées de juin 1848 ou de la Commune de 1871, qui aurait songé à quitter son toit pour aller s'abriter de la façon précitée? Un fou ou un imbécile, et rien ne nous donne à penser que Jean Goujon fut l'un ou l'autre.

M. A. de Lacaze a suivi la notice consacrée par A. Lenoir à Jean Goujon, dans le *Dictionnaire de la conversation*, un assez joli nid d'erreurs, voire de mensonges clichés; on lit en effet dans la seconde édition de cet ouvrage, publiée en 1855 (1): « Si Jean Goujon eût fui, le 24 août 1572, comme on le lui conseillait, une cour *fanatique et perfide*; s'il eût abandonné son travail (quel travail?) dans ce moment de crise, il aurait enrichi la France d'un plus grand nombre de chefs-d'œuvre; mais, voulant retoucher quelque chose à la fontaine des Innocents (toujours!), il fut tué sur son échafaud même, d'un coup d'arquebuse: *il était protestant*. D'autres prétendent que ce fut au Louvre qu'il périt, le jour de la Saint-Barthélemy. »

Ah! les mensonges ont la vie dure. A moins de dix ans de distance, de notre époque, en 1872, le *Grand Dictionnaire universel* (2), reprenant la tradition de la mort tragique de Jean Goujon et faisant un amalgame de tout ce qui avait été imprimé de 1788 à 1857, sur ce thème si bien approprié aux variations anti-cléricales; dit: « Jean Goujon fut tué (!) le jour de la Saint-Barthélemy (!!)... Une mort tragique (!!!) brisa sa carrière; il fut enveloppé, le jour de la Saint-Barthélemy, dans le

(1) Tome X, p. 398.

(2) Tome VIII, p. 1390 et 1391.

massacre des huguenots, ses coreligionnaires. Comment a-t-il péri ? (Eh ! vous venez de le dire. La question est, au moins, naïve.) *L'histoire est absolument muette et aucun document n'a jeté un jour certain sur la fin du grand artiste.* Une tradition le fait mourir atteint d'un coup d'arquebuse sur les échafaudages de la cour du Louvre, où il travaillait ; une autre assigne comme lieu de sa mort le cimetière des Innocents, où il aurait été retoucher quelques parties de son admirable fontaine. *C'est assez invraisemblable*, car cette œuvre était achevée depuis vingt ans, et *l'artiste aurait bien mal choisi son heure.* Le plus probable est qu'il mourut obscurément assassiné (naturellement !), puis fut jeté à l'eau, comme la plupart des victimes de cet odieux guet-apens. La légende seule a sans doute poétisé sa mort en le montrant frappé le ciseau à la main. »

Que de mal pour arriver à ne rien dire de définitif !

Résumons cette discussion et affirmons, sans crainte, avec M. A. de Longpérier et *le Magasin pittoresque*, que Jean Goujon était catholique, qu'il mourut dans son lit et qu'à sa dernière heure il comptait environ soixante-deux ans d'existence. Ce qui n'empêchera probablement pas que la prochaine statue ou le prochain tableau consacrés à Jean Goujon le représentera chancelant sous la balle du fanatisme religieux et laissant échapper de sa main mourante le ciseau qui avait produit tant de chefs-d'œuvre.

LA CARICATURE DE SANTEUIL

Pour une grande partie du public, le nom de Santeuil n'éveille guère que l'idée d'un bouffon s'escrimant à rimer en latin ; pour d'autres, c'est pis encore, un émule de Rabelais, égaré dans le siècle de Louis XIV, et, comme celui qu'on lui donne pour devancier, — se plaisant aux *beuveries*, voire au reste. Rien de cela n'est vrai ; sans avoir été un saint, ni un anachorète, Santeuil ne fut ni un bouffon, ni un ivrogne, ni un libertin, tout au plus fut-il un excentrique comme l'est, comme le sera toujours tout poète fortement possédé de la Muse, je n'ose dire du démon des vers, quoi qu'il y ait beaucoup de cela dans le portrait qu'a consacré au poète latin un homme qui le connaissait bien et qui l'avait pratiqué de près.

« Concevez — dit La Bruyère (1), en parlant de Santeuil, « (qu'il appelle *Théodas*), — concevez un homme facile, « doux, complaisant, traitable, et tout d'un coup violent, « colère, fougueux, capricieux. Imaginez-vous un homme « simple, ingénu, crédule, badin, volage, un enfant en « cheveux gris ; mais permettez-lui de se recueillir ou « plutôt de se livrer à un génie qui agit en lui, j'ose « dire, sans qu'il y prenne part, et comme à son insu ;

(1) Caractères, chap. XII, *Des jugements*.

« quelle verve ! quelle élévation ! quelles images ! quelle
« latinité ! Parlez-vous d'une même personne ? me direz-
« vous. Oui, du même, de Théodas, et de lui seul. Il crie,
« il s'agite, il se roule à terre, il se relève, il tonne, il
« éclate ; et du milieu de cette tempête, il sort une
« lumière qui brille et qui réjouit. Disons sans figure, il
« parle comme un fou et pense comme un homme sage.
« Il dit ridiculement des choses vraies et follement des
« choses sensées et raisonnables. On est surpris de voir
« éclore le bon sens du sein de la bouffonnerie, parmi
« les grimaces et les contorsions. Qu'ajouterai-je davan-
« tage ? Il dit, et il fait mieux qu'il ne sait. Ce sont en
« lui comme deux âmes qui ne se connaissent point, qui
« ne dépendent point l'une de l'autre, qui ont chacune
« leur tour ou leurs fonctions toutes séparées. Il man-
« querait un trait à cette peinture si surprenante, si j'ou-
« bliais de dire qu'il est tout à la fois avide et insatiable
« de louanges, prêt à se jeter aux yeux de ses critiques,
« et dans le fond assez docile pour profiter de leurs cen-
« sures. Je commence à me persuader moi-même que
« j'ai fait le portrait de deux personnages tout différents ;
« il ne serait pas même impossible d'en trouver un troi-
« sième dans Théodas, car il est bon homme. »

Dans ce portrait où l'on sent quelque parenté entre Santeuil et La Fontaine, il n'est nullement question de bouffonnerie, d'ivrognerie et de libertinage de la part du poète ; c'est un excentrique, un être *ondoyant* à ses heures, comme eût dit Montaigne, mais c'est un sage et un bon homme, chez qui les vers latins et l'inspiration si vive qui les lui dicte ont joué le rôle de soupape de sûreté dans la machine souvent surchauffée d'un cerveau de génie.

Né en 1630, Santeuil avait environ cinquante-sept ans lorsqu'en 1687 La Bruyère publiait la première édition de ses *Caractères* ; il était donc dans le plein de son âge et de son génie et, à ce moment mieux qu'à tout autre, les traits de son caractère étaient en relief et se prêtaient bien à la plus fidèle des reproductions par le burin incisif de La Bruyère. Voilà — sauf quelques explications nécessaires et que nous allons donner, — voilà le vrai portrait de Santeuil ; le reste, c'est-à-dire les vulgaires enluminures des anecdotiers à la douzaine, n'est que la caricature de plus en plus surchargée d'un type essentiellement original, *genuine*, mais aussi loin de la caricature que la ressemblance l'est de la fantaisie désordonnée et de parti pris.

Plus d'un demi siècle après la mort de Santeuil, alors que l'on pouvait vraiment bien étudier, résumer et apprécier le caractère exact du poète, en tant qu'homme et que religieux, — en 1751, l'abbé Lambert, dans son intéressante *Histoire littéraire du règne de Louis XIV*, consacra à Santeuil quelques pages (1) qui nous semblent le jugement définitif de la prospérité sur cet homme si maltraité jusqu'à nos jours par les recueils biographiques s'inspirant des anecdotiers à la douzaine.

« Jean-Baptiste de Santeuil — dit l'abbé Lambert, — apporta, en naissant, toutes les qualités qui forment les excellents poètes ; un naturel bouillant et plein de feu, qui semblait souvent le transporter hors de lui-même, un génie sublime et élevé, et tout à la fois fin et délicat, une imagination vive et brillante dont le feu se répandait sur toute sa personne et paraissait même se faire sentir dans tous les mouvements de son corps. »

(1) Tome II, p. 428-436.

Voilà pour l'homme extérieur et c'est bien ainsi que le dépeint La Bruyère qui, cependant, a quelque peu insisté, trop même, sur l'excentricité parfois inconsciente des manières de Santeuil.

Après avoir commencé au collège de Sainte-Barbe ses études, qu'il termina de la façon la plus brillante au collège de Clermont, tenu par les Jésuites et où le célèbre père Cossart l'initia aux beautés et au génie de la poésie latine, — à l'âge de vingt ans, Santeuil, « plein d'ardeur pour l'étude, tourna ses vues vers la retraite où il se promettait de pouvoir cultiver avec plus de liberté et plus de succès que dans le monde le penchant extraordinaire qui le portait à la poésie. Il entra donc, à l'âge de vingt ans, parmi les chanoines réguliers de l'abbaye de Saint-Victor. »

Il avait d'abord célébré des sujets profanes mais non libertins cependant et mêlé — suivant l'usage des poètes de son temps, — les souvenirs et les images de la Fable à des inspirations d'un caractère toujours très élevé, lorsqu'après s'être rendu aux conseils que lui donnaient Bossuet et Pélisson de vouer sa plume aux louanges de Dieu, il voulut, dans sa docilité à de tels avis, faire une espèce d'amende honorable des erreurs poétiques de sa première jeunesse. « Témoin la pièce qu'il composa pour s'excuser de ce que depuis son abjuration il avait fait paraître un poème intitulé : *Pomona in agro Versaliensi*... Bossuet lui en ayant fait des reproches, M. de Santeuil adressa à ce savant prélat une pièce de vers toute remplie de la piété la plus tendre ; et pour mieux exprimer la sincérité de son repentir, il se fit représenter, dans une vignette en taille douce, à genoux la corde au cou et un flambeau à la main sur les marches de la porte de l'église de Meaux. »

Après avoir transcrit le portrait de Santeuil par La Bruyère, l'abbé Lambert se pose cette question : « Ce portrait était-il parfaitement ressemblant ? M. de Santeuil du moins ne le crut pas, et il ne put s'empêcher d'en témoigner son chagrin à l'auteur, qui lui fit cette réponse :
« Je n'ai eu en vue dans cette peinture que de vous faire
« ressembler, et tout ce qu'il y a de connaisseurs qui l'ont
« lue disent que je l'ai fait.... Ainsi toute ma défense,
« monsieur, est de vous prier de relire votre caractère où
« il faut qu'un homme habile et pénétrant comme vous
« trouve son compte ; c'est encore une fois le sentiment
» de tout Versailles, qui me trouve heureux d'avoir eu
« à travailler d'après un si excellent original ; et j'ose
« penser que vous-même n'êtes pas aussi fâché que
« quelques censeurs le voudraient bien, puisque, avec
« toute la gronderie qui est dans votre lettre, vous ne laissez pas de m'envoyer vos hymnes, les plus belles
« hymnes, les plus latines, les plus pieuses et les plus
« élégantes qui soient encore sorties de votre esprit....
« Je suis, monsieur, avec toute l'estime et toute l'admiration que vous méritez, et si vous le voulez même avec
« respect...

« LA BRUYÈRE. »

« Mais — ajoute l'abbé Lambert, — entendons parler M. de Santeuil lui-même ; les sentiments touchants répandus dans ses lettres nous donneront une juste idée de son caractère. Dans le dernier voyage qu'il fit à Chantilly, au mois de mai 1697, voici comme il écrit à M. Pinel de la Martellière, son ami : « Je serai (dit-il), pour la fête de
« l'Ascension à Saint-Victor, car je ne veux pas oublier
« mon devoir, et j'ai un plus grand prince à servir que

« celui qui m'appelle ici. C'est ici le paradis terrestre et
« tous les princes y sont, et j'ai l'honneur de manger avec
« eux, et je m'en retire souvent pour penser que les va-
« nités passeront comme une fumée. »

Attaqué en 1690 d'une colique néphrétique qui pendant quarante jours lui fit souffrir les plus cruelles douleurs, il écrivit en ces termes à M. Gourreau, son confrère : « Que je
« crains bien d'avoir reçu toute ma récompense en cher-
« chant trop les applaudissements des hommes ! et cela
« n'est pas trop difficile à prouver, ma vie dément entière-
« ment les vertus que j'ai mises en beaux vers et non
« pas dans la mesure d'une vie réglée et canonique ; je ne
« le connais que trop tard, et j'en demande pardon à Dieu
« et à tous les saints, je les prie de ne point s'élever
« contre moi et que Dieu ne me dise point : *Quare enarras*
« *justitias meas* (1). Vous savez, mon cher confrère, que
« *in illâ die peribunt cogitationes eorûm* (2), qu'une
« petite femmelette sera sauvée, n'ayant dit que son
« chapelet, et que les poètes orgueilleux élevés sur leur
« cothurne seront humiliés... Je vois toutes les nuits
« que je souffre mon néant. L'éternité se présente à moi,
« ses peines sans fin, mes péchés qui crient contre moi,
« un Dieu juge de lui à moi ; heureux les Gourdan (3) et les

(1) « Pourquoi célèbres-tu ma justice ? »

(2) « En ce jour-là, leurs pensées seront anéanties. »

(3) Simon Gourdan, pieux chanoine de l'abbaye de St-Victor de Paris, né dans cette ville en 1646. Elevé par sa mère dans l'amour des vertus chrétiennes et des pratiques religieuses, il éprouva dès son enfance le dégoût du monde, entra en 1661 au noviciat de St-Victor, y prononça ses vœux à l'âge de seize ans et y fit avec succès ses études de philosophie et de théologie. Le bruit de ses vertus se répandit dans le public ; beaucoup de per-

« de la Grange (1) qui se sont immolés jour et nuit en présence de l'Agneau. Mais ne désespérons de rien, Dieu est bon, *Venite ad me omnes qui laboratis* (2) ; j'y viens, j'y accours, *laboriosas noctes sustineo, ora pro me* (3). »

« Mais il ne s'en tint pas à de simples sentiments de componction. Touché de l'esprit de Dieu, il se mit sous la direction d'un ecclésiastique vertueux, déchargea son cœur dans son sein et ne voulut plus se conduire que par ses conseils. « Hélas ! — écrivait-il à M. Soucanye, chanoine de Saint-Quentin, — peut-être que les plus grands tourments que votre saint martyr aura soufferts ce seront les hymnes faites par un pécheur comme moi, et vous auriez plus réjoui le martyr, si vous eussiez voulu entreprendre son panégyrique. Les saints doivent écrire pour les saints : imitant leurs vertus, on les loue mieux que par des paroles et des belles hymnes : *Imitari sanctos laudare est* (4). »

« Son respect profond pour la sainteté de nos divins mystères, les sentiments bas qu'il avait de lui-même le firent résister constamment à toutes les instances qu'on put employer pour le déterminer à s'engager dans le sacerdoce. Il craignait — disait-il, — que son génie poétique ne le suivît à l'autel, ajoutant qu'il se connaissait

sonnes se mirent sous sa direction. Parvenu à l'âge de 83 ans, sans avoir rien retranché de sa rigoureuse pénitence, il mourut le 10 mai 1729.

(1) Chanoine de St-Victor de Paris.

(2) « Venez à moi, vous tous qui souffrez. »

(3) « J'ai des nuits douloureuses, priez pour moi. »

(4) « Imiter les saints, c'est les louer. »

sait assez bon poète pour avoir sujet de craindre qu'il ne fût pas aussi bon prêtre.

« La religion trouvait dans lui un cœur docile, humble, simple et soumis, au milieu même des applaudissements qu'il recevait, au milieu même de tout ce qu'il y avait de personnes distinguées par leur science. On peut juger de son humilité et en même temps du désir qu'il avait de sa perfection par les deux vers suivants qu'il fit graver au bas de son portrait, en regard de celui du célèbre père Gourdan :

*Proh ! quam dissimiles et vultu et moribus ambo !
Versibus hic sanctos, moribus ille refert (1).*

« Recommandable par son humilité, il ne l'était pas moins par la pitié compatissante qui l'intéressait en faveur des malheureux, au soulagement desquels il sacrifiait les pensions que lui avaient méritées ses excellents ouvrages. Tant de familles honteuses qu'il a fait subsister dans les temps les plus difficiles, tant de pauvres malades qu'il allait consoler par les secours qu'il leur donnait et par les pieux sentiments que sa religion lui inspirait pour les exhorter à la patience et à une soumission aveugle aux ordres de Dieu sont autant de voix qui publient sa charité. Ses frayeurs, à la vue des jugements de Dieu, sont des preuves de son fonds de religion. Il était si pénétré de ce passage du prophète Daniel : *Positus est in staterâ, et inventus est minus habens* (2), qu'il en parlait

(1) Le père de Lagrange traduisit ainsi ce distique :

Ah ! qu'ils sont différents et d'air et de mérite !
Santeuil chante les saints, et Gourdan les imite.

(2) « Il a été mis dans la balance, et il a été trouvé trop léger. »

avec une véhémence qui faisait sur le cœur de tous ceux qui l'écoutaient les plus vives impressions.

« Tourmenté au commencement de l'année 1697 par de violentes attaques de gravelle, il voulut pour se remettre en état de penser plus sérieusement à la mort aller faire une retraite à Port-Royal et, peu de temps après, il alla passer quelques jours à la Trappe avec deux de ses confrères.

« Ce fut dans de si saintes dispositions qu'il accompagna la même année S. A. S. Monseigneur le duc de Bourbon aux États de Bourgogne. Il était à la veille de son départ pour retourner à Paris, lorsqu'il fut tout à coup attaqué d'une colique violente qui l'emporta après quatorze heures de douleurs insupportables. Il mourut dans les plus vifs sentiments de religion et de confiance dans la divine miséricorde, après avoir reçu les derniers sacrements de l'Église avec toutes les marques de la piété la plus édifiante (1).

Voilà le vrai Santeuil ; il y a loin d'un tel portrait, si fidèle, à la plate et odieuse caricature qu'en ont tracée avec un singulier plaisir des collecteurs *d'anas*. Ces pages ont surtout frappé le *Journal de Verdun*, qui, en 1752, rendant compte de l'ouvrage de l'abbé Lambert, dit (2) :

« Nous nous bornons à l'éloge de Santeuil, ... sur lequel on a débité tant d'inepties dans des *anas*, recueils informes et pleins de faits et de saillies imaginés à plaisir, où il s'en faut peu qu'on ne veuille le faire passer pour un frère Jean des Entommeures. On admire la peinture qu'en

(1) Voyez l'abbé Lambert, *op. cit.*, la note 1 au bas des pages 434 et 435.

(2) Juin, p. 417, tome I, de l'année 1752.

a faite M. de La Bruyère, dans ses *Caractères*, mais on ne peut se dissimuler que les sentiments répandus dans des lettres qui ont été communiquées à M. l'abbé Lambert par MM. les chanoines de l'abbaye de Saint-Victor ne donnent une idée plus juste du caractère de cet illustre poète, puisque c'est là où l'âme se déploie sans nuage. »

Dix ans à peine s'étaient écoulés depuis la mort de Santeuil (1697), lorsqu'en 1707 Pinel de la Martelière, éditeur des œuvres du poète latin, publia son *Santeuiliana, ou les bons mots de Santeuil*, avec un abrégé de sa vie (1), dont, en 1723, parut une nouvelle édition augmentée (2) qu'en 1764 un compilateur, qui ne brillait pas précisément par le goût, l'abbé Dinouart, reproduisit, sous le titre de *Santoliana*. Comme le dit très bien M. Delaulnaye (3), « Dinouart fut un des nombreux écrivains réprouvés par Apollon. »

Le compilateur du *Santoliana* et d'autres productions de même valeur (4) eut souvent maille à partir avec la critique; Fréron surtout ne l'épargna guère, et non sans raison. En terminant une rapide analyse du *Santoliana*, l'auteur de l'*Année littéraire* s'exprimait ainsi : « Peut-

(1) La Haye, Crispin, 1707, in-8.

(2) Paris, deux volumes in-12.

(3) Article *Dinouart*, dans la Biographie Michaud, tome XI (1814), p. 376.

(4) Outre des traductions de César, de Quinte-Curce, de Cicéron, etc., Dinouart a donné, de son cru, *l'Éloquence du corps* (1754, in-12), ouvrage qu'il a semé des préceptes les plus ridicules; *Manuel des pasteurs* (1764, in-12, 2 vol.); *Manuel alphabétique des prédicateurs* (in-8, 2 vol.); *Abus de l'éloquence dans le barreau* (1769, in-12), etc., etc.

être l'éditeur aurait-il dû se contenter de nous donner une vie de Santeuil courte et dégagée de toutes ces historiottes populaires, pour être mise à la tête de ses ouvrages (1). »

Quelques jours après l'apparition de cet article, Fréron recevait et publiait une lettre que lui adressait, au sujet du *Santoliana*, le prieur de Saint-Victor la voici : « J'ai lu avec attention dans votre n° 4 l'annonce du *Santoliana* et l'extrait que vous en faites. J'ai été surpris, je vous l'avoue, d'y voir mon nom et celui de mon bibliothécaire cités dans la préface ; car, je puis vous certifier avec vérité que qui que ce soit de notre Communauté n'a eu part à la nouvelle édition des bons mots de Santeuil que vient de mettre au jour M. Dinouart, quoique, dans son *Avis au lecteur* il semble, par la manière vague avec laquelle il s'exprime, donner à entendre que nous y avons concourue. Loin d'approuver cet ouvrage, nous ne l'envisageons qu'avec la plus vive douleur, indignés de voir reparaître sous le nom d'un confrère, dont la mémoire nous est aussi chère que précieuse, des historiottes indécentes que nous avons toujours désavouées comme avancées sans fondement et qui n'auraient jamais dû être données au public.

« M. Dinouart n'a point tiré parti de nos manuscrits pour ce qui regarde les prétendus bons mots de Santeuil ; car on doit sentir qu'on ne peut trouver dans notre bibliothèque aucun vestige d'une si misérable rapsodie. Il est vrai que nous lui avons communiqué plusieurs manuscrits ; mais ils concernaient la vie et les hymnes de ce

(1) Fréron, *l'Année littéraire*, 1764, tome I, lettre X, p. 217-28. (P. 228.)

poète dont il voulait donner une nouvelle édition. Nous nous sommes fait un devoir de l'aider dans un ouvrage qui ne pouvait que tourner à l'honneur de notre confrère et au nôtre. Nous avons cru devoir seconder des vues qui paraissaient utiles à la religion. Si M. Dinouart ne fût pas sorti de son premier projet, nous ne serions pas aujourd'hui forcés de lui témoigner publiquement que son édition a été faite sans notre consentement; ce que nous ne faisons qu'avec peine, presumant qu'il n'a pas eu intention de nous nuire; mais nous devons cette démarche à notre réputation et à la mémoire d'un confrère respectable, qui, connu par des ouvrages que l'Eglise révère, ne méritait pas d'être traduit en public pour en devenir la risée. Tels sont les sentiments de notre Communauté que je vous prie de faire connaître....

F. LUCE, *prieur de Saint-Victor.*

A Paris, ce 21 février 1764 (1). »

Ces quelques lignes furent bientôt suivies d'une lettre adressée à Fréron par un anonyme, sur le *Santoliana*, qui est à la fois curieuse et précieuse à recueillir. La voici (2) :

« Aussitôt que j'eus reçu le nouveau *Santoliana*, j'en entrepris la lecture; à peine en eus-je parcouru douze pages que, croyant reconnaître le style de l'ancienne compilation que nous avions déjà sous le même titre, je comparai cette dernière avec celle de M. Dinouart; je me convainquis qu'elles ne différaient entre elles que par

(1) *L'Année litt.*, 1764, tome II, p. 94-97.

(2) *Ibid.*, tome III, p. 176-198. (Cette lettre est datée du 8 avril 1764.)

des changements si peu considérables, que l'une est, à peu de chose près, la copie de l'autre, quoique M. Dinouart avance le contraire. Une accusation aussi grave exige des preuves...

« C'est en 1707 (sous la date de (1708) que parurent pour la première fois les *Santeuilliana*, ou les bons mots de M. de Santeuil, avec un abrégé de sa vie, sous le titre de la Haye, chez Joseph Crispin, in-8° (1). On a écrit quelque part (2) que ce recueil était de M. de La Monnoye ; mais je doute fort de la vérité de cette anecdote ; une rapsodie telle que celle-là est indigne d'un homme aussi judicieux que La Monnoye. Il est beaucoup plus vraisemblable que c'est la production d'un nommé Pinel de La Martelière, homme obscur qui avait des liaisons avec Santeuil, dont il a publié les œuvres. Ce que je donne ici pour une simple conjecture passe pour un fait constant parmi les chanoines de Saint-Victor ; un d'eux m'a assuré que les anciens de cette maison avaient entendu plus d'une fois le célèbre père Gourdan se plaindre de ce la Martelière, comme de l'éditeur de la brochure en question. Quoiqu'il en soit, les auteurs du *Journal des Savants* accueillirent, comme il convenait, cette production ténébreuse. « — Voici, disaient-ils en l'annonçant (année 1707, p.

(1) « Dans mon dernier voyage à Paris, le bibliothécaire de St-Victor me montra un exemplaire de cette édition, à la fin duquel il y a des observations manuscrites de M. de Longueil, confrère de M. de Santeuil, et qui avait longtemps vécu avec ce poète. » (*L'Année. litt.*, 1764, tome I, note ** au bas de la page 178.)

(2) Mémoires d'Histoire, etc., par l'abbé d'Artigny, tome I, p. 298.

« 544), un de ces livres où l'on n'apprend rien et que
« l'on n'ouvre guère deux fois. C'est un recueil d'impu-
« dences dignes de Diogène le Cynique et de tours dignes
« de Panurge. On met tout cela sur le compte d'un reli-
« gieux, dont les poésies sont consacrées par l'usage que
« quelques Églises en font dans les prières publiques, et
« dont la mémoire ne devait pas être flétrie par un
« libelle... Ceux qui font des recueils de faits et dits mémo-
« rables devraient imiter Xénophon et Plutarque et se
« proposer un autre but que celui de faire rire, *qui, de*
« *tous les desseins, est le plus bas.* »

« Un jugement aussi équitable aurait dû plonger dans un éternel oubli la rapsodie anonyme ; elle reparut néanmoins, en 1710, toujours sous le titre de La Haye, chez Crispin, in-12, petit format. Cette réimpression n'est proprement qu'une copie de la première édition, dont on n'a pas même eu l'attention de corriger les fautes d'impression les plus grossières. Il n'en est pas tout à fait ainsi de celle qui parut en 1738, sous le titre suivant : *La vie et les bons mots de M. Santeuil, avec plusieurs pièces de poésie, de mélanges de littérature, etc., le tout divisé en deux tomes. A Cologne, chez Abraham Lenclume, in-12.* Quoique cette compilation soit pour le fond la même que celle qui avait déjà paru deux fois, l'éditeur y a pourtant fait des additions considérables et des corrections pour la typographie, lesquelles n'empêchent que ce ne soit toujours un très mauvais livre, qui reparut encore sous le même titre et du même format, en 1742...

« Voilà, comme vous le voyez, quatre éditions du *Santeuillinaa*, quelque mauvaise que soit cette compilation. Elles ont toutes paru sans nom d'éditeur, et les imprimeurs eux-mêmes ont cru devoir cacher leur nom, comme

s'ils avaient senti qu'ils n'avaient qu'à rougir d'un pareil ouvrage. C'est néanmoins le livre même que redonne aujourd'hui M. l'abbé Dinouart, qui ne craint pas d'y « mettre son nom ; et voici comme il en parle : L'ouvrage que *je donne doit paraître nouveau*. Pour le rendre intéressant et digne de la curiosité des hommes de lettres, je n'ai rien omis de ce qui concerne ce grand poète... *J'ai travaillé avec soin la nouvelle Vie de Santeuil*, et parmi ses bons mots on en trouvera beaucoup qui n'étaient pas connus. »

« Voyons si les prétentions de l'éditeur sont fondées et si l'on peut compter sur les promesses qu'il fait ici à ses lecteurs.

« Le recueil qu'il donne sous son nom est divisé en six parties : la première contient la vie de Santeuil ; la seconde, ses bons mots ; la troisième, son démêlé avec les Jésuites au sujet de l'épithaphe pour le cœur de M. Arnaud ; la quatrième, ce que l'on a pu recueillir de ses lettres et de celles qui lui ont été écrites ; la cinquième, ses inscriptions pour les fontaines publiques et autres monuments ; la sixième, l'analyse historique de ses poésies...

I. *Vie de Santeuil*. — « J'ai toujours été surpris qu'un homme tel que Santeuil n'eût point trouvé de biographe digne de lui ; pendant sa vie, plusieurs hommes de lettres lui adressèrent des éloges aussi mérités qu'agréablement écrits et, après sa mort, presque tous les beaux esprits s'empressèrent de jeter quelques fleurs sur le tombeau de ce grand poète ; mais personne n'a encore entrepris l'histoire de sa vie et de ses ouvrages. Ce serait là un projet à remplir par quelque habile homme... Le désir que j'ai toujours eu d'une vie bien faite de ce célèbre poète n'a fait que s'accroître par le coup d'œil que j'ai

jeté sur celle du nouveau *Santoliana*. En effet, quoique M. Dinouart assure qu'il a *travaillé* cette vie *avec soin* et qu'elle est *nouvelle*, il n'en est pas moins certain qu'il s'est contenté de copier (à quelques différences près très légères,) celle qui se trouve dans l'ancien *Santeuilliana* et que ce qu'il y a ajouté ne saurait la rendre *nouvelle* et ne peut que donner une idée très peu favorable de ce que cet écrivain *travaille* avec le plus de *soin*... Les additions de M. Dinouart, si l'on excepte les lettres qu'il a transcrites à la fin, et qui se trouvaient déjà dans le tome III, p. 120 des *Santolii opera*, édition de 1729, ne rempliraient pas six pages. Telle est cette vie nouvelle de Santeuil, *travaillée avec soin* par l'éditeur.

II. *Bons mots de Santeuil*. — « M. Dinouart a suivi, dans cette seconde partie, la même méthode que dans la première. Pour faire croire que son édition du *Santoliana* n'avait rien de commun avec les précédentes, il s'est appliqué à bouleverser l'ordre dans lequel les prétendus bons mots de Santeuil étaient rangés... Du reste, ce sont les mêmes mauvais propos, les mêmes indécences, les mêmes inepties copiées fidèlement dans les éditions précédentes.

III. *Démêlés de Santeuil avec les Jésuites*. — « Cette troisième partie n'est pas plus nouvelle que les précédentes. M. Dinouart s'est contenté d'y mettre en tête quatre pages tirées du premier tome des anciennes éditions et de copier les neuf lettres du père Jouvency. Tout le reste est transcrit sur l'ancien *Santeuilliana*, à quelques transpositions près, toujours mises en usage pour dépayser les lecteurs. Un monument tel que celui-là n'est-il pas bien intéressant, et le public ne doit-il pas avoir une singulière obligation à l'éditeur qui remet sous ses yeux des choses imprimées déjà tant de fois?

IV. « Cette quatrième partie est destinée aux lettres de Santeuil, aussi bien qu'à celles qui lui sont adressées; et, s'il en faut croire M. Dinouart, elle contient *tout ce que l'on a pu recueillir* à cet égard. Mais ici, comme ailleurs, l'éditeur ne s'est pas beaucoup fatigué; toutes les lettres qu'il donne (à l'exception peut-être de quatre ou cinq), étant déjà imprimées dans l'ancien *Santeuilliana*, tome III (p. 1 — 84) et ailleurs. De quelle utilité peut être cette réimpression? Pourquoi n'avoir pas recherché de nouvelles lettres de Santeuil? Pourquoi n'en avoir pas demandé à MM. de Saint-Victor qui en ont un grand nombre en manuscrit, comme l'un d'entre eux a bien voulu me l'écrire ?...

V. « Quoique M. Dinouart ait promis de donner, dans cette cinquième partie, les inscriptions faites par Santeuil pour les fontaines publiques *et autres monuments*, on y en chercherait inutilement plusieurs de ce poète, telles que celles qu'il fit pour l'arsenal de Brest et quelques autres qu'il lui eût été pourtant facile de copier, à la page 185 du vieux livre qu'il a cru rajeunir, en y mettant son nom, ou dans le tome III des *Santolii opera*, imprimées en 1729, en trois volumes in-12.

VI. « Nous voici enfin à la dernière partie du livre publié par M. Dinouart; elle contient une analyse historique des poésies de Santeuil. Vous pensez peut-être qu'au moins, pour ce morceau, l'éditeur aura donné quelque chose du sien; qu'il aura pris la peine de compulser les journaux littéraires pour y recueillir les jugements des critiques sur chacun des ouvrages de notre poète; qu'il aura abrégé ces jugements pour en présenter la substance aux lecteurs, etc.; en un mot, vous supposez que c'est sans doute pour cette dernière partie qu'il a acquis

le droit de mettre son nom au frontispice du nouveau *Santoliana*. Si cela est, détrompez-vous, et connaissez mieux M. l'abbé Dinouart. Dans cette dernière partie cet éditeur se conduit comme dans les précédentes, je veux dire en homme qui sait très bien lire et mieux encore copier ce qu'il a lu. Si vous doutiez de ce que j'avance, prenez la peine de comparer l'analyse des pièces de Santeuil donnée par M. Dinouart avec les notes qui accompagnent ces mêmes pièces dans l'édition en trois volumes des *Opera Santolii*; vous vous convaincrez bientôt par vos propres yeux que le nouvel éditeur s'est tout simplement occupé à copier ces notes anciennes, que lorsque l'éditeur de 1729 n'en a pas mises à une pièce M. Dinouart n'en a pas mis non plus et qu'enfin tout le *travail* de ce dernier se réduit au retranchement de ce qui lui a paru superflu ou à des additions dont l'utilité n'est pas bien frappante.....

« Il serait difficile de transcrire avec plus de fidélité que M. Dinouart.. »

En la même année 1764, le *Journal de Verdun* (1), rendant compte de la compilation de l'abbé Dinouart, ne se montre pas moins sévère sur le compte de ce livre de pacotille. « Il semble — dit-il, — que l'auteur, en mettant les bons mots de Santeuil à la tête de son livre, aurait dû sentir le contraste indécent qu'il y avait, aux yeux des gens sensés, entre cette misérable rapsodie et ce qui se rencontre d'édifiant et de sérieux dans le reste de cet ouvrage (2). »

(1) Avril, p. 263-270.

(2) *Ibid.*, p. 263 et 264.

LES MOEURS DE ROBERT D'ARBRISSEL

On a déjà pu voir, par la façon évidente dont nous avons mis dans leur vrai jour les mœurs du cardinal de Richelieu (1), combien il est facile de venger certains hommes célèbres des outrages que la calomnie a accumulés contre eux, par jalousie de leurs talents ou de leurs vertus. Aujourd'hui nous venons entreprendre la même tâche de réhabilitation à l'égard d'un homme doublement éminent par son zèle et ses vertus qui l'ont fait placer par l'Église sur les autels ; nous voulons parler du bienheureux Robert d'Arbrissel, dont la vie et les actes ont été si indignement travestis par les libres penseurs du xvii^e siècle et les prétendus philosophes du xviii^e, — Bayle et Voltaire à leur tête. Cependant, même dans l'article évidemment malveillant que Bayle a consacré à Robert d'Arbrissel (2), on sent qu'il ne croyait pas absolument aux fausses traditions qu'il enregistre et que s'il dénature parfois les textes contemporains, en n'en prenant que ce qui lui plaît et laissant dans l'ombre le reste,

(1) Voyez la treizième série des *Erreurs et Mensonges historiques* : *Les mœurs du cardinal de Richelieu* (p. 78-98).

(2) Au mot *Fontevraud* de son *Dictionnaire historique et critique*, tome II de la 2^e édition (1734), p. 896-904.

il ne peut se mentir tellement à lui-même que la vérité, en fin de compte, ne finisse par lui échapper.

« Robert, c'est Bayle qui parle, naquit environ l'an 1047, dans le village d'Arbrissel (1) à sept lieues de Rennes. Il alla à Paris l'an 1074 et y fut promu au doctorat en théologie. Un évêque de Rennes qui, ne sachant rien, ne laissait pas d'aimer les savants (2) et de leur donner de l'emploi, le fit revenir en Bretagne environ l'an 1085 et lui conféra la dignité d'archiprêtre et celle d'official et eut la joie de le voir combattre contre les désordres qui désolaient son diocèse. Les querelles, la simonie, le concubinage des ecclésiastiques y faisaient d'étranges ravages. Après avoir travaillé quatre ans à l'extirpation de ces désordres, Robert se voyant exposé par la mort de son évêque à la mauvaise satisfaction des chanoines, à qui son esprit de réforme ne plaisait pas (3), se tourna d'un autre côté : il s'en alla enseigner la théologie à Angers ; mais il se dégoûta tellement du monde à la vue de la corruption des mœurs qui y régnait, qu'il se retira dans un

(1) « On le nomme présentement *Aibresec*. » — Note de Bayle. C'est *Abressec*, Ille-et-Vilaine, commune de 344 habitants, à 39 kilomètres de Rennes.

(2) *Licet non litteratus litteratos tamen inhienter complexabatur...* — Albricus, in vitâ Roberti Arbriss., cap. II, n° 8, apud Joann. de la Mainferme, *Clypeus nascentis ordinis Fontebraldensis* (1684, in-8, 3 vol.), tome I, p. 48. — Né en 1646, mort en 1693, le père Jean de La Mainferme, bénédictin de Fontevault, n'est connu que par l'ouvrage précité et ses *Dissertationes in epistolam contra Robertum de Arbrissello* (Saumur, 1682, in-8.)

(3) Baldricus, in vita R. Arbriss., cap. I, n° 10, apud ? de la Mainferme, *Clypeus*, etc., tome I, p. 137.

désert (1). La vie austère qu'il y mena fit du bruit, plusieurs personnes se rendirent auprès de lui, comme afin de voir et d'ouïr un saint. Il en retint quelques-uns, avec lesquels il commença de former un espèce de collège de chanoines réguliers, environ l'an 1094. Urbain II étant en France deux ans après, entendit dire tant de bien de lui qu'il le manda et que le voulant ouïr prêcher il lui fit faire le sermon de la dédicace d'une église (2). Il en fut si édifié qu'il le créa prédicateur apostolique. Le baron de Craon fut si touché de cette prédication, qu'ayant fondé dès le lendemain une abbaye il la donna à Robert (3). Le nouvel abbé remplit les fonctions de cette charge jusques en l'année 1098. Alors il fit réflexion que son caractère de prédicateur apostolique ne souffrait pas qu'il fût toujours renfermé dans un même lieu avec ses chanoines réguliers. Il renonça donc à son abbaye et s'en alla de lieu en lieu pour faire valoir son talent de prédicateur. Ayant fait ce métier pendant deux ans, suivi d'une grande multitude d'hommes et de femmes, il résolut de se reposer et de fixer ses tabernacles à la forêt de Frontevaux. Il n'y manqua de rien : on s'empressait de toutes parts à lui envoyer tout ce qui lui était nécessaire pour la subsistance des âmes dévotes qui se tenaient autour de lui ; et il fut bientôt en état de distribuer des aumônes de son superflu. Il ne faut pas oublier qu'il y eut en même temps deux autres célèbres prédicateurs, qui convinrent avec lui de partager les deux sexes et de lui laisser le soin des femmes, pendant qu'ils se chargeraient des hommes (4).

(1) *Clypeus*, tome II, p. 498.

(2) Celle de St-Nicolas, à Angers.

(3) *Clypeus*, tome I, p. 28.

(4) Guillelmus Neuburgensis, lib. I, de rebus Anglicis, cap. XV.

Dès qu'il eut établi de bonnes lois dans son monastère de Frontevaux, il reprit l'emploi de prédicateur ambulante. Il parcourut plusieurs provinces de France et principalement la Bretagne et la Normandie. Il fit à Rouen un des plus grands coups qu'un homme de son métier puisse faire ; car, une seule de ses exhortations convertit toutes les filles de joie qui se trouvaient dans un lieu de prostitution (1) où il entra pour y annoncer la parole. Il assista l'an 1104 au concile de Beaugenci et y eut séance entre les prélats. Il parcourut pendant les années 1107 et 1108 l'Anjou, le Poitou et la Touraine, en exécution de sa charge de prédicateur apostolique. Ces courses produisirent pour le moins ce bon effet, c'est que l'ordre de Frontevaux se répandit dans ces provinces (2) et éprouva l'efficacité des exhortations du pape Paschal II ; l'évêque de Poitiers fut à Rome l'an 1106 pour demander à Sa Sainteté la confirmation de cet ordre ; il obtint une bulle de Paschal II par laquelle ce pontife déclara qu'il en voulait prendre un soin spécial et le mettre immédiatement sous le pouvoir du Saint-Siège et exhorta puissamment les peuples à faire du bien à ce nouvel institut. Il en confirma tous les privilèges par une nouvelle bulle, l'an 1113. L'ordre était déjà bien augmenté ; car, le fondateur, allant prêcher dans d'autres provinces de France, ne manquait pas d'y établir des couvents.... Il se sentit défaillir l'an 1115 et de l'avis de plusieurs prélats, abbés et moines qu'il assem-

apud. J. de la Mainferme, *Clypeus*, etc., tome I, p. 117. — *Ibid.*, p. 118.

(1) *Id.*, *ib.*, p. 133.

(2) *Clypeus*, etc., tome II, p. 500 et 501.

bla, il confia le généralat de l'ordre à une femme (1). On a fort critiqué une telle disposition (2). L'année suivante il sentit revenir ses forces et se promena par le diocèse de Chartres en faisant ses fonctions accoutumées de prédicateur.... Il tomba malade en prêchant dans le diocèse de Bourges l'an 1117 et se fit porter au monastère d'Orsay, où il mourut quelques jours après. L'archevêque de Bourges, suivi de son clergé et d'un grand nombre de gentilshommes et de roturiers, accompagna le corps jusqu'au monastère de Frontevaux, où il célébra les funérailles. Le comte d'Anjou, l'archevêque de Tours, l'évêque d'Angers, plusieurs abbés, une multitude incroyable d'ecclésiastiques et de peuple étaient allés au-devant de ce convoi, avant qu'il sortît du diocèse de Tours.

« Le père de la Mainferme, religieux de Frontevaux, a publié trois volumes apologétiques, où il s'est donné beaucoup de peine pour justifier son patriarche, que quelques-uns ont accusé d'avoir partagé le lit de ses religieuses... Mais, — conclut Bayle (3), — on doit consulter plus soigneusement encore la *Dissertation apologétique pour le bienheureux Robert d'Arbrisselles... sur ce que j'en ai dit dans la première édition de cet ouvrage* (4). C'est une apologie si bien tournée et si solide que tout homme raisonnable y devra acquiescer ; et quoique j'aie suffisamment fait connaître que je n'ajoutais aucune foi aux bruits qui coururent touchant ce partage de lit, etc.,

(1) *Ibid.*, tome II, p. 502.

(2) Le père de la Mainferme a destiné le tome III de son *Clypeus*, à justifier cette conduite du fondateur de Fontevrault.

(3) *Ibid.*, ut sup., p. 903.

(4) Publiée en 1696.

je déclare ici qu'en tous les endroits où j'ai parlé de cela sans y apposer la répétition de mon sentiment, je souhaite qu'elle y soit sous-entendue. »

Et, dans une note (1), Bayle, analysant cette *Apologie*, selon lui, *si solide*, dit : « Elle est en forme de lettre qu'on m'a fait l'honneur de m'adresser et contient 315 pages in-12 (2). L'honnêteté, la politesse, l'esprit et l'érudition de l'auteur y paraissent avec éclat, et je suis bien fâché de ne me trouver point digne des louanges qu'un si habile homme a bien voulu me donner par compliment. Son ouvrage se réduit à neuf articles qu'il a prouvés d'une manière dont j'apprends que le public est fort satisfait. »

« I. Que la lettre contestée à Geoffroy est effectivement
« de lui et est même dans le manuscrit de Vendôme.
« II. Que la lettre adressée à Marbodius, évêque de
« Rennes, ou à Ildebert, évêque du Mans et puis arche-
« vêque de Tours, n'est d'aucun de ces deux auteurs
« et est plus vraisemblablement de Roscelin. III. Qu'au
« pis aller on prouve évidemment que ces trois prélats
« ont eu dans tous les temps pour ce saint fondateur
« une estime constante et non interrompue et ont cru
« de lui tout le contraire de ce bruit que faisaient courir
« des gens obscurs et sans nom. IV. Que l'épître que

(1) Note Q, p. 903 et 904.

(2) En voici le titre détaillé : « Dissertation apologétique pour
« le bienheureux Robert d'Arbrisselles, fondateur de l'ordre de
« Font-Evraud, sur ce qu'en a dit M. Bayle dans son *Diction-*
« *naire historique et critique*, avec des éclaircissements sur
« cette dissertation. » — A Anvers, chez Henry Desbordet,
libraire d'Amsterdam. 1701, in-8., 408 pages. Selon Barbier,
Dictionnaire des ouvrages anonymes et pseudonymes, cette dis-
sertation est du père de Soris, de l'ordre de Fontevrault.

« l'on dit avoir été écrite par Pierre de Saumur ne con-
« clut rien de désavantageux, telle qu'elle puisse avoir
« été, non plus que ce fragment d'un concile d'Albi
« contre les Albigeois. V. Que tous ces écrits n'étaient
« fondés que sur des ouï-dire sans ombre de preuves ni
« même de vraisemblance, et que tout lecteur sérieux
« doit mépriser les bruits incertains qui couraient, com-
« parés à ce nombre infini de témoignages positifs que
« l'on peut tenir au contraire. VI. Que la hardiesse de
« Robert à prêcher et à déclamer contre les crimes des
« grands et des ecclésiastiques, et ce qu'il a fait aux
« conciles de Poitiers et de Beaugency, sont une preuve
« triomphante de son innocence et de sa pureté. VII. Que
« l'on peut tenir pour témoins favorables ceux mêmes
« que l'on prétend qui étaient ses ennemis. VIII. Qu'il y
« aurait lieu d'être surpris qu'un homme qui faisait la
« guerre si ouvertement à tant de criminels ne les eût
« pas fait au moins murmurer et qu'étant aussi généra-
« lement estimé il n'eût pas des envieux mais qu'il a
« forcé l'envie même à le respecter. IX. Que sa mort
« enfin met le comble à toutes ces preuves aussi bien
« qu'à sa sainteté. Que de tout cela ensemble résulte
« une pleine évidence de fausseté *du nouveau genre de*
« *martyre* qu'on lui a imputé et conduit à anéantir abso-
« lument les moindres soupçons dans tout esprit judi-
« cieux et capable de quelque réflexion (1). »

Après un tel aveu, il semble que Voltaire aurait dû garder un silence prudent sur Robert d'Arbrissel, mais

(1) Voyez, sur cette *Dissertation apologétique*, Bernard, *Nouvelles de la République des Lettres*, juillet 1701, p. 79 et suiv., et les *Mémoires de Trévoux*, mars 1702, p. 108-119.

c'est bien peu le connaître que de faire une telle supposition : quelques vers de son obscène *Pucelle* sont venus salir la mémoire de l'illustre fondateur de Fontevrauld qu'il était réservé à notre temps de mieux comprendre et de réhabiliter, en lui rendant justice. « La fondation de Fontevrauld — dit M. Ph. Le Bas (1), — est en quelque sorte une des manifestations du grand mouvement social qui s'opéra au XII^e siècle.

« En effet, jusqu'alors la *femme* avait été méprisée et regardée comme une créature inférieure à l'homme. Le christianisme, qui avait déjà beaucoup fait pour elle, ne l'avait point encore entièrement affranchie. »

« Robert d'Arbrissel, écrivait M. Michelet (2), rouvrit aux femmes le sein du Christ, fonda pour elles des asiles, leur bâtit Fontevrauld, et il y eut bientôt des Fontevrauld par toute la chrétienté (3). L'aventureuse charité de Robert s'adressait de préférence aux grandes pécheresses ; il enseignait dans les plus odieux séjours la clémence de Dieu, son incommensurable miséricorde. »

On est étonné, après de tels aveux, de lire dans une note de M. H. Martin (4), — que « l'institut de Fontevrauld ne fût pas condamné par le pape. » Pourquoi et comment la papauté eût-elle condamné ce que deux de ses membres les plus éminents, Urbain II et Pascal II, avaient solennellement approuvé et préconisé, l'un et

(1) Dictionnaire encyclopédique de la France, article *Arbrissel* (Robert), tome I, p. 285 (1840).

(2) Histoire de France, tome II, p. 298 et 299. (1835).

(3) L'ordre de Fontevrauld eut trente abbayes en Bretagne. Fondé vers 1100, il comptait déjà, en 1145, près de cinq mille religieuses.

(4) Hist. de France (4^e édit. 1855), tome III, p. 214, note 1.

l'autre, du vivant de Robert d'Arbrissel (1106 et 1112. « Rome — insiste M. H. Martin (1), — n'ose condamner ce Robert d'Arbrissel. »

En somme, il n'y a rien là qui accrédite les insinuations graveleuses formulées par Bayle, à la fin du xvii^e siècle (2), contre les mœurs du fondateur de Fontevrault. Il était réservé à ces dernières années et au *Grand Dictionnaire du xix^e siècle* (3) de produire, à contresens des documents les plus authentiques, des allégations telles que celles-ci : « D'après les monitoires de Marbode, évêque de Rennes, et de Geoffroi, abbé de la Trinité de Vendôme, Robert avait trouvé un singulier moyen pour vaincre la chair : c'était de partager le lit de ses religieuses, non, disent ses apologistes, dans le but de jouir d'elles, mais afin de s'habituer à la résistance contre la tentation. Cette singulière façon de se mortifier a été énergiquement blâmée par des contemporains de Robert, et l'évêque de Rennes, Marbode, n'hésita point, dans une de ses lettres, à accuser le fondateur de Fontevrault de se livrer sur ses religieuses à des actes de la plus réelle immoralité. »

D'abord, qu'est-ce que le Grand Dictionnaire entend par le mot *monitoires* qu'il applique, sans le comprendre, à deux lettres purement confidentielles adressées par Marbode et par Geoffroy à Robert d'Arbrissel, comme on le verra tout à l'heure ? Il n'y a absolument rien de semblable entre un *monitoire* et une lettre confidentielle ; le premier est essentiellement public, le second est d'un

(1) *Ibid.*, p. 400.

(2) La première édition du Dictionnaire de Bayle est de 1696.

(3) Tome XIII (1875), p. 1254.

caractère purement privé. « Monitoires, — lit-on dans le Dictionnaire de la langue française, de M. Littré, — terme de jurisprudence ecclésiastique. Lettres qui s'obtenaient des juges ecclésiastiques, en vertu de permissions des juges laïques, et qu'on publiait au prône des paroisses pour obliger les fidèles de venir déposer des faits contenus dans ces lettres sous peine d'excommunication. » On ne fulminait des monitoires que pour découvrir des grands crimes publics dont les auteurs étaient inconnus. Or, tel n'était pas ici le cas de Robert d'Arbrissel, tel n'était pas non plus le sens des lettres à lui adressées par Marbode et par Geoffroi; les soupçons, s'il y en avait, ne s'égareraient pas sur un autre que lui : donc, le mot *monitoire* est ici employé tout à fait à contre-sens.

Le *Grand Dictionnaire du XIX^e siècle* nous semble bien rangé dans la catégorie de « ces tristes échos de Bayle, qui ont trouvé plaisant de répéter après lui que Robert d'Arbrissel ne faisait qu'un même lit avec ses plus jolies prosélytes, afin de vaquer plus commodément à l'oraison (1). »

Après le mensonge, l'erreur ou tout au moins les demi-clartés, souvent pires que les obscurités; il est temps de réfuter l'un, de démontrer l'autre, de dissiper les dernières. Et d'abord un mot sur l'esprit qui présida à l'institution de l'ordre de la règle de Fontevault, puis viendra l'examen sérieux et approfondi des deux lettres confidentielles adressées par Marbode et Geoffroi à Robert d'Arbrissel, — lettres dont le sens mal compris, voire altéré de parti pris, a donné naissance, vers la fin du XVII^e siècle, aux allégations scandaleuses et éminem-

(1) Biographie universelle, tome II (1811), p. 364.

ment perfides de Bayle, ce patriarche des libres penseurs en France.

Par un admirable sentiment de dévotion pour la sainte Vierge, à qui « Jésus était soumis (1), » et que saint Jean l'Évangéliste servit durant les jours de sa vie mortelle, Robert avait voulu que, dans la nouvelle famille de Dieu constituée sous sa direction, les hommes prissent saint Jean pour leur modèle et qu'ils fussent subordonnés à l'autorité d'une femme, représentant pour eux la bienheureuse Marie à Nazareth. Ce grand acte d'humilité et de foi scandalisa l'orgueil philosophique de Roscelin, qui écrivit à ce sujet un libelle aujourd'hui perdu, où il ne ménageait pas les imputations injurieuses au fondateur de Fontevrault (2).

Robert d'Arbrissel rencontra d'autres critiques plus sérieux et plus autorisés que Roscelin. Celui-ci, quoiqu'il ait pu dire dans sa réponse à Abélard, s'était adressé à l'opinion publique et avait voulu calomnieusement exploiter un scandale contre le bienheureux abbé. Les deux critiques dont il nous reste à parler, loin de surexciter les préjugés hostiles, cherchaient au contraire à les apaiser. Dans ce but, ils écrivirent confidentiellement à Robert. Leurs lettres nous sont parvenues. L'un était l'ancien archidiacre et écolâtre d'Angers, Marbode, qui jadis avait

(1) St-Luc, II, 15.

(2) On ne connaît cette diatribe de Roscelin que par le témoignage suivant d'Abélard, dans une lettre à Girbert, évêque de Paris (1116-1124): *Hic. (nempe Roscelinus) contra egregium illum præconem Christi Robertum de Arbrossello contumacem ausus est epistolam confingere.* (Abaelard., *Epist.* XIV; *Patr. lat.*, tome CLXXVIII, col. 337.) Cf. l'abbé Darras, *Hist. gén. de l'Église*, tome XXIV (1876), p. 553.

appelé Robert d'Arbrissel à venir dans cette ville professer la théologie, et qui, depuis l'an 1096, gouvernait avec autant de zèle que de succès l'église épiscopale de Rennes. L'autre était Geoffroi de Vendôme, cardinal-abbé de Sainte-Prisca, le défenseur énergique du Saint-Siège, l'homme de tous les dévouements et de toutes les bonnes œuvres. L'un et l'autre professaient pour l'apôtre de Fontevrault une amitié sincère et pleine de vénération. Ce sentiment se reflète dans la lettre de chacun d'eux. Voici la lettre de Marbode. Plus éloigné de Fontevrault, les détails malveillants qui lui parvenaient étaient d'autant plus exagérés et ses alarmes pour son pieux ami d'autant plus vives (1).

« Marbod, le dernier des évêques, à Robert, serviteur de Dieu.

« La droiture de l'intention ne suffit pas seule ; il faut y joindre la discrétion de la sagesse. Toutes les fois que la renommée m'apporte la nouvelle des merveilleux progrès de la religion dus à votre fraternité, les saints exemples que vous donnez aux multitudes qui vous suivent dans la voie du salut, je bénis votre nom et je rends grâces à Jésus-Christ notre chef, dont la bonne odeur se répand par vous jusqu'aux provinces les plus reculées. Mais quand la rumeur publique m'apporte à votre sujet des bruits fâcheux, je tombe dans la confusion et la tristesse. La terreur m'envahit ; je tremble que l'antique et perfide ennemi ne vienne, ce qu'à Dieu ne plaise ! semer l'ivraie dans le champ que vous cultivez si bien, ou que vous-même, dans votre candeur trop simple et trop con-

(1) Nous empruntons à l'abbé Darras (*Op. cit.*, p. 557-560) la traduction très exacte de la lettre de Marbode.

fiant, vous ne placiez indiscrètement vos bienfaits. Voici ce qui scandalise beaucoup de gens. Je vous le signale, afin que si vous reconnaissez quelque faute de votre part, vous y portiez remède ; sinon, que vous preniez les moyens convenables pour redresser l'opinion contraire. On dit que chez vous c'est un système de régénérer le monde par la femme, laquelle, à l'origine, perdit le monde. Ce serait là le principe fondamental de votre nouvelle ordre religieux, d'où l'on conclut que sans doute vous avez dû autrefois beaucoup pécher en ce genre, pour avoir imaginé un tel moyen d'expiation. On prétend que, durant les nuits passées en plein air, séparant d'un côté les hommes, de l'autre les femmes, vous couchez entre les deux groupes, prescrivant à chacun les heures de sommeil et celles de la prière. Les femmes, dit-on, vous suivent ainsi que les hommes dans vos pérégrinations, sans compter celles que vous établissez en divers hospices pour le service des pauvres et des pèlerins, au risque de tous les dangers qui peuvent résulter d'un pareil rapprochement. Sur ce point, votre conduite est blâmée aussi bien par les ecclésiastiques que par les séculiers ; on trouve qu'elle est manifestement en opposition avec toutes les lois divines et humaines. Vous direz, peut-être, que votre vigilance est telle, durant ces nuits de campement, que vous maintenez autour de vous l'ordre le plus irréprochable. Mais prenez garde que les séductions du serpent ne soient plus fortes que toutes les précautions de votre sagesse. Vous même d'ailleurs, n'avez-vous point à vous appliquer le mot de saint Jérôme. « Ne vous fiez pas à vos précédentes victoires ; vous n'êtes ni plus saint que David, ni plus sage que Salomon, tombés l'un et l'autre par les femmes. »

« On vous reproche non moins vivement la singularité insolite de votre costume, les haillons sordides que vous portez, et qui ne conviennent ni à l'ordre canonial auquel vous appartenez, ni à la dignité de votre sacerdoce. Avec votre cilice sur la chair, une misérable casaque jetée sur les épaules, la barbe longue, les cheveux qui vous tombent sur le front, les jambes demi-nues, sans chaussures aux pieds, quand vous paraissez au milieu de la foule, il ne vous manque, dit-on, qu'une marotte à la main pour ressembler à un fou d'office. Croyez-vous que cette tenue soit celle d'un missionnaire apostolique ? Cependant partout les prêtres des paroisses se voient abandonnés de leurs ouailles, comme des pasteurs indignes ; personne ne se présente plus à eux, ne se recommande à leurs prières, ne leur offre les dîmes et les prémices. Ils se plaignent que vous les décriez tous dans vos prédications. C'est à vous qu'on accourt de toutes parts, on vous prodigue ainsi qu'à vos disciples tous les hommages qu'on refuse à son propre pasteur. Prenez garde qu'il n'y ait dans cet engouement plus de vaine curiosité que de foi, plus d'amour de la nouveauté que de religion. Le nombre de vos prosélytes est tel, que nous les voyons par bandes courir les provinces, avec leurs barbes longues, leur vêtement d'un noir lugubre, entrant pieds nus dans les bourgades et les cités ; mais on dit qu'une fois en rase campagne ils ont soin de se munir de bonnes chaussures. Quand on les interroge, ils répondent qu'ils sont « les hommes du Maître. » A toutes les questions leur réponse est invariablement votre nom, comme celui de l'excellence suprême. A Dieu ne plaise que je vous rende responsable de leurs actes et de leurs paroles ! J'aime mieux y voir leur ignorance que votre propre responsabilité. Je

ne parle point des jeunes filles admises sans probation suffisante à la vie du cloître et trop souvent l'objet de scandales déplorables. Je vous supplie donc, ô mon frère, de profiter de l'expérience du passé pour redoubler de vigilance, « afin que le Seigneur garde vos voies » et à l'entrée et à l'issue, maintenant et jusque dans les « siècles des siècles (1). »

« Enfin, et comme dernier grief, on vous reproche d'avoir abandonné la profession canoniale, embrassée une première fois par vous ; d'avoir violé vos vœux de résidence et déserté le gouvernement des religieux, pour vous consacrer exclusivement à la direction des sœurs (2). Sur ce point encore, on fait entendre les plus vives récriminations ; mais je me dispense de les reproduire, attendant votre réponse fraternelle et l'exposé de vos moyens de justification. Que votre sainteté continue pour nous ses prières, et que le Christ vous ait toujours en sa garde, frère bien-aimé (3). »

« Les premiers Bollandistes avaient cru que cette lettre, faussement attribuée, suivant eux, au vénérable évêque de Rennes, devait être le fameux libelle, inconnu jusqu'alors, dont Abélard reprochait la publication à Roscelin (4). Les travaux subséquents de Sirmond, de Pagi et des auteurs de l'*Histoire littéraire* (5) ont rectifié cette appréciation inexacte. La récente découverte de l'épître de Roscelin

(1) Psalm., CXX, 8.

(2) Allusion à la fondation du monastère de Ste Marie de la Roë, en 1092, par Robert d'Arbrissel.

(3) Marbod. Redonens. *Epist* VI, *Patr. lat.*, tome CLXXI, col. 1480.

(4) *Acta. SS.* XXV, *februar.*, p. 602.

(5) *Hist. litt. de la France*, tome IX, p. 367, tome X, p. 161.

permet aujourd'hui de constater que les griefs articulés par le célèbre nominaliste contre Robert d'Arbrissel sont complètement différents des observations confidentielles adressées par Marbod à son saint et illustre ami. La lettre que nous venons de reproduire est donc l'œuvre g  n  ine et authentique de l'évêque de Rennes. Celle de Geoffroi de Vendôme avait été, de même, l'objet d'une suspicion que les recherches postérieures de la science paléographique ont également dissipée (1). » En voici la teneur :

« Geoffroi, humble serviteur du monastère de Vendôme,    Robert son frère, tendrement aimé en Jésus-Christ, garder la mesure d'une sage discrétion sans dépasser les bornes fixées par les Pères.

« Votre dilection sait, très aimé frère, qu'autre chose est faillir en quelque endroit par l'imperfection de notre humaine nature, autre chose s'obstiner par une pr  somp-tion diabolique à ne vouloir pas réformer des actes défectueux. Il faudrait la perfection des anges, et nous ne saurions l'avoir en cette vie mortelle, pour ne rien faire que d'irréprochable. Je vous parle ainsi, vénérable frère, parce que j'ai entendu formuler, et chaque jour encore on me répète, à votre sujet, des accusations qui, si elles étaient fondées, ne me paraissent nullement justifiab  les. Je conjure donc votre sainte candeur, par les entrailles de la charité fraternelle qui nous unit, d'y mettre ordre au plus tôt. On dit que, dans le gouvernement des femmes placées sous votre direction, vous avez deux façons d'agir complètement opposées l'une à l'autre, mais toutes deux excessives et dépassant la mesure d'une sage discrétion. Vous permettriez à quelques-unes de vos religieuses une

(1) L'abbé Darras, *Op. cit.*, 560.

trop grande familiarité, ayant avec elles des entretiens particuliers trop fréquents, séjournant parfois dans leur cloître et y passant même la nuit. Si vous le faites, ou si cela vous est arrivé autrefois, ce serait quelque chose de vraiment inouï. Je ne reconnaitrais pas là votre noble devise : « Porter dignement la croix du Dieu Sauveur. » Quelle utilité, quel fruit pourrait-on attendre d'un acte si présomptueux ? Ne vous fiez pas tellement à votre vertu, ô mon frère, que vous croyiez être impeccable, quand vous vous exposez si témérairement. Vous vous êtes placé dans notre siècle à une telle sublimité de vertu, que, pareil au sommet des Alpes, vous attirez tous les regards. Votre nom est sur toutes les lèvres. Prenez garde de tomber du haut de la montagne, du faite de la perfection monastique. Le monde entier vous suit ou vous contemple ; ne lui fournissez aucune occasion de scandale. On prétend que, pour les religieuses admises au privilège de votre familiarité, vous n'avez que des paroles de douceur et d'indulgence ; que vous leur montrez toujours un visage gracieux, que sans rien épargner vous subvenez largement à tous leurs besoins. On dit, au contraire, qu'à l'égard des autres, si vous leur adressez la parole, c'est d'un ton sec et rude, avec sévérité, reproches, rigueur même, les soumettant sans miséricorde aux plus cruelles privations, la faim, la soif, le dénuement absolu. S'il en est ainsi, vous dépassez manifestement la mesure d'une sage discrétion, par une excessive indulgence d'un côté, par une excessive rigueur de l'autre. Vous avez assumé une charge bien dure, en entreprenant de gouverner des femmes. Il faut pour ce ministère une prudence et une simplicité rares. Vous devez être pour elles une mère par la grâce et la piété, un père par la discipline. Les moins parfaites ont

droit à une part non moins grande de votre dilection. L'une ne doit être préférée à l'autre que si elle est plus digne. La mesure de la faveur ou de la sévérité ne doit être que celle du plus ou moins de mérite. Rappelez-vous cependant le mot de l'Évangile : « Bienheureux les miséricordieux, parce qu'ils obtiendront miséricorde (1). » La femme est un être délicat et fragile : elle a plus besoin d'indulgence que de sévérité ; autrement elle s'abandonne au découragement. En vous recommandant vis-à-vis d'elles la mansuétude et la douceur, je ne prétends aucunement désarmer votre justice. Il suffit que votre indulgence n'aille pas jusqu'au relâchement et que votre sévérité n'exclue point une pieuse miséricorde. Adieu, et je vous en supplie instamment, faites-moi entrer en la participation de vos saintes prières (2). »

Les amicales objurgations de Marbod et de Geoffroi de Vendôme ne reposaient que sur des bruits malveillants et erronés. La singularité du costume était réelle ; les pérégrinations en plein air, avec une escorte d'hommes et de femmes qui s'attachaient à l'apôtre étaient vraies ; le choix de quelques religieuses distinguées entre toutes par la vertu, le mérite et le talent, pour leur confier la direction générale des nouvelles colonies érémitiques, était également un fait avéré. Il constituait même, si l'on peut parler ainsi, la seule véritable originalité de l'institut fondé par Robert d'Arbrissel. Mais avant de s'arrêter à cette grave détermination, l'homme de Dieu avait pris les conseils des plus éminents personnages. Il avait obtenu

(1) St. Matth., V, 7.

(2) Goffrid, Vindocin., *Epist.* XLVII, l. IV ; *Patr. lat.* tome CLVII, col. 182. (Cette traduction est de l'abbé Darras, *Op. cit.*, p. 561 et 562.)

l'approbation de saint Pierre II, évêque de Poitiers (1), et une première autorisation du souverain pontife Pascal (2). Poussant plus loin encore le scrupule, — durant une dangereuse maladie dont il guérit ensuite, — il convoqua tous les frères à Fontevraud et leur tint ce langage : « Fils bien-aimés, que j'ai engendrés dans l'Évangile, l'heure approche où je vais entrer dans la voie de toute chair. Pendant que je suis encore vivant, délibérez en conscience devant Dieu pour savoir s'il vous convient de persévérer dans votre profession actuelle et si vous voulez, pour le salut de vos âmes, continuer à vivre sous la subordination des servantes de Jésus-Christ. C'est à elles, vous le savez, que j'ai confié l'administration et le gouvernement de toutes les maisons qu'avec l'aide de Dieu il m'a été donné d'établir. Si ce régime vous déplaît, je vous laisse pleine liberté de choisir un autre ordre religieux. »

Tous unanimement lui répondirent : « A Dieu ne plaise, père bien-aimé, que nous réclamions jamais une pareille séparation ! Nous renouvelons au contraire entre vos mains nos vœux d'obéissance. Nous jurons volontairement, devant Dieu et ses anges, persévérance et stabilité dans cette sainte église de Fontevraud, telle que vous l'avez fondée (3). »

Ce fut alors que le bienheureux procéda à l'élection de la première abbesse. « Tous les suffrages, ceux des religieuses comme ceux des frères, — dit l'hagiographe, — se réunirent sur Pétronille de Craon, veuve du baron de

(1) Petr. Pictav. episc., *Charta confirmat. ordinis et congregationis Fontis Ebraldi* (1106) ; *Patr. lat.*, tome CLXII, col. 1086.

(2) *Ibid.*,

(3) B. Robert. Arbrissel. *Vita altera*, auctore Andrea monacho ; Bolland., tome III, de février ; *Patr. lat.*, tome CLXII, col. 1059.

Chemillé. Robert confirma ce choix en disant : « Elle a supporté avec moi les fatigues des pèlerinages et les labeurs de la pauvreté. Il me paraît juste qu'elle partage aujourd'hui les consolations et la prospérité que Dieu nous envoie. » Mais l'humble Pétronille, à la nouvelle de son élection, refusa de l'accepter. Il serait trop long — ajoute le chroniqueur, — de raconter en détail tous ses projets de fuite, tous les moyens qu'elle employa pour se soustraire à une telle responsabilité. En femme prudente et sage, d'une part elle craignait sa propre faiblesse, d'autre part elle mesurait l'immensité du fardeau. Enfin, malgré toute sa répugnance, Dieu permit qu'elle cédât aux instances de tous ou, pour dire plus vrai, aux ordres formels de notre maître Robert. Je pourrais décrire les merveilles de l'élection et de l'administration de notre abbesse, — continue l'hagiographe. Mais comme je suis, quoique indigne, l'un de ses fils spirituels, je me tais, pour n'avoir pas l'air, ce qu'à Dieu ne plaise, d'apporter un témoignage adulateur. Il me suffira de dire que la promotion de notre mère vénérée fut accueillie non-seulement par notre commune allégresse mais par les applaudissements du monde entier. Le légat du siège apostolique, Girard, évêque d'Angoulême, lui donna personnellement son approbation. Il députa au pape Pascal des envoyés spéciaux qui rapportèrent, pour notre abbesse, un privilège de confirmation (1) directement émané du souverain pontife (2). »

(1) On a encore ce privilège daté du palais de Latran, 5 avril 1112. Paschal. II, *Epist.* CCCXXXIX; *Patr. lat.*, tome CLXII, col. 1059.)

(2) Andreas monach., *l. c.*

Celui qui écrivait ces lignes était le prêtre André, ermite de Fontevrault, disciple et confesseur du bienheureux Robert d'Arbrissel. Mieux que personne il connut, dans leur secret le plus intime, les merveilles de sainteté de son illustre pénitent. Il n'ignorait pas davantage les indignes accusations dont l'œuvre du fondateur et sa vie même avaient été l'objet. Ce fut sans doute pour y répondre d'une manière péremptoire qu'il écrivit la relation détaillée des derniers moments passés sur la terre par cet élu du ciel. « Atteint de la maladie qui devait nous l'enlever, dit-il, durant une visite qu'il faisait à l'un de ses établissements monastiques, le bienheureux père vit accourir à son lit de mort le vénérable Léodegarius, archevêque de Bourges, l'abbesse Pétronille, l'assistante Angardis et tous ceux des frères auxquels il fut possible d'arriver à temps. Après avoir reçu des mains du saint archevêque, son ami, le corps du Seigneur et l'onction des infirmes, il demanda qu'on le laissât seul avec deux ou trois frères pour prier. Nous l'entendîmes alors implorer d'une voix suppliante la miséricorde du Seigneur, afin qu'il daignât couvrir de sa protection le pape de Rome (Pascal II), les docteurs de la sainte Église et tous les ordres de la hiérarchie sacrée. Nommant ensuite chacun de ses hôtes, il les recommanda à la bonté divine. Puis il pria pour tous ses bienfaiteurs et pour tous ses ennemis, pour tous les fidèles vivants et trépassés. Enfin il pria longtemps pour Guillaume d'Aquitaine, qui était alors sous le poids d'une sentence d'excommunication, encourue pour avoir chassé de son siège le saint évêque de Poitiers, mort depuis en exil. Tant de prières pour ses ennemis prouvent ce qu'était l'âme du grand serviteur de Dieu, car s'il mourait en paix, ce

n'est pas qu'ils lui eussent ménagé les persécutions. Cependant il avait passé sa vie à leur faire du bien, et ses plus ardentes prières avant d'expirer furent pour eux. S'il n'a point souffert le martyre du sang, en vérité, et qu'il me soit permis de le dire sans offenser personne, il en a subi un autre qui devant Dieu n'est pas moins méritoire. Durant la nuit suivante, il dit au frère lai Pierre, qui le servait : « Faites venir le prêtre André (1). » Celui-ci accourut. « Apportez-moi, je vous prie, lui dit le bienheureux, la relique sacrée de la vraie croix. » La relique fut apportée processionnellement dans sa cellule. A son approche, avec des efforts surhumains, Robert se leva et vint s'agenouiller devant elle. Son visage rayonnait d'une joie céleste. A haute voix, il prononça devant nous tous le symbole de la foi chrétienne, puis il ajouta : « Ecoutez maintenant, prêtres du Seigneur, et vous tous ici présents. Que le ciel et la terre entendent la confession d'un pécheur, du plus grand des pécheurs, que le Fils de Dieu est venu sauver par sa rédemption. »

« Il commença alors la confession des péchés et des fautes de toute sa vie. Il les appelait des péchés et des fautes ! Voici en quoi ils consistaient. Il s'accusait avec larmes d'avoir, dans son enfance, lorsqu'il était élevé par sa pieuse mère, trouvé trop de plaisir à manger les mets délicats que l'amour maternel lui préparait. Au même âge, il s'impatientait des accidents quotidiens, de la pluie, de la chaleur ; et il demandait pardon à Dieu de ces impatiences puériles. Il se frappait la poitrine et versait des larmes amères, en disant qu'étant encore dans le siècle, lors d'une élection épiscopale à Rennes, il avait à se re-

(1) L'auteur même de ce récit.

procher d'être tombé dans une séduction de simonie (1). Il confessait que s'il avait eu quelque science des lettres ou quelque succès dans sa prédication, c'était une grâce que Dieu lui avait gratuitement accordée, sans aucun mérite de sa part. Il se repentait de n'avoir point, comme il l'aurait dû, fait fructifier les dons du Seigneur. Il se reprochait d'avoir seul obtenu des louanges pour les œuvres saintes accomplies par la congrégation des religieuses de Fontevrault, quand celles-ci en avaient eu tout le labeur et que devant Dieu elle en avaient, ainsi que les frères, tout le mérite. Il termina en demandant pour ses péchés une dernière absolution et en suppliant le Seigneur de le retirer bientôt de ce monde, où il n'était qu'un serviteur inutile. Prosterné devant la croix sainte, ajoute André, il reçut l'absolution, et Dieu exauça sa dernière prière ; car, peu d'heures après, il le délivra des liens de cette chair mortelle et le rappela de l'exil de la terre (2). »

« La déclaration publique des fautes qu'il croyait avoir commises, faite par ce prince des déserts de France, au milieu de tous ses disciples réunis, devant son propre

(1) « Nous inclinerions à croire qu'ingénieux à se découvrir des fautes que sa délicatesse de conscience trouvait énormes, Robert a voulu s'accuser, comme d'un crime simoniaque, d'avoir accepté les offres brillantes que lui fit Sylvestre de la Guerche, pour l'engager à quitter la vie d'étude et de recueillement qu'il menait à Paris, afin de venir le seconder dans son administration épiscopale et travailler à la réforme disciplinaire, si heureusement accomplie plus tard dans le diocèse de Rennes. » — L'abbé Daras, *Op. cit.*, p. 566 et 567, notre 4.

(2) Andreas monach., *Vita Roberti Arbrissel.*, Bolland. *l. c.* — *Patr.*, lat., tome CLXII, col. 1078.

confesseur, témoin et historiographe, en présence de l'archevêque de Bourges, Leodegarius, en face d'une relique de la croix sainte sur laquelle Jésus-Christ son Dieu était mort pour le salut du monde, est la meilleure réponse aux calomnies qui avaient fait de sa vie apostolique un glorieux martyre. Les récriminations des prêtres clérogames contre le mouvement de régénération dont Robert d'Arbrissel fut le chef, celles de l'hérétique Roscelin dont il combattait les erreurs s'expliquent par des motifs trop intéressés pour qu'elles valent la peine d'une réfutation. Les appréhensions de Marbod et de Geoffroi de Vendôme s'effacent complètement devant une pureté d'âme telle, qu'on pourrait placer saint Robert d'Arbrissel parmi ces prédestinés qui ont porté au tribunal de Dieu leur innocence baptismale. Qu'il y ait eu pourtant, au milieu des foules immenses qui suivaient l'apôtre, ou parmi les nombreux disciples qui allaient porter au loin la parole du maître, quelque incident plus ou moins blâmable dont la malignité publique aurait exagéré l'importance, cela est possible. On ne remue pas tout un peuple, sans que la fragilité humaine ne se montre quelque part. La jalousie, et surtout la jalousie féminine est implacable. On en retrouve la trace dans les conseils donnés à Robert par Geoffroi de Vendôme, son ami. C'était vraiment une charge fort dure que le bienheureux avait assumée en se dévouant au gouvernement des femmes. Le miracle de sa vie fut non seulement de s'en être acquitté avec un tel succès, mais d'avoir fait accepter et bénir, malgré la faiblesse innée de ce sexe, l'autorité suprême d'une femme par tous ses religieux, prêtres, clercs et laïques. Aussi l'évêque de Poitiers, saint Pierre II, qui suivit d'un œil vigilant et paternel cette admirable fondation, qui la vit

naître, qui assista à tous ses développements, ne trouvait pas de termes assez élogieux pour la signaler aux bénédictions de son siècle et des siècles à venir. « Sachent tous présents et futurs, disait-il en 1106, que de nos jours a paru un homme apostolique, nommé Robert d'Arbrissel. La vertu de la prédication divine est toujours sur ses lèvres et l'esprit de sagesse dans son âme. Le tonnerre de sa parole sainte a réveillé la foi et la pénitence dans tous les cœurs ; il a arraché au luxe du monde et à la vie du siècle tout un peuple, hommes et femmes. Robert les a établis dans notre diocèse, autour d'une église fondée par lui en l'honneur de la sainte Vierge Marie, au désert de Fontevrault (1). »

Voici comment s'exprimait l'archevêque de Bourges, Leodegarius, en prononçant, à Fontevrault, le 26 février 1117, l'oraison funèbre de Robert d'Arbrissel : « Dieu avait ménagé à notre siècle l'homme de toutes les miséricordes, en la personne de notre pieux maître Robert. Il fut vraiment la lampe évangélique dont on ne saurait étouffer l'éclat sous le boisseau. A sa lumière, comme aux rayons du soleil de justice, les ténèbres de l'ignorance et du péché disparurent, les âmes se convertirent.... Oserais-je le dire ? et pourquoi non ? A ce père tant vénéré ne manqua ni la patience de Joseph, ni la constance de Jérémie, ni le zèle de Phinée, ni la charité de Tobie. Nous l'avons vu, comme un autre David, se retirer dans les cavernes des solitudes et, au péril de sa vie, établir enfin le royaume de Dieu. L'esprit de sagesse et de conseil se reposa sur lui comme autrefois sur Daniel,

(1) Petr. Pictav., *Charta confirmationis* ; *Patr. lat.*, tome CLXII, col. 1089.

il eut, comme Samuel, le don d'équité et de justice. Nouveau Jean-Baptiste, il mena la vie des anachorètes, ayant pour toute nourriture des herbes sauvages, pour boisson de l'eau, pour vêtement un cilice. L'éloquence de saint Paul revivait sur ses lèvres. Il manquait de tout, et l'on eût dit qu'il possédait tous les trésors de l'univers. Il fut le pied des boiteux, l'œil des aveugles, la consolation des affligés, le père des orphelins, le chaste époux des saintes veuves, le gardien et le défenseur des vierges, le refuge des malheureux, l'adversaire intrépide du vice, le soutien et l'initiateur de toutes les vertus. D'ordinaire Dieu répartit ses dons d'une manière inégale, ménageant à chacun, selon les décrets de sa providence, un talent particulier. Robert, et ce fut la grande merveille de sa vie, réunit en lui seul les dons de tous les autres ensemble (1). »

Baldéric, évêque de Dol, contemporain et biographe de Robert d'Arbrissel, n'est pas moins énergique : « Je l'affirme hautement, dit-il, Robert fut un thaumaturge incomparable ; il avait tout empire sur les démons ; aucune gloire ni puissance terrestre ne saurait être comparée à la sienne. Quel homme en notre temps a guéri tant d'infirmités, purifié tant de lépreux, ressuscité tant de morts ? Il est vrai qu'il s'agit ici de miracles d'un ordre surnaturel, dont les hommes terrestres ont peu de soucis. Et pourtant combien ne sont pas mille fois plus admirables les guérisons de tant d'infirmes et de lépreux spirituels, la résurrection de tant d'âmes mortes qui furent rappelées à la vie par ce grand convertisseur ? Je ne

(1) Bolland., *Act. St. Robert. Arbrissel.*, 25 février. Cf. Leodegar. Bituricens. *Oratio de B. Roberto de Arbrissello* ; *Patr. lat.*, tome CLXII, col. 1029 et 1118.

veux blesser personne, mais il est incontestable que nul pasteur, évêque ou prêtre, n'a rien fait de nos jours qui approche des merveilles que le Seigneur accomplissait par les mains de Robert d'Arbrissel (1). »

Enfin, saint Hildebert, évêque du Mans, a tout résumé dans l'építaphe qu'il composa en l'honneur de Robert d'Arbrissel. « Celui-là fut bon, dit-il, il fut le meilleur parmi les bons, je dirais l'excellent parmi les meilleurs, s'il ne suffisait pour toute gloire humaine d'avoir été bon. Rétablir le règne de la foi, guérir les âmes, stimuler la vertu, régénérer les coupables, extirper le crime en convertissant les criminels, rendre au Christ, chef de l'Église, les membres séparés de son corps mystique : telle fut son œuvre. De longs jeûnes précédèrent toujours le pain qu'il mangeait ; une soif ardente, l'eau qu'il buvait ; les âpres rigueurs du froid, le vêtement dont il se couvrait ; de rudes labeurs, les rares instants de son repos. Un cilice lui déchirait les flancs. Il avait habitué sa bouche à la soif, son estomac à la faim, ses yeux aux veilles perpétuelles. Il nourrissait son corps d'herbes crues et son cœur de la contemplation. La chair fut soumise par lui aux lois de la raison, maîtresse souveraine. Son esprit et son corps avaient le même et unique attrait : Dieu seul. Pierre qui gouvernait alors l'Église de Poitiers fut son ami, leur vie fut sainte et leur mort également bienheureuse. L'un et l'autre furent agréables à Dieu ; l'un et l'autre ne cherchèrent que Dieu seul : et maintenant Dieu est leur commune récompense (2). »

(1) Baldric. Dolens., *Vita Sti-Roberti Arbrissell.*, cap. IV, n° 932 Bolland., *l. c.*, et *Patr. lat.*, tome CLXII, col. 1055.

(2) Ven. Hildebert. Cenom., *Carmina miscellanea*, n° XXVII; *Patr. lat.*, tome CLXXI, col. 1391.

UN ARTISTE FRANÇAIS CALOMNIÉ

Il est aussi souverainement injuste de tirer le caractère d'un individu de la simple inspection de ses traits, voire de son portrait, que de conclure du genre des œuvres d'un homme de lettres ou d'un artiste (peintre, sculpteur, musicien, etc.), à son tempérament moral. Avec de tels éléments, on arriverait, étant donnée la figure placide d'un Turenne ou d'un Catinat, par exemple, à décider hardiment que l'un et l'autre furent des natures bourgeoises, comme aussi on voit que de certains sujets traités par l'artiste dont il s'agit ici (le Valentin,) ont déterminé des écrivains de parti pris à embrigader un tel homme dans la phalange des *naturalistes* à outrance, des *truculents* farouches et féroces. Cependant rien de plus contraire à la vérité, à l'équité, au simple bon sens que de telles allégations prenant forces d'arrêt et obtenant par la prescription l'autorité d'une loi que l'on ne saurait songer à abroger.

A notre époque et presque en ces dernières années, en 1865, M. Ch. Blanc, dans son *Histoire des peintres français*, a voulu voir et montrer dans le Valentin, peintre français du XVII^e siècle, contemporain et ami du Poussin, un élève du Caravage, exagérant encore, s'il est possible, la manière violente de son inspirateur.

C'est à propos des artistes en quête d'originalité quand même, *per fas et ne fas*, que M. Ch. Blanc recrute les appréciateurs du Valentin, au musée du Louvre; pour ces hommes, que sont le moine de Fiesole, les primitifs flâmands, voire le Poussin et Lesueur, avec leurs tendances mystiques? Moins que rien. Appliquant à l'examen des choses d'art le système du réalisme, « c'est surtout (dit-il) parmi ces panthéistes que se trouvent les admirateurs du Valentin. » L'aveu est précieux à recueillir; il est assez dépourvu d'artifice, comme on le voit.

M. Ch. Blanc après avoir peint, d'un crayon fantaisiste, le Valentin courant les tavernes, les bouges, les mauvais lieux et ne se plaisant qu'à la fréquentation des joueurs, des buveurs, des spadassins, etc., nous apprend tout d'un coup que ce fut alors que le cardinal Barberini entreprit de protéger l'artiste bohème et lui commanda des tableaux religieux, tels que la Décollation de saint Jean-Baptiste et le Martyre des saints Proesse et Martinien. Mais, selon M. Ch. Blanc, l'artiste se trouvant bientôt mal à l'aise en si sainte besogne et en si noble compagnie, s'empressa de retourner aux sujets d'orgie (1). Tout en reconnaissant la beauté et l'énergie du Martyre des saints Proesse et Martinien, le critique moderne dit :

« Toutefois on peut affirmer que les sujets religieux ne convenaient point aux dispositions naturelles du Valentin, ni au caractère tout particulier de son talent, remarquable par la franchise de la brosse, mais non par la sagesse de la conception. Le peintre que la fréquentation du Poussin n'avait pu ramener à des intentions plus élevées, à une manière plus grave de sentir et de

(1) P. 6.

pratiquer l'art, était certainement incapable de comprendre les beautés qui ont leur source dans le christianisme... Aussi quand Valentin a suffisamment travaillé pour les papes et les cardinaux, il retourne à ses sujets de prédilection; il reprend le genre de vie que son tempérament lui a fait choisir (1). »

Cette accusation persistante intentée contre les mœurs et les habitudes de Valentin n'a d'autre base qu'une page de M. Félix Pyat (sic) publiée par la *Revue Britannique*, en 1837 (2), à l'époque des exagérations de l'école dite *romantique*. Traçant un tableau passablement fantaisiste des peintres français, du xvii^e au xix^e siècle, M. F. Pyat s'exprime ainsi sur le compte de notre artiste français: « A côté du Poussin, descendu des dieux aux héros, venait le Valentin, doué d'un sentiment encore moins relevé, moins idéal et plus positif, et qui descendit des héros au peuple, pour vulgariser l'art, pour le pousser davantage dans la route française. Valentin, qui naquit en 1600 à Coulommiers, étudia d'abord sous Simon Vouet, à Paris, puis il alla en Italie, en même temps que le fameux garçon d'auberge Claude Lorrain. Là, en face des œuvres du Caravage, il se sentit coloriste et plébéen comme le peintre lombard. On sait que Michel-Ange de Caravage, goujat de son premier métier, peintre primitif et fort, tenant tout de la nature, rien de l'éducation, et qui avait de l'antique par-dessus la tête, un jour qu'on lui apportait une magnifique statue de Vénus, récemment découverte, laissa la déesse grecque pour aller peindre une bohémienne dans la rue. Ainsi que le maître lombard,

(1) *Ibid.*

(2) Mai-juin, p. 68.

l'élève français renonça aux antiques, à la belle nudité, à l'anatomie d'élite; il prit la nature sur le fait et comme elle s'offrit : plus de Vénus, des bohémiennes; plus de draperies, des guenilles; plus de formes consacrées, plus de lignes traditionnelles; les formes du premier venu, les bras et les jambes du passant : plus de dieux, ni même de demi dieux : des musiciens ambulants, des soldats, des buveurs, des fumeurs, des mendiants bien troués, bien rapiécés; la vie commune ordinaire, sans choix, au hasard; le prisme bizarre, bigarré, désordonné, et toujours harmonieux, et toujours poétique de l'extrême réalité. Valentin est fils de Callot, qui connut presque Cervantes. Il est contemporain de Molière et ne vécut hélas ! que trente-deux ans. »

Insistant de plus en plus sur l'existence et les façons bohêmes du Valentin, M. Ch. Blanc ajoute : « Il se mêlait à ses modèles; il prenait sa part de leur habitudes(1). » D'où l'inévitable conclusion : « *Ses désordres* furent la cause de sa mort(2). »

Là dessus, l'écrivain moderne accueille avec faveur un racontar du Baglione, contemporain, il est vrai, du Valentin, mais non mieux informé pour cela. « Ses désordres, dit cet auteur que nous traduisons, travers très fréquents et malheureux de la jeunesse l'enlevèrent, à la fleur de la vie et lui firent manquer de recueillir les fruits que donne le travail.

« Par une chaude journée d'été, le Valentin était allé avec ses camarades se divertir à la campagne; ayant beaucoup fumé (comme c'était sa coutume) et bu large-

(1) P. 10.

(2) P. 12.

ment du vin, il s'échauffa tellement le sang qu'il ne pouvait plus respirer à cause de la grande ardeur qu'il ressentait en lui. En revenant à son logis, de nuit, il trouva sur son chemin la fontaine *del Babuino* et, excité par le grand incendie de son intérieur qui croissait de plus en plus, il se jeta dans cette eau froide, pensant y trouver du remède, mais il y trouva la mort... Par où nous ne devons pas douter qu'il n'eût perdu l'esprit en se précipitant dans cette fontaine...

« Sans la pitié et la noblesse des sentiments du seigneur chevalier Cassiano del Pozzo il n'aurait pas reçu les honneurs de la sépulture ; mais ce personnage avec sa magnanimité suppléa à tout et se conduisit très honorablement. Ce fut avec tous les honneurs imaginables qu'il fit les funérailles de Valentin par respect et honneur pour son talent de peintre (1). »

(1) *Vite de' pittori*, etc. (Naples, 1733, in-4°), p. 223 et 224. La première édition de l'ouvrage de Baglione est de 1640 (Rome). Per disordini (errori frequentissimi miserabili della gioventu) nel fiore dell'operare manco de' frutti dell'utile e della vita.

Era nella stagione calda della state, e Valentino andato co' suoi compagni a diporto in un luogo ed avendo preso gran tabacco (siccome era suo costume), e con quelli s. verchiamente bevendo vino, s'infiammò di modo, che non poteva vivere dal grand'ardore che egli sentiva. Ritornando a casa di notte, ritrovossi fra via alla fonte del Babbuino, e trasportato dal grand'incendio, che col moto ognora cresceva, gettosi dentro a quell'acqua fredda, e pensando d'acquistarvi ristoro, vi trovò la morte... Però non dobbiamo così agevolmente lasciarci trasportare dal senso che per lo più ci precipita...

Se non era la pietà e la cortesia del signor cavaliere Cassiano

« N'est ce pas ainsi, ajoute en manière de péroration M. Ch. Blanc (1), que devait mourir cet homme étrange qui toujours avait été entraîné par la fougue de son tempérament et dont la manière de vivre avait tant ressemblé à sa manière de peindre ; cet homme aussi peu ménager de ses forces qu'indocile aux convenances de l'art, inaccessible aux conseils de la prudence comme il avait été oublieux des remontrances du Poussin ?... Il mourut si pauvre qu'il ne laissa pas même de quoi se faire enterrer. Ce fut le chevalier Cassiano de Pozzo qui paya les frais de ses funérailles. »

Le Valentin était-il donc si pauvre que l'on ne trouvât pas chez lui de quoi l'enterrer ? C'est là une assertion purement gratuite comme les autres ; mais une fois que l'on est entré dans l'erreur on ne peut plus en sortir et on y est pris ainsi que dans un impitoyable engrenage.

En dehors de Baglione, auteur de peu d'autorité, où donc M. Ch. Blanc a-t-il puisé les éléments de sa notice ou plutôt de son amplification sur le Valentin ? En 1666, Félibien, dans ses *Entretiens sur les vies des peintres* (2), ne consacrait que quelques lignes à l'artiste français. « Le Valentin, dit il, ne fut pas plus judicieux que son maître (le Caravage) dans le choix des sujets... Il mourut aussi assez jeune, et l'on peut dire par sa faute. Car,

dal Pozzo, non véra da dargli sepoltura ; ma egli con la sua magnanimità suppli al tutto, e mostrò onoratissimamente, ... et con questi onori terminò Valentino gli della sua virtù (del disegno.)

(1) P. 12.

(2) Tome II, p. 94 et 95 (2^e édit. in-4o, 1696.) La première édition est de 1666.

un soir qu'il avait fait la débauche, etc » le reste est pris de Baglione.

Moins d'un siècle après Félibien, d'Argenville (1) écrivait : *» Rarement il a peint des sujets d'histoire et de dévotion... (2).* Un jour, après avoir bu avec ses amis etc. *»* Toujours le même racontar de Baglione ; on voit quelle est la persistance opiniâtre de ces traditions d'ateliers (3).

Comment accorder la rareté des œuvres religieuses de l'artiste avec cette mention qu'en fait d'Argenville ? « Le roi a fait placer les quatre tableaux des Évangélistes dans sa chambre à coucher, et dans les autres appartements on voit le Christ à la monnaie, Judith tenant la tête d'Holopherne, le Jugement de Salomon, Suzanne et les vieillards, saint François soutenu par des anges (4). » Puis, il signale : « Un saint Sébastien, un Moïse assis et le tribut de César, dans le cabinet de l'archiduc Léopold (5), » enfin, « à Paris, dans l'église du collège de Cluny, un Reniement de Saint Pierre. C'est un très beau tableau (6). »

Tout en ayant l'air de croire, comme d'Argenville, que le Valentin a peint fort peu de sujets religieux, M. Ch. Blanc en cite cependant vingt-huit (7),

(1) Abrégé de la vie des plus fameux peintres, etc. Tome IV de l'édit. in-8. (1762). La première édition est de 1745, 2 vol. in-4^o.

(2) P. 46 et 47.

(3) P. 47 et 48.

(4) P. 48.

(5) P. 49.

(6) P. 48.

(7) Salomon, le Christ à la monnaie, les Quatre Évangélistes, St François à genoux, le Christ descendu de la croix, les sol-

plus une copie de la *Transfiguration*, de Raphaël (1).

Dans son excellente *Histoire de la peinture en Italie* (2), Lanzi ne fait aucune allusion aux mœurs bohèmes ni à la cause de la mort du Valentin; il dit simplement ceci : « Monsieur Valentin (ainsi qu'on l'appelle en Italie) devint à Rome l'un des plus judicieux imitateurs du Caravage qui ait jamais paru.... Ce fut un jeune peintre d'une grande espérance que la mort empêcha de réaliser complètement... On vante avec justice son *Reniement de saint-Pierre*, que renferme le palais Corsini (3). »

Ce n'est que tout récemment, en 1879 (4), que la vérité s'est faite sur le caractère du Valentin, « étrangement méconnu par ceux de ses historiens qui ont prétendu le peindre d'après ses œuvres, » comme le dit et le prouve M. A. Dauvergne.

Il tire au sort la tunique du Christ, les Pèlerins d'Emmaüs, la Conversion de St Mathieu, un St Antoine, St Jean, St Pierre et l'ange, un Solitaire en méditation, le Martyre des Sts Proesse et Martinien, Jésus devant les docteurs, la Décollation de St Jean, St Jean, le reniement de St Pierre, Jésus lavant les pieds des apôtres, le Christ à la colonne, le Christ au prétoire, Jésus vengeant la sainteté du temple profané, le martyre de St Laurent, Moïse avec les tables de la loi, Samson, Suzanne traduite devant le jeune Samuel.

(1) A la suite de sa notice sur le Valentin et formant les pages 15 et 16.

(2) La première édition de l'ouvrage de Lanzi parut à Bassano, en 1796.

(3) Lanzi, tome II, p. 198 et 199, tradition sur la troisième édition par Mme A. Dieudé (1824).

(4) *Gazette des Beaux-Arts*, etc., 21^e année; tome XIX, 2^e série, p. 203-209. Notes sur le Valentin, par M. A. Dauvergne.

Le Valentin est né le 3 janvier de l'an 1591 (1) et non en 1600, comme le répètent toutes les compilations biographiques; il vit le jour à Coulommiers, en Brie. Il quitta la France de bonne heure et se rendit en Italie, sans esprit de retour. L'église de Saint-Denis, dans sa ville natale, possédait de lui un bon tableau, dont parlent les anciens annalistes, sans doute quelque pieux présent du peintre, qui n'avait pas tout à fait oublié sa patrie. Il ornait l'autel de Sainte-Croix et représentait *Jésus-Christ ressuscité, nu, assis sur un bloc de bois et embrassant la croix*. C'est ainsi qu'il est désigné. Cette œuvre réputée disparut pendant la Révolution française. Nous en connaissons pourtant l'ordonnance, grâce à une gravure à l'eau forte... Ce Christ ressuscité et pleurant au pied de la croix semble avoir été traité avec une émotion et une tendresse dont les tableaux du maître sont ordinairement bien dépourvus (2)....

« La plupart des écrivains qui se sont occupés de Valentin, se trouvant dépourvus de renseignements sur sa vie, ont voulu interpréter le caractère de l'homme par l'étude de l'œuvre de l'artiste. Cette méthode peut entraîner à de grandes erreurs, comme on va le voir dans le cas présent.

« Parce que le Valentin s'est inspiré de la manière hardie et sombre de Michel-Ange de Caravage, faut-il croire qu'il imitait les allures féroces de ce peintre spa-

(1) L'acte de baptême du Valentin, conservé dans les archives de Coulommiers et récemment découvert par M. Dauvergne, est ainsi rédigé « 3 janvier 1591. Valentinus... fuit baptisatus... » — *Gazette des Beaux-Arts*, p. 206.

(2) *Gazette*, etc., p. 207.

dassin? Ses toiles les plus nombreuses et les plus admirées sont remplies d'une soldatesque exotique et bariolée des couleurs de toutes les nations, par des joueurs en haillons, se mouvant au milieu des lueurs fauves d'un corps de garde ou d'une *osteria* en rumeur; partout un pêle mêle de cruches, de fiasques, de hanaps renversés, de guitares et d'armures, de longues épées et de stylets affûtés; on y boit, on y chante, on y crie sur tous les tons, on s'y bat à coups de poing et à coups de couteau; c'est bien la populace qui grouille dans tous les bas-fonds des capitales... L'énergique et sincère reproducteur de ces réalités ne pouvait être que l'hôte enthousiaste, l'ardent parasite de tous les cloaques de la Ville éternelle!

« Compagnon intime des sbires et des *bravi*, habile à manier les tarots, et moitié reître, quasi soudart, musicien de rencontre, avant tout entraîné par ses instincts crapuleux, tel apparaît, usé par la débauche, notre peintre briard, dans certains portraits de fantaisie.

« Rien de cela n'est vrai : dessin, coloris, expression tout, dans ces portraits, est de pure imagination.

« Ecoutez Jacques Sandrart de Stockau, conseiller du prince de Neubourg, un savant Allemand (1), sans pas-

(1) J. Sandrart, né en 1606, à Francfort-sur-le-Mein, d'une ancienne et noble famille, annonça de bonne heure d'heureuses dispositions pour les arts. Après une excursion à Prague, à Utrecht et en Angleterre, il s'embarqua pour l'Italie, en 1627, et s'arrêta quelque temps à Venise. Il visita ensuite Bologne, Florence et Rome, étudiant partout les chefs-d'œuvre des grands maîtres. Sandrart, après avoir séjourné plusieurs années à Rome, visita le royaume de Naples, la Sicile, Malte et reprit la route de

sion, sans parti pris. Celui-là vécut longtemps, à Rome, dans l'intimité du Valentin; il était à son chevet quand il expira; il fut un des premiers, parmi les nombreux amis qui accompagnèrent son cercueil jusqu'à la tombe, qui lui avait été préparée dans une des nefes de la Madona del Popolo. Impossible de récuser ce témoin de l'agonie, de la mort et des funérailles. Je traduis mot à mot :

« ... Pendant les grandes chaleurs du mois d'août,
« il se lava les pieds dans l'eau froide, après souper.
« Pris d'une fièvre très violente, il fut obligé de se met-
« tre au lit. Le malheureux devint tellement malade
« que le septième jour après, souffrant beaucoup, mais
« conservant la plénitude de sa raison, il nous fit ses
« adieux, à nous ses amis et ses familiers, et bientôt
« échangea cette vie contre le trépas.

« Or c'était un homme d'un esprit très honnête,
« et affectionnant, entre toutes, les nations allemande
« et belge; il fréquentait plus volontiers ceux de ces
« nations que ses propres compatriotes. Le jour même
« de sa mort, selon la coutume du pays, revêtu de ses,
« vêtements, il fut porté en terre avec les funérailles les
« plus splendides, auxquelles assistèrent les plus mar-
« quants, dans l'église de la Madone du Peuple ou du
« Peuplier, sur la paroisse de laquelle il habitait l'an du
« Seigneur 1634. »

« Sandrar écrivait son livre, en allemand et en latin, quelques années après la mort du Valentin....

« On le reconnaîtra sans peine, tout était à rectifier

l'Allemagne, où l'avait précédé sa réputation. Il mourut à Nuremberg, en 1688. Les écrits qu'il a publiés sur les arts jouissent de l'estime des amateurs.

dans les biographies du Valentin, la date de sa naissance, celle de sa mort et les causes qui l'ont amenée, l'étude de son caractère. Sa mort ne fut pas la suite d'une débauche; ce n'était point un chenapan d'estaminet, et Sandrart nous le présente avec candeur comme un homme *d'un esprit très honnête* (1). »

Nous empruntons à un critique anonyme la description de deux œuvres les plus remarquables du Valentin — l'une que possède Rome, *le Martyre des saints Proesse et Martinien*; l'autre qui est au musée du Louvre, à Paris, la *chaste Suzanne*. On verra de quelles grandes qualités le peintre français a fait preuve dans les sujets religieux et comment il a pu être parfois mis sur la même ligne que le Poussin.

Le Martyre des saints Proesse et Martinien est le chef-d'œuvre de Valentin; il est conservé à Rome au musée du Vatican, et il a été traduit en mosaïque pour la basilique de Saint-Pierre, avec le *Martyre de saint Erasme*, de Poussin. La composition du Valentin est d'une fougue extraordinaire d'exécution. Les deux patients sont étendus en sens inverse et côte à côte sur une sorte de lit de fer; celui dont la tête est à droite et dans l'ombre se voit peu; au contraire, le second vu en raccourci est d'un grand effet; le corps, où s'exprime tout le jeu des muscles, est admirable de vérité et le visage est empreint d'une expression saisissante, surtout dans les yeux, de grands yeux noirs, d'une fixité extatique. Un bourreau lève d'un bras robuste une lourde barre de fer avec laquelle il s'apprête à briser les os des patients; un autre attise le feu où rougissent les crochets; un soldat repousse brutalement une femme qui s'approche, les yeux en

(1) *Gazette*, etc., p. 207 et 208.

pleurs. Le proconsul, assis sur un siège élevé, aveuglé par un rayon que projette sur lui un ange, porteur de palmes, met sa main devant ses yeux ; au fond, une statue de divinité païenne dont on ne voit que le socle et la partie inférieure.

La chaste Suzanne est au musée du Louvre. Le jeune Daniel a mis au grand jour l'innocence de Suzanne ; c'est ce moment qu'a rendu Valentin dans son tableau. A gauche, Daniel, assis sur un trône et se tournant vers la droite, étend la main vers un groupe placé en face de lui et semble donner l'ordre à un soldat de s'emparer du vieillard le plus rapproché de Suzanne. Celle-ci, les mains croisées sur sa poitrine, est accompagnée de ses deux enfants, dont le plus jeune la tient par sa robe. Toutes les figures, à l'exception de celle de Daniel, ne sont vues que jusqu'aux genoux. Au dire des plus grands critiques, ce tableau assigne au peintre un rang distingué parmi les plus grands coloristes. En outre, l'action est forte et animée, comme il convenait à ce pinceau énergique. Le vieillard le plus rapproché de Daniel semble se récrier contre sa condamnation. Le brutale passion dont il fut animé se révèle encore sur le visage du second accusateur dont les soldats vont s'emparer. Quant à la chaste fille d'Helcias, si elle n'offre point à nos yeux une beauté accomplie, en revanche elle présente à notre admiration des traits empreints de candeur et d'innocence et ses deux enfants sont dignes du Dominiquin.

L'INSTRUCTION PRIMAIRE EN FRANCE PENDANT LA RÉVOLUTION.

Notre étude sur l'instruction primaire avant 1789, publiée dans ce recueil même (1), appelait un complément nécessaire et indispensable dans celle-ci sur l'instruction primaire en France pendant la Révolution. Ce qui revient en d'autres termes à poser cette question : « Qu'est-ce que la Révolution a fait pour l'organisation et le progrès de l'instruction primaire dans notre pays? »

Cette question est d'autant plus intéressante à étudier, à l'heure présente, que l'on semble s'évertuer à recommencer les essais de la Révolution que l'on proclame comme un des bienfaits de cette époque, qui, en fin de compte, toucha à tout d'une main hâtive et malheureuse, et avec des intentions gigantesques aboutit aux plus médiocres résultats.

Comme le dit très judicieusement un publiciste de nos jours : « L'Histoire de l'instruction primaire... est pleine d'enseignements aux époques de grandes crises où des

(1) *Erreurs et Mensonges historiques*. L'Instruction primaire avant 1789 (6^e série, p. 190-211.) — L'École de village pendant la Révolution, par A. Babeau (Paris, 1881, un vol. in-18, Didier.)

doctrines nouvelles tendent à se substituer aux anciennes. Telle fut la période qui s'étend de 1789 à 1800 et que l'on désigne sous le nom de *Révolution française*.

« La révolution avait trouvé une société frappée à la double empreinte de la monarchie et de la religion ; elle a voulu la modeler à son image. L'un des moyens qu'elle employa pour y parvenir, ce fut de s'emparer de l'instruction primaire.

« L'instruction primaire, en 1789, dépendait surtout du clergé, de la commune et de la famille ; la république de 1792 voulut l'assujettir à ses doctrines politiques et philosophiques... Pour y parvenir, elle dut lutter contre l'Eglise. De prime abord, elle ne lui fut pas hostile ; le mouvement de 1789 s'était fait au nom de la liberté ; mais bientôt des instincts d'intolérance et de persécution se firent jour et dominèrent. A partir de 1792, la révolution française devint antichrétienne. Elle fut athée avec Marat, déiste avec Robespierre et La Réveillère-Lepaux. Le sentiment d'hostilité qui l'animait contre la religion respire dans les décrets de la Convention qui ont pour but le développement de l'instruction primaire ; il en paralysa les effets, en soulevant les consciences, en blessant profondément les âmes (1). »

Le publiciste précité conclut ainsi sa rapide et concise introduction : « Si le sujet prête par lui-même à des rapprochements avec le temps présent, il faudra s'en prendre uniquement aux circonstances et aux hommes qui les ont provoquées. Mais les circonstances et les hommes passent ; l'histoire reste quand elle cherche avan

(1) Babeau, *op. cit.*, introd., p. v-viii.

tout la vérité, et les enseignements qui s'en dégagent demeurent (1). »

Voilà le thème bien posé ; pour ses développements naturels et logiques, nous aurons à remettre en emploi, d'une part, les notions historiques et les documents officiels du temps, d'autre part les discours et rapports de Mirabeau, Talleyrand, Condorcet, Lanthenas, Romme, Le Pelletier de Saint-Fargeau, Calès, Lakanal, Daunou et Fourcroy. Ces deux éléments principaux nous expliqueront clairement et surabondamment les causes de la vivacité de la lutte des pères de famille contre la brutale tyrannie des hommes et des choses de la Révolution française.

Et d'abord, car il faut bien y revenir, en présence de la ténacité du mensonge, et d'abord est-il donc vrai que l'instruction primaire ne remonte pas au delà de la fin du dix-huitième siècle et qu'elle ait pour unique origine les décrets de la Convention ?

A cela nous répondrons, comme déjà nous l'avons fait (2), que les écoles primaires étaient beaucoup plus nombreuses qu'on ne l'a cru pendant longtemps. L'impulsion centrale ne s'était exercée à leur égard qu'à des intervalles éloignés ; l'initiative des évêques et les mœurs avaient plutôt contribué à leur développement que les édits de Louis XIV et de Louis XV. Les écoles étaient plus répandues, il est vrai, dans les régions de l'est et du nord que dans celles du centre, de l'ouest et du midi. Il en est de même de nos jours. Les régions les plus dépourvues d'écoles en 1789 sont précisément celles où le

(1) Babeau, *op. cit.* Introd., p. xi.

(2) *Erreurs et Mensonges hist.*, 6^e série.

nombre des illettrés est encore le plus élevé (1). « La loi, dit M. Babeau (2), est devenue égale pour tous sans avoir pu faire ressentir ses effets d'une manière égale dans toute la France. Tant les mœurs restent supérieures aux prescriptions des lois ! »

En résumé, les écoles de village étaient répandues sur tout le territoire français, tout en étant plus clairsemées sur certains points que sur d'autres. « Là où s'élevait « un clocher on pouvait être à peu près certain de trouver « une école, » dit le pasteur Schmidt, en parlant de la Lorraine (3). Il en était ainsi dans beaucoup de provinces. C'était le clergé qui avait provoqué l'établissement des écoles à l'ombre des églises. Comme l'a dit le chef de l'école positiviste, Auguste Comte : « Le catholicisme fut « le promoteur le plus efficace du développement populaire « de l'intelligence humaine (4). »

De tout temps, et surtout au dix-septième siècle, les évêques avaient suscité la création des écoles rurales et surveillé l'éducation qu'on y donnait (5). Le clergé conserva jusqu'en 1791 sur l'instruction primaire une influence prépondérante, et cette influence était justifiée par l'action salubre qu'il n'avait cessé d'exercer sur

(1) Voyez la carte publiée par le *Magasin pittoresque*, 1870, p. 268, les statistiques officielles et en particulier la *Statistique de l'Enseignement primaire*, 1880, 2^e vol., Introduction, p. CLXVII.

(2) P. 4.

(3) L'Instruction primaire à la campagne en Lorraine il y a cent ans, d'après l'enquête de 1779, 1880, p. 6.

(4) Cours de philosophie positive, 1864, tome V, p. 258.

(5) Voyez Babeau, *Le village sous l'ancien régime*, livre V, chap. I, l'École.

l'enseignement du peuple depuis les temps les plus reculés du moyen âge.

Un certain nombre d'écoles, surtout d'écoles gratuites, avaient été fondées par des seigneurs, des prêtres ou des particuliers. On peut en citer un grand nombre dans les années qui précèdent la Révolution. Mais la grande majorité des écoles furent établies; entretenues et payées par les habitants eux-mêmes.

« La communauté d'habitants ou de village, comme on appelait au XVIII^e siècle la commune rurale, avait conservé quelques traces de sa physionomie primitive. C'était une association naturelle, groupée sous la suprématie du seigneur et du curé, mais présentant encore quelquefois l'aspect d'une grande famille divisée en plusieurs branches, ayant ses réunions, son église, souvent ses bois et ses pâturages communs, qu'on appelait les *communes*. Dans leurs assemblées, qui se tenaient à l'issue des offices religieux, à l'ombre des vieux arbres sous lesquels s'étaient réunis leurs ancêtres, les pères de famille, les chefs de maison délibéraient sur les intérêts de la communauté qui étaient les intérêts de chacun d'eux et nommaient leurs principaux agents. C'étaient eux aussi qui choisissaient leur maître d'école. Dans la plus grande partie de la France, ni l'État, ni le clergé, ni le seigneur ne possédaient le droit de le désigner... C'était librement, dans l'assemblée générale, que les pères de famille passaient devant un officier public le contrat qui confiait l'école à un maître pour une ou plusieurs années. Tout candidat, s'il était muni de l'approbation ecclésiastique, et s'il paraissait offrir des garanties à la communauté, pouvait être élu. L'Église attestait sa doctrine et sa moralité; l'État

reconnaissait entièrement la liberté des habitants (1). »

Le maître d'école d'autrefois se préoccupait avec raison de l'éducation qui tend à élever l'âme plutôt encore que l'esprit. « Pour améliorer la condition des hommes, a dit M. Guizot, c'est d'abord leur âme qu'il faut épurer, affermir, éclairer. »

Avant 1789, l'État, nous l'avons dit et l'on ne saurait assez y insister, garantissait l'exercice libre des droits des pères de famille. « Sous un régime basé sur la triple prépondérance de l'autorité royale, de l'autorité ecclésiastique et de l'autorité seigneuriale, les habitants des villages avaient plus de liberté, pour le choix des maîtres de leurs enfants qu'ils n'en possèdent sous une démocratie basée sur l'égalité des droits des citoyens et sur le système représentatif... Joubert avait raison de dire, dans ses *Pensées* : « Ce qu'on regrette dans l'ancienne éducation, c'est ce qu'elle avait de moral et non ce qu'elle avait d'instructif (2). » L'instruction primaire demandait des réformes ; ces réformes, qui étaient faciles à réaliser, étaient dans les vœux de tous. Le roi, le clergé, tous les ordres étaient unanimes à en reconnaître la nécessité (3). Mais réformer n'est pas détruire, et ce fut le tort des hommes de cette époque de ne pas tenir compte des faits existants et des résultats acquis pour s'efforcer de créer de toutes pièces des systèmes nouveaux, au risque de

(1) Babeau, p. 16 et 17. Cf. A. de Charmasse, *État de l'Instruction primaire dans le diocèse d'Autun pendant les XVII^e et XVIII^e siècles*, 2^e édit., 1878, in-8, p. 91 et 60.

(2) *Pensées* de J. Joubert, 1862, tome II, p. 238-239.

(3) Procès-verbaux de l'assemblée provinciale du Berri, III, 1787, p. 66.

compromettre l'œuvre même qu'ils voulaient fonder (1). »

La Révolution a traversé trois phases distinctes : une période de décentralisation absolue de 1789 à 1793 ; une période de centralisation à outrance en 1793 et en 1794 ; une période où la décentralisation essaya vainement de coexister avec la centralisation, c'est celle du Directoire. La première fit des projets pour l'instruction primaire ; la seconde édicta des décrets ; la troisième essaya d'appliquer les lois nouvelles sans y réussir.

L'Assemblée nationale, tout d'abord, porta un notable préjudice à l'instruction primaire par ses décrets sur les droits seigneuriaux, sur les biens ecclésiastiques et sur la constitution civile du clergé. Les allocations ou les indemnités que donnaient certains seigneurs furent supprimées (2). On pressent quels durent être les résultats de la confiscation des biens ecclésiastiques, sources et appuis de tant de bonnes œuvres et d'utiles fondations. Quant à la constitution civile, ce fut un ferment de discorde qui troubla les âmes et surexcita les esprits jusqu'au fond des campagnes. Les paysans prenaient parti pour le curé insermenté ou pour celui qui était appelé à le remplacer et que l'on qualifiait de l'épithète d'*intrus*. Des maîtres d'école restèrent fidèles à leur ancien pasteur ; d'autres s'attachèrent au nouveau. Un décret vint les obliger eux-mêmes à prêter le serment civique (3). Ceux qui s'y refusaient étaient expulsés de leur école ; ceux qui s'y soumettaient n'avaient plus d'élèves, parce que les parents

(1) Babeau, p. 31.

(2) Archives nationales, A. F. III, 494.

(3) Décret du 15 avril 1791. (Réimpression du *Moniteur*, VIII, 137.)

cessaient de les leur envoyer (1). On sent combien un tel état de choses, une telle fermentation des esprits devait être nuisible à l'instruction.

La Convention, pleine d'une superbe confiance en elle-même et croyant qu'elle serait plus heureuse que l'Assemblée législative et la Constituante dans ses projets sur l'instruction primaire, la Convention, éprise de ses théories absolues, s'imagina qu'elle allait régénérer non seulement la France mais le monde. « Il faut voir ici, « disait Manuel (2), une assemblée de philosophes occupés à préparer le bonheur du genre humain. » — « Ce « projet, disait Rabaut-Saint-Etienne en parlant de la « Constitution, sera peut-être le code politique de tous « les peuples (3). »

La Convention voulait, avant même de former des hommes, former des républicains. « Il est, disait le conventionnel Petit, un préliminaire indispensable à l'établissement des écoles primaires : c'est une école de « républicanisme. Le local d'enseignement, ce sera tout « le territoire français. Vieillards, jeunes gens, hommes, « femmes, ignorants et savants, nous serons tous élèves ; « notre maître, ce sera la nature ! (4).... » Sans se livrer à ces déclamations ridicules, Rabaut-Saint-Etienne disait qu'il fallait avant tout enseigner les droits du citoyen.

Cependant on parlait plus qu'on n'agissait ; en effet, sept décrets vinrent, du 12 décembre 1792 au 27 octobre

(1) Alfred Lallié, *Le district de Machecoul*, p. 144-145.

(2) *Moniteur*, septembre 1792.

(3) *Ibid.*

(4) Réimpression du *Moniteur*, 1792, tome XIV, p. 783.

1795, répéter que les écoles primaires allaient être fondées (1). C'est une création absolument nouvelle que le texte de ces décrets annonce ; il n'est pas dit un mot des petites écoles existantes. En somme, les décrets de la Convention ont laissé plus de traces dans les mots et dans les idées que dans la réalité. Ils ont mis en circulation les mots d'*instruction primaire* et d'*instituteurs* ; mais ils ont soulevé, sans les résoudre, les questions de l'obligation et de la gratuité ; ils ont introduit le principe du salaire des maîtres par l'État : quant à leur action incontestable, elle ne s'est affirmée que pour épurer le personnel des instituteurs dans le sens révolutionnaire et pour introduire dans les écoles un enseignement conforme aux doctrines nouvelles.

Le décret du 29 frimaire an II (19 décembre 1793), qui résumait les décrets antérieurs, déclarait à la fois l'enseignement *libre*, public, gratuit et *obligatoire* ; mais il exigeait des instituteurs et institutrices un certificat de civisme et de bonnes mœurs. Plus tard, on se contenta de l'attestation de civisme ; c'était plus sommaire et surtout bien plus commode. Aucune garantie d'instruction n'était demandée aux maîtres ; ce que l'on cherchait avant tout chez eux, ce n'était pas la capacité professionnelle, c'était le dévouement politique ou l'apparence de ce dévouement. « La façon de penser, est-il dit d'un candidat, est celle d'un vrai sans-culotte, conséquemment d'un franc et zélé républicain. »

(1) Voyez sur ces décrets : Maggiolo, *Du droit public et de la législation des petites écoles de 1789 à 1808* (Nancy, 1878), p. 38-56, et l'article *Convention*, de M. Guillaume, dans le Dictionnaire pédagogique, 1^{re} série, 520-571.

On eut beau faire des adresses et des circulaires, stimuler les administrations de district et les communes, modifier la composition des jurys d'instruction, on ne parvint pas à susciter des maîtres. En vain employait-on les appels les plus lyriques et les plus flatteurs, comme celui-ci, par exemple : « Eclairer les peuples c'est foudroyer les rois (1), » les candidats restaient indifférents ; en vain ajoutait-on : « C'était aux instituteurs qu'il « appartiendrait d'achever et d'affermir pour toujours la « Révolution française (2) ! » Cette bruyante fanfare n'éveillait aucun écho.

Les institutrices étaient encore plus difficiles à trouver que les instituteurs. On avait eu le soin de les empêcher de se recruter parmi les femmes ci-devant nobles, les ci-devant religieuses, les sœurs grises et même les maîtresses d'école qui avaient été nommées par des ecclésiastiques ou des ci-devant nobles (3). C'était à peu près éliminer toutes les femmes qui se livraient à l'enseignement primaire.

La position des maîtres et des maîtresses d'école était devenue d'autant plus précaire que la Convention avait jugé à propos de vendre les propriétés de mainmorte dont les revenus constituaient les principales ressources d'un certain nombre d'écoles. Les dotations avaient été nombreuses, au XVIII^e siècle, surtout pour la création d'écoles de filles ; la plupart de celles-ci avaient été établies dans les campagnes par les libéralités des seigneurs et des personnes pieuses, qui avaient appelé

(1) Circulaire du 3 pluviôse an III.

(2) Circulaire du 26 frimaire an III. Fayet, p. 98-99.

(3) Décret du 7 brumaire an II, art. 22.

des sœurs pour soigner les malades et apprendre à lire aux petites filles. On devait aussi à de généreux donateurs des terres dont le revenu était employé à l'instruction des pauvres, des maisons destinées à loger les maîtres et à tenir les classes.

Le décret du 19 décembre 1793 décida que l'instruction serait obligatoire pendant trois années consécutives au moins ; les parents étaient menacés d'amende et de privation de l'exercice des droits civiques, dans le cas où leurs enfants ne seraient pas envoyés en classe. Cette disposition souleva de vives réclamations ; nombre de parents se refusèrent à faire inscrire leurs enfants et protestèrent contre l'école à cause de l'enseignement antireligieux que l'on y donnait (1).

Comme pour retarder ou même annihiler son œuvre de prétendue création, la Convention eut la maladresse de compliquer les réformes politiques des questions religieuses ; la constitution civile du clergé avait divisé les esprits ; la suppression du culte blessa les âmes. Ce fut alors « comme une vaste conspiration contre le catholicisme français ; les administrateurs de la Commune, beaucoup de représentants en mission et quelques députés furent du complot ; la preuve en est qu'il éclata simultanément à Paris et sur tous les points du territoire (2). » Dans le courant de l'hiver de 1793-1794 les églises furent partout fermées dans les campagnes. Cette mesure brutale et inique eut lieu au nom de la liberté des cultes et

(1) Maggiolo, *District de Lunéville*. Mém. de l'Académie de Stanislas, année 1875, p. 80.

(2) A. Gazier, *Grégoire et l'Église de France*, Revue hist., janvier 1881, tome XV, p. 68.

malgré les protestations les plus énergiques de la part des populations des campagnes.

Tout d'abord, la Terreur ne voulait point substituer un culte à un autre ; elle n'avait d'autre but que de détruire celui qui existait. L'enseignement de toute religion fut proscrit dans les écoles ; on défendit les alphabets, les syllabaires et les autres livres élémentaires qui contenaient des traces d'opinions religieuses.

Quels étaient donc les livres élémentaires et désormais classiques que l'on mettait entre les mains des enfants, pour remplacer les anciens traités grammaticaux et religieux ? Ces livres furent d'abord peu nombreux et se firent longtemps attendre, les auteurs en étaient pourtant récompensés par des prix de 2,500 fr. ou des encouragements de 1,500 fr.

Voici, par exemple, le *Catéchisme républicain* du chansonnier La Chabaussière, et les *Épîtres et Évangiles du républicain*, d'Henriquez.

Le *Catéchisme* dit *républicain* se composait de trente-sept quatrains déclamatoires et empreints d'une grande banalité. Citons quelques réponses.

Qu'est-ce que l'âme ? demandait-on. L'enfant devait dire :

Je n'en sais rien ; mais je sais que je pense,
Que je veux, que j'agis, que je me ressouviens...
Mais j'ignore où je vais et ne sais d'où je viens.

Qu'est-ce que Dieu ?

Je ne sais ce qu'il est, mais je vois son ouvrage...
Je me crois trop borné pour en faire l'image ;
Il échappe à mes sens, mais il parle à mon cœur.

— *Je n'en sais rien, je ne sais ce qu'il est...* Quelle pré-

cision théologique, et comme un enfant était instruit, après s'être mis dans la mémoire de telles inanités ! Cela, en somme, paraîtrait plutôt niais que dangereux, n'étaient quelques notes, de loin en loin, du genre de celle-ci, à propos de la définition de la mort : « *La religion avec son*
« *appareil lugubre et ses précautions imbéciles* avait gâté
« la mort ; il faut la voir telle qu'elle est. »

Nous nommerons, en passant, le *Catéchisme de morale républicaine*, rédigé par le citoyen Bulard, de la section de Brutus ; le *Catéchisme de la déclaration des Droits de l'homme et du citoyen*, par Boucheseiche, les *Pensées républicaines pour tous les jours de l'année*, la *Grammaire républicaine* de Denis Bardoux, l'*Abécédaire républicain*, etc.

Il serait trop long de parler des livres élémentaires de tout genre que le citoyen Lakanal énuméra dans le rapport qu'il présenta à la Convention, le 14 brumaire an IV.

Pour remplacer les livres de piété et d'église, on mettait aussi entre les mains des enfants des ouvrages destinés à leur permettre de suivre le culte de la Raison et de l'Être suprême. Tel était l'*Office des Décades*, contenant les *Hymnes et les prières en usage dans les temples de la Raison*, par les citoyens Chénier, Dusausois et Dulaurent. Cet office contenait les commandements du républicain, que l'on faisait réciter dans les églises de village converties en temples décadaires, et qui étaient ainsi conçus :

La république tu serviras,
Une indivisible seulement.
Aux fédéralistes tu feras
La guerre éternellement.
En bon soldat tu te rendras

A ton service exactement.
Pour tous les cultes tu seras,
Comme le veut la loi, *tolérant.*
Les beaux arts tu cultiveras;
D'un état ils sont l'ornement.
A ta section tu viendras
Convoquée légalement.
Ta boutique tu fermeras
Chaque décadi strictement.
La constitution tu suivras
Ainsi que tu en as fait serment.
A ton poste tu périras
Si tu ne peux vivre librement.

Mais, cela n'est rien à côté des *Épîtres et Évangiles du républicain pour toutes les décades de l'année, à l'usage des jeunes sans-culottes, présentés à la Convention nationale*, par Henriquez, citoyen de la section du Panthéon. Rien de plus violent comme fond et comme forme que ce livre écrit en pleine Terreur. « L'âme du républicain, dit l'auteur, ne peut se passer d'aliments sains et continuels. « Il n'appartient qu'aux animaux immondes de se vautrer « dans la fange des marais infects ; il n'appartient qu'aux « rois, aux prêtres et à leurs esclaves de traîner leur vie « orgueilleuse et lâche de crimes en crimes, de nullités « en nullités, d'abrutissements en abrutissements. »

La première épître est consacrée à l'éloge de Jean-Jacques Rousseau. Le premier évangile commence ainsi : « En ce temps-là, Jésus disait à ses disciples : « Gardez-« vous des faux prophètes qui viennent à vous, couverts « de peaux de brebis et qui sont au dedans des loups ravis-« sants. » Ce révolutionnaire de la Judée que l'on a fort « mal à propos traité d'aristocrate avait bien raison ; il

« connaissait les prêtres de son temps ; il prévoyait avec
« sagesse que les soi-disant ministres de l'Être suprême
« seraient toujours fourbes et fripons... »

Le citoyen Henriquez n'est pas toujours aussi violent, mais on sent en lui un homme obsédé par une haine extrême contre la royauté et le catholicisme. Il raconte ainsi une vision qu'il a eue : « Les rois disent : « La terre
« peut contenir quelques cent millions d'hommes ; mais
« nous n'avons pas assez de place pour nous divertir. Que
« ferons-nous ? » Le pape dit : « Rien de si simple. Il faut
« nous déclarer la guerre sous un prétexte quelconque ;
« nous ferons égorger quatre à cinq millions d'hommes en
« Europe, autant en Asie, autant en Afrique, et quand
« ils seront tous morts, leurs cadavres engraisseront nos
« terres et ses productions seront beaucoup plus délica-
« tes. » Et tous les despotes applaudirent à l'opinion du
« Saint-Père (1). »

Ce livre odieux recevait une prime de 1,500 fr. du Conseil des Anciens, sur le rapport de Courtois, lequel s'exprimait ainsi : « Cet ouvrage, écrit avec simplicité (!), fait
« pour plaire à ceux qui par habitude aiment dans les
« livres cette tournure que l'auteur a adoptée, a procuré au
« citoyen Henriquez des jouissances et par le succès qu'il
« a eu et par le bien qu'il a dû faire (2). »

« On conçoit, dit M. Babeau (3), l'indignation des parents qui avaient conservé leurs croyances religieuses, en voyant l'État recommander de pareils livres et les mettre

(1) P. 79.

(2) Séance du 14 germinal an IV. (Réimpression du *Moniteur*, XXVIII, p. 134.

(3) P. 115.

de force entre les mains de leurs enfants. Au risque de compromettre l'instruction de ceux-ci, ils les retiraient des écoles publiques et s'adressaient à des maîtres qui n'avaient point reçu l'investiture officielle mais qui avaient conservé les anciennes méthodes et les principes anciens. »

Dès mars 1796, Barbé-Marbois signale « la décadence
« rapide et presque spontanée des établissements actuels
« d'instruction publique, qui dans toute la France dépé-
« rissent comme des plantes sur un terrain nouveau qui
« les rejette... Depuis l'époque où Talleyrand proclamait
« l'instante nécessité d'organiser l'instruction publique,
« cinq ans se sont écoulés, et l'enseignement et l'ins-
« truction ont toujours rétrogradé. Les enfants qui avaient
« huit à neuf ans, quand la Révolution a commencé, et
« qui atteignent leur seizième année ; tous ceux qui dans
« le même intervalle auraient dû accomplir ou commen-
« cer leur instruction vous demandent de les arracher à
« l'ignorance qui menace le reste de leur vie. »

Le tableau de l'instruction primaire à la campagne est des plus tristes. « Les maîtres sont réduits à la moitié et
« peut-être au tiers du nombre ancien ; et de jour en
« jour il est plus difficile de remplacer ceux qui viennent
« à manquer. Le nombre des enfants, qui sortent de ces
« écoles instruits dans l'art d'écrire et de calculer, n'est
« pas aujourd'hui égal à la moitié de ce qu'il était autre-
« fois (1). »

Le représentant Dupuis tient le même langage, sa parole a d'autant plus d'autorité en cette question que

(1) Séance du conseil des Anciens. Réimpression du *Moniteur*, XXVIII, 120-121.

dans ses tournées, il a pu constater par lui-même la profondeur du mal qu'il signale. « L'éducation ancienne, « dit-il, avait de grands défauts... On aurait dû la perfectionner ; on l'a toute entière anéantie. Il reste « dans cette partie depuis six années un vide immense, « qui s'accroît chaque jour et qui accuse la négligence « de ceux qui, chargés de l'organiser, ne nous ont donné « pour résultat que des projets sans exécution et des « dépenses sans objet (1). »

Le Directoire ne fut pas plus heureux que la Convention dans ses efforts pour réorganiser l'instruction, parce qu'il persista à lutter, comme la Convention, contre le culte catholique qui était resté celui de la majorité des Français.

Non content d'avoir supprimé le culte catholique ou plutôt d'en avoir suspendu l'exercice, on voulut lui substituer une sorte de religion civique, sans dogmes et sans croyances surnaturels. « Croyez-vous fonder ou « consolider la république, s'écriait Jacob Dupont, avec « des autels autres que ceux de la patrie, avec des « emblèmes ou des signes religieux autres que ceux des « arbres de la liberté (2) ? » Rabaut-Saint-Étienne disait, à la

(1) Séance du 7 ventôse an VI, *Moniteur*, tome XXVII, p. 574.

(2) Dans son *Dictionnaire néologique des hommes et des choses*, etc., le cousin Jacques (Beffroy de Reigny), article *Arbre de la Liberté*, dit : « Les peuples anciens, qui n'étaient pas si philosophes que nous, ne faisaient pas de ces arbres le premier objet de leur culte ; ils ne leur rendaient pas l'hommage qui n'appartient qu'à l'Éternel ; ils ne dévastaient pas toutes les forêts pour planter, à chaque pas, de ces arbres dont la trop grande multiplicité aurait fini par diminuer le respect et par affaiblir

même époque, qu'il fallait imiter les prêtres catholiques et leurs cérémonies. Marie-Joseph Chénier, poursuivant la même idée, écrit : « La première chose qui se présente à l'esprit, en traitant de l'éducation morale, c'est « l'établissement des fêtes nationales. »

Le dimanche une fois proscrit, et ce ne fut pas long, le calendrier de la Révolution fixa le repos légal et obligatoire au dixième jour appelé *décadi* (1). Au nom de la liberté, le peuple français dut travailler neuf jours par semaine au lieu de six. La liturgie nouvelle, dépouillée de tout caractère religieux, se réduisait à la lecture de cahiers destinés à *ranimer l'amour du travail* et à rappeler les grands événements de la Révolution, puis on chan-

l'idée qu'on y attachait... Ils se gardaient bien surtout de forcer, le sabre à la main, des hommes pusillanimes ou égarés, à danser sur des cadavres autour de ces arbres ; ils ne parlaient pas de les arroser du sang de ceux qui ne pensaient pas comme eux...

« Je me souviendrai longtemps d'avoir plus de trente fois monté ma garde à Paris, au même poste, auprès d'un arbre de la liberté, sur lequel il fallait que le factionnaire eût constamment les yeux ouverts pendant la nuit, de peur qu'un ivrogne ou un chien ne vînt à endommager son écorce en passant. Un pareil accident n'eût pas eu alors de résultats moindres que l'échafaud. » — *Op. cit.*, *sup.*, tome I, p. 217 et 218.

(1) Les fêtes décadales, au nombre de trente-six pour l'année républicaine, avaient pour titres : *Cuve, Pressoir, Tonneau, Charrue, Herse, Rouleau, Pioche, Hoyau, Pelle, Fléau, Van, Crible, Coignée, Serpette, Traineau, Bèche, Cordeau, Plantoir, Couvoir, Ruche, Greffoir, Rateau, Sarcloir, Houlette, Faux, Fourche, Chariot, Faucille, Parc, Chalémie, Arrosoir, Ecluse, Moulin, Echelle, Hotte, Panier.*

tait des hymnes à la patrie et en l'honneur des vertus civiques et des hauts faits des modernes héros (1).

L'assemblée décadaire se réunissait d'ordinaire dans l'église, les officiers municipaux y assistaient, revêtus de leurs écharpes. L'instituteur ou le secrétaire de la municipalité montait en chaire pour lire l'*Évangile républicain* ou le *Bulletin décadaire* envoyé par l'État, sorte de *Moniteur des communes*. Il faisait ensuite connaître les naissances et les décès de la décade. S'il y avait un mariage, on le célébrait civilement au milieu de l'assemblée, au pied d'un autel à la patrie « dont la simplicité majestueuse rappelait à chacun des citoyens le respect qu'ils devaient porter aux institutions républicaines (*sic*). » C'est au pied de cet autel que le président adressait aux époux un discours sur leurs devoirs, la moralité et la conduite. Les enfants récitaient ensuite des fragments des *Droits de l'homme*, et tout finissait par des chansons... je voulais dire des hymnes patriotiques exécutés d'une voix plus ou moins fausse.

Si parfois, assez souvent même dans les villes, la raillerie gauloise égayait les cérémonies du culte décadaire (2), il n'en était pas de même dans les campagnes ; les paysans, à qui l'on interdisait, sous peine d'amende, de travailler le décadi (3), ne comprenaient rien à ces froides cérémonies (4).

La fête décadaire manquant totalement de prestige, on chercha à en donner le plus possible aux fêtes nationales.

(1) Septembre 1794. Réimp. du *Moniteur*, tome XXII, p. 26.

(2) Voyez une amusante page de M. Babeau, p. 122.

(3) Mordillat, *Hist. de Bossuet*, p. 172 et 173.

(4) Cambr y, *Voyage dans le Finistère*, tome I, p. 66-67.

Ces solennités, selon l'ex-oratorien Daunou, devaient rappeler les assemblées de la Grèce. « Renouvelez, s'écriait-il, ces institutions bienfaisantes ; rassemblez-y les exercices de tous les âges : la musique et la danse la course et la lutte, les évolutions militaires et les représentations scéniques. » Comme un tel programme était facile à exécuter dans les campagnes ! Partout des fêtes étaient décrétées en l'honneur de la vieillesse, de la jeunesse, de l'agriculture, de la reconnaissance, sans compter les inévitables et sanglants anniversaires du 14 juillet (prise de la Bastille), du 10 août (sac des Tuileries), et du 21 janvier (mort de Louis XVI sur l'échafaud).

En dépit des circulaires expédiées par l'État pour chauffer le zèle des populations à l'égard des fêtes nationales, l'enthousiasme faisait complètement défaut ; on n'organise pas plus l'allégresse publique que la victoire.

On faisait tout ce que l'on pouvait pour pasticher les cérémonies des anciennes processions catholiques. Des jeunes filles habillées de blanc, ornées d'écharpes tricolores, portaient sur un brancard la statue de la Liberté. Ailleurs, le jour de la fête de la Reconnaissance, le cortège municipal portait solennellement une couronne civique sur une ci-devant croix ; l'année précédente, le sommet de la colonne sur laquelle était dressée la croix avait été *embelli d'un bonnet de la liberté* que des mains inconnues firent disparaître. Le susdit bonnet fut remplacé par la couronne civique en question ornée de rubans tricolores.

Tout cela n'était pas de nature à attirer et à impressionner beaucoup les populations rurales, sans compter que les fonctionnaires eux-mêmes, ministres du nouveau

culte, étaient souvent indifférents ou hostiles à ces manifestations ridicules.

Le rétablissement du culte catholique, qui eut lieu dans la plupart des villages pendant l'été de 1795, porta le coup mortel aux fêtes décadaires. Les églises avaient été rendues aux fidèles, et la plupart des maîtres d'école devinrent de nouveau les auxiliaires du curé ; ils apprenaient le catéchisme aux enfants et ils renouaient les traditions du chant ecclésiastique (1). Comme par le passé ils sonnaient l'angelus et disaient la prière. Effrayé de la rapidité et de la véhémence d'un tel réveil des pratiques catholiques, le gouvernement essaya mais en vain de l'enrayer, en galvanisant les fêtes nationales et l'éducation républicaine languissantes. Ce fut inutilement que l'intervention des agents du Directoire s'exerça, en 1798 et 1799, de la manière la plus tracassière, pour imposer le calendrier républicain et substituer le décadi au dimanche ; le dimanche avait repris son ancienne et salutaire importance. « Ce sont toujours, disait un com-
« missaire du gouvernement, les jours de repos, de
« danses, de divertissements.... C'est toujours au sortir de
« la grande messe qu'on annonce au son de caisse les
« avertissements ou arrêtés qui doivent être publiés. C'est
« le dimanche que les gens des campagnes lisent et pu-
« blient tout ce qui leur est adressé, et sur les plaintes
« que je leur en ai faites, ils m'ont répondu que s'ils le
« faisaient les jours de décades ils ne trouveraient per-
« sonne. Les fêtes patronales connues sous le nom de
« *beau dimanche* sont toujours très nombreuses ; enfin

(1) Sauzay, *Histoire de la persécution révolutionnaire dans le Doubs*, X, 604-606.

« tous les anciens usages sont religieusement observés.

Un autre commissaire formule les mêmes griefs contre le rétablissement de l'ancien culte. « Nos fêtes décadaires
« et nationales, dit-il, sont désertes, et les institutions ré-
« publicaines ne sont que des mots. Il est nécessaire que
« vous déployiez la sévérité des lois contre les citoyens
« qui, au mépris de l'article 10 de celle du 17 thermidor,
« affectent par une opiniâtreté scandaleuse de continuer
« pendant les jours de décades et de fêtes nationales leurs
« travaux journaliers, qu'ils cessent très exactement les
« jours de dimanche et les fêtes de l'ancien calendrier.
« J'ai remarqué que le temple décadaire du chef-lieu, où
« l'on ne devrait voir que des tableaux ou inscriptions
« analogues aux institutions républicaines, n'est au con-
« traire décoré que de tableaux et statues propres aux
« anciens préjugés. L'exercice du culte décadaire et
« l'exercice du culte catholique que l'on y fait journalle-
« ment sont incompatibles. Je demande que le temple
« soit exclusivement réservé aux réunions décadaires et
« aux cérémonies des fêtes républicaines (1). »

A bout de voie et perdant la tête, l'administration invi-
tait les prêtres à transférer leurs fêtes au décadi ; le mi-
nistre est obligé de constater que le clergé profitait de
son ascendant sur les populations des campagnes pour
empêcher que le décadi n'y fût considéré comme un jour
de repos(2. Des départements cherchent à faire prévaloir
le calendrier républicain ; ils proscrivent la danse, le

(1) Lettre du 17 nivôse an VII (janvier 1799). Archives de l'Aube, L. 1433.

(2) Lettre du ministre au conseil des Cinq-Cents, du 24 ventôse an VI. Archives nationales, A. F. III, 503.

dimanche, ils interdisent les fêtes patronales dans les villages, etc. : vains efforts ! « Nous voyons avec amertume, « s'écria un agent national, le dimanche romain rivaliser avec trop d'avantage contre le décadi républicain (1.) » — « Ils ont beau faire (répète-t-on partout), « jamais ils ne feront tomber le dimanche (2). »

Les fêtes décadaires sont donc à peu près complètement abandonnées ; la garde nationale elle-même ne manifeste aucun zèle ou se dérobe aux convocations qu'on lui prodigue et qui ressemblent trop à des ordres pour ne pas rencontrer une vive et systématique opposition ; si la garde citoyenne paraît, c'est dans une tenue plus que négligée, tandis que les dimanches et autres fêtes elle est très parée pour aller à la grand'messe. Les élèves des écoles primaires se faisaient de plus en plus remarquer par leur absence aux fêtes passablement monotones du décadi. Invitations, ordres, mesures, réponses, rien n'y faisait. Il y avait d'ailleurs longtemps que l'enseignement public, dont on avait voulu transformer l'esprit et le caractère, n'existait plus (3).

La concurrence des écoles libres avait achevé l'abandon systématique et à peu près général des écoles dites *primaires*. De nombreuses écoles étaient tenues par des prêtres et des religieuses, en dépit de l'ostracisme qui les avait frappés en 1793. Un cordonnier, instituteur pri-

(1) Ed. Fleury, *Le clergé du département de l'Aisne*, tome II, p. 426, 430, 433. — De Lastie St.-Jal, *l'Église et la Révolution à Niort et dans les Deux-Sèvres* (Niort, 1870), p. 233.

(2) Sauzay, X, 603.

(3) Maggiolo, *De l'enseignement primaire dans les hautes Cévennes*, p. 33.

maire, se plaignant des prêtres dont la concurrence est de plus en plus grande dans l'enseignement, dit : « Ils « ôtent à l'instruction primaire dans les campagnes tous « leurs élèves (1). » Les plaintes des instituteurs républicains s'élèvent, de plus en plus amères. « Il faut, dit l'un, « révoquer tous les prêtres ; autrement, rien à faire pour « la morale républicaine ! » Et un autre, s'adressant au conseil des Cinq-Cents : « Je vois avec douleur plusieurs prêtres et autres personnes dans ma commune, « qui ont formé des établissements pour l'instruction « publique... J'entends des personnes qui se disent les « unes aux autres : Il faut envoyer nos enfants à tels « prêtres, c'est là où la plupart des honnêtes gens envoient leurs enfants à l'instruction ; d'autres : Il « faut les envoyer à notre curé, puisque l'instituteur « ne veut pas aller à la messe. Ah ! citoyens législateurs ! jusqu'à quand souffrirez-vous que les véritables « patriotes soient opprimés ? »

Naturellement, toujours au nom de la liberté, les instituteurs républicains réclament instamment, presque impérieusement, la suppression des écoles particulières dont le nombre s'accroît chaque jour.

Un commissaire du Directoire exécutif, après avoir dépeint la situation en termes précis, indique les remèdes à apporter au mal. « L'expérience, dit-il, a déjà fait « connaître qu'une théorie brillante en fait d'éducation « n'est qu'une pure chimère, qui enfante l'ignorance la « plus absolue. Les lois des 27 brumaire an III et 3 brumaire an IV n'ont reçu aucune exécution par rapport « aux écoles primaires. Elles ont seulement produit le

(1) Lettre de frimaire an VII. Arch. nat., A. F., III, 494.

« malheureux effet qu'il n'y a plus d'instituteurs ni d'élèves dans les campagnes, parce que leur théorie est impraticable. »

Voilà le mal ; maintenant, quel remède semble le meilleur au commissaire ? Le voici : Il faudrait, selon lui, avoir un instituteur par commune, lui interdire de s'occuper d'aucune fonction du culte, limiter son enseignement, forcer les pères de famille à envoyer leurs enfants aux écoles, de six à douze ans, et faire instruire gratuitement un certain nombre d'enfants pauvres (1).

Les motifs politiques furent surtout invoqués pour pousser à la répression des écoles libres dont le succès épouvantait le gouvernement. Déjà, en 1797, l'administration de la Seine voulait que l'on inspectât rigoureusement les écoles ; « sinon, disait-elle, il existerait dans la république deux sortes d'éducation ; dans les écoles primaires, nos enfants seraient élevés dans les principes de la pure morale et du républicanisme ; dans les écoles particulières, ils sucent les préjugés de la superstition et de l'intolérance ; ainsi la diversité des opinions, le fanatisme, la haine se perpétueront de génération en génération (2). »

Et d'autres, plus terribles encore, s'écriaient : « Foudroyez, anéantissez les écoles du royalisme ; armez les magistrats des lois nécessaires à cet effet (3). »

Le conseil des-Cinq Cents s'émut de ces plaintes furi-

(1) Lettre de Raulin, commissaire du Directoire à Montfaucon (Meuse), frimaire an VI. Arch. nat., A. F. III, 494.

(2) Adolphe Schmidt, *Tableaux de la Révolution française* III, 283-284.

(3) Arch. nat., A. F., III, dossier 494.

bondes, il entassa projets sur projets, nomma des commissions ; mais, tout se termina par l'éternelle histoire de la montagne en mal d'enfant. En vertu des principes républicains auxquels l'Etat s'obstinait à ramener l'instruction nationale, au nom probablement des droits de l'homme et du citoyen, etc., un député prétendait faire condamner à la déportation perpétuelle les instituteurs et les institutrices qui ne possédaient pas l'amour de la république et de ses lois ; un autre voulait exclure de l'enseignement, comme sous la Terreur, les anciens prêtres et les anciennes religieuses. Cette mesure fut repoussée comme la précédente. La maxime de Danton : *Les enfants appartiennent à la république avant d'appartenir à leurs parents* ne semblait plus que ce qu'elle était en effet, une épouvantable violation du premier et du plus sacré des droits, celui des pères de famille.

Boulay de la Meurthe réclamait hautement pour les citoyens le droit de nommer les instituteurs. « Ce droit, « disait-il avec raison, ils le tiennent de la constitution « et des lois, mais plus encore du titre sacré de père... « Par quelle singulière contradiction nommeraient-ils « leurs juges de paix, leurs municipaux et non les instituteurs de leurs enfants ? » Andrieux disait aussi : « Je « voudrais que cette élection fût confiée à l'assemblée « primaire ; qu'elle fût pour cinq ans avec la faculté « d'être réélu ; que l'instituteur ainsi élu ne fût destituable que par un jugement légal et pour forfaiture et que cette forfaiture ne pût être encourue que pour mauvaises mœurs, banqueroute ou incivisme. » Andrieux ajoutait : « Les instituteurs primaires tiennent véritablement la place des pères ; c'est

« donc aux pères qu'il appartient de les choisir (1). »

Si le conseil des Cinq-Cents cherchait à remédier au mal, le Directoire, lui, se retrem pant dans l'élément terroriste, ne voyait dans ce mal même qu'un moyen de faire triompher ses tendances despotiques. A défaut des lois, il eut recours aux décrets pour ruiner les écoles libres et peupler les écoles républicaines (2). Le 5 février 1798, les écoles furent remises sous la surveillance des administrations municipales, avec ordre exprès de voir si les élèves avaient entre les mains les livres élémentaires adoptés par la Convention, et si on leur faisait observer le décadi et les fêtes républicaines ; les écoles libres étaient surtout visées par ces mesures. « C'est sur ces « repaires du fanatisme et de la superstition, disait le « ministre Letourneur, que le Directoire appelle toute « votre vigilance et votre activité (3). »

Ce fut avec une ardeur fiévreuse que les administrations départementales, animées du souffle révolutionnaire, s'empressèrent d'appliquer les mesures inquisitoriales du Directoire. On se préoccupait beaucoup de savoir si les enfants lisaient, apprenaient par cœur la constitution de l'an III (4). On vit alors reparaître, avec commentaire, la maxime de Danton précitée ; elle était ainsi formulée . « En vain « les parents se persuaderaient-ils que l'éducation de « leurs enfants doit être laissée en proie à leurs opinions « et à leurs caprices ; qu'ils sachent que ces enfants

(1) *Moniteur*, an VII n^{os} 202 et 215.

(2) Arrêté du Directoire exécutif du 27 brumaire an VI (17 novembre 1797). Bulletin des lois, n^o 1556.

(3) Voyez Armand Bellée, p. 46.

(4) Arch. nat., A., F. III, 494. Cf. Schmidt, III, 289.

« appartiennent à la patrie encore plus qu'à leurs
« parents... (1) »

La guerre aux écoles libres, tel était le mot d'ordre des administrations. Les parents préféraient ne pas faire donner l'instruction à leurs enfants que de les envoyer dans les établissements où l'enseignement était antireligieux. Le gouvernement, sans revenir cependant à des sentiments modérés, était forcé de reconnaître qu'à l'exception d'un très petit nombre de départements les écoles primaires n'existaient pas ou n'avaient qu'une existence précaire. « La plupart des instituteurs, avoue le Directeur (2), languissent dans le besoin et luttent en vain
« contre le torrent des préjugés du fanatisme et de la
« superstition. » C'est-à-dire que les familles refusaient l'assistance de l'enseignement républicain, parce qu'il était antireligieux.

« En résumé, dit M. Babeau (3), tous les efforts du gouvernement étaient venus se briser contre des résistances d'autant plus difficiles à surmonter, qu'elles étaient passives et pour ainsi dire instinctives. Comme l'a très bien dit M. Bersot : « On exagère quand on croit que
« si on tient l'éducation on est maître absolu des âmes
« et qu'on donne à une nation la forme qu'on veut.
« L'éducation peut assurément beaucoup ; elle ne peut
« rien contre la nature et contre le temps (4). »

(1) Voyez Aellée, p. B. 40.

(2) Message du 3 brumaire an VII (24 octobre 1798), au conseil des Cinq-Cents.

(3) P. 165.

(4) Discours prononcé à l'Académie des Sciences morales et politiques, en 1877.

En somme, le Directoire avait échoué, comme la Convention, dans son dessein de transformer l'enseignement primaire; les panégyristes à outrance de la première république française sont eux-mêmes forcés de l'avouer(1).

Nous ne poussons pas plus loin cette étude; le temps et les circonstances présentes surtout, mieux qu'un long commentaire, sont appelés à en tirer la moralité et le fruit.

(1) Al. Ott. *Un mot sur l'instruction primaire* (Nancy, 1880), p. 54, 65. Compayré, *Hist. crit. des doctrines de l'éducation en France*, II, 321.

UNE STATUE A COLIGNI!

On pouvait croire ou du moins espérer que la *statuomanie* commençait à se ralentir en France, et l'on en était à se demander où l'on mettrait les nouvelles effigies d'hommes plus ou moins célèbres qui pourraient se produire, à notre époque d'enthousiasme aussi peu réfléchi qu'ardent, lorsque la recrudescence de cette fièvre décorative à outrance a semblé vouloir s'aggraver. Elle s'est compliquée des monuments collectifs élevés aux défenseurs plus héroïques qu'heureux du sol national, pendant la guerre de 1870-71 ; c'est, à l'heure présente, un encombrement de pierre, de granit, de marbre, de bronze, dont, après onze ans écoulés, l'accumulation ne s'explique guère et répond peu à un sentiment d'actualité ; mais ce n'est pas précisément de cela qu'il s'agit ici...

Que l'on élève, tardivement, il est vrai, des monuments au patriotisme malheureux, soit ; mais que, par une contradiction flagrante, on entreprenne d'ériger des statues à des individualités qui ne brillèrent nullement par ce sentiment, c'est ce que nous avouons ne pas comprendre. Ainsi, pour ne citer qu'un exemple, que dire du projet d'une statue à élever à l'amiral Coligni, à Paris, non loin de l'endroit où il fut blessé par Maurevert ? C'était donc un bien grand patriote que Coligni, pour

que l'on ait jugé à propos de lui voter une telle marque d'honneur? Pas le moins du monde... Ce n'était qu'un ambitieux qui, pour arriver à ses fins, la domination à tout prix, ne craignit point d'appeler l'étranger en France, triste héros des guerres dites *de religion* (1), ou plutôt contre la religion de son pays. C'est donc à titre d'*anticlérical* (et pas autre chose), que Coligni a éveillé les sympathies des édiles parisiens et mérité d'eux l'honneur de la pierre, du marbre ou du bronze qu'ils veulent lui décerner.

Empruntons aux historiens de ce temps-ci, en remontant d'un demi-siècle, quelques notes sur ce prétendu patriote, et cherchons dans les écrivains de diverses nuances ce qu'il faut, en somme, penser de l'homme choisi par le conseil municipal de la capitale pour être guindé sur quelque piédestal de coin de rue, de square ou de place publique.

Né en 1517, d'une famille catholique dont la piété paraît avoir été le partage, le jeune Coligni, lui, ne sembla pas disposé à répondre aux espérances que ses parents avaient peut-être conçues à son égard. « La crainte qu'il eut qu'on ne le forcât à embrasser l'état ecclésiastique, s'il réussissait trop bien dans ses études, les lui fit abandonner (2). » Bientôt, entraîné par son frère, on le voit donner dans les idées protestantes et embrasser cette secte où il devait jouer un assez triste rôle, tout d'abord dans l'assassinat du duc de Guise par Poltrot. Nous lais-

(1) Voyez, dans la neuvième série des *Erreurs et Mensonges historiques* (p. 152-182), *Les guerres de religion*.

(2) Weiss, article *Coligni* dans la *Biog.* Michaud, tome IX (1813), p. 240.

sons la parole à Sismondi (1), écrivain protestant de notre époque : « Poltrot, dans sa déposition, avait formellement accusé Coligni de l'avoir sollicité de commettre ce meurtre et de lui avoir fourni de l'argent dans ce but. *Dans nos idées actuelles, nous ne pouvons concevoir qu'un grand homme, un des hommes les plus vertueux et plus religieux qu'ait eus la France, fût descendu à une action si basse et si criminelle.* » Lacrosette déclare que l'histoire ne doit pas hésiter à l'en absoudre (2); une connaissance plus intime de l'esprit des temps ne confirme pas cette décision... Coligni, dans sa réponse, article par article, à la déposition de Poltrot, veut bien établir qu'il ne l'a pas séduit, qu'il ne lui a pas donné la commission de l'assassinat, qu'il ne l'a pas payé pour le commettre; mais il laisse comprendre qu'il connaissait les menaces de Poltrot, qu'il l'a mis à portée de les accomplir et qu'il n'en ressentait point d'horreur (3). Pasquier, qui eut connaissance de ce mémoire de Coligni, écrivait à un de ses amis : « Monsieur l'amiral a envoyé un manifeste en « cour, par lequel il n'avoue pas franchement avoir con- « senti à cette mort; mais aussi s'en défend-il si faible- « ment que ceux qui lui veulent du bien souhaiteraient, « ou que du tout il se fût tu ou qu'il se fût mieux dé- « fendu (4). »

Pasquier avait parfaitement raison, en dépit de l'é-

(1) *Hist. des Français*, tome XVIII (1834), p. 375-377.

(2) *Hist. des guerres de religion*, tome II, livre v, p. 133.

(3) Réponse de M. de Châtillon, amiral de France, à l'interrogatoire de Poltrot. (*Mémoires de Condé*, tome IV, p. 285-304. *Ibid.*, p. 292.

(4) Lettre XXI^e à M. de Fonssomme, livre iv, p. 108.

trange théorie de Sismondi qui affirme (1) que « la guerre privée était, autant que la guerre publique, dans les habitudes du gentilhomme et que le meurtre était une de ces actions auxquelles il se croyait appelé par état et qui ne lui inspirait point de répugnance. » Une aussi monstrueuse assertion donne la mesure de l'esprit du sectaire chez Sismondi et, avec ce paradoxe, l'attentat de Maurevert contre l'amiral Coligni, bien des années après, se trouve logiquement innocenté, en dépit des récriminations des écrivains protestants.

En effet, selon Sismondi (2), « le roi, en autorisant le duc de Guise à tuer Coligni, paraissait laisser seulement un libre cours aux vengeances de famille, car Guise n'avait jamais déposé l'idée que c'était Coligni qui avait fait assassiner son père. »

De par le témoignage formel de Sismondi, voilà donc Coligni tout d'abord reconnu complice, sinon même instigateur d'un assassinat. « *Assassinat politique*, » ne manqueront pas d'objecter nos modernes politiciens, aussi forts sur les distinctions que Basile lui-même.

Michelet (3) arrivant à la rescousse, dans son zèle maladroît, affirme le consentement de Coligni à l'attentat de Poltrot. « On ne manqua pas de faire dire à Poltrot qu'il avait été poussé par l'amiral. A quoi celui-ci répondit peu après, franchement, sincèrement, qu'il n'aurait pas pris pour cette affaire un grand parleur, si léger en propos ; que, du reste, depuis qu'il savait que Guise cher-

(1) Tome XVIII, p. 375 et 376.

(2) Tome XIX, p. 154.

(3) *Hist. de France* au xvi^e siècle. Guerres de religion (1856), p. 316.

chait à se défaire de lui, il n'avait nullement détourné ceux qui parlaient de tuer Guise. »

C'est un aveu cela, et cependant quel admirateur de Coligni que Michelet ! Le portrait qu'il en trace pourra être utile à l'artiste chargé de confectionner la statue en question.

« Il est marqué aux joues d'un triste rouge qui dit son mal profond, un mal d'entrailles qui prend l'homme à la base, à ce creuset vital où nos émotions versent l'eau-forte que ne contient nul vase, qui mangerait le fer et le diamant. Un pli au front, aux tempes dégarnies, des veines bleues, saillantes, accusent un amaigrissement, disons plus, une diminution de la personne. C'est un homme réduit, très frappé et qui se survit. Mais, tout luxe vital ayant fondu, l'homme intérieur se révèle mieux, il apparaît lui-même...

« Oui, plus claire que ne le fut jamais le Coligni entier, est cette ombre de Coligni.

« L'œil gris, pensif, contient toutes les souffrances du temps. Ce qu'il a vu, cet œil, de douloureux, d'horrible, qui le dira ?...

« Ce dessin ne donnant que le masque, ni cou, ni cheveux, ni coiffure, la tête semble d'un décapité... Elle a l'air de vous regarder du fond de l'autre monde, dans la force définitive de celui sur qui on ne peut plus rien.

« Mort ou vivant, *il est*, et on ne l'abolira pas ; car il est un principe. Une chose éternelle est en lui.

« C'est pour cela qu'on voudra le tuer ; car, on voit bien, à ce fixe regard, on voit à ce menton si arrêté, à cette bouche serrée d'une résolution indomptable, que cet homme se sent assis sur *le rocher des siècles*. On essayera le fer, et on l'y brisera...

« Il ne faut pas s'y tromper, cette tête infiniment austère d'un Christ des guerres civiles n'est pas douloureuse seulement; elle est extrêmement redoutable. C'est le Christ de la Loi, sans cruauté, mais résigné à la justice, et qui en acceptera toutes les conséquences, résigné à la punition des ennemis du droit et de Dieu (1). »

Nous n'avons pu résister au désir de reproduire ce portrait; c'est le sublime du galimatias, du Victor Hugo de la dernière manière.

Après son titre d'instigateur de l'assassinat du duc de Guise, Coligni peut encore et surtout revendiquer (triste et sanglante gloire!) celui d'organisateur des guerres civiles qui, en France, pendant tant d'années, sous le nom de *guerres de religion* désolèrent notre pays et le couvrirent de plus de ruines que ne devait y en accumuler la première Révolution.

Oui, la guerre civile, comme l'a très bien appelée et définie M. Th. Lavallée, un honnête républicain, dans son *Histoire des Français*:

« Coligni, dit-il, et les autres chefs calvinistes s'exagéraient les forces de leur parti; ils croyaient que, si le gouvernement embrassait le protestantisme, il ne faudrait pas dix ans à la France pour devenir tout entière protestante... Les huguenots s'enhardirent; ils firent publiquement leurs assemblées... ils demandèrent la destruction des statues, images et autres signes d'idolâtrie. Une agitation extrême fut le résultat de cette requête...

« Rien de tout cela n'était ratifié par la masse du peuple et par une bonne partie de la magistrature et de la noblesse. Montmorency s'indigna, « persuadé, disait-il,

(1) *Hist. de France au XVI^e siècle*, p. 387-389.

« qu'il ne pouvait se faire mutation de religion sans un « changement d'État (1)... » Les protestants, quelque bruit qu'ils fissent, ne formaient qu'une fraction minime de la population... La société française était fondamentalement catholique : depuis le roi jusqu'au serf, tout était lié hiérarchiquement par la religion ; le catholicisme était l'âme de la famille, de la cité, de la nation ; il s'était profondément insinué dans toutes les veines du corps social ; il était pour le peuple la sanction du passé et de l'avenir, la garantie de tous les droits, la source de toutes les jouissances ; il était la vie entière. Lois, mœurs, actions, pensées, arts, cérémonies, foyer domestique, existence publique, tout était imprégné de catholicisme. Aussi le peuple regardait-il les protestants comme des sacrilèges, des infidèles, des sauvages qui voulaient détruire toute la société ; à ses yeux, ce n'étaient pas des novateurs qui différaient de sa croyance seulement par quelques dogmes, c'étaient des ennemis, des étrangers, qui l'insultaient par leur mépris pour tous les objets de sa vénération ; et, quand il les vit détruire églises, croix, tombeaux ; quand il les vit s'attaquer à tout ce qui était pour lui civilisation, gloire, bonheur, c'est-à-dire à ces innombrables chefs-d'œuvre des arts que la foi du moyen âge avait enfantés, il les prit pour des barbares semblables aux Sarrasins (2). »

Rien de plus vrai et de plus naturel que ce sentiment. Oui, selon le mot très juste de M. Th. Lavallée, les protestants étaient *des étrangers* au milieu de notre vieux pays si profondément catholique.

(1) De Thou, livre xxvii. — La Place, livre v.

(2) Th. Lavallée, *Hist. des Français* (6^e édit., 1847), tome II, p. 368-370.

Le chancelier de L'Hôpital voulut essayer de ce qu'il appelait de la conciliation, mais ce ne fut pas précisément la loyauté qui présida à ses actes, surtout aux États de Pontoise. Qu'on en juge plutôt.

« Au lieu, dit M. Th. Lavallée (1), d'appeler une véritable représentation nationale, le chancelier ne fit nommer que treize députés de chaque ordre ; encore les députés du clergé, à cause du colloque de Poissy, ne vinrent-ils pas. Alors les vingt-six députés de la noblesse et de la bourgeoisie, presque tous modérés ou calvinistes, s'entendirent pour faire des demandes exorbitantes : l'exercice du culte calviniste dans toutes les villes, l'abolition de plusieurs ordres religieux, l'amovibilité des magistrats, etc... Sur la question financière, ils demandèrent formellement que le clergé fût dépouillé de la totalité de ses biens et que le produit de la vente fût appliqué à alléger les impositions et à gager des prêtres d'après des évaluations qui seraient réglées par les corps municipaux (2). »

Pas si *modernes*, on le voit, les idées que l'on s'obstine à qualifier de cette épithète sonore et creuse. Suppression des ordres religieux, destruction de l'immovibilité de la magistrature, spoliation du clergé et sa solde laissée au caprice des conseils municipaux, tout cela est redevenu l'idéal du temps présent, pastichant, en 1881, les mesures rêvées en 1561, au sein d'une assemblée soigneusement *épurée* par les protestants, au nom de la conciliation mais non du droit. Ce ne fut, comme le

(1) Th. Lavallée, *ut sup.*, p. 371.

(2) La Place, livre vi. — La Popelinière, livre vii. — Observations aux Mém. de Castelnau, tome II, p. 429.

dit très bien M. Th. Lavallée (1), qu'un « simulacre d'États généraux. »

Tout se préparait à la guerre civile que la reine, trompée par les demandes des États et par les bravades des protestants, qui lui faisaient croire qu'ils étaient plus de deux millions d'hommes, ne pensait pas à amener et que cependant elle inaugurerait, sous la pression du chancelier de L'Hôpital, un ancêtre de ces prétendus *libéraux* qui ont fait, en ce siècle, un mal si grand à notre pays.

Pour forcer la main au clergé et au parlement, le chancelier convoqua, à Saint-Germain, une assemblée de magistrats choisis par lui-même dans les huit parlements de France, et presque tous protestants secrets ou déclarés, et leur exposa ses idées de *tolérance* : « Il n'est pas question, leur dit-il, de délibérer sur les deux religions et de savoir quelle est la meilleure : l'état politique diffère de l'état religieux ; on peut être sujet fidèle et mauvais chrétien ; un excommunié ne laisse pas d'être citoyen. »

Sophismes dangereux quel'on s'efforce de faire revivre de nos jours, mais qui, Dieu merci, ne sont pas près de triompher. « On peut être sujet fidèle et mauvais chrétien, » quelle monstrueuse assertion ! Tout hérétique est doublé d'un révolutionnaire, l'histoire ne nous le prouve que trop éloquemment (2).

Cet édit de tolérance, dit de *janvier* (1562), qui changeait en réalité la constitution de la France, excita une fermentation universelle. Les protestants jetèrent des

(1) Th. Lavallée, *ut sup.*, p. 371.

(2) Voyez, dans la neuvième série des *Erreurs et Mensonges historiques* (p. 152-182), *Les guerres de religion.*

cris de joie : la victoire leur semblait assurée. « Élevés de leur droit, dit un des leurs, d'Aubigné, ils estimaient toutes doutes effacées, et, tenant au poing l'édit de janvier, l'étendaient par delà ses bornes (1). » Ils insultèrent les catholiques, s'emparèrent des églises, forcèrent les religieuses à sortir des couvents, firent des assemblées menaçantes. Leur arrogance fut extrême. Le parlement refusa d'enregistrer l'édit, qui violait, disait-il, toutes les lois du royaume et détruisait l'unité de la France ; il résista pendant deux mois. Les protestants menaçaient de se porter contre lui aux derniers excès. Enfin l'édit fut enregistré provisoirement.....

Paris avait, à cette époque, une population de deux cent cinquante mille âmes, dans laquelle on comptait à peine sept à huit mille calvinistes. Cependant les protestants ne craignaient pas d'irriter cette masse de catholiques, en les appelant *pauvres idiots populaires*.

Ce fut alors qu'apparut Coligni ; les calvinistes, de son avis, formèrent une ligue par laquelle ils reconnurent Condé pour légitime protecteur du royaume (11 avril 1562) ; puis ils nommèrent Coligni et Dandelot pour commander sous lui, s'allièrent avec la reine d'Angleterre et lui demandèrent des secours. « En moins de trois semaines, dit M. Th. Lavallée, les huguenots s'emparèrent de plus de deux cents villes ; ils surprirent partout les catholiques, qui ne s'attendaient nullement à la guerre ; d'ailleurs, comme ils étaient très remuants, ils semblaient bien plus forts qu'ils ne l'étaient en effet (1)... La guerre était tout le désir, tout l'espoir des

(1) D'Aubigné, tome I, livre III, p. 129.

(2) *Ibid.*, p. 377.

huguenots ; ils ne doutaient pas du succès... Exaltés par leurs ministres, ils croyaient qu'au moindre effort toute cette masse populaire, qu'ils méprisaient tant, s'humilierait devant eux et se laisserait imposer sans murmurer les nouvelles doctrines (1). »

Ces prévisions furent déçues dès le commencement des hostilités. Le découragement se mit dans l'armée protestante : les chefs se dispersèrent, soit pour chercher des renforts dans les provinces, soit pour appeler les secours de l'Allemagne et de l'Angleterre. Condé et Coligni restèrent à Orléans et « se mirent sur la défensive en attendant les étrangers (2). »

« Les huguenots avaient commencé la guerre avec l'enthousiasme de novateurs qui croyaient enlever la France par surprise ; ils avaient eu d'abord le succès. « Le peuple « ne pouvait croire qu'il y eût une telle multitude de protestants en France (3) » ; mais, dès qu'il fut revenu de sa stupeur, il montra aux huguenots quel petit nombre ils étaient et reprit toutes ses villes plus rapidement qu'elles n'avaient été enlevées... Dès que le calvinisme eut pris les armes, dès qu'il eut montré ses goûts de destruction, ses projets ambitieux, *ses idées républicaines*, il n'eut plus d'avenir, plus d'espoir de dominer en France (4). »

Coligni s'était retiré vers le Berri ; le duc de Guise le suivit jusqu'aux portes d'Orléans, une des rares places fortes restées au pouvoir des calvinistes. Si Orléans succombait, c'en était fait du calvinisme en France. « Il n'y

(1) D'Aubigné, t. I. livre III, p. 379.

(2) Tavannes, chap. XVIII.

(3) Castelnau, livre I, chap. VII.

(4) Th. Lavallée, *Ibid. ut sup.*, p. 382.

avait, dit M. Th. Lavallée (1), qu'un crime qui pût sauver et la ville et le parti ;... le duc de Guise fut assassiné par Poltrot... Les calvinistes relevèrent la tête et déclarèrent, par la voix même de Coligni, que la mort de Guise *était le plus grand bien qui pût advenir au royaume et à l'Église de Dieu* (2). L'amiral en garda une tache ineffaçable. »

Nous voilà dans la véritable appréciation du crime dont Coligni accepta hautement la complicité et que Sismondi (3) a apprécié, lui, d'un cœur si léger.

L'indignation des catholiques fut à son comble lorsque, pour payer les Allemands appelés par les calvinistes, le chancelier de L'Hôpital proposa de vendre pour trois millions de biens du clergé.

L'audace des protestants, celle de Coligni surtout croissait de plus en plus ; l'amiral dissimulait avec une rare habileté pour éloigner de lui tout soupçon et il y réussit. Au moment où il soufflait le feu avec fureur, un espion envoyé à son domaine de Châtillon, le vit habillé en paysan, occupé à faire ses vendanges. C'était le 26 septembre, et le lendemain les huguenots se levaient comme un seul homme. Le plan de Coligni et des siens était d'enlever le roi ; peu s'en fallut qu'il ne réussît. Trois mille lansquenets (*fantassins*) et six mille cinq cents reîtres (*cavaliers*) étaient arrivés d'Allemagne pour renforcer l'armée des calvinistes, mais, ne recevant pas d'argent, ils menaçaient de s'en retourner : Coligni, qui s'était donné l'administration de tous ces aventuriers, pourvut à

(1) P. 384.

(2) Lettre de Coligni à la reine.

(3) *Hist. des Français*, tome XIX, p. 154.

leurs besoins en rançonnant les villes et en pillant les églises.

Après bien des vicissitudes, les protestants, qui se sentaient perdus, ne connurent plus aucune mesure ; avant de succomber, ils firent le plus de mal possible au pays, qui les souffrait comme un fléau sans cesse renaissant. Partout les protestants pillaient les villes, massacraient les prêtres et les religieuses, démolissaient les églises ; de La Rochelle, qui était le cœur, le refuge et le trésor des sectaires, partaient de hardis corsaires qui couraient l'Océan, pillaient tous les marchands catholiques, recevaient les secours d'Élisabeth d'Angleterre, portant chez nos voisins d'outre-Manche les dépouilles des églises, qu'on y vendait à vil prix (1).

Coligni déployait une activité fiévreuse pour relever son parti ; il fut bientôt chargé de toute la direction des affaires des calvinistes. « L'amiral n'était ni un grand capitaine ni un habile homme d'État (2) ; » il ne sut pas profiter des fautes militaires de l'armée catholique, il perdit le temps à rançonner des villes, ébloui de la puissance de ses partisans qu'il s'exagérait à plaisir. Son indécision fit perdre à son armée la bataille de Moncontour (3 octobre 1569), qui dura à peine une heure ; les protestants furent mis en pleine déroute : dix mille périrent, le reste se dispersa ; canons, bagages, drapeaux, tout fut pris. Coligni eut de nouveau recours à l'étranger, aux Allemands, comme d'habitude, et, traversant le midi, annonça son intention de marcher sur Paris (1570), en recueillant en route des soldats et en vivant de butin.

(1). Castelnau, livre V, chap. II.

(2) Th. Lavallée, *ut sup.*, p. 406.

« C'était désormais toute la ressource du parti, qui n'osait plus livrer de batailles, ni manœuvrer devant l'armée royale, ni même rester cantonné dans une province : *il se trouvait réduit à l'existence d'une troupe de brigands, changeant sans cesse de lieu, vivant au jour le jour, inquiétant tout le royaume par ses apparitions et ses pillages* (1). »

Après avoir refusé les propositions d'accommodement que lui fit la reine, il se vit obligé, à la suite d'une sanglante défaite, de demander lui-même cette paix qu'il avait dédaignée, peu auparavant, avec tant d'arrogance.

Voulant calmer les ressentiments du parti calviniste ou plutôt le caressant pour l'affaiblir, Charles IX s'évertuait à flatter le vieil amiral ; celui-ci, « plein d'idées ambitieuses, heureux de sa puissance, ne voulait pas abandonner tout cela, avec l'avenir que son parti pouvait maintenant espérer, pour aller, sur quelques défiances, se jeter de nouveau dans la guerre, la guerre qui avait tant coûté et si peu réussi à la *cause* ! Il tenait toujours organisé dans le royaume ce vaste réseau protestant qui obéissait à l'impulsion de sa main et faisait de lui le second roi de France (2). »

Tel était Coligni ; vaniteux, son énorme suffisance le perdit. Le 21 août 1572, Maurevert le blessa assez grièvement, mais l'amiral, présomptueux jusqu'au bout, ne comprit pas l'avertissement de la Providence. C'était la revanche de Poltrot...

Tout semblait dit sur Coligni et son rôle antipatriotique, mais nous comptons sans M. H. Martin, le lauréat

(1) Th. Lavallée, p. 408 et 409.

(2) *Ibid.*, *ut sup.*, p. 417.

de deux académies, l'historien national, etc. Voici comment ledit historien raconte ou plutôt interprète la participation de Coligni à l'assassinat du duc de Guise par Poltrot. « Il (Poltrot) dit ou on lui fit dire que l'amiral, dès l'été précédent, l'avait engagé à tuer le duc de Guise ; qu'il avait refusé alors ; mais que Coligni était revenu à la charge et l'avait décidé... Il assura que Coligni avait aposté plusieurs autres gentilshommes pour faire partager le sort de Guise aux principaux seigneurs du parti catholique.....

« Coligni se hâta de répondre par un mémoire adressé à la reine :... il avouait avoir pris Poltrot à sa solde et l'avoir envoyé comme espion au camp de Guise, mais il niait absolument lui avoir donné aucune autre mission. Il confessait cependant qu'au moment où il partait pour la Normandie, Poltrot lui avait dit *qu'il serait facile de tuer le duc de Guise...* Au reste, ajoutait-il, j'ai maintes fois « averti le cardinal de Lorraine et Mme de Guise de com-
« plots contre la vie du duc ; mais, depuis que j'ai été
« dûment informé que ledit de Guise et le maréchal de
« Saint-André avaient attiré certaines personnes pour tuer
« M. le prince de Condé, moi et mon frère d'Andelot, de-
« puis ce temps, lorsque j'ai ouï dire à quelqu'un que,
« s'il pouvait, il tuerait le duc de Guise jusques en son
« camp, je ne l'en ai plus détourné (1)... »

Sur quoi et après cet aveu dépouillé d'artifice, M. H. Martin ajoute d'un ton doctoral : « Les paroles de Coligni portent le cachet de la vérité : lui aussi croyait à la légiti-

(1) *Hist. de France*, tome IX (de la 4^e édit. in-8, 1857), p. 153 et 154.

mité du tyrannicide inspiré par le ciel ; il acceptait le fait consommé, mais ne l'avait pas suggéré (1). »

Pourquoi alors Coligni avoue-t-il s'être servi de Poltrot « comme espion au camp de Guise ? » D'espion à assassin il n'y a pas si loin.

Selon M. H. Martin, à ses derniers moments, Poltrot « déclara que Coligni ne lui avait pas suggéré son dessein, mais en avait eu connaissance et l'avait approuvé (2), » ce qui revient à peu près à la même chose ; approuver le crime c'est s'en montrer le complice et l'instigateur.

Dans tout le reste de son récit, M. H. Martin exalte sans cesse Coligni ; parlant de l'accueil que fit Charles IX aux plans de l'amiral : « Cette jeune âme, dit-il (celle du roi), se réchauffa un moment aux rayons de la vraie gloire (3). »

Mais, c'est assez ; et maintenant comprend-on bien le fond de la pensée qui a présidé au projet de l'érection d'une statue à Coligni ? Est-ce au grand patriote que l'on a songé ? Non ; cet homme ambitieux et tout personnel ne rêva jamais autre chose que la guerre étrangère ou civile, la création dans l'État d'un État dont il eût été le dictateur ; pour arriver à son but criminel, tous les moyens lui semblèrent bons, même l'assassinat, le pillage et les excès qui l'accompagnent, faisant ainsi reculer le pays jusqu'aux ravages des Vandales et dépassant d'avance les excès de la grande et épouvantable Révolution dont il fut un des initiateurs les plus dangereux et les plus fougueux par son audace sans frein.

(1) H. Martin, *ibid.*, p. 154. (2) *Id.*, *ibid.*, p. 155. (3) *Id.*, *ibid.*, p. 285.



TABLE DES MATIÈRES.

	Pages.
Une république cléricale.....	1
Les mensonges de la peinture.....	24
La question des congrégations, il y a cent ans.....	40
Le roman de l'évêque Synésius.....	80
L'excommunication au moyen âge.....	100
La religion de Montesquieu.....	113
La mort de Jean Goujon.....	133
La caricature de Santeuil.....	143
Les mœurs de Robert d'Arbrissel.....	161
Un artiste français calomnié.....	188
L'instruction primaire en France avant la Révolution.....	201
Une statue à Coligni.....	230

